

UNIVERSITAT DE VALÈNCIA

Facultat de Dret



Departamento de Filosofía del Derecho, Moral y Política
Doctorado en Derechos humanos, Paz y Desarrollo Sostenible

TESIS DOCTORAL

Título de la tesis (en francés):

**« RECONFIGURATION DE L'ORDRE MONDIAL DE
L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION :
IMPLICATIONS ET INCIDENCES DE LA CHAINE AL JAZIRA »**

Presentada por:

D^a Hala Hela BEN HADJ M'BAREK

Director:

Prof. Dr. Jorge CARDONA LLORENS

Valencia, España, 2013

Avertissement

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

RECONFIGURATION DE L'ORDRE MONDIAL
DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION :
IMPLICATIONS ET INCIDENCES DE LA CHAINE AL JAZIRA

À ma mère, Nozha,

Qui abandonna l'école à 10 ans.

En espérant que symboliquement

Ce Bac+8 compensera son Bac-8.

Au politologue et historien français,

Dr. Jacques Sémelin devenu non voyant,

Mais qui, à mes yeux, a vu très juste.

REMERCIEMENTS

Je remercie tout d'abord celui sans lequel l'aventure n'aurait pu commencer : mon directeur de recherche, Pr. Jorge Cardona Llorens. D'abord pour m'avoir choisie parmi une soixantaine de candidats internationaux pour l'obtention de la Bourse Grisolia de formation du personnel chercheur. J'ai eu la chance de pouvoir entreprendre un doctorat directement après mon master, ce que je conçois comme un privilège. Je remercie d'ailleurs mon directeur de Master, Pr. Nacereddine Ghazali de m'avoir communiqué l'offre de bourse et soutenue dans la démarche. Je suis reconnaissante envers la « Consellería de Educación » d'Espagne de m'avoir accordée cette bourse grâce à laquelle ma thèse a pu être menée dans des conditions optimales.

Cette thèse n'aurait pu être développée sans la disponibilité de professionnels interviewés, notamment les experts de l'UNESCO qui m'ont intégrée à leur équipe et la société civile tunisienne avec laquelle j'ai beaucoup échangé.

Ma reconnaissance se dirige également vers tous les potentiels co-directeurs de thèse français qui ont accepté de participer au projet même si finalement une direction unique du Pr. Jorge Cardona était plus pratique : Pr. Samaha Khoury (Bordeaux), Sami Al-Deeb (Genève), François-Bernard Huyghe (Observatoire Géostratégique de l'Information de Paris) et Sami Naïr (Séville, Paris).

Mes remerciements personnels s'adresseront à mes parents, Salem et Nozha, pour ne pas avoir imposé de plafond de verre à mes ambitions. Je remercie également mon meilleur ami, Bassem Laredj ainsi que ma camarade Arantxa Gandía pour leur soutien au quotidien. Finalement je remercie mes collègues chercheurs et professeurs de l'Université de Valencia et de Castellon et bien évidemment les membres du jury de thèse que je ne connais pas encore.

“The Rise of the Rest”

L'élévation du reste [du monde],

Intitulé du livre d'Alice H. Amsden

« À la télévision, on ne peut pas dire la vérité :

Il y a trop de monde qui regarde. »

Coluche, humoriste Français

RÉSUMÉ

Reconfiguration de l'ordre mondial de l'information et de la communication : implications et incidences de la chaîne Al Jazira

L'information est la base de la prise de décision. Les gouvernements à travers l'Histoire ont compris l'influence de ce *soft power* dans leur politique intérieure comme extérieure. Les États naissants de la décolonisation ont surtout noté le déséquilibre de ses sources et ses conséquences en termes de domination culturelle et intellectuelle. Cette thèse se demande alors comment donner une voix au « Sud ». Elle analyse la démarche des principaux acteurs impliqués dans l'idéal d'un « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication », le Mouvement des Non-alignés et l'UNESCO. Leurs approches étant inter-gouvernementales la question de la volonté politique des acteurs est soulignée.

C'est alors qu'apparaît un acteur non-intergouvernemental outrepassant le consentement étatique et modifiant l'ordre établi : la chaîne *Al Jazira* qui émet une information internationale par des professionnels arabes. Commencée avant les révolutions arabes, cette thèse se demande finalement dans quelles mesures le rééquilibrage de l'information mondiale par la chaîne qatarie aide à démocratiser à la fois la société internationale et les États qu'elle couvre principalement : ceux du monde arabe.

Mots clés : Al Jazira, UNESCO, NOMIC, droit à l'information, Mouvement des Non-alignés, propagande de guerre, infowar, chaînes satellitaires, souveraineté culturelle, colonisation de l'information, médias transnationaux, choc des civilisations, Qatar.

ABSTRACT

Reconfiguration of the World Order of Information and Communication: implication and impact of the channel Al Jazeera

Information is the basis for decision making. Governments throughout History have understood the impact of this soft power in their domestic and foreign policy. States emerging from decolonization have especially noted the imbalance of its sources and its consequences in terms of cultural and intellectual domination. This thesis investigates on how to give a voice to the "South". It analyzes the approach of the main actors involved in the ideal of a "New World Order of Information and Communication", the Non-Aligned Movement and UNESCO. They adopted an inter-governmental approach so the issue of the States' political will is emphasized.

Then a non-intergovernmental actor bypassing the States' consent has been launched and has changed the established order: the channel *Al Jazeera* broadcasted international information made by Arab professionals. Started before the Arab revolutions, this thesis eventually asks to what extent Al Jazeera's rebalancing of global information helps democratizing both the international society and the States the channel mainly covers: those of the Arab world.

Key words: Al Jazeera, UNESCO, NWICO, right of information, Non-aligned Movement, war propaganda, infowar, cultural sovereignty, information colonization, transnational media, satellite channels, clash of civilization, Qatar.

RESUMEN

Reconfiguración del orden mundial de la información y de la comunicación: implicaciones e incidencias de la cadena Al Yazira

La información es la base de la toma de decisión. Los gobiernos a través de la Historia entendieron la influencia de este *soft power* en su política interior como exterior. Los Estados nacidos de la descolonización notaron sobre todo el desequilibrio de sus fuentes y sus consecuencias en términos de dominación cultural e intelectual. Esta tesis entonces pregunta cómo dar una voz al « Sur ». Analiza el enfoque de los principales actores implicados en el ideal de un « Nuevo orden mundial de la información y de la comunicación »: el Movimiento de los No-alineados y la UNESCO. Sus aproximaciones siendo inter-gubernamentales, la cuestión de la voluntad política se subraya.

Así aparece en nuestro pensamiento un actor no-intergubernamental sobrepasando el consentimiento estatal y modificando el orden establecido: la cadena *Al Yazira* que emite una información internacional por profesionales árabes. Iniciada antes de las revoluciones árabes, esta tesis pregunta finalmente en qué medida el reequilibrio de la información mundial por la cadena catari ayuda en la democratización tanto de la sociedad internacional como de los Estados que ella cubre principalmente : los del mundo árabe.

Palabras claves: *Al Yazira*, UNESCO, NOMIC, derecho a la información, Movimiento de los No-alineados, propaganda de guerra, *infowar*, cadenas satelitarias, soberanía cultural, colonización de la información, medios transnacionales, choque de civilizaciones, Catar.

SOMMAIRE

DÉDICACE.....	5
REMERCIEMENTS.....	6
CITATION.....	7
RÉSUMÉ.....	8
ABSTRACT.....	9
RESUMEN.....	10
SOMMAIRE.....	11
LISTE DES ACCRONYMES.....	18
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	22
CHOIX, INTÉRÊT ET ACTUALITÉ DU SUJET.....	25
DÉFINITION DES TERMES ET DÉLIMITATION DU CHAMP DE RECHERCHE.....	26
PROBLÉMATIQUE, HYPOTHÈSES ET PLAN.....	28
APPROCHE ADOPTÉE : ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES.....	30

PREMIÈRE PARTIE

Des solutions intergouvernementales

au déséquilibre de flux d'information...

INTRODUCTION.....	35
CHAPITRE I :	
DERIVES D'UNE INFORMATION INTERNATIONALE À SENS UNIQUE.....	36
I.1 NON-INFORMATION : UN VERROUILLAGE À LA SOURCE.....	37
1.1 Éviter le syndrome vietnamien	37
1.1.1 Canaliser l'information de guerre.....	38
1.1.2 Eliminer les sources alternatives.....	39

1.1.3 Tuer le messager : un crime légitime ?.....	41
1.2 Omettre le contexte historique.....	42
1.2.1 Diabolisation d'anciens alliés.....	43
1.2.2 Le mythe de la « bonne guerre ».....	44
1.3 Un monde « inutile ».....	45
1.3.1 Les guerres oubliées	46
1.3.2 Sur-médiatisation des uns.....	47
1.3.3 Mort médiatique des autres.....	49
I.2 DE LA STRATÉGIE RHÉTORIQUE AU MENSONGE MÉDIATIQUE	51
2.1 Le choix des mots et des images.....	52
2.1.1 Jeux sémantiques.....	52
2.1.2 Battage médiatique à but interventionniste : le cas kosovar.....	54
2.2 Les médias-mensonges dans l'Histoire	56
2.2.1 Les faux témoignages.....	56
2.2.2 Des rumeurs infondées.....	57
2.2.3 La faute aux empires médiatiques ?.....	59
CONCLUSION.....	61
CHAPITRE II :	
SOLUTIONS INTERGOUVERNEMENTALES AU DÉSÉQUILIBRE DES FLUX D'INFORMATION INTERNATIONALE.....	63
II.1 INITIATIVES DU MOUVEMENT DES NON ALIGNÉS POUR UNE INFORMATION MULTIPLE ET EQUILBRÉE.....	64
1.1 Griefs des Non-alignés contre les médias occidentaux	64
1.1.1 Un héritage colonial à défaire.....	64
a) Opposition à la logique du « premier arrivé, premier servi ».....	64
b) Décoloniser l'information.....	66
c) Griefs des Non-alignés au XXIème siècle.....	67

1.1.2 Solutions collectives des Non-alignés.....	69
a) Premier pool d'agences de presse du Sud.....	69
b) Concentration de projets au niveau régional.....	70
c) Focus sur les initiatives arabes.....	71
1.2 Limites de la méthode non-alignée.....	73
1.2.1 Une vision verticale du déséquilibre.....	74
1.2.2 Des obstacles principalement endogènes.....	74
II.2 Du NOMIC au PIDC de l'UNESCO.....	77
2.1 Vers un « Plan Marshall technologique » ?.....	77
2.1.1 Efforts multiples d'institutions internationales.....	77
a) L'UIT, acteur historique.....	77
b) L'information au service du développement humain.....	78
2.1.2 L'UNESCO, tribune principale du nouvel ordre informationnel.....	80
a) Prise en main du débat sur l'information internationale.....	80
b) Le NOMIC souhaité par le rapport Mc Bride.....	81
c) Un concept mort-né.....	83
2.2 Stratégies et suites de l'UNESCO post-NOMIC.....	84
2.2.1 Application des indicateurs de développement des médias.....	84
a) Amélioration du cadre légal des médias.....	85
b) Viabilité financière des organes de presse.....	86
c) Diversité politique des vues.....	87
d) Capacitation structurelle et humaine des acteurs de l'information.....	89
2.2.2 Limites de la promotion intergouvernementale de la liberté d'expression.....	91
a) Limites juridiques de la protection du droit à l'information.....	91
b) Limites politique de la coopération intergouvernementale.....	98
c) Limites économiques de projets subventionnés.....	101
CONCLUSION	105

DEUXIÈME PARTIE

... À la reconfiguration de l'ordre mondial de l'information et de la communication par des acteurs non-intergouvernementaux : le cas de la chaîne Al Jazira

INTRODUCTION107

CHAPITRE III :

DÉMOCRATISATION DE L'AUDIOVISUEL MONDIAL ET LOCAL.....109

III.1. UN ORDRE DE L'INFORMATION SUD-NORD..... 110

1.1 Un regard et un autre regard110

1.1.1 Contre la médiatisation manichéenne du nucléaire iranien.....110

a) Mise en parallèle avec le nucléaire israélien.....111

b) Application arbitraire du Traité de non-prolifération.....112

*1.1.2 Justes causes et injustes conséquences de la guerre contre le terrorisme
.....113*

a) Djihadiste ou altermondialiste ?.....113

b) « Terrorisme d'État ».....114

c) Fin de l' « infowar » américaine.....117

1.1.3 Relativité du conflit israélo-arabe.....119

a) Rappel d'un droit à l'autodétermination bafoué.....119

b) Mauvaise foi israélienne.....121

c) Le conflit israélo-libanais sous un autre prisme.....122

1.1.4 Contrepoids au nouvel Orientalisme123

a) Représentation de l'indigène muet.....124

b) Rupture des préjugés relatifs à l'Islam.....125

c) Intermédiaire entre blocs culturels.....128

1.2 L'information à contre-sens..... 130

1.2.1 Exclusivité arabe sur la couverture de sa région.....130

a) Reconnaissances de la valeur ajoutée d'Al Jazira.....130

b) <i>Comblement de carences occidentales volontaires ou non</i>	132
1.2.2 <i>Limites de la perméabilité Sud-Nord</i>	135
a) <i>Sources problématiques</i>	135
b) <i>Déontologie parfois douteuse</i>	136
c) <i>Animosité de l'armée américaine</i>	137
d) <i>Violations du jus in bello</i>	138
e) <i>Divergences éthiques</i>	140
f) <i>Réappropriation du message et contre flux inverses</i>	141
g) <i>Conséquences : choix d'un format adapté à l'Occident</i>	143
III.2 UN ORDRE DE L'INFORMATION HORIZONTAL.....	145
2.1 Information participative contre élitisme journalistique.....	145
2.1.1 <i>Obstacles à l'enracinement d'Al Jazira dans le paysage audiovisuel arabe</i>	145
a) <i>Contrôle du phénomène parabolique</i>	146
b) <i>Représailles de gouvernements arabes</i>	147
2.1.2 <i>Vulgarisation du pouvoir de communiquer</i>	149
a) <i>Nécessité d'une communication ascendante</i>	149
b) <i>Rappel de l'indivisibilité des droits de l'homme</i>	150
c) <i>Représentation démographique du discours</i>	150
d) <i>Prérequis atteints de la « communication démocratique »</i>	152
2.2 <i>École informelle d'un journalisme du développement</i>	153
2.2.1 <i>Du rôle social de la télévision</i>	153
a) <i>Potentiel éducatif de masse</i>	153
b) <i>Déviances télévisuelles</i>	154
2.2.2 <i>Du journalisme de développement au journalisme irresponsable</i> ...	155
a) <i>Al Jazira : acteur de paix, facteur de guerre</i>	155
b) <i>Tendances au journalisme irresponsable</i>	157
CONCLUSION.....	159

CHAPITRE IV :

INCIDENCES SUR LA DÉMOCRATISATION DU MONDE DES CONTRIBUTIONS NON INTERGOUVERNEMENTALES À UN NOUVEL ORDRE DE L'INFORMATION.....162

IV.1 POUVOIR DES MÉDIAS TRANSNATIONAUX DANS LA DÉMOCRATISATION : COMPARAISON ENTRE LE PRÉCÉDENT EST-EUROPÉEN ET LE MONDE ARABE.....	164
1.1 Identification au 'frère libre'	165
1.1.1 <i>Au secours de « soi-même »</i>	165
1.1.2 <i>Critiques acceptables d'un pair</i>	167
1.2 Endiguement d'une idéologie par les ondes.....	167
1.2.1 <i>Gagner la guerre sans la faire</i>	168
a) <i>Chevaux de Troie audiovisuels</i>	169
b) <i>Contre-propagande soviétique</i>	170
1.2.2 <i>Rompre avec l'exceptionnalisme politique</i>	172
a) <i>La fin du diktat bienveillant</i>	172
b) <i>Evolution générationnelle</i>	173
c) <i>Marge de provocation des medias transnationaux</i>	174
1.4 Émancipation des opinions publiques.....	175
1.4.1 <i>Se détacher de l'annonce officielle</i>	175
a) <i>Fossé temporel et événements mort-nés</i>	176
b) <i>Repère entre les rumeurs</i>	177
1.3.2 <i>Le média transnational comme multiplicateur d'audience</i>	178
a) <i>Tribune des censurés</i>	178
b) <i>D'observateur à prescripteur de révolution</i>	179
c) <i>Vase communiquant régional</i>	180
IV.2 AL JAZIRA : CAUSE ET/OU MOYEN DES RÉVOLUTIONS ARABES	183
2.1 Influences pré-révolution	184

2.1.1 De l'hypo à l'hyper-information : sortie de l'inertie politique	185
a) Asepsie politique.....	185
b) Output (produit) des stimuli d'information.....	187
2.1.2 Locomotive de réformes : vers une télécratie ?.....	189
a) Obstacles à l'élan réformiste.....	189
b) Rien ne se crée, tout se transforme.....	190
c) Méfiance quant aux ambitions démocrates.....	191
2.2 Contributions in-révolution.....	194
2.2.1 Moteur de la frénésie du moment.....	194
a) Réinjection des données sur grands écrans.....	194
b) Transmission de l'empathie.....	196
2.2.2 Le chaînon manquant ?.....	197
a) Feu vert général.....	198
b) Autres acteurs clés de la révolution.....	199
2.3 Apports post-révolution.....	200
2.3.1 Modèle et garde-fou : de l'utilité d'un média externe.....	200
a) Modèle d'inspiration.....	200
b) Garde-fou des réflexes du passé.....	202
2.3.2 Outil de la transition démocratique.....	205
a) Reconnaissance des forces politiques en présence.....	205
b) Exporter la « vague verte »?.....	207
c) « Al Jazira, dégage ».....	210

CONCLUSIONS GENERALES.....	214
-----------------------------------	------------

BIBLIOGRAPHIE	223
----------------------------	------------

TABLE DES ANNEXES.....	241
-------------------------------	------------

SYNTHÈSE EN CASTILLAN.....	306
-----------------------------------	------------

LISTE DES ACCRONYMES

ABU – Asian Broadcasting Union

ADM – Arme de Destruction Massive

AIEA – Agence Internationale de l'Énergie Atomique

ANC – Assemblée Nationale Constituante

ANN – Arab News Network

AP – Associated Press

ARD - Arbeitsgemeinschaft der öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten der Bundesrepublik Deutschland (Communauté de travail des établissements de radiodiffusion de droit public de la République fédérale d'Allemagne)

ASBU – Arab Satellite Broadcasting Union

ASTC – Arab Satellite Television Charter

BBC – British Broadcasting Company

C4D – Communication for Development

CAMR - Conférence Administrative Mondiale des Radiocommunications

CANA – Caribbean News Agency

CBU – Caribbean broadcasting Union

CCAC – Convention sur Certaines Armes Classiques

CENTCOM – United States Central Command

CIA – Central Information Agency

CMR – Conférence Mondiale de Radiocommunications

CNN – Cable News Network

CPI – Cour Pénale Internationale

CPJ – Comité pour la Protection des Journalistes

FIJ – Fédération Internationale des Journalistes

CSA – Conseil Supérieur de l’Audiovisuel

CSFA – Conseil Suprême des Forces Armées

DUDH – Déclaration Universelle des Droits de l’Homme

EDAN - États Dotés d’Armes Nucléaires

ENDAN – États Non Dotés d’Armes Nucléaires

FAO – Food and Agriculture Organisation

IFEX - International Freedom of Expression Exchange

IFPO – Institut Français du Proche Orient

IRMC – Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain

ISIE – Instance Supérieure Indépendante pour les Élections

JMTDC – Al Jazeera Media Training and Development Center

LBC – Lebanese Broadcasting Corporation

LEA – Ligue des États Arabes

MBC – Middle East Broadcasting

MEMRI – Middle East Media Research Institute

MNA – Mouvement des Non Alignés

NANAP – Non Aligned News Agencies Pool

NBC – National Broadcasting Company

NOEI – Nouvel Ordre Economique International

NOMIC – Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication

NTIC – Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

OLP – Organisation de Libération de la Palestine

OMC – Organisation Mondiale du Commerce

OMD – Objectifs du Millénaire pour le Développement

OMS – Organisation Mondiale de la Santé

ONG – Organisation Non Gouvernementale

ONT – Office Nationale de Télédiffusion

ONU – Organisation des Nations Unies

ONUSIDA – Programme de l'ONU pour la lutte contre le SIDA

OTAN – Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PANA – Pan African News Agency

PIDC – Programme International de Développement de la Communication

PIDCP – Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques

PNUD – Programme des Nations Unies pour le Développement

QAFCO – Qatar Fertiliser Company

R2P – Responsabilité de Protéger

RDA – République Démocratique Allemande

RFA – République Fédérale d'Allemagne

RFE – Radio Free Europe

RFI – Radio France Internationale

RIAS – Radio In the American Sector

RL – Radio Liberty

RSF – Reporters Sans Frontières

RTS – Radio Televizija Srbije (Radiotélévision nationale serbe)

TF1 – Télévision Française 1

TIC – Technologies de l'Information et de la Communication

TNP – Traité de Non-Prolifération nucléaire

UÇK - Ushtria Çlirimtare e Kosovës (Armée de libération du Kosovo)

UGTT – Union Générale des Travailleurs Tunisiens

UIT – Union Internationale des Télécommunications

UNESCO – Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

URSS – Union des Républiques Socialistes Soviétiques

URTNA – Union des Radiodiffusions et Télévisions Nationales d'Afrique

VOA – Voice of America

INTRODUCTION GÉNÉRALE

INTRODUCTION GÉNÉRALE

« La plume est plus puissante que l'épée », « la langue est plus à craindre que la lame » et « l'encre du savant est plus sacrée que le sang du martyr ». Ces trois maximes orientales s'accordent sur la supériorité de la force de l'esprit sur la force du corps. « Le Prince » de Machiavel ne doit-il pas être à la fois lion et renard, puissant et rusé ? La plume surpasse l'épée car elle convainc l'ennemi et ne le contraint pas.

Tout progrès, toute victoire réelle de la société est le produit non de la coercition mais de l'intelligence des mots. Sur cette société du savoir, François-Bernard Huyghe, chercheur en Sciences de l'information, se demande jusqu'où peut aller un citoyen qui sait : « l'invention de l'imprimerie a-t-elle permis la Révolution Française ? »¹ L'imprimerie a définitivement contribué à la diffusion de masse des idées révolutionnaires et par là, au basculement de la destinée d'un peuple en fédérant les esprits.

Cependant les révoltés du monde n'ont pas attendu la création de la typographie moderne par Gutenberg en 1450 pour se soulever. Mais cette invention est importante dans le sens où elle permet la circulation plus rapide et massive des idées. Dès lors, la presse évoluera considérablement, passant du support papier à internet, du livre de chevet à la télévision par satellite. Les révolutionnaires d'aujourd'hui ont à leur disposition des outils d'information incommensurables mais utilisent-ils ces nouvelles

¹ Entretien sur la notion d'ordre mondial de l'information avec François-Bernard Huyghe, professeur de Sciences de l'Information et Directeur de l'Observatoire Géostratégique de l'Information, Paris, mai 2011

technologies de l'information et de la communication dans le sens de la démocratisation du monde ?

L'expression « démocratisation du monde » renferme à notre avis deux dimensions : la démocratisation interne d'un État et la démocratisation externe de la société internationale. La démocratisation interne vise à desserrer un gouvernement autocrate et la démocratisation externe recherche un nouvel ordre mondial multilatéral où moyennes et petites puissances auraient aussi leur voix. Sur cette deuxième dimension, l'ancien président Brésilien L. Lula da Silva disait : « Etre démocrate au plan global, c'est accrédiiter que nous avons tous le droit d'être des acteurs ».²

Une approche multilatérale des relations internationales est d'autant plus nécessaire depuis la fin de la Guerre froide. En effet, à la chute du mur de Berlin en 1989, l'intellectuel américain Francis Fukuyama annonçait la « Fin de l'Histoire ».³ Il voyait la prédominance du libéralisme américain et la fin des tensions idéologiques. Mais au contraire, l'éclatement des blocs a conduit au morcellement des idées et à l'exacerbation des identitarismes. C'est donc le début d'une « Autre Histoire » avec l'entrée en jeu de nouveaux acteurs à prendre en compte. Le politologue américain Samuel Huntington annonçait à ce propos un « processus global d'indigénisation », c'est-à-dire la résurgence des cultures non-occidentales sur la scène internationale. Ces dernières ne rejettent pas la modernité, mais « l'occidentoxication ». Elles clament : « Nous serons modernes mais nous ne serons pas vous ».⁴

² Colloque « Brésil : acteur global » in Elodie Brun, *Les relations entre l'Amérique du Sud et le Moyen-Orient, un exemple de relance Sud-Sud*, L'Harmattan, 2008, p92

³ Francis Fukuyama, « The End of History? », revue *Commentaire*, n° 47, automne 1989, pp. 457-469

⁴ Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, Odile Jacob, 2009, p139 et 141

1. Choix, intérêt et actualité du sujet

C'est dans ce contexte de relations internationales post-guerre froide que nous avons cherché une entité pouvant promouvoir la démocratie locale comme la démocratie globale. Cet acteur, par la diffusion du savoir, devrait à la fois émanciper les peuples et les faire dialoguer et coexister les uns avec les autres. Nous nous sommes donc penchés sur un « média du Sud » lancé en 1996 et qui a révolutionné le journalisme international. *Al Jazira*, la chaîne qatarie d'information en continu a donné une voix à une zone géographique caractérisée par un grand nombre d'autocrates : le monde arabe.

Dans le classement mondial de la liberté de la presse 2011-2012 de l'organisation Reporters sans frontières, tous les membres de la Ligue Arabe font partie du dernier tiers d'États, mis appart les Comores (45^{ème} rang sur 179).⁵ Il y a un lourd travail à entreprendre en termes de construction d'un État de droit dans cette région sclérosée.

Ce n'est donc pas un hasard, que le 10 décembre 2010, l'UNESCO, agence des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, signait un accord de coopération avec la chaîne *Al Jazira*. Conclu à la date anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ce partenariat de deux ans avait pour objectif de promouvoir la liberté d'expression et l'accès à l'information dans le monde arabe (à travers des expositions communes de photojournalisme et un festival international de documentaires).

⁵ Mauritanie (67^{ème}), Koweït (78), Liban (93), Émirats arabes unis (112), Qatar (114), Oman (117), Algérie (122), Jordanie (128), Tunisie (134), Maroc (138), Irak (152), Territoires palestiniens (153), Libye (154), Arabie saoudite (158), Djibouti (159), Somalie (164), Égypte (166), Soudan (170), Yémen (171), Bahreïn (173) et Syrie (176).

Reporters sans frontières, *Classement mondial de la liberté de la presse 2011-2012*, 25 janvier 2012 http://fr.rsf.org/IMG/CLASSEMENT_2012/C_GENERAL_FR.pdf

Au niveau international, la chaîne a rendu le système mondial plus inclusif en l'ouvrant à d'autres visions des relations internationales, à la diversité politique mondiale. De surcroît, nous vivons dans un monde en déplacement, où la mondialisation ouvre au brassage des nations. Ce mélange des peuples n'est pas sans conséquences géopolitiques. L'Europe, par exemple, a changé de visage. Jadis polythéiste, puis de culture judéo-chrétienne, ensuite laïque, elle absorbe à présent l'Islam au sein de ses populations. La compréhension mutuelle entre les peuples est définitivement d'actualité et des stratégies de multiculturalisme doivent être développées pour éviter ce que S. Huntington appelait le « Choc des civilisations » entre Occident et Orient.

C'est donc cette ère post-occidentale que les chercheurs politologues doivent appréhender et préparer. Le sujet « Renouveau de l'ordre mondial de l'information et de la communication : implications et incidences de la chaîne *Al Jazira* » va dans le sens de ces efforts de recherche.

2. Définition des termes et délimitation d'un champ de recherche

L'expression « ordre mondial de l'information » rappelle le concept de « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » promu par l'UNESCO à la suite du rapport *Voix multiples, Un seul monde* de la Commission internationale pour l'étude des problèmes de la communication (Rapport Mc Bride)⁶. Cependant cette terminologie a été abandonnée par l'institution internationale au profit de la notion de « Nouvelle Stratégie de communication ». Notre titre ne ranime donc pas ce concept mais s'en inspire.

⁶ Séan Mc Bride et collaborateurs, *Voix multiples, un seul monde*, rapport de la Commission internationale pour l'étude des problèmes de la communication (CIC), Edition UNESCO, la Documentation française et les Nouvelles éditions africaines, 1980

Dans la suite de notre ouvrage, ce rapport sera mentionné comme « Rapport Mc Bride »

Par information, nous entendons le travail de collecte, traitement et diffusion des actualités et des diverses opinions par rapport aux faits. L'information est englobée dans le champ plus large de la communication qui est à la fois : information, dialogue, éducation, promotion, intégration et divertissement.⁷ Si l'information est un message, la communication est une relation avec le récepteur.⁸

Le terme *Al Jazira* cache une ramification en plusieurs chaînes. Nous nous concentrerons sur les chaînes d'information en continu (car il existe aussi une chaîne de sport et une de documentaires). La chaîne arabophone est née la première. Créée le 1^{er} novembre 1996 par l'émir du Qatar, cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani, elle est basée à Doha. L'initiative journalistique du Qatar se développe avec le lancement de la chaîne anglophone *Al Jazeera English* en 2006, *Al Jazeera Balkans* (serbo-croate) en 2011 et d'*Al Jazeera America* début 2013. Elle dispose de trois sites web à distinguer : l'arabophone (www.aljazeera.net), l'anglophone (www.aljazeera.com) et celui en serbo-croate (www.balkans.aljazeera.com).

Abordant les relations Nord-Sud, les termes « Occident », « Monde arabe », « Sud » et « Nord » seront fréquemment utilisés. La terminologie a évolué avec le redressement des anciennes colonies. Il fut commode de diviser le monde entre « Triade » et « Tiers-Monde ». Aujourd'hui le choix des regroupements est plus délicat. Le Tiers-Monde que nous réduisons au terme général de « Sud » se subdivise en fait en une compilation de petites et moyennes puissances, de pays sous-développés, en voie de développement et émergents. Donc, ironiquement, même si le Qatar dispose en 2012 du plus grand revenu au monde par habitant après le Liechtenstein, *Al Jazira* est un média du Sud. Il est d'autant plus du Sud qu'il emploie des professionnels de tout le

⁷ Rapport Mc Bride, *doc. cit.*, p 17

⁸ Idée développée par Dominique Wolton, *Informer n'est pas communiquer*, CNRS Éditions, 2009

monde arabe. Au « monde arabe » nous donnerons une définition institutionnelle, c'est-à-dire qu'il renferme tout État membre de la Ligue Arabe.

Le terme « Nord » quant à lui regroupe les pays développés, industrialisés. Quant à l'«Occident», au vu des divergences politiques de parts et d'autres de l'Atlantique Nord, nous nous demandons s'il en existe vraiment un. Le « Nord », dans notre contexte, décrira tout pays d'Amérique du Nord ou d'Europe occidentale dont les médias internationaux ont pu se développer et s'imposer avant l'émergence des voix du Sud.

Enfin nous analyserons deux méthodes, l'une « intergouvernementale » et l'autre « non-intergouvernementale ». Cette distinction réside dans le facteur consentement de l'Etat ou non. C'est-à-dire que les solutions intergouvernementales se feront sur la base de la coopération et de la bonne volonté des Etats. Tandis que la méthode non-intergouvernementale, au contraire, peut être gouvernementale certes (*Al Jazira* est une initiative du Qatar) mais se fait sans la coopération ni le consentement d'autres Etats.

3. Problématique, hypothèses et plan de thèse

Notre sujet « Reconfiguration de l'ordre mondial de l'information et de la communication : contributions et incidences de la chaîne *Al Jazira* » a pour objectif général d'expliquer l'importance du facteur information dans les Relations internationales. Étant la base de toute prise de décision, l'information représente un enjeu politique crucial. De manière générale, ce travail cherche à illustrer la notion d'indivisibilité des droits de l'homme en montrant comment la liberté d'expression peut

mener aux respects des autres droits fondamentaux, comment l'information se retrouve « au service de l'humanité ».⁹

L'hypothèse de la recherche est que l'ordre de l'information établi pose problème, les solutions des instances internationales présentent des limites et de ce fait de nouveaux acteurs peuvent contribuer à leur manière au rééquilibrage international, ceci entraînant des conséquences sur la démocratisation internationale.

Pour démontrer ceci, nous présenterons d'abord un ordre mondial de l'information et de la communication dominé par les pays industrialisés (principalement par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France). Au sortir de la colonisation, cet ordre unipolaire et ses dérives se confronteront aux critiques des Non-alignés et le débat sera lancé dans les instances internationales, principalement au sein de l'UNESCO. Nous tâcherons d'exposer les arguments et *modus operandi* des différents contestataires de l'ordre établi. Tant les initiatives non-alignées que celles des Nations unies seront tempérées par un constat de leurs limites qu'elles soient politiques, économiques ou juridiques.

Au vu de ces obstacles, l'attention se portera sur un acteur tiers : les chaînes d'information internationales. Parmi elles, nous avons choisi celle qui a su se démarquer par son originalité : *Al Jazeera*. Nous analyserons la singularité de sa démarche et expliquerons dans quelles mesures le contrepoids de cette chaîne contribue à la construction d'un ordre équilibré de l'information et de la communication.

En prouvant qu'un nouvel ordre existe, il nous restera à étudier ses conséquences sociopolitiques. Car l'objectif final est de comprendre l'influence de la liberté

⁹ Titre A. de la résolution A/RES/66/81 de l'Assemblée générale des Nations Unies, « Questions relatives à l'information, A. L'information au service de l'humanité », 12 janvier 2012

d'expression dans la démocratisation. Pour cela, nous nous appuyerons sur le précédent de l'ex URSS afin de mesurer le rôle des médias transnationaux dans la chute d'un bloc idéologique. En comparant le cas soviétique au monde arabe, nous pourrions déceler les possibles relations de causes à effets entre l'activité d'*Al Jazira* et le déclenchement des révolutions arabes.

En conclusion, nous nous demanderons si ce schéma d'étude peut se transcrire à d'autres régions du monde. En effet, face au développement de nouvelles versions d'*Al Jazira* sur d'autres continents, nous nous interrogerons sur les possibles perturbations politico-sociales occasionnées par le lancement d'*Al Jazeera Balkans*, *Al Jazeera Türk*, *Al Jazeera America* (sur le territoire des États-Unis) et les éventuelles *Al Jazeera Swahili* (corne de l'Afrique) et *Français* (France, Belgique, Suisse, Canada, Afrique...).

4. Approche adoptée : aspects méthodologiques

Dans la première partie de l'ouvrage, l'ancien ordre mondial de l'information est présenté. Cet ordre s'inscrit dans la période pré *Al Jazira*, c'est-à-dire avant 1996. Traitant donc du XXème siècle, nous n'avons pas été spectateur de la plupart des événements cités (guerre du Viet Nam, 1^{ère} guerre d'Afghanistan, invasion du Koweït...) L'approche a par conséquent été principalement historique et le contenu s'est basé sur des sources bibliographiques. Cependant, nous avons pu formuler notre propre opinion sur la couverture des événements par une analyse comparative des différentes versions journalistiques.

Ensuite, nous avons cherché à évaluer les initiatives entreprises par les principaux promoteurs d'un ordre juste de l'information. Une analyse discursive discernera les arguments des membres du Mouvements des Non Alignés. Les sources d'information alternatives et non-occidentales seront privilégiées. Quant aux initiatives

de l'UNESCO, un stage en immersion l'été 2011, dans le département de « Communication & Information », secteur « Liberté d'expression, paix et démocratie » a enrichi nos données en témoignages de fonctionnaires internationaux et diplomates des délégations, publications clés, suivis des missions et conférences internes avec les principaux experts du domaine.¹⁰

La seconde partie de l'ouvrage développe la contribution réelle d'*Al Jazira* à un nouvel ordre de l'information à la fois international et interne aux États. Nous avons débuté nos recherches un semestre avant le déclenchement des révolutions arabes. C'est donc sans savoir la suite des événements que nous cherchions l'influence d'*Al Jazira* sur les populations arabes. L'Histoire nous a donné une réponse. C'est donc grâce à l'évolution de l'actualité que nous avons pu témoigner de l'impact à moyen terme de la chaîne qatarie.

Nos observations se sont construites sur le visionnage de la chaîne en direct de 2011 à 2013 et à travers les archives publiques disponibles sur internet (sites de partage) pour la période d'avant 2011. Notre examen de l'acteur *Al Jazira* entre dans le champ de la praxéologie. Cette science de l'action développée par Thierry de Montbrial, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI), analyse les tentatives individuelles ou collectives de formuler ou réaliser des projets visant à changer une partie du monde. Il s'agit donc d'étudier les tentatives réformistes d'*Al Jazira* pour comprendre dans quelle mesure son activité cherche à modifier la société internationale.

Le second chapitre s'ouvre sur une étude comparative des médias transnationaux dans deux régions et à deux périodes différentes : l'Europe de l'Est d'avant la chute du

¹⁰ Voir la bibliographie, catégories « Entretiens » p236-238 et « Conférences » p 240

mur de Berlin et le monde arabe actuel. N'ayant pas vécu la période de guerre froide, nous nous sommes appuyés sur les témoignages de ce temps et les travaux d'historiens.

Enfin, afin d'évaluer l'influence réelle d'*Al Jazira* dans la démocratisation du monde arabe, nous avons entrepris, l'été 2012, une enquête de terrain en Tunisie car elle a été le premier pays à déclencher le « printemps arabe ». Nous avons collaboré avec l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) et avons présenté notre travail en juin 2013 lors d'une journée d'études sur le rôle des médias transnationaux dans les transformations sociales.¹¹ Nos travaux seront également débattus lors d'une conférence de l'Euro-Middle East Forum en novembre 2013.¹²

En amont de cette enquête, afin de mieux la préparer, nous avons pu apprendre les techniques des géographes, sociologues et politologues de l'Institut français du Proche Orient (IFPO Amman), comme doctorante associée.

L'approche empirique s'est basée sur un questionnaire auprès des principaux partis politiques, députés de l'Assemblée nationale constituante, journalistes, blogueurs et activistes des droits de l'homme. Le thème du questionnaire était : « Rôle pré, in et post-révolution de la chaîne *Al Jazira* en Tunisie ». ¹³ Nous avons également pu exploiter les pages dédiées à *Al Jazira* dans les réseaux sociaux pour détecter les différentes critiques et commentaires des internautes.¹⁴ Des micros-trottoirs informels

¹¹ Annexe n°1 Programme de la journée d'étude « Transformations sociopolitiques et médias au Maghreb, Les nouveaux paysages télévisuels en Tunisie et les défis du passage à la démocratie », Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC), 28 juin 2013, p 243-246

¹² 19th New Faces Conference "Critical Voices, Not Welcome? Media, Politics and Freedom of Expression in North Africa", Rabat, 15-17 Novembre 2013 organisée par le Ministère des Affaires Étrangères Allemand

¹³ Annexe n°2 Grille d'entretien semi-directif et compte rendu des rencontres p 247-262
Liste des interviewés, Bibliographie, catégorie « Entretien » p 236-238

¹⁴ Pages souscrites sur Facebook : « Sensibilisateurs pour Al Jazeera en français », « Tous contre Al Jazeera » et « Pour le boycott de la chaîne Al Jazeera ».

ont aussi permis de déceler de nouvelles pistes de recherches improbables. Car nous pensons comme le Professeur belge en droit, François Ost que :

« Une certaine forme d'errance intellectuelle accompagne la recherche scientifique. On sait que «méthode» vient du grec «methodos» qui veut dire «chemin». Mais la route la plus prometteuse n'est pas nécessairement la ligne droite, les découvertes les plus intéressantes se faisant souvent à l'occasion de détours (...)

« (...) il faut tirer parti des rencontres qui vous arrivent, des «personnes-ressources» que vous croisez, des colloques auxquels vous assistez, des lectures apparemment «périphériques» qui vous sont proposées. Une thèse, c'est aussi une somme de hasards, d'interpellations et d'imprévus (il faudrait dire la part déterminante que représente le hasard dans la recherche scientifique; mais Pasteur ajouterait: le hasard se provoque...et s'observe). »¹⁵

Notre cheminement s'est donc aussi fait d'aléas, de rencontres surprises et de découvertes.

Enfin, le travail global de recherche s'est construit avec un regard constant sur l'actualité internationale puisqu'il porte sur l'Histoire immédiate, encore en cours. Ce thème étant pluridisciplinaire, il nous a conduits à exploiter des sources du domaine des sciences politiques, du droit international public, des sciences de l'information et de la sociologie voire de la psychologie des médias.

Trois impératifs ont guidé notre démarche : l'exposition doctrinale, l'illustration de nos écrits par des exemples concrets et la construction d'une opinion personnelle. Car certes, écouter c'est posséder, outre le sien, le cerveau des autres, mais la connaissance ne découle pas d'une observation passive. Elle naît d'un travail de notre esprit qui réalise des expériences et crée ses propres concepts.¹⁶

¹⁵ François Ost, «La thèse de doctorat en droit: du projet à la soutenance », texte de la conférence du 17 février 2006, séminaire d'ouverture de l'École doctorale en sciences juridiques de la Communauté française de Belgique, p5http://www.fusl.ac.be/fr/pdf/Droit/rapport_fr.pdf

¹⁶ Enseignements de Leonardo Da Vinci et d'Emmanuel Kant

PREMIÈRE PARTIE :

UN ORDRE MONDIAL DE L'INFORMATION

À CARACTÈRE UNIPOLAIRE

CHAPITRE I :

DÉSÉQUILIBRE PROVOQUÉ PAR UNE INFORMATION
INTERNATIONALE À SENS UNIQUE

- I.1 LA NON-INFORMATION OU LE VERROUILLAGE À LA SOURCE
I.2 DE LA STRATÉGIE RHÉTORIQUE AU MENSONGE MÉDIATIQUE

CHAPITRE II :

SOLUTIONS INTERGOUVERNEMENTALES AU DÉSÉQUILIBRE
DES FLUX D'INFORMATION INTERNATIONALE

- II.1 INITIATIVES DU MOUVEMENT DES NON ALIGNÉS POUR UNE
INFORMATION MULTIPLE ET EQUILBRÉE
II.2 DU NOMIC AU PIDC DE L'UNESCO

PREMIÈRE PARTIE :

UN ORDRE MONDIAL DE L'INFORMATION À CARACTÈRE UNIPOLAIRE

Au sortir de la colonisation, le fossé technologique est évident entre les pays neufs du Tiers monde et la Triade déjà industrialisée.¹⁷ L'information reste principalement aux mains du Nord.¹⁸

Pour preuve, dans les années 1980, les quatre grandes agences de presse - *Agence France Presse* (France), *Reuter* (Royaume Uni), *Associated Press* et *United Press International* (États-Unis) - véhiculaient plus ou moins 80% des informations destinées au public.¹⁹ Avec l'agence *Tass* (Russie), ces agences touchaient 99,8% de la population planétaire et étaient les seules à diffuser mondialement.²⁰ Plus précisément, 65% des nouvelles venaient des Etats-Unis.²¹ L'écart fut alors entretenu dans une logique géostratégique, avec des conséquences sur les relations internationales.

En ce sens, un premier chapitre expliquera les dérives que cet ordre unipolaire a pu engendrer ou comment l'information a été maniée à des fins politiques. Et un second chapitre confirmera la présence de ce problème international et expliquera les premières solutions intergouvernementales appliquées pour rééquilibrer la donne.

¹⁷ Triade : terme économique utilisé pour désigner ce qui s'opposait au Tiers monde, c'est-à-dire le groupement de pays développés et dominant l'économie mondiale : l'Amérique du Nord (hors Mexique), l'Europe Occidentale et l'Asie du Nord-Est (Japon, Corée du Sud).

¹⁸ Annexe n°3 Carte des flux mondiaux d'informations en 1993, p 263

¹⁹ Armand Mattelart, *La Communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*, La Découverte Poche, 1999, p 220

²⁰ Henry Bakis, *Géopolitique de l'information*, Presses Universitaires de France, 1987, p 107

²¹ S. Latouche, *L'Occidentalisation du monde*, La Découverte, 1989, p 27 in Gérard Soulier, « Du Watergate au nouvel ordre mondial, Naissance de l'information universelle », *Droit et Politique*, 1993, p6

CHAPITRE 1.

DÉRIVES D'UNE INFORMATION INTERNATIONALE À SENS UNIQUE

Le fait de contrôler les principales sources d'information internationale est un atout pour la politique extérieure des Etats car les médias internationaux « s'avèrent vecteurs de *soft power* pour l'Etat les finançant. »²² Ce concept de *soft power*, puissance douce, du politologue libéral américain Joseph Nye, se définit comme l'influence indirecte d'un acteur par des moyens non coercitifs (culturels, idéologiques, diplomatiques), à l'opposé du *hard power*, puissance dure, coercitive (force militaire et économique). L'information fait partie des outils de *soft power* car elle permet d'influencer des opinions publiques diverses en leur diffusant des messages écrits, oraux ou audiovisuels.

« L'art de la guerre est basé sur la duperie. » Le grand stratège Sun Tzu rappelle ainsi que l'information et surtout la désinformation sont au cœur des stratégies militaires modernes : un *soft power* confortant le *hard power*. L'arsenal militaire seul ne suffit plus pour s'assurer d'une victoire. Pour exemple récent, les islamistes *Shebab* de Somalie – ceux-là mêmes qui fouettèrent des femmes pour port de soutien-gorge²³ – cédèrent à la modernité en s'inscrivant à *Twitter* (réseau social de micro-messages) pour contrebalancer les communiqués de l'armée kényane.²⁴

²² Cyril Blet, « Les médias, un instrument de diplomatie publique? », *Revue internationale et stratégique*, Cairn.info, 2010/2 n°78, pp 119-126

²³ « Fouettées pour un soutien-gorge », *Radio-Canada* et *Reuters*, 16 octobre 2009 [consulté le 12 décembre 2011] <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2009/10/16/008-somalie-soutien-gorge.shtml>

²⁴ Radio France Internationale, « Somalie: Les Shebabs se mettent à la mode Twitter », *RFI.fr*, 12 décembre 2011, [consulté le jour-même] http://www.rfi.fr/afrique/20111212-somalie-shebabs-mettent-mode-twitter?ns_campaign=nl_MONDE121211&ns_mchannel=newsletter&ns_source=emailvision&ns_linkname=lire-5&ns_fee=0

Les médias de masse sont également utiles en amont d'une guerre afin de convaincre l'opinion publique de la nécessité d'une intervention. Cela passe par différents degrés de manipulation : éluder les informations compromettantes (non-information), adopter une stratégie rhétorique (euphémismes, mal-information) et finalement le paroxysme de la manipulation est de mentir (média-mensonges). Ce chapitre détaillera les différents types de manipulations médiatiques que l'Histoire contemporaine a connues.

I.1 Non-information : un verrouillage à la source

1.1 Éviter le syndrome vietnamien

La couverture médiatique libre de la guerre du Vietnam (1964-1975) a eu pour conséquence de traumatiser le peuple américain et de le démobiliser d'un combat mené par son gouvernement. « Le journalisme télévisé a contribué à saper l'autorité gouvernementale (...) Les journalistes ont tendu à provoquer des attitudes défavorables à l'égard des institutions et un déclin de la confiance accordée aux gouvernements ». ²⁵

Les images de la guerre ont choqué : civils déchiquetés par les bombardements, brûlés au napalm, amputés, corps rapatriés de soldats américains (à peu près 60 000 morts et 153 000 blessés) illustrant un enlisement du conflit.²⁶ Le public comprit le coût humain de l'endiguement du communisme. Plus de huit millions de militaires ont été impliqués dans cette guerre qui généra au Viet Nam plus de trois millions de morts surtout civils.

²⁵ S.P. Huntington, rapport n°8, in Gérard Soulier, *Du Watergate au Nouvel Ordre Mondial, Naissance de l'Information Universelle*, Université Picardie Jules Verne, 1992, p 3

²⁶ Annexe n°4 Images les plus médiatisées de la guerre américaine au Viet Nam, p 264

1.1.1 Canaliser l'information de guerre

A la fin de la guerre en 1975, au vu du poids des médias dans les affaires extérieures, Michel Crozier de la Commission Trilatérale recommandait : « Il faut assurer au gouvernement le droit et la possibilité pratique de retenir l'information à sa source. »²⁷ Depuis l'épisode vietnamien, le gouvernement américain changea de comportement et opta pour le contrôle de la médiatisation des guerres. Le 'laissez-faire laissez-passer' journalistique allait à l'encontre des intérêts gouvernementaux.

Sans pour autant opter pour un black-out médiatique, les flux d'information et leurs effets furent alors adroitement maîtrisés lors de l'opération *Juste Cause* en décembre 1989. Cette invasion militaire américaine au Panama avait pour but de capturer le dirigeant panaméen, Manuel Noriega.²⁸ De l'invasion américaine -le 20 décembre 1989- à la capture du général Noriega -le 3 janvier 1990- les images de l'intervention seront « rares pour ne pas démoraliser le peuple américain. Dans les journaux, l'annonce des 3000-5000 morts fut rapide. »²⁹

L'année suivante, lors de la guerre du Golfe de 1991, les images violentes furent canalisées, esthétisées, retravaillées³⁰ par deux sources principales : sources américaines « publiques » (État-major, Pentagone) ou « privées » (chaîne de télévision CNN).³¹ Un

²⁷ Michel Crozier, S.P. Huntington, J. Watanuki, "Conclusions", *The Crisis of Democracy*, rapport n°8 à la Commission Trilatérale, Kyoto, Mai 1975, p161 in Armand Mattelart, *La Communication monde, op. cit.* p 279

²⁸ Agent des services secrets américains (CIA) jusqu'à 1987, M. Noriega était accusé de transfert d'informations américaines aux services secrets cubains, trafic de drogue et blanchiment d'argent, meurtre d'opposants et d'un marine américain et menace de nationaliser le canal du Panama.

²⁹ Gérard Soulier, *Du Watergate au Nouvel Ordre Mondial, Naissance de l'Information Universelle*, Université Picardie Jules Verne, 1992, p 7

³⁰ Arnaud Mercier, « Médias et violence durant la guerre du Golfe », *Cultures & Conflits*, 09-10 printemps-été 1993, 4 Mars 2005 [consulté le 2 avril 2012] <http://conflits.revues.org/index296.html>

³¹ Jeff Cohen, "We were silenced by the drums of war", Russ Kick, *You Are Still Being Lied To: The New Disinformation Guide to Media Distortion, Historical Whitewashes and Cultural Myths*, The Disinformation Company, 2009, p 26

commentaire sur CNN illustre clairement la déconnection, distanciation de la réalité de la guerre : les bombardements de Bagdad de nuit furent comparés à des feux d'artifice.³² L'information fut tellement maîtrisée que ni le Sénat ni le Congrès américain n'ont été tenu au courant des centaines de soldats irakiens enterrés vivants durant l'opération « Tempête du désert » du 24 au 28 février 1991.³³

Par la suite le syndrome vietnamien sera renforcé par les leçons somaliennes : lors de la bataille de Mogadiscio de 1993, des corps de soldats américains furent montrés trainés par les rebelles dans la capitale somalienne, traumatisant encore une fois l'opinion publique américaine et forçant au retrait prématuré des troupes américaines de Somalie. Ces deux expériences vietnamienne et somalienne marqueront les gouvernements américains dans leur façon d'appréhender les conflits.

1.1.2 *Éliminer les sources alternatives*

Egalement, pour éviter le désengagement du peuple et sa répulsion des actions militaires, la solution la plus radicale fut-elle d'éliminer les médias opposés à la version officielle du gouvernement. Par exemple, le 21 avril 1999, des bombardements de l'opération « Force Alliée » de l'OTAN détruisirent le siège de la radiotélévision nationale serbe (RTS), et ce pour contrer la propagande serbe.³⁴ Le 30 Juillet 2011, les raids de l'OTAN toucheront à nouveau le siège d'une télévision nationale : la libyenne

³² Arnaud Mercier, « Médias et violence... », *art. cit.*

³³ Christine Abdelkrim-Delanne « Les enterrés vivants de la première guerre du Golfe », *L'Humanité*, 15 mai 2004 [consulté le 7 mars 2013] <http://www.humanite.fr/node/345410>

³⁴ Deux jours plus tôt, les bombardements visèrent la radiotélévision *Kosova* dirigée par la fille du président de la République Fédérale Yougoslave, Slobodan Milosevic, et la télévision *Pink* dirigée par son épouse.

Le Monde Diplomatique, *Cahier spécial sur le Kosovo* « Opération Force Alliées », 1^{er} Janvier 2006 <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/kosovo/otan-operation>

Al-Jamahiriya à Tripoli.³⁵ Lors de la guerre en Irak en 2003, la coalition des États-Unis bombardait la télévision d'État irakienne à Bagdad.

En parallèle à cette neutralisation de sources d'information alternatives sur le terrain, un centre de communication (CENTCOM) sera dressé à Doha au Qatar afin que l'armée américaine y organise des conférences de presse internationale et y diffuse la vision américaine de la guerre aux médias du monde entier.

Ainsi, comme jadis une armée détruisait automatiquement les ponts et routes de son ennemi, aujourd'hui elle s'attaque aux nouvelles voies de communications, cette fois-ci immatérielles. Amnesty International décrit ces actes [bombardements de chaînes nationales] comme « peut-être » une violation des Conventions de Genève délimitant le *jus in bello*.

Le communiqué dit « peut-être » une violation car d'un côté « le bombardement d'une station de télévision, uniquement parce qu'elle est utilisée à des fins de propagande, ne peut pas être approuvé. C'est un bien de caractère civil, qui bénéficie à ce titre de la protection du droit international humanitaire.»³⁶

Mais d'un autre côté, l'article 52.2 du Protocole I additionnel aux Conventions de Genève dispose que :

« Les attaques doivent être strictement limitées aux objectifs militaires. En ce qui concerne les biens, les objectifs militaires sont limités aux biens qui, par leur nature, leur emplacement, leur destination ou leur utilisation apportent une contribution effective à l'action militaire et dont la destruction totale ou partielle, la capture ou la neutralisation offre en l'occurrence un avantage militaire précis. »

³⁵ Communiqué de *Reporters Sans Frontières* du 30 Juillet 2011, <http://fr.rsf.org/+bombardement-du-siege-de-la+.html>

³⁶ Communiqué d'*Amnesty International* Belgique du 26 Mars 2003, <http://www.amnestyinternational.be/doc/s-informer/actualites-2/article/irak-la-television-d-etat>

Or, ici se trouve toute l'ambiguïté du *soft power* qui se mêle au *hard power* lorsque les médias viennent en aide aux militaires.

1.1.3 Tuer le messenger : un crime légitime ?

L'ambiguïté d'un média partisan en temps de guerre est soulevée par Mark Ragev, porte-parole du Premier ministre israélien, lorsque l'armée israélienne fut accusée de bombarder les journalistes dans la bande de Gaza. Le 19 novembre 2012, le bâtiment de la chaîne *Al Aqsa TV* fut bombardé, blessant six journalistes dont un amputé.³⁷ Cette chaîne étant contrôlée par le Hamas, la raison invoquée par Israël était qu'il fallait éliminer un centre de communication du Hamas, donc un objectif militaire. Le présentateur d'*Al Jazeera English* reprocha alors à l'armée israélienne de délibérément cibler un média, de tirer sur le messenger.³⁸

Le discours israélien minimisa les blessés gazaouis par rapport aux blessés internationaux. Le porte-parole israélien accusa le Hamas d'utiliser les journalistes comme boucliers humains car le bâtiment abritait également les bureaux de *Sky News Arabia*, la télévision allemande ARD, les chaînes arabes MBC et *Abu Dhabi TV*, *Al Arabiya*, *Reuters*, *Russia Today* et l'agence *Ma'an*. Le porte-parole israélien relativisa l'innocence des blessés gazaouis en parlant de « journalistes illégitimes » et demanda de s'interroger sur la définition réelle de journaliste.

Ce même scénario s'est appliqué lors des affrontements de juillet 2006 entre Israël et le Liban. L'armée israélienne bombardait la chaîne *Al Manar* du Hezbollah (parti

³⁷ Hiba Zayaddin, "Israel targets media facilities in Gaza offensive", *IFEX*, 19 novembre 2012, http://www.ifex.org/palestine/2012/11/19/target_media_offensive/

³⁸ Citation en anglais du présentateur: "You clearly are targeting the media, aren't you? You are shooting the messenger." in *Al Jazeera English*, "Israel defends air strikes that hit media building", *AlJazeera.net*, 19 novembre 2012, https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=JU0MLpX2iGw

libanais chiite et de résistance nationale) tuant deux journalistes. Elle détruit également la tour de transmission de la *Lebanese Broadcasting Corporation* (LBC) tuant un technicien.³⁹

Le problème est que les conflits d'aujourd'hui ne s'opèrent plus dans les tranchées. Les nouveaux champs de batailles sont les villes. Militaires et civils sont mêlés, ce qui conduit à 90% de victimes civiles contre 10% lors de la première guerre mondiale.⁴⁰ Le ratio est inversé. Dans une zone à forte densité comme la bande de Gaza, cette non-séparation entre champs de bataille et villes est invivable pour les populations civiles. Et dans un conflit comme l'israélo-palestinien où tout civil palestinien est une menace potentielle à la sécurité d'Israël, la présomption d'innocence des journalistes locaux est facile à bafouer. Ces derniers se retrouvent propagandistes, parties au conflit et par extension, tuables.

1.2 Omission du contexte historique

Diaboliser des groupes d'individus et en héroïser d'autres est aisé quand le téléspectateur ne dispose pas d'un contexte global pour se construire une opinion nuancée. Les États-Unis, par exemple, ont pu assoir leur *pax americana*⁴¹ en l'absence de visions alternatives.

³⁹ Freedom of Expression, "Freedom of the press 2007 – Lebanon", *Freedom House*, 2007, [consulté le 8 mars 2013] http://expression.freedomhouse.org/reports/freedom_of_the_press/2007/lebanon

⁴⁰ Département de l'information de l'ONU, « Une société pour tous », Août 1994, DPI/1486/CON/SOC <http://www.un.org/french/events/social95/dpi1486.htm>

⁴¹ Expression latine pour décrire une domination, un hégémon américain, gendarme du monde pour le bien de tous.

1.2.1 Diabolisation d'anciens alliés

Qui étaient Saddam Hussein et Oussama Ben Laden -entre autres- avant de devenir le tyran et le terroriste que nous connaissons ? Le correspondant anglais du journal *The Independent*, Robert Fisk, rappelle l'allié de l'Occident que fut Saddam Hussein comme contrepoids laïc à la République islamique d'Iran pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988). Il explique aussi les non-dits dans le traitement de l'information occidentale : le dictateur aurait reçu une exécution rapide car un jugement auprès d'un tribunal international aurait dévoilé les complicités occidentales dans le génocide kurde de 1988 (approvisionnement en gaz mortels exportés vers l'Irak comme « pesticides »).⁴²

Quant à Oussama Ben Laden, il n'était pas considéré comme dans l'*axe du Mal* des États-Unis quand il eut fallu stopper l'invasion soviétique en Afghanistan (24 décembre 1979) par une guerre sainte -pour les moudjahidin- ou endiguement du communisme par tous les moyens -pour les Américains. En appuyant le djihad afghan,⁴³ les États-Unis auront aidé à démolir un régime communisme qui favorisait l'alphabétisation des filles et les droits des femmes.⁴⁴ Ils ouvriront la voie à un autre régime (Taliban) qui rétablira des coutumes conservatrices.

Trois décennies plus tard, en automne 2011, ces mêmes femmes afghanes sacrifiées au nom de la Guerre froide seront instrumentalisées tant dans les discours de l'administration Bush que dans les médias. Les images de femmes lapidées, mutilées,

⁴² Robert Fisk in Joan Roura, "La Gran Guerra", *El nuevo orden mundial islámico*, Revista de Historia Contemporánea, 2007, p 207

⁴³ Opération secrète *Programme afghan* ou opération *Cyclone* de la CIA finançant et armant les moudjahiddin afghans face à l'invasion soviétique de 1979.

⁴⁴ École obligatoire, interdiction de la coutume du lévirat (une veuve sans fils doit épouser le frère de son défunt mari), interdiction de la vente des femmes. Christine Delphy, « Une guerre pour les femmes ? » *Manière de Voir, Ces guerres qu'on dit humanitaires*, n°120, décembre 2011, p 26

amputées, réduites à de longues burqas bleues se succéderont pour donner une justification humanitaire à la deuxième guerre d'Afghanistan, cette fois-ci de l'OTAN contre les Talibans.

Rappeler dans les médias ce lien entre Oussama Ben Laden et les États-Unis aurait permis à l'opinion publique de comprendre que « les États-Unis n'ont que faire des droits des femmes, pas plus en Afghanistan qu'au Koweït, en Arabie Saoudite ou ailleurs. Au contraire, ils ont sciemment et volontairement sacrifié les Afghanes à leurs intérêts. D'où viennent, en effet, les moudjahiddin ? »⁴⁵ L'alibi médiatisé –certes triste et vrai- de la femme afghane otage de son régime efface de l'Histoire le fait que l'empire américain a un jour sacrifié le droit des femmes au profit de son idéologie.

1.2.2 Le mythe de la « bonne guerre »

En fin de compte, les vides journalistiques conscients, les trous historiques permettent d'occulter des éléments qui auraient permis à l'auditeur, au lecteur, au téléspectateur de se détacher des discours officiels et de se construire un jugement équilibré et non manichéen. Une amnésie généralisée s'opère.

D'ailleurs, chaque année en France nous reproduisons le dit « mythe de la bonne guerre » en célébrant de manière idéaliste le débarquement américain en Normandie du 6 juin 1944. L'anniversaire célèbre la libération du joug allemand et le rôle de « grand frère sauveur » des États-Unis. Toutefois, il n'est jamais rappelé le rôle de l'industrie d'armement américaine dans l'approvisionnement militaire des Nazis. Avant que le gouvernement américain ne rompt avec sa politique d'isolationnisme et ne décide d'intervenir militairement en Europe, les industriels américains ont pu tirer un profit

⁴⁵ Christine Delphy, « Une guerre pour les femmes ? », *art. cit.* p 26

économique dans la poursuite de la guerre. Jacques Pauwels, professeur Belge en Sciences politiques, dévoile cette contre-histoire :

« Sans les camions, chars, avions fournis par les filiales de Ford et de GM [General Motors], sans les grandes quantités de matières premières stratégiques, notamment le caoutchouc, l'huile de moteur, le gazole et autres carburants acheminés par Texaco et la Standard Oil via des ports espagnols, les forces tant terrestres qu'aériennes n'auraient sans doute pas battu aussi facilement leurs adversaires en 1939-1940 (...) Sans la technologie la plus avancée de communication et d'information fournie par ITT et IBM, Hitler n'aurait pu que rêver de "guerres-éclair". »⁴⁶

Jacques Pauwels remet ainsi en cause la philanthropie en politique et fait relativiser sur les notions de messianisme américain, de cause juste et d'ingérence humanitaire. À ce propos l'intervention humanitaire au Kosovo fera l'objet du troisième chapitre sur les médias-mensonges dans l'Histoire et la rhétorique journalistique. Mais d'abord, un troisième et dernier type de non-information est constaté : celui des guerres oubliées ou de manière générale les sujets étouffés, sous représentés, faute d'intérêt ou d'accessibilité au terrain.

1.3 Un monde « inutile »

Les enfants soldats de Sierra Leone, les victimes des viols collectifs en République démocratique du Congo, les réfugiés des Grands Lacs, la rébellion tamoule au Sri Lanka, les déplacés du Népal, les meurtres de musulmans birmans, les guérillas aux Philippines et les États faillis sont tout autant de thèmes d'actualités négligés par les

⁴⁶ Jacques Pauwels, *Le mythe de la bonne guerre, Les États-Unis et la deuxième guerre mondiale*, Aden Belgique, 2005, p 43 cité par « Les USA et la guerre 1939-1945 : une 'bonne' guerre ou un engagement très intéressé ? », 29 septembre 2006 [consulté le 10 janvier 2011] <http://www.agoravox.fr/culture-loisirs/culture/article/les-usa-et-la-guerre-1939-1945-une-13787>

médias internationaux.⁴⁷ À cette liste non exhaustive s'ajoute la situation au Kurdistan, dans le Haut-Karabagh, au Tibet, au Darfour, en Tchétchénie etc.

1.3.1 Les guerres oubliées

Sur les cas de crimes de masse, la société internationale a évolué vers la reconnaissance mutuelle d'une certaine responsabilité internationale de protéger, mais d'un autre côté cette responsabilité s'applique à deux poids deux mesures. Une part de l'humanité reste dans l'ombre.

Parce qu'il n'a aucun intérêt géostratégique pour la dite communauté internationale, ce « monde inutile »⁴⁸ se retrouve ignoré par les grands canaux d'information qui ne sensibilisent pas le public à ses souffrances. Serge Halimi, directeur du *Monde diplomatique* donne l'exemple du massacre d'un quart de la population du Timor Oriental par l'armée indonésienne pour expliquer cette politique de non-traitement :

« Pas d'intervention prévue, donc pas d'images, afin de prévenir toute vague d'émotion inutile. Vous n'allez pas être émus, parce que ça ne servirait à rien que vous soyez émus puisqu'on ne va pas intervenir, donc vous n'aurez pas les images. (...) Quand les massacres indonésiens ont commencé au Timor Oriental à partir de 1975, cette affaire-là n'a pas du tout été traitée par les médias. Elle n'a pas intéressé. Pourquoi ? Sans doute parce que les responsables de ces massacres, l'armée indonésienne, agissait avec le soutien tacite et les armes de l'Occident. (...) Pendant vingt-quatre ans, deux journalistes, Pierre Péan et Christophe Nick ont fait le décompte du nombre de reportages qui ont été consacrés à Timor oriental où le quart de la population fut massacré sous une forme ou sous une autre. Et ils ont trouvé ceci : Timor, victime de l'armée indonésienne eut droit aux honneurs de TF1 une seule fois entre 1975 et 1997, le 12 octobre 1989 parce que le Pape y faisait escale. »⁴⁹

⁴⁷ TV5 Monde, RTSR et CICR, Carte interactive des guerres oubliées, <http://www.tv5.org/TV5Site/guerres-oubliees/index.php>, consulté le 7 mai 2012

⁴⁸ Pierre Conesa, « Une géographie du 'monde inutile' », *Le Monde Diplomatique.fr*, Mensuel mars 2001 [consulté le 7 mai 2012] <http://www.monde-diplomatique.fr/2001/03/CONESA/14996>

⁴⁹ Serge Halimi, « Les médias durant la guerre du Kosovo », Conférence de l'association Oroit eta Sala, 2000 <http://www.bibliotheque-sonore.net> <http://guerre.libreinfo.org/manipulations/mensonges-de-guerre/92-yougoslavie/497-les-medias-durant-la-guerre-du-kosovo.html>

Serge Halimi dénonce dans ce discours la stratégie médiatique des gouvernements « image-émotion-intervention » et son corollaire « pas d'intervention prévue- pas d'image- pas d'émotion- pas d'intervention menée » et se désole de ces victimes « inutilisables ».

Au-delà du problème des conflits oubliés, il y a tout un éventail de thèmes délaissés. Sur le temps d'antenne impartis par sujet, une actualité grave, sensationnelle mais exceptionnelle (un attentat sur le sol européen) ou bien un grand événement international (une compétition de football) seront largement privilégiés par rapport à des fléaux qui sévissent sur le long terme et s'avèrent pourtant très meurtriers (sida, malaria, famine etc.) Les uns feront la une des journaux télévisés et seront surmédiatisés pendant des semaines, tandis que les autres seront étouffés par la sélectivité des médias.⁵⁰

1.3.2 Sur-médiatisation des uns

Cette hiérarchisation de l'information se fait selon l'accessibilité physique à l'information (la couverture d'actualité proche est pratique et moins coûteuse) et l'intérêt du public (des sujets qui concernent son quotidien direct). Suivant ces deux logiques, les journaux télévisés occidentaux sur-médiatiseront le problème de la neige en hiver ou traiteront le thème de la rentrée scolaire pendant plus de la moitié du journal télévisé.⁵¹ Le chef amérindien Kayapo Raoni en visite en France au moment de la

⁵⁰ Ce qui tue le plus dans le monde par ordre d'importance est non pas le terrorisme mais : les crises cardiaques (15 millions de décès en 2010), les cancers (8 millions), les maladies infectieuses, les maladies respiratoires, les blessures involontaires, le sida, la diarrhée, les accidents de la route, les maladies tropicales négligées, le diabète, les troubles neurologiques, la tuberculose, les maladies digestives, la cirrhose du foie...

(« Le top qui tue : de quoi meurt-on le plus aujourd'hui ? », *Quoi Info*, 19 décembre 2012, [consulté le 25 avril 2013] <http://quoi.info/actualite-societe/2012/12/19/de-quoi-meurt-on-aujourd'hui-1157546/>)

⁵¹ Critique de Yann Barthès, émission « Le Petit Journal » de Canal Plus du 4 septembre 2012

conférence de Doha sur le changement climatique sera scandalisé par le traitement français de l'information. Son accompagnateur, l'écologiste Nicolas Hulot constatera :

« On a fait une conférence de presse il y a quelques jours avec lui [le chef Raoni]. On a eu dix-sept malheureux journalistes. En même temps, à l'UMP [deuxième parti politique français], pour l'avenir d'un parti [querelle de votes], et non pas l'avenir de l'humanité, là il y avait trois-cents journalistes. C'est toute la société qui doit s'interroger sur cette disproportion. »⁵²

Les exemples ne manquent pas de sur-médiatisation d'événements au détriment d'autres. Le jubilé de la reine d'Angleterre a reçu une couverture impressionnante, minute par minute, grâce à des centaines de correspondants locaux. Il reçut les commentaires suivants sur France 2 (chaîne de service public français): un « moment exceptionnel, c'est l'événement, c'est l'histoire qui se fait (...) c'est tout simplement inédit, c'est unique (...) inouï ». ⁵³

Le comble de la hiérarchisation des informations est la création de non-événements. Le tapage médiatique sur la journée du 12 décembre 2012 en est la preuve. Les chaînes françaises d'information en continu ont suivi cette journée du « 12.12.12 » depuis le village de la Douze et surtout à 12h12. Pendant que ce non-événement monopolisait l'attention des médias, l'entreprise PSA annonçait la suppression de 1500 emplois en France, trois explosions touchaient à Damas le Ministère de l'Intérieur et la Corée du Nord procédait à un tir de missile balistique.

En 1982, le journaliste altermondialiste Bernard Langlois, présentateur d'Antenne 2 (ancienne France 2, chaîne du service public) avait tenté de donner une leçon de journalisme à propos de cette subjective sélectivité. Le 14 septembre 1982, il

⁵² Nicolas Hulot, rédacteur en chef de l'émission « Le Grand Journal » spécial Conférence de Doha sur le changement climatique, Canal Plus, 3 décembre 2012

⁵³ Émission « Le Petit Journal » de Canal Plus du 5 juin 2012

compara la mort très médiatisée de la Princesse de Monaco, Grace Kelly, à celle beaucoup moins entendue du président libanais Bachir Gemayel, survenue le même jour. « Voilà donc de quoi est faite d'abord l'actualité de ce jour : de ces deux morts de gens illustres, qui n'ont certes pas le même poids sur les balances de l'Histoire, mais qui offrent, l'une et l'autre, matière à réflexion. » Suite à ce jeu de comparaison et cette critique de la hiérarchisation dans l'information, il sera licencié.

1.3.3 Mort médiatique des autres

Pour l'intérêt de l'audience, une règle s'applique : la théorie du mort au kilomètre. Peut-être par besoin de s'identifier, le public s'intéressera plus à la nouvelle d'un mort dans son pays qu'à cent morts à mille kilomètres. La journaliste américaine Zeina Awad note que lorsque vingt-six explosions causèrent quarante-neuf morts et plus de deux-cents blessés en Irak, les unes de journaux internationaux se concentrèrent sur la France, où un individu assassina quatre écoliers, un rabbin et trois militaires (Affaire Merah).⁵⁴ Pourtant plus d'un tiers des victimes du terrorisme international sont des Irakiens. La journaliste conclut que la priorisation des nouvelles est une science en soi, dont la logique reste à comprendre. Quelle est cette logique des priorités ?

Le sociologue François Jost explique que « dans la plupart des faits divers réside un élément fort de proximité qui facilite l'identification collective et accentue l'empathie et l'émotion ». ⁵⁵ La priorité accordée à la couverture de la tuerie française montre l'intérêt du public pour des événements qui le concernent directement et

⁵⁴ Texte original: "IRAQ on Tue - 26 explosions, 49 dead, 200+ wounded. But it's France that's leading in most headlines. How news gets prioritized is a science all to itself." Zeina Awad, journaliste d'*Al Jazeera English*, statut Facebook, 21 mars 2012

⁵⁵ Caroline Castets, « Toulouse, Tsunami médiatique, Pourquoi une telle couverture média », *Le Nouvel Economiste*, 29 mars 2012, [consulté le 4 mars 2013], <http://www.lenouveleconomiste.fr/tsunami-mediatique-14273/#.UTnjGFdWJ2w>

touchent son quotidien. Nous ajouterons que le côté surprenant de la tuerie sur le sol français influe sur sa sur-médiatisation par rapport aux attentats réguliers en Irak. Ce scénario se reproduira lors de la sur-médiatisation des attentats à la bombe au marathon de Boston (États-Unis) du 15 avril 2013 par rapport à la crise persistante en Syrie. Compatissant avec les familles des victimes bostoniennes, un groupe de Syriens rappela cependant dans son message que ce genre d'attentat fait leur quotidien.⁵⁶

Dans cette même logique, le besoin d'identification du téléspectateur à son alter-ego occidental avait été précédemment noté lors du passage de l'ouragan Sandy en 2012. L'attention médiatique se porta de manière disproportionnée sur la côte Est des États-Unis tandis qu'Haïti, Cuba, la Jamaïque, les Bahamas, la République Dominicaine et Porto Rico resteront dans l'ombre. Un sentiment d'injustice médiatique se dégagera de ces « périphéries ».⁵⁷

Enfin, l'intérêt se porte aussi sur les informations divertissantes, l'*infotainment*.⁵⁸ En janvier 2013, la *Fashion Week* de Paris (semaine de la mode) fera plus parler d'elle que la guerre du Mali. Le créateur de mode Karl Lagerfeld, directeur de Chanel déduira : « peut-être que la guerre en dentelle est plus drôle que la guerre tout court. »⁵⁹ L'information se transforme alors en son contraire, le buzz. « Ce n'est plus la densité de l'événement qui crée l'information. C'est la foule qui se masse autour qui

⁵⁶ Message original de la pancarte en anglais: « Boston bombings represent a sorrowful scene of what happens every day in Syria. Do accept our condolences. The Syrian Revolution KRNC Kafrabel 19.04.2013 »

⁵⁷ Henri Maler, « L'ouragan Sandy a-t-il dévasté France 2? », *Acrimed*, 5 novembre 2012 <http://www.acrimed.org/article3929.html>

⁵⁸ Contraction des mots « information » et « entertainment » (divertissement en anglais)

⁵⁹ Invité de l'émission du « Petit Journal » de Canal Plus du 24 janvier 2013

créé la qualité de ce dont on parle. Donc c'est le buzz» explique le philosophe Raphaël Endover.⁶⁰

Ainsi la non-information a-t-elle- plusieurs visages : élimination des sources alternatives créant un black-out médiatique et filtrant la couverture finale d'un événement, épuration contextuelle d'un fait pour favoriser une vision manichéenne et enfin, mort médiatique de nouvelles inintéressantes ou non vendeuses. Mais, tout au long de l'Histoire des médias, outre le silence médiatique, la non-information délibérée ou non, nous apercevons d'autres formes de dérives journalistes : les techniques de mal-information.

I.2 De la stratégie rhétorique au mensonge médiatique

Il existe une différence entre ne pas dire, dire différemment et mentir. Jouer sur la perception des faits se situe entre la non-information et la désinformation. Ceci se base sur un travail journalistique des images et des mots pour présenter un événement sans nécessairement mentir. Le linguiste américain Noam Chomsky parle d'un nouvel art dans les régimes démocratiques: celui de fabriquer le consentement. « En fabriquant le consentement, vous pouvez dépasser le fait que formellement beaucoup de gens ont le droit de voter. »⁶¹

Cette notion de remodelage de la pensée du peuple rappelle un fameux roman d'anticipation de George Orwell, *1984* où l'État totalitaire (*Big Brother*) surveille ses citoyens et les influence par une technique de communication, la *novlangue*. Bien que le

⁶⁰ Invité de l'émission « Le Grand journal » de Canal Plus du 9 février 2013

⁶¹ « By manufacturing consent, you can overcome the fact that formally a lot of people have the right to vote. » Noam Chomsky, *What Makes Mainstream Media Mainstream*, (from a talk at Z Media Institute, June 1997), Russ Kick, *You Are Still Being Lied To: the New Disinformation Guide to Media Distortion, Historical Whitewashes and Cultural Myths*, The Disinformation Company, 2009 p 24

roman fût publié en 1949, le thème du contrôle des masses est toujours d'intérêt et d'actualité puisque le livre sera à nouveau adapté au cinéma.⁶²

2.1 *Le choix des mots et des images*

De l'histoire fasciste en Europe, l'ancien journaliste d'investigation George Seldes retiendra: « Il est possible de duper tout le peuple tout le temps – quand gouvernement et presse coopèrent. »⁶³ Parler, non pas pour dire quelque chose, mais pour obtenir un certain effet: tel se décrit le *goebbelisme*, du nom du Ministre nazi à l'Éducation du peuple et à la Propagande, Joseph Goebbels.

2.1.1 *Jeux sémantiques*

Chaque mot ayant sa charge émotionnelle, son pouvoir évocateur, la presse et les communiqués officiels peuvent les choisir en fonction de leur connotation négative ou positive sur le public. Quand « dommages collatéraux » est un euphémisme pour annoncer la mort de civils innocents, les expressions « attaque chirurgicale » voire « guerre propre » cachent des bombardements où l'on espère provoquer un minimum de victimes au sein de la population. Prononcer des phrases avec un certain ton, utiliser des mots ambivalents, flous, sont autant d'autres techniques d'influence journalistique fabriquant des demi-vérités.⁶⁴

Pour illustration, l'expression « guerre contre le terrorisme » pour les uns sera relue comme une « guerre impérialiste » ou « conflit néocolonial » pour les autres. La répétition récurrente de termes joints systématiquement comme « islamiste-terroriste »

⁶² « 1984 : George Orwell de nouveau adapté au cinéma ! », *Cinemovies.fr*, 22 Mars 2012

⁶³ George Seldes, 1938, “It is possible to fool all the people all the time – when government and press cooperate.” in Gary Webb, “The New Rules for the New Millennium”, Russ Kick, *You Are Still..., op. cit.* p 41

⁶⁴ Normand Baillargeon, “Traacherous Words”, Russ Kick, *You Are Still..., op. cit.* p 54

et « Irak quatrième armée du monde », entre également dans la stratégie rhétorique des médias favorisant les amalgames à force de répétition.⁶⁵

De plus, un même terme au fil de l'Histoire peut avoir une connotation positive puis négative. C'est le cas du terme « jihad » qui en arabe signifie combat, guerre sainte, le grand jihad étant le combat interne contre ses propres démons et le petit jihad la lutte contre ceux qui attaquent l'Islam. Le documentaire de la chaîne franco-allemande Arte, rappelle le cas afghan :

« Aujourd'hui le djihad dans le vocabulaire américain, et je suppose que c'est pareil dans le vocabulaire européen, est devenu synonyme de terrorisme. Mais, sous l'ère Reagan, quand les États-Unis soutenaient les combattants de la liberté afghans, « djihadiste » était synonyme de combattant de la liberté. C'est comme ça [sic] que Reagan, le grand communicant appelait toujours les moudjahidin les combattants de la liberté. »⁶⁶

Cet exemple montre une manipulation sémantique selon les intérêts du moment.

Aujourd'hui encore, l'administration du Prix Nobel de la Paix Barack Obama se plie à la rhétorique médiatique en choisissant le terme « militant » pour nommer tout civil de sexe masculin en âge de combattre tué accidentellement ou non par l'armée américaine en Afghanistan et au Pakistan. C'est-à-dire que le civil mort perd sa présumée innocence pour que les communiqués officiels de l'armée américaine puissent minimiser le nombre de victimes collatérales. De surcroît, l'administration demanda aux journalistes de reproduire dans la presse ce qualificatif biaisé de « militant ».⁶⁷

⁶⁵ Gérard Soulier, *Du Watergate au Nouvel Ordre Mondial, Naissance de l'Information Universelle*, Université Picardie Jules Verne, 1992, p 7

⁶⁶ Commentaire du documentaire d'Arte « Les routes de la terreur », extrait diffusé dans le Zapping de Canal Plus du 12 Septembre 2012

⁶⁷ Glenn Greenwald, “‘Militants’: media propaganda”, *Salon.com*, 29 mai 2012, http://www.salon.com/2012/05/29/militants_media_propaganda/

2.1.2 Bataille médiatique à but interventionniste : le cas kosovar

Enfin, un des cas les plus cités de mal-information fut incontestablement celui de la guerre du Kosovo. Nombre d'intellectuels reprochent aux médias occidentaux d'avoir dramatisé la situation en 1999 pour justifier une intervention de l'OTAN.⁶⁸ Le peuple serbe aurait été diabolisé à cause de sa forte opposition au démantèlement de la République fédérale Yougoslave. Jusqu'à l'indépendance du Kosovo, les États-Unis auraient orchestré le désossement d'une Yougoslavie autrefois grande, d'économie socialiste, non alignée et non membre de l'OTAN pour mieux y installer leurs bases militaires dans une région au cœur du pourtour méditerranéen (le camp américain *Bondsteel* fut construit juste après la guerre du Kosovo).

Plusieurs campagnes médiatiques ternirent l'image des Serbes et confirmèrent leur rôle d'agresseurs et celui de victimes des Kosovars. Suite au précédent de la guerre de Bosnie-Herzégovine (1992-1995), la guerre du Kosovo ne fit que confirmer le rôle médiatique de « méchant » attribué aux Serbes. En Bosnie, les exactions de Serbes-Bosniens avaient horrifié l'opinion publique internationale, notamment le massacre (génocide) de huit mille Bosniaques [Bosniens musulmans] à Srebrenica en 1995 et les viols de dizaines de milliers de musulmans par des militaires et paramilitaires serbes.

Au Kosovo, la propagande sur les « viols massifs », le battage médiatique sur l'épuration ethnique, les vagues d'exilés de la terreur et les cas de fosses communes⁶⁹ influenceront en défaveur de la Serbie et en faveur d'une ingérence humanitaire. Après un cycle d'insurrection-répression entre les indépendantistes kosovars-albanais de l'UÇK⁷⁰

⁶⁸ François Géré, *La nueva geopolítica, ¿Es posible la paz?*, Larousse Biblioteca Actual, 2005, "Un poder en la guerra" p 86, "Medios de comunicación criminales" p 35

⁶⁹ Michael Parenti, "The Media and Their Atrocities", Russ Kick, *You Are Still...*, *op.cit.* p 45

⁷⁰ *Ushtria Çlirimtare e Kosovës*, Armée de Libération du Kosovo

et les forces de police serbes en 1998, c'est le massacre de Raçak du 15 janvier 1999 qui força la partie serbe à entamer les négociations finalement échouées de Rambouillet. La controverse sur ce massacre porte aujourd'hui encore sur la nature civile ou militaire des 45 victimes albanaises de l'opération serbe.

Enfin, une dite mauvaise volonté de la partie serbe aux négociations de Rambouillet a été mise en valeur alors que l'accord proposé était en fait un ultimatum imposant l'occupation de leur territoire par des troupes étrangères.⁷¹

Sur la légitimité humanitaire de l'intervention, le Plan « Fer-à-cheval » d'épuration ethnique des Serbes sur les Kosovars-Albanais sera exploité dans les médias occidentaux pour justifier une intervention avant de se rendre compte que cela aurait été un faux document allemand.⁷² L'objectif était de taire que les flux de réfugiés procédaient en réalité des bombardements de l'OTAN.

Serge Halimi, directeur du mensuel français du *Monde Diplomatique*, dénonce un processus aggravé d'uniformisation de l'information durant cette guerre :

« Nous sommes parvenus au point zéro de l'information du fait que les informateurs eux-mêmes ne sont plus informés. Faute de spécialistes sur le Kosovo et la Yougoslavie, les journalistes se sont donc jetés sur les conférences de presse quotidiennes de Jamie Shea, le Porte-parole de l'OTAN. (...) Les médias se sont 'otanisés' et ont créés une opinion publique unique, elle aussi 'otanisée'. (...) Quels sont ces enjeux à l'issue de la guerre ? La reprise en main de l'Europe par l'OTAN et la mise sous tutelle de l'ONU par encore et toujours l'OTAN. Je n'entends aucun journaliste se demander si la crise du Kosovo n'a pas donné à l'OTAN l'opportunité de retrouver une présence physique en Europe alors qu'elle n'y est plus légitime depuis la fin de l'Union soviétique.»⁷³

⁷¹ Voyislav Kochtunitsa, *Entre la force et le droit*, Éditions L'Âge de l'homme, 2002

⁷² Lorraine Millot, « Berlin: un faux plan pour aller au Kosovo. Les militaires auraient menti pour justifier l'intervention de l'Otan. », *Libération.fr*, 6 avril 2000 [consulté le 2 mars 2013] <http://www.liberation.fr/monde/0101332630-berlin-un-faux-plan-pour-aller-au-kosovo-les-militaires-auraient-menti-pour-justifier-l-intervention-de-l-otan>

⁷³ Marc Ferro, « Les médias ont-ils fait leur boulot au Kosovo ? », 24 juin 1999, cité par Serge Halimi

L'expression « Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous »⁷⁴ décrit cette vision binaire, manichéenne du conflit où toute individu qui doute de l'ambition humanitaire de l'OTAN et de l'aspect « zéro-mort civil » de ses bombardements se retrouve malgré lui promoteur, complice de génocide. Une autre lecture de la guerre du Kosovo aurait permis aujourd'hui d'aborder sous une autre perspective l'indépendance du Kosovo et le rôle de la « communauté internationale » dans la mort de la Yougoslavie.

2.2 *Les Médias-mensonges dans l'Histoire*

« Un mensonge répété dix fois reste un mensonge; répété dix mille fois il devient une vérité » affirmait Adolf Hitler dans un extrait connu de *Mein Kampf*. Son ministre de la Propagande d'alors, Joseph Goebbels d'ajouter : « Plus le mensonge est gros, mieux il passe. » L'Histoire contemporaine en témoigne, de nombreux cas de mensonges médiatiques à des fins politiques se sont succédés, de l'indépendance de Cuba à la révolution roumaine, de l'invasion du Koweït à la troisième guerre du Golfe.

2.2.1 *Les faux témoignages*

La guerre hispano-américaine (dite *Désastre de 98*) qui conduisit à l'indépendance de Cuba eu pour origine le premier média-mensonge en 1898 : l'affaire des nonnes. Des journaux à sensation (*New York World* de Joseph Pulitzer et le *New York Journal* de William Randolph Hearst) auraient incité les citoyens Américains à demander à leur gouvernement une « intervention humanitaire » pour sauver les cubains du joug espagnol lors de révoltes populaires réprimées par les colons Espagnols. Le cas

⁷⁴ Expression utilisée par George W. Bush pour imposer sa vision de l'après 11 septembre: « You are either with us, or against us. » Faux dilemme obligeant à prendre parti pour un camp ou pour un autre sans offrir de troisième voie.

de religieuses supposément violées par les Espagnols aura convaincu l'opinion publique américaine d'une nécessaire intervention.⁷⁵

Cent ans plus tard, le gouvernement américain continue d'utiliser les faux témoignages pour justifier des interventions. Ce sera l'affaire des couveuses du Koweït. Un faux témoin (la fille de l'Ambassadeur koweïtien aux Etats-Unis) déclara, le 10 octobre 1990, devant une commission du Congrès américain que l'armée irakienne - ayant envahi le Koweït au mois d'août- avaient commis des atrocités sur des bébés prématurés.⁷⁶ Son témoignage s'avéra infondé mais permit d'émouvoir la population américaine et de convaincre le Congrès de voter la nécessaire libération du Koweït (opération *Tempête du désert* à partir du 17 janvier 1991).

2.2.2 Des rumeurs infondées

D'autres médias-mensonges suivront lors de la guerre du Koweït. Le président d'alors de l'association « Reporters sans Frontières », Jean-Claude Guillebeaud, en dénonce de nombreux : « la marée noire d'un million et demi de tonnes de pétrole annoncée par le général Schwarzkopf le 26 janvier [1991], fausse. Il y a eu probablement 4 marées noires dont au moins trois sont le fait des alliés, (...) » Sur cette crise environnementale, l'image circulée d'un oiseau couvert de pétrole (un cormoran), symbolisant la cruauté de l'Irak à l'égard de la nature provenait en réalité d'archives d'anciennes marées noires d'autres pays. Le directeur de « Reporters sans frontières » poursuit : « la ligne Maginot – irakienne- fausse, (...) l'armée irakienne, qui était la 4^{ème}

⁷⁵ L'anecdote apparaît dans le film d'Orson Welles *Citizen Kane* et dans les Mémoires du reporter James Creelman de 1901 cité par Armand Mattelart, *La communication monde...*, *op.cit.*

⁷⁶ François Géré, *La nueva geopolítica...*, *op. cit.* p 86

armée du monde, c'est la 11^{ème}, le pilote torturé (...) il s'était blessé en s'éjectant de son avion...»⁷⁷

Du côté européen, d'autres rumeurs infondées circulaient. En décembre 1989, à la chute du régime roumain de Ceausescu, les télévisions annoncèrent la découverte d'un charnier de près de 70 000 corps à Timisoara. « Dracula était communiste », le « vampire » Ceausescu changeait son sang tous les mois :⁷⁸ ces commentaires furent relayés dans la presse occidentale avant de se rendre compte que les corps du charnier n'étaient pas des manifestants de la révolution mais des morts anciens de cimetières populaires. Certains font un rapprochement avec l'opération américaine *Juste cause* lancée la même semaine au Panama. Par cette mise en scène mortuaire en Roumanie, le coup médiatique a dévié l'attention internationale vers la Roumanie et non pas le Panama et les Etats-Unis ont pu mener leurs opérations discrètement.

Mais le média-mensonge le plus marquant fut la prétendue détention d'armes de destruction massive (ADM) par l'Irak qui entraîna l'opération *Iraqi Freedom* en 2003 et la chute de Saddam Hussein. Comme illustration, 80% des téléspectateurs de *Fox News* - deuxième chaîne d'information américaine après CNN – croyaient que l'Irak possédait indubitablement des armes de destruction massive, que Saddam Hussein avait un lien avec la cellule terroriste *Al-Qaïda* et que l'opinion publique américaine soutenait une intervention.⁷⁹

⁷⁷ Jean Claude Guillebeaud in Guylain Chevrier, « Guerre du Golfe et télévision : un mariage stratégique », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2002, p86 [consulté le 6 mars 2013], <http://chrhc.revues.org/1708>

⁷⁸ Hebdomadaire *l'Événement du Jeudi*, 28 décembre 1989

⁷⁹ Selon sept sondages du Program of International Policy (PIPA) de l'Université du Maryland, Janvier-Septembre 2003 in Fouad Benhalla, *Le choc de la communication globale: pouvoirs et sociétés arabes*, Publisud, 2005, p 69

La chaîne *Fox News* s'avère être un maillon de l'empire médiatique de Rupert Murdoch. Accusé de favoriser la vision néoconservatrice américaine et de promouvoir la guerre en Irak, cet entrepreneur australien possède à la fois les journaux américains du *New York Post* et *Wall Street Journal*, les anglais *the Sun* et *the Times*, les compagnies de cinéma *20th Century Fox*, *Sony Universal* et *Paramount Pictures*, sans compter une quarantaine de journaux de son pays d'origine, l'Australie. Les dérives politiciennes de cet empire médiatique a soulevé un problème récurrent du monde des médias : sa concentration en consortiums.

2.2.3 La faute aux empires médiatiques ?

La quantité des médias n'assure donc pas la diversité des vues. En mai 2012, un des hommes les plus riches du monde, Warren Buffet, propriétaire de la société Berkshire Hathaway (qui inclut la compagnie Coca-Cola) annonce qu'il consacrera 142 millions de dollars à l'achat de 63 journaux régionaux américains.⁸⁰ Cette tendance à la concentration de la presse n'est pas nouvelle. Le rapport Mc Bride de 1980 prévenait d'une industrialisation de la communication perturbant l'équilibre de la concurrence : le secteur privé s'approprie de plus en plus d'organes de presse, les sociétés se concentrent, les médias se diversifient (quotidiens, magazines, radios, télévision, cinéma) et un contrôle des banques et des industries peut s'opérer sur la presse.⁸¹

⁸⁰ Pierre Yves Dugua, « Warren Buffett s'offre 63 journaux », *LeFigaro.fr*, 18 mai 2012 <http://www.lefigaro.fr/medias/2012/05/18/20004-20120518ARTFIG00426-warren-buffett-s-offre-63-journaux.php>

⁸¹ Rapport Mc Bride, *doc.cit.* p129

Le linguiste américain Noam Chomsky, co-auteur de la *Fabrication du consentement*⁸² dénonce cet effet de concentration capitaliste autour des médias. Cela a mené les grands groupes industriels américains à la tête de la majorité des organes de presse de son pays. Il redoute donc l'influence du complexe militaro-industriel sur les médias. Par exemple, le co-fondateur du groupe audiovisuel NBC n'est autre que *General Electric*, fournisseur des réacteurs d'avions de l'armée américaine. Ce mélange des genres peut s'avérer être un jeu dangereux.

Finalement, cette influence industrielle sur les médias n'est pas une exclusivité américaine. Edwy Plenel, ancien directeur de rédaction du quotidien français *Le Monde* et co-fondateur du site Médiapart dénonce une dérive du milieu journalistique :

« Nous vivons un moment difficile dans le grand système médiatique, surtout en France. Notre écosystème médiatique est un peu dévitalisé. Trop d'intérêts privés extérieurs au métier de l'information. Trop de servitudes à l'égard du pouvoir. Pas assez (...) de souci du droit de savoir au service du peuple, des citoyens. »⁸³

⁸² Noam Chomsky et Edward Herman, *La Fabrication du consentement*, Agone, 1988, réédition 2002

⁸³ Edwy Plenel, invité du Journal de la chaîne Arte « Arte Journal », Zapping de Canal Plus du 17 avril 2013

Conclusion

Ainsi, le caractère unipolaire des sources d'information est à la fois un problème international (monopole de certains États) et interne (monopoles de certains groupes commerciaux).

À travers nos exemples, nous constatons que la dérive de l'information s'est faite principalement pour justifier des guerres. Ainsi, en récapitulatif de ce chapitre, le journaliste Michel Collon, spécialiste du décodage de l'information résume les grandes « règles de propagande de guerre » tel une stratégie marketing : ⁸⁴

1. Occulter ses intérêts propres (comme l'a fait le gouvernement américain au Kosovo et en Irak);
2. Diaboliser l'adversaire (Slobodan Milosevic, Saddam Hussein) en monopolisant les médias, exclure la version de l'autre camp (bombardement de chaînes), écarter les critiques, diffuser à grande fréquence des images effroyables ou truquées (les camps de prisonniers bosniaques, les flux de réfugiés albano-kosovars);
3. Ne pas expliquer le contexte historique, créer l'amnésie, faire oublier les média-mensonges passés (complicités avec Hussein, Ben Laden, les Talibans);
4. Et enfin, qualifier de « complices » ou de « révisionnistes » ceux qui mettraient en doute les média-mensonges (tous ceux qui dénoncent les fautes de l'OTAN au Kosovo).

⁸⁴Michel Collon, « Règles de propagande de guerre », Investigation, www.michel-collon.org, 22 Mars 2011, <http://www.michelcollon.info/Les-regles-de-la-propagande-de.html>

Car après tout, comme le rappelle Samir Khader, producteur de la chaîne d'information *Al Jazeera*, l'Histoire est écrite par les vainqueurs. Justifier ses actes importe peu si l'on a déjà gagné.⁸⁵ Sauf que dans un monde postcolonial au caractère de plus en plus multipolaire, de nouvelles voix se lèvent et la représentation faite du monde est remise en question.

Cette contestation de l'ordre de l'information fera l'objet du second chapitre de cette partie qui expliquera les critiques du Mouvement des Non Alignés au sortir de la colonisation jusqu'à aujourd'hui et la manière intergouvernementale de solutionner ce déséquilibre des sources d'information et ses dérives, notamment sous l'égide de l'UNESCO.

⁸⁵ Texte original: "History tells us that human beings have short memory. (...) History is written by the victorious. People like victories, they don't want justifications, once you are victorious; that is it." Documentaire *Control Room* de Jehane Noujaim, 2004

CHAPITRE II.

SOLUTIONS INTERGOUVERNEMENTALES AU DÉSÉQUILIBRE DES FLUX D'INFORMATION INTERNATIONALE

Entre les années 1950 et 1960, 85 pays comptant plus de deux milliards d'individus naissaient de la décolonisation. Ces États neufs devaient à la fois recouvrer une souveraineté effective et rattraper un monde occidental aux technologies de l'information et de la communication déjà développées. Le président français François Mitterrand souligna la menace que représentait cette « concentration financière, industrielle et géographique de l'information sur la mémoire et les libertés de penser et de décider ».⁸⁶

Car en uniformisant le traitement de l'information, quand un message est produit par quelques-uns pour tous,⁸⁷ il y a un risque d'instaurer la pensée unique et une représentation erronée du monde. Le débat fut alors lancé à la tribune des agences de l'ONU et des programmes intergouvernementaux débutèrent, avec plus ou moins de succès, pour ajuster cette « mémoire commune de l'Humanité » que le monde a de lui-même.

Ainsi ce chapitre complète le précédent en formulant les opinions opposées à un ordre unipolaire de l'information. Le premier sous-chapitre traitera de la vision des pays non-alignés, mouvement du Sud contre toute forme d'impérialisme, de colonisation et de ségrégation et donc principal intéressé par la démocratisation des relations

⁸⁶ Rapport *Technologie, emploi et croissance* du président François Mitterrand au Sommet des pays industrialisés de Versailles, Juin 1982 in Armand Mattelart, *La communication Monde...*, *op.cit.*, p 251

⁸⁷ Expression de Jean d'Arcy, *Le droit de l'homme à communiquer*, document n°36 de la Commission Internationale sur la Communication, in Rapport Mac Bride, *doc. cit.*, p186

internationales dans tous ses aspects.⁸⁸ Le second sous-chapitre abordera les techniques de travail de l'agence des Nations unies chargée de développer la liberté d'expression : l'UNESCO. Ces deux approches intergouvernementales seront tempérées par un état des lieux respectif de leurs limites.

II.1 Initiatives du Mouvement des Non-alignés pour une information multiple et équilibrée

1.1 Grievs des Non-alignés contre les médias occidentaux

Le Mouvements des Non-alignés (MNA) porta la voix des indignés des médias internationaux bellicistes ou « stéréotypés »⁸⁹ et chercha à rectifier l'héritage colonial laissé à ses membres.

1.1.1 Un héritage colonial à défaire

a) Opposition à la logique du « premier arrivé, premier servi »

En premier lieu des critiques de l'ordre établi de l'information internationale, le principe américain de « premier venu, premier servi » fut pointé par le MNA comme source évidente d'injustice dans les flux de nouvelles.⁹⁰ Les États-Unis s'appuyaient sur le « droit d'antériorité d'emploi » ou « droit de propriété » entériné en 1959 à la

⁸⁸ Le Mouvement des pays non-alignés (MNA) est une organisation internationale créée en 1955 à Bandung (Indonésie). Ce mouvement comprend 120 membres en 2012 soit les deux tiers des membres de l'ONU et 55% de la population mondiale. Ses leaders clés étaient le Yougoslave Tito, l'Indien Nehru et l'Égyptien Nasser entre-autres. Durant la Guerre froide, le MNA s'opposait à l'alignement soit à l'Ouest soit à l'Est.

⁸⁹ Joan Roura, "El calibre de las palabras, Conflictos y medios de comunicación en Oriente Medio", *El Nuevo Orden Mundial Islámico*, Revista de Historia Contemporánea, 2007, p 185

⁹⁰ Septième Conférence des Ministres de l'Information du Mouvement des Non Alignés, *Déclaration de l'Île de Margarita*, points 3 et 4, 1974 in Armand Mattelart, *La communication Monde...*, *op.cit.*, p 208

Conférence administrative mondiale de la radio (CAMR) de Genève.⁹¹ Or, en 1959, la plupart des États du MNA n'étaient pas encore indépendants pour pouvoir donner leur accord sur ce principe d'antériorité.

À la décolonisation, il fallait donc mettre un terme à une avance considérable des pays industrialisés. Ces derniers détenaient 90% des fréquences radio alors que le reste de l'humanité (75% de la population mondiale) devaient se partager 10%.⁹² Mais à la CAMR de 1979, les États-Unis refusèrent, en tant que « premiers venus », de redistribuer le spectre radiophonique mondial. Pour eux, ce spectre est une marchandise comme une autre, reposant sur les forces du marché, tandis que pour le MNA, c'est un bien commun de l'humanité.

Le MNA considérait également l'espace extra-atmosphérique (pour les technologies satellitaires) comme un patrimoine commun de l'humanité. Le mouvement s'appuyait sur le Traité de l'ONU de 1967 sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes. Ce traité rejette l'appropriation de l'espace extra-atmosphérique par un État. Les pays du Tiers Monde revendiquaient donc l'occupation par eux-aussi de positions sur l'orbite géostationnaire pour la télédiffusion directe.⁹³ Mais comme l'institution responsable - l'Union Internationale des Télécommunications (UIT)- ne pouvait rétablir l'égalité par la contrainte, cette dernière se contenta de suivre le système du « premier arrivé, premier servi ».

⁹¹ Armand Mattelart, *La communication Monde...*, *op.cit.*, p 208

Les Conférences administratives mondiales de la radio (CAMR) aujourd'hui nommées Conférences mondiales des radiocommunications (CMR) sont des conférences techniques de l'Union internationale de télécommunication (UIT) chargée de discuter voire réviser les traités internationaux règlementant l'usage du spectre radioélectrique, des positions orbitales géostationnaires et des orbites non géostationnaires.

⁹² Affirmation des délégués de pays du « Tiers monde » à la XXème Conférence générale de l'UNESCO de 1978 in Henry Bakis, *Géopolitique de l'information*, Presses Universitaires de France, 1987, p 47

⁹³ Henry Bakis, *Géopolitique de l'information*, *op.cit.*, p 48

Dans son document préparatoire adressé à la Commission Mac Bride, l'expert tunisien Mongi Chaffai note que la mise à l'ordre du jour de cette question du partage de spectre a fait évoluer les mentalités :

« Il y a quelques années [avant 1979], on continuait encore à affirmer que la Radiodiffusion n'étant pas un service vital, elle devait se contenter de peu dans le partage du spectre, toute allocation nouvelle lui étant interdite. Ce langage a maintenant changé en raison d'une prise de conscience universelle et certaine du rôle constructif joué par la radiodiffusion dans tous les domaines en tant que mass-média. »⁹⁴

Un effort collectif a donc été entrepris pour réaménager les bandes de fréquences, les étendre et en dégager de nouvelles. Mais les États-Unis perçurent ce débat comme une attaque directe à leurs intérêts libéraux, surtout en période de guerre froide. Car, pour le MNA, ce n'était pas qu'une question de défense d'un bien commun de l'humanité mais également une lutte anti-hégémonie, un protectionnisme culturel.

b) Décoloniser l'information

La deuxième critique du MNA est la conséquence culturelle d'une information à sens unique. Au nom de la libre circulation de l'information, l'Occident aurait propagé dans le Sud une culture de masse, un progrès exogène. Herbert Schiller, père de la doctrine du *Free flow of information* (libre circulation de l'information) constate que les pays en développement étaient tacitement incités « à voir l'image de leur futur à travers le modèle idéal incarné dans les sociétés modernes du Nord urbain et industriel ».⁹⁵

L'expert tunisien en audiovisuel, Mongi Chaffai, confirme :

⁹⁴ Mongi Chaffai, *La répartition internationale des fréquences destinées aux radiodiffusions nationales (à la lumière d'un nouvel ordre mondial de la communication)*, UNESCO, 1979, p25 <http://unesdoc.unesco.org/images/0003/000346/034664fb.pdf>

⁹⁵ Herbert Schiller, *Communication and Cultural Domination*, White Plains, 1976, in *La communication Monde...*, op.cit., p 207

« Il n'est pas étonnant que les pays en voie de développement et les pays non-alignés se soient intéressés à cette forme de communication qui a l'immense avantage de pouvoir toucher directement le public, constituant ainsi le moyen idéal de communication de masse. Cela explique les efforts considérables consentis par ces pays en vue de développer leur système de Radiodiffusion et lutter contre l'envahissement de leurs régions par les programmes provenant des pays nantis, contribuant ainsi au maintien de leur identité et à la protection de leur culture et de leurs traditions. »⁹⁶

La domination économique, déjà dénoncée par l'École de la dépendance,⁹⁷ s'élargit à la domination culturelle puisque, selon les tenants de cette école, en contrôlant les médias, l'Occident trouve un « rouage essentiel des stratégies de domination du Sud par le Nord ». ⁹⁸

C'est ainsi que dès les années 1970, le MNA exigea une indépendance non seulement politique mais également économique et culturelle. Un Nouvel Ordre Economique International (NOEI) plus juste fut proposé à la quatrième conférence des chefs d'Etats du MNA (Sommet d'Alger de 1973).⁹⁹ Le concept de NOEI sera approfondi en y ajoutant une fibre intrinsèque, corollaire : l'aspect sociopolitique. Le MNA annonce donc sa détermination à « décoloniser l'information » lors de son symposium de Tunis sur l'information de 1976. Les Non-alignés désiraient en fin de compte recouvrer une souveraineté complète : souveraineté politique, économique et culturelle, avoir le contrôle effectif de leurs ressources nationales quelle qu'en soit leur nature : mines, terres, données...¹⁰⁰

⁹⁶ Mongi Chaffai, *La répartition internationale des fréquences...*, doc. cit. p4

⁹⁷ Cette école soutient que la pauvreté, l'instabilité politique et le sous-développement des pays du Sud sont les conséquences de processus historiques, mis en place par les pays du Nord et ayant comme résultat la dépendance économique des pays du Sud.

⁹⁸ Jean Paul Lafrance, A.M. Laulan et Carmen Rico de Sotelo, *Place et rôle de la communication dans le développement international*, Presses de l'Université du Québec, 2006, p 17

⁹⁹ Le NOEI sera entériné en 1974 par l'Assemblée générale de l'ONU.

¹⁰⁰ Thomas R. Wolfe, "A New International Information Order, The Developing World and the Free Flow of Information Controversy", *Syracuse Journal of International Law and Commerce*, volume 8 n°1, Été 1980, p 257

Cette vision suit la doctrine soviétique de coexistence pacifique par le respect d'une intégrité territoriale dans tous ses domaines en passant par l'autodétermination culturelle.¹⁰¹ Ce besoin de se réapproprier une intégrité étatique se reflète par exemple dans le nom même du programme argentin de liaison par télécommunications spatiales de 1984 baptisé de manière explicite *Soberanía* (souveraineté).¹⁰²

Cette revendication de « décoloniser l'information » entre dans un phénomène plus large, celui de la résurgence des cultures non occidentales sur la scène internationale. Dans son livre *Le choc des civilisations*, le politologue américain Samuel Huntington décrit la fin d'une ère dominée par les idéologies occidentales. Il parle d'un « processus global d'indigénisation » et de la recherche par le « Sud » d'une modernité alternative.

c) Grievs des Non-alignés au XXIème siècle

L'ordre mondial de la communication et de l'information est aujourd'hui encore en questionnement. Le passage à un ordre multipolaire est un processus de transition. Les critiques du MNA contre les médias occidentaux se poursuivent donc.

Les Ministres de l'Information des Non-alignés, réunis en Juillet 2008 au Venezuela, dénoncèrent une certaine dérive islamophobe des médias occidentaux, à savoir les amalgames récurrents entre Islam et terrorisme.¹⁰³ En préparation de ce sommet, Andrés Izarra, Ministre vénézuélien de la Communication et de l'Information appela à « pluraliser le message », « démocratiser l'information ». Il dénonça, en ce qui

¹⁰¹ Armand Mattelart in Y. Kaslev, *UNESCO and the Soviet Union*, Agence Novosti Moscou, 1986

¹⁰² Henry Bakis, *Géopolitique de l'information*, op. cit. p 45

¹⁰³ « Les Non-alignés condamnent l'action antimusulmane des médias occidentaux », *Alterinfo.net*, 5 juillet 2008, [consulté le 8 mai 2012] http://www.alterinfo.net/Les-Non-alignes-condamnent-l-action-anti-musulmane-des-medias-occidentaux_a21466.html

concerne son pays, l'utilisation de « la grande force médiatique » par les États-Unis et leurs pays alliés pour semer une perception négative de son gouvernement.¹⁰⁴

Le défunt Président du Venezuela, Hugo Chávez, dans son discours d'accueil au président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, en janvier 2012, ironisa ainsi sur l'image qu'il lui était donné dans les médias occidentaux : « les médias de l'impérialisme disent (...) qu'Ahmadinejad est à Caracas, car (...) nous allons, Ahmadinejad et moi, pratiquement depuis les sous-sols du palais présidentiel, ajuster notre tir en direction de Washington et que vont sortir de là de grands canons et des missiles ». ¹⁰⁵ Il dénonce par cette caricature une diabolisation médiatique du partenariat irano-vénézuélien tout en rappelant les accords agro-industriels conclus par cette diplomatie Sud-Sud.

1.1.2 Solutions collectives des Non-alignés

Après avoir développé les critiques et aspirations passées et présentes des Non-alignés face aux médias occidentaux, il est intéressant de dégager un bilan des initiatives amorcées. Face au constat clair d'un déséquilibre nocif des flux et moyens d'information, des initiatives hémisphériques (Sud-Sud au sein du MNA) et régionales (africaines, asiatiques, latino-américaines, arabes) se succéderont avec plus ou moins de succès.

a) Premier pool d'agences de presse du Sud

En 1975 naît un pool réunissant une dizaine d'agences de presse de pays non-alignés, à l'initiative de l'agence yougoslave *Tanjug*. Un an après sa création, le pool

¹⁰⁴ EFE, «Ministros No Alineados debatirán en Venezuela "nuevo orden" en la comunicación», *Soitu.es*, 26 juin 2008 [consulté le 29 avril 2013], www.soitu.es/soitu/2008/06/26/info/1214514562_002680.html

¹⁰⁵ Visite du Président iranien Mahmoud Ahmadinejad à Caracas (Venezuela) le 9 janvier 2012, discours d'accueil d'Hugo Chávez disponible sur <http://www.youtube.com/watch?v=6WhSf969R1A>

comptera 50 membres. Sous le nom de l'agence commune des agences des pays non-alignés (NANAP), elle opéra de 1975 à 1990.

Mais avec la mort du leader yougoslave Tito en 1980, le pool est en perte de vitesse. S'ajoute à cela le retrait américain et anglais de l'UNESCO ayant pour conséquence un manque de soutien financier. Puis, durant la guerre Iran-Irak des années 1980 la NANAP sera utilisée comme outil de propagande par les agences de presses irakienne et iranienne. Et dans tous les cas, les agences membres du pool resteront sous contrôle de leurs gouvernements respectifs.

L'initiative en quête de résurrection aura quand même permis de quintupler le volume d'échange d'informations entre les pays non-alignés, d'améliorer les moyens de télécommunications, d'obtenir des tarifs de transmission avantageux et de faciliter la formation des journalistes. Mais cet effort collectif ne mènera pas à l'auto-suffisante informationnelle des Non-alignés puisque que ces derniers continueront à solliciter les services perfectionnés et variés des grandes agences de presse occidentales.¹⁰⁶

b) Concentration de projets au niveau régional

Les projets se sont également développés par groupe régional par le lancement d'associations d'agences de presse comme l'africaine *Pan-African News Agency* (PANA) et la caribéenne *Caribbean News Agency* (CANA). Aussi, les unions de radiodiffusions-télévisions prolifèrent dans l'objectif d'échanger les nouvelles et programmes et de s'entraider professionnellement. Ce sera le cas de l'*Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique* (URTNA), l'*Arab States*

¹⁰⁶ Rapport Mac Bride, *doc. cit.*, p104-105

Broadcasting Union (ASBU), l'*Asia-Pacific Broadcasting Union* (ABU) et la *Caribbean Broadcasting Union* (CBU).

Un projet très ambitieux qui a vu le jour le 24 juillet 2005 en Amérique Latine est celui de *TeleSUR*. Cette chaîne de télévision terrestre et satellitaire, basée à Caracas (Venezuela), a pour objectif de contrebalancer les grandes chaînes d'informations internationales. Compagnie publique de l'Argentine, la Bolivie, Cuba, l'Équateur, le Nicaragua, l'Uruguay et le Venezuela, elle œuvre pour l'intégration de l'Amérique Latine. Son slogan « Notre Nord, c'est le Sud » illustre définitivement une volonté de resituer l'agenda des nouvelles internationales en fonction des aspirations locales. Cette chaîne est d'accès gratuit, sans publicité commerciale et tous les accents espagnols y sont représentés contrairement au dit « espagnol neutre » utilisé sur CNN Espagnol.

En partenariat avec la Chine, le Venezuela lancera en 2008 le satellite VENESAT-1 aussi appelé Simon Bolivar, figure emblématique de l'anti-impérialisme et des indépendances en Amérique du Sud.

c) Focus sur les initiatives arabes

Au niveau du monde arabe, c'est dans un contexte de guerre de six jours, qu'en 1967, l'intérêt d'acquérir la technologie satellitaire croît au sein de la Ligue des États Arabes (LEA). L'*Arab Satellite Communication Organisation*, créée en 1976 par la LEA, met finalement sur orbite le satellite *Arabsat* en 1985.¹⁰⁷ Ce fut le premier projet « politique » achevé en commun par la LEA.¹⁰⁸ Cette option satellitaire, avec la possibilité d'émettre depuis l'extérieur, permit au secteur privé de se développer dans

¹⁰⁷ Arabsat 1A sera suivi de 1B la même année, puis de 1C en 1992, 2A et 2B en 1996, 2C en 1997, 2D en 1998 et 3A en 1999.

¹⁰⁸ Henry Bakis, *Géopolitique de l'information*, op. cit. p 46

un contexte où les lois de nombreux pays arabes réservaient l'audiovisuel terrestre à un monopole étatique.¹⁰⁹ Ce projet commun de l'*Arabsat* fit alors naître des initiatives individuelles avec la création de chaînes satellitaires par divers gouvernements.

En 1991, naît le premier groupe audiovisuel satellitaire privé, MBC (*Middle East Broadcasting Center*), lancé par Cheikh Walid al-Ibrahim, de la famille royale saoudienne. Ce groupe lancera la chaîne d'information en continu *Al Arabiya*, en 2003 pour contrebalancer une autre chaîne satellitaire d'information lancée en 1996 : la qatarie *Al Jazeera*. Bien que basé à Londres puis à Dubaï, l'opinion publique reste sceptique sur la neutralité du groupe MBC vis-à-vis du régime saoudien.¹¹⁰

Il en sera de même en Syrie avec l'ANN (*Arab News Network*) créée à la fin des années 1990 par Rifaat Al-Assad, déçu de ne pas avoir succédé à son frère Hafez à la présidence syrienne. Au Liban, *Future Télévision*, lancée en 1993 par le défunt premier ministre libanais Rafik Hariri, bien que proche du Courant du Futur -mouvement politique des Hariri- diffuse l'un des talkshows sociopolitiques les plus côtés du monde arabe : *Sireh wo infatahit* (« Ouvert à discussion »).

Concernant une autre chaîne libanaise, le cas d'*Al-Manar*, chaîne du parti chiite libanais *Hezbollah*, est particulièrement révélateur de l'importance d'un satellite à caractère arabe pour la propagation d'idées arabes. La chaîne, diffusée sur le satellite *Hotbird 4* de la compagnie française *Eutelsat*, est rapidement accusée de dérapages antisémites de par sa virulence vis-à-vis d'Israël. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel français (CSA) la sanctionne et le Conseil d'État français ordonne à *Eutelsat* de cesser

¹⁰⁹ Naomi Sakr, "Arab Satellite Channels Between State and Private Ownership: Current and Future Implications", *Transnational Broadcasting Studies*, hiver 2002, n°9 [consulté le 30 avril 2013] http://www.tbsjournal.com/Archives/Fall02/Sakr_paper.html

¹¹⁰ Kamal Kajja, « Al-Jazeera, phénomène ou leurre ? », *Le Golfe et ses Émirats*, Hérodote Revue de géographie et de géopolitique, n°133, deuxième trimestre 2009, p156

de la diffuser. *Al-Manar* conserve, malgré cela, un pouvoir de diffusion auprès des Européens de par l'existence de satellites arabes, dont les régulateurs ne sont pas choqués par la ligne éditoriale anti-israélienne de la chaîne.¹¹¹

En définitive, d'un côté, avec le lancement d'un satellite arabe commun, les gouvernements offrent une voie de secours aux chaînes enclines à la liberté de ton. Cette caisse de résonance régionale que représente le satellite permet aux nouvelles chaînes de pénétrer les foyers arabes de toutes nationalités. Une alternative arabe à l'*Arabsat* s'ajoutera d'ailleurs avec le lancement, en 1998, de *NileSat*, satellite uniquement égyptien. Une sorte de « nouvel ordre régional de l'information et de la communication » s'installe alors.

Mais d'un autre côté, les médias les plus accessibles et regardés demeurent les chaînes locales au caractère étatique et terrestre, lesquelles restent vulnérables à la censure voire à l'autocensure des journalistes eux-mêmes.

1.2 Limites de la méthode non-alignée

Certes les Non-alignés cherchent à réajuster les sources d'information au niveau international et leurs investissements dans les nouvelles technologies sont à saluer. Mais leur discours se limite à une vision verticale du problème (le déséquilibre Nord-Sud). Leur volonté de changement ne pénètre pas leurs propres frontières et la situation interne de leur pays s'immobilise.

¹¹¹ Cette liste non-exhaustive d'exemples de dynamisme audiovisuel arabe cherchant à rééquilibrer les flux d'information internationaux se complète d'initiatives sous régionales, notamment maghrébines (réseau audiovisuel Maghrebvision) malgré les forts aléas politiques de l'Union du Maghreb Arabe. Sur le thème maghrébin voir: James Phillip Jeter... [et al.], *International Afro Mass Media: a Reference Guide*, Greenwood Press, 1996, p140

(http://books.google.es/books?id=uLenDhrLQ8oC&pg=PA141&lpg=PA141&dq=URTNA+television+africaine&source=bl&ots=3JMabbRdx&sig=OWEVjJvRrk8NYK2jLxyJAK_vPt8&hl=es&sa=X&ei=s2dUYCKGcmKhQfHloAo&ved=0CGsQ6AEwCQ#v=onepage&q&f=false)

1.2.1 Une vision verticale du déséquilibre

Les griefs énoncés par le MNA sont une « fuite en avant » de certains régimes autoritaires qui cherchent à se déresponsabiliser des vrais problèmes nationaux en y superposant les problèmes internationaux. « La défense enflammée d'un nouvel ordre économique, d'un nouvel ordre de l'information, d'un nouvel ordre technologique est, souvent, un masque heureux pour maintenir la situation intérieure inchangée » conclut en 1980 le chercheur vénézuélien Osvaldo Capriles.¹¹² Le discours de ces dirigeants manque clairement de crédibilité morale.

Comment souhaiter l'épanouissement du tissu médiatique mondial tout en paralysant délibérément l'activité des journalistes? La réponse aux déséquilibres de l'information est aussi et surtout endogène. L'approche exogène du débat choisie par le MNA a détourné l'attention de problèmes tout aussi profonds que le fossé Nord-Sud de l'information.

1.2.2 Des obstacles principalement endogènes

Le défi récurrent de l'information des pays en développement est la retenue de l'information à sa source et son modelage à l'avantage du gouvernement. Lesdits Ministères de l'Information restent le symbole de ce musellement vital des médias pour la survie d'un régime. Ce Ministère-symbole a d'ailleurs rapidement été dissout par la Tunisie au lendemain de sa révolution de 2011.

En réalité, les régimes autoritaires au sein du MNA n'apprécient guère que l'Occident mette en lumière leurs violations répétées des droits de l'homme. Ces régimes-là dévient l'attention des réels problèmes : la censure de la presse, les

¹¹² Osvaldo Capriles in Armand Mattelart, *La communication-monde...*, op. cit. p 222

intimidations et emprisonnements de journalistes, leur exil forcé etc. Ceux dont la justice manque d'indépendante profitent de jugements expéditifs, hors-procédures légales et aux prétextes fallacieux pour enfermer des voix dissidentes.

Ce comportement contradictoire (pour l'égalité entre États mais pas entre citoyens de leur Etat) se note dans l'adoption le 12 février 2008, de la Charte arabe de la télévision satellitaire.¹¹³ Ce document se présente comme un revers de situation où, prenant conscience des conséquences de la liberté satellitaire, les gouvernants font volte-face.¹¹⁴ Cette charte, restreignant l'activité des chaînes satellitaires, sera signée par tous les membres de la Ligue arabe mis appart le Liban et le Qatar.

Le MNA aurait dû adopter non seulement une approche verticale (Nord-Sud) du déséquilibre de l'information mais également horizontale (entre les citoyens d'un même pays). Malgré les limites énoncées, le fait d'aborder ce sujet et le mettre à l'ordre du jour des instances internationales est une grande avancée.

En effet, les Non-alignés ont compris le pouvoir du nombre dans le système des Nations unies, particulièrement dans des agences où il n'y a ni « conseil de sécurité » ni

¹¹³ Annexe n°5 Arab Satellite Television Charter p 265-270

Principaux articles à tendance liberticides (traduction non officielle) :

« Le transmetteur de chaîne satellitaire doit...

Article (4) 5. Assurer de ne pas compromettre la paix sociale, l'unité nationale, l'ordre public et la bienséance/convenance générale.

Article (6) 9. Respecter les valeurs religieuses et éthiques de la société arabe et maintenir les liens familiaux et l'intégrité sociale.

Article (7) 3. S'abstenir de diffuser quoi que ce soit qui contredirait ou mettrait en péril la solidarité arabe et la promotion de la coopération et l'intégration panarabes.

Article (7) 4. (...) respect de la dignité et souveraineté nationale (...) s'abstenir d'insulter leurs leaders...

Article (9) (...) doit adopter (...) toutes les règles, réglementations, conditions et modèles fixés par les parties concernées (...)

Article (13) 1. (...) sans licence de l'autorité compétente (...) sera sujet à la saisie de tous les équipements et machines utilisés (...)

¹¹⁴ Oxford Analytica, "Arab Charter Aims To Restrict Satellite Channels", *Forbes.com*, 23 avril 2008 [consulté le 30 avril 2013] http://www.forbes.com/2008/04/22/satellite-al-jazeera-cx_0423oxford.html

« droit de veto », donc, où ils jouissent d'une majorité écrasante. Mais Antoine Char, auteur de *La guerre mondiale de l'information*, s'interroge :

« Est-il déjà arrivé dans l'histoire qu'une société installée dans l'abondance invite (librement) une société installée dans la misère à 'partager le gâteau' ? À question cynique, réponse quelque peu naïve des PVD [pays en voie de développement]. Oui, crurent-ils, on peut y arriver avec les organisations du système des Nations Unies où les pays pauvres jouent un rôle déterminant grâce à la règle de la majorité. »¹¹⁵

Antoine Char juge la stratégie des Non-alignés naïve car, à contre-courant, elle oublie sur quels pays repose le financement de ce système des Nations unies. Quoiqu'il en soit, le MNA ayant porté ses arguments à la tribune des institutions internationales, ces dernières se mobiliseront, malgré tout, pour un nouvel ordre de l'information et de la communication. Constatant une injustice de l'Histoire, elles aussi tenteront d'ajuster à leur tour l'héritage colonial laissé.

¹¹⁵ Antoine Char, *La guerre mondiale de l'information*, Presses de l'Université du Québec, 1999, p127

II.2 Du NOMIC au PIDC de l'UNESCO

Les pays non-alignés utiliseront les instances internationales pour faire entendre leurs arguments. Le débat prendra alors toute sa forme au sein de l'UNESCO. Ce chapitre expliquera la méthode intergouvernementale hors MNA de promotion de la liberté d'expression dans les pays en développement ainsi que ses acteurs et limites en nous concentrant sur la sphère de l'UNESCO. Après avoir noté que la liberté de l'information est un enjeu pour tous les secteurs d'activités, nous nous focaliserons sur un acteur qui se démarque, l'UNESCO, et sur ses stratégies d'action au fil des décennies et des obstacles.

2.1 Vers un « plan Marshall technologique » ?

Plusieurs institutions internationales développeront des volets spécialisés dans la communication et l'information afin d'améliorer leur secteur propre d'activité.

2.1.1 Approche multipartite des institutions internationales

a) l'UIT, acteur historique

Organisation intergouvernementale la plus ancienne au monde (créée en 1865), l'Union internationale des télécommunications (UIT) aura, en 148 ans d'activité, régulé et développé le télégramme, le téléphone, la radiodiffusion, le satellite, la télévision et enfin l'informatique et le net.

Rattachée à l'ONU depuis 1947, l'Union internationale des télécommunications - tel que le décrit sa dénomination - est l'institution spécialisée « engagée à connecter le

monde ». ¹¹⁶ Il s'y discute les accords et règlements internationaux pour les technologies de l'information et de la communication – TIC- (répartition mondiale des fréquences radioélectriques et des orbites de satellite, élaboration des normes techniques internationales etc.). Nous avons vu dans le chapitre précédent comment sa tribune de la CAMR (puis CMR) a permis aux Non-alignés de revendiquer le rééquilibrage du spectre radiophonique. Enfin, ce sera l'IUT qui organisera les deux volets du Sommet Mondial de la Société Internationale sur la fracture numérique. ¹¹⁷

Sa dénomination pourrait lui donner une certaine exclusivité dans le domaine de l'information et de la communication. Mais ce domaine concerne et influe les autres secteurs (agriculture, commerce, éducation, santé) car c'est un allié du développement économique et social.

b) L'information au service du développement humain

Parce que communication et Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) sont étroitement liés, le concept de *C4D* ou *Com Dev* (communication pour le développement) a été largement mis en pratique. L'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) veut mettre les savoirs et l'information au service de la productivité agricole, finance des projets de médias ruraux pour écouter et les faire s'écouter les agriculteurs et mettre en lumière les aspirations et besoins de régions sensibles, surtout face aux dérèglements climatiques et pour la gestion des ressources naturelles. ¹¹⁸

¹¹⁶ Slogan de l'Union Internationale des Télécommunications, www.iut.int

¹¹⁷ Sommets de Genève 2003 et Tunis 2005

¹¹⁸ Communication pour le Développement, www.fao.org

Dans cette logique de *C4D*, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) utilise la communication comme un outil d'inclusion sociale, d'éducation civique. Pour le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), elle est une stratégie transversale qui permet d'améliorer les rapports intergénérationnels et les comportements des individus (fin des mariages forcés précoces, éducation des fillettes...). L'Organisation mondiale de la santé (OMS) y voit un moyen de sensibilisation aux maladies (tout comme l'ONUSIDA) et de vulgarisation des comportements salutaires (sécurité routière, lutte contre le tabagisme, activité sportive etc.).¹¹⁹

D'autres organisations intergouvernementales contribuent à démocratiser l'information internationale, unies dans l'action mais chacune dans son domaine et dans l'intérêt de sa sphère de travail. Pour exemple, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) œuvre à l'élimination des droits de douanes sur les TIC et donc à les rendre plus accessibles et financièrement abordable pour le consommateur final.¹²⁰ La Banque Mondiale investit plus d'un milliard de dollars dans des projets d'extension des réseaux mobiles et de transmission de données, notamment les données du marché, et fait clairement le lien entre connectivité et croissance économique.¹²¹

¹¹⁹ Publication commune de la FAO, OIT, ONUSIDA, PNUD, UNESCO, UNICEF et OMS, *La communication pour le Développement : Accroître l'efficacité des Nations Unies*, 2010

¹²⁰ Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (ATI), décembre 1996, www.wto.org

¹²¹ « (...) les entreprises qui ont davantage recours aux TIC (téléphonie, informatique et messagerie électronique) font preuve d'une plus grande productivité, d'une croissance plus rapide, d'investissements plus conséquents et d'une plus grande rentabilité. (...) Une hausse de 10 % du nombre de connexions Internet à haut débit s'accompagne d'un surplus de croissance économique de 1,3 %. » Banque Mondiale Live, Christine Zhen-Wei Qiang, économiste pour la Banque Mondiale, *Les TIC au service du développement*, Live Banque Mondiale, [consulté le 22 juin 2012] <http://live.banquemondiale.org/les-tic-au-service-du-developpement>

Finalement, une institution internationale se distingue des autres dans le volume et la durée de son engagement en faveur de la liberté d'expression : l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

2.1.2 L'UNESCO, tribune principale du Nouvel ordre informationnel

L'acte constitutif de l'UNESCO de 1945 lui donne pour mission de promouvoir « la libre circulation des idées par le mot et par l'image », ceci dans le but général de connaissance et compréhension mutuelle entre les peuples, pour la justice et les droits de l'homme. Dans le domaine de la communication et de l'information, l'institution a donc été le principal forum de discussion, d'étude et de prise de conscience internationales.

a) Prise en main du débat sur l'information internationale

Dès 1964, la notion d'équilibre des flux d'information est prise au sérieux à l'échelle mondiale, faisant l'objet de publications de l'UNESCO dont le document *Le rôle de l'information dans le développement national* rédigé par Wilbur Schramm, « père des études en communication ». ¹²² En 1969, une réunion d'experts sous l'égide du Français Jean Maheu, Secrétaire Général de l'UNESCO, débouche sur le constat qu'« à l'heure actuelle, la communication s'effectue à sens unique (...) L'image que l'on donne des pays en voie de développement est souvent fautive, déformée (...) » ¹²³

¹²² *Communication and Society: a Documentary History of a N.W.I.C.O., 1975-1986*, UNESCO, Paris, 10 octobre 1988

Serge Sur, «Vers un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication», *Annuaire français de droit international*, volume 27, 1981, pp 45-64

¹²³ James Halloran, *Document de travail de la réunion sur l'état des lieux de la recherche dans le monde*, Montréal, 1969 in Armand Mattelart, *La communication monde...*, op.cit., p 218-219

L'année suivante, en 1970, l'UNESCO obtient de la Conférence générale le mandat d'« aider les pays membres à formuler une politique relative aux grands moyens d'information. » Elle commence par effectuer un audit de la situation et sa première étude porte sur les flux télévisuels.¹²⁴

Le Secrétaire général suivant, le sénégalais Amadou Mahtar M'Bow, poursuit les recherches sur le thème en créant en 1977 la Commission Internationale pour l'étude des problèmes de communication - communément appelée Commission Mac Bride - qui publiera en 1980 un rapport final *Voix multiples, un seul monde*.¹²⁵

b) Le NOMIC souhaité par le rapport Mac Bride

L'expression de Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication est tirée du rapport Mac Bride. Dans les grandes lignes, ce rapport reconnaît et analyse plusieurs problèmes levés par les Non-alignés. Il repère d'abord une double source d'accumulation du pouvoir et des moyens techniques de communication : d'une part, l'avantage structurel des pays riches par rapport aux pays en développement, et d'autre part, au niveau national « une dichotomie sociale » entre élite politico-intellectuelle et masse populaire.¹²⁶

¹²⁴ Kaarle Nordenstreng et Tapio Varis, « La télévision circule-t-elle à sens unique ? Revue et analyse de la circulation des programmes de télévision dans le monde », *Etudes et documents d'information n°70*, UNESCO, Paris, 1974

¹²⁵ Seán Mac Bride (dir.), *Many Voices, One World : Toward a New, More Just, and More Efficient World Information and Communication Order*, UNESCO, Paris, 1980

¹²⁶ « Le monde reçoit 80% de ses nouvelles via Londres, New York et Paris. » Rapport Mac Bride, *doc.cit.* p180

Au niveau du tirage des journaux, l'URSS comptait le nombre le plus élevé : 396 exemplaires de journaux quotidiens pour 1000 habitants. L'Afrique avait le ratio le plus bas de 14 pour 1000. Rapport Mac Bride, *doc. cit.*, p 73

Au niveau asiatique, le Japon ne représente que 5% de la population régionale mais concentre 66% de la circulation des journaux, 46% des récepteurs radio, 61% des récepteurs de télévision et 89% des téléphones. Rapport Mac Bride, *doc. cit.*, p 156 et 179

Le quasi-monopole sur la diffusion de l'information n'est pas seulement d'ordre journalistique mais concerne les données scientifiques, industrielles, climatiques, bancaires et commerciales. Tel est le lien que le rapport fait entre Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication et Nouvel Ordre Economique International qui, par une division mondiale du travail inéquitable, cristallise les acquis et le fossé technologique entre riches et pauvres.

Aussi, ce déséquilibre de l'information s'avère à la fois quantitatif et qualitatif. C'est-à-dire que pour rééquilibrer la donne, il n'est pas juste question d'un « plan Marshall technologique » mais aussi de régler la distorsion des contenus. Parce que « la communication n'est pas une industrie comme les autres » mais plutôt une « grande entreprise morale », elle influence l'esprit, le conditionne.¹²⁷ Et donc, pour freiner la domination des grandes agences de presse, il faut à la fois offrir des infrastructures et techniques aux régions en développement pour qu'elles participent au volume de nouvelles mais aussi revoir le fonds et le choix des nouvelles fournies par les pays développés.

Enfin, le rapport explique comment les pays développés doivent médiatiser le Sud dans une logique de « processus de développement » et éviter un « journalisme de crise ».¹²⁸ C'est-à-dire qu'il ne faut pas se limiter à des images ponctuelles de catastrophes naturelles, de guerres civiles ou de coups d'États mais re-contextualiser les faits, contribuer à les solutionner et finalement laisser aussi la place aux nouvelles positives.

¹²⁷ Rapport Mac Bride, *doc. cit.*, p184 et 197

¹²⁸ *Ibid.*, p194 et 200

c) *Un concept mort-né*

L'enjeu de ce NOMIC est aussi identitaire et éthique. Notamment depuis l'arrivée de la transmission satellitaire directe, « certains États puissants et techniquement avancés utilisent leur avance pour exercer un effet de domination culturelle et idéologique » ce qui porte directement atteinte à l'identité nationale et aux valeurs culturelles des pays moins favorisés.¹²⁹ La commission recommande donc aux sociétés transnationales de communication d'établir une sorte de code de conduite et de prêter attention aux conséquences socioculturelles de leur activité dans les sociétés réceptrices.

Mais justement, en pleine Guerre froide, dans un affrontement idéologique Est-Ouest, la communication a définitivement son rôle à jouer dans la promotion des deux modèles socio-économiques rivaux. Logiquement, le rapport *Voix multiples, un seul monde* « ne sera jamais accepté ni par les États-Unis, ni par l'URSS, trop soucieux de leur autonomie et de leur sphère d'influence (...) personne n'a intérêt à céder du terrain à l'autre. »¹³⁰ Le débat du NOMIC se politise à l'insu de l'UNESCO. Les États-Unis et le Royaume-Uni, deux importants contributeurs financiers - respectivement 25% et 5% du budget - finiront par se retirer de l'organisation en 1984 et 1985.¹³¹

L'UNESCO en viendra à effacer l'expression *Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication* au profit d'une nouvelle dénomination, *Nouvelle Stratégie de Communication*. Elle cessera de publier de nouveaux exemplaires du rapport Mac Bride. Le rapport présenté à la Conférence générale de Belgrade de 1980

¹²⁹ Rapport Mac Bride, *doc. cit.*, p46

¹³⁰ Jean Paul Lafrance, A.M. Laulan et Carmen Rico de Sotelo, *Place et rôle...*, *op.cit.*, p19

¹³¹ Bertrand Cabedoche, « Le rapport McBride, conférence du consensus avant l'heure ? L'expérimentation refoulée d'une médiation politique originale, porteuse d'un espace public sociétal et des valeurs fondatrices de l'Unesco », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 3 novembre 2011, [consulté le 10 mai 2012] http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux

ne sera pas approuvé mais on en prendra acte. L'initiative aura tout de même eu un résultat concluant : l'adoption par consensus du Programme International pour le Développement de la Communication (PIDC, résolution 4/21) qui permettra de traduire nombreux principes du NOMIC en actions concrètes.

2.2 Stratégies et suites de l'UNESCO post-NOMIC

L'objectif de cette dernière partie est d'évaluer les stratégies de promotion médiatique de l'UNESCO à partir de 1980, après l'échec du rapport Mac Bride et à la naissance du PIDC. Cet état des lieux permettra de déceler les acquis de cette approche intergouvernementale et enfin de conduire notre réflexion sur les barrières structurelles, de fond, de la promotion du droit à l'information dans son ensemble.

2.2.1 Application des indicateurs de développement des médias

Le programme international pour le développement de la communication (PIDC), adopté en 1980 suite à la présentation du rapport Mac Bride, est l'outil opérationnel de l'UNESCO pour le développement du droit à l'information. Il permet de gérer des programmes de capacitation des médias des pays en développement dans l'objectif global de démocratie, bonne gouvernance et développement durable.

Selon la grille de lecture de l'UNESCO, les *Indicateurs de développement des médias* se déclinent en cinq grandes branches : développement juridique (lois non liberticides), économique (viabilité financière des médias), politique (diversité des vues) et enfin structurel et humain (capacités techniques et professionnelles).¹³²

¹³² Publication de l'UNESCO, *Indicateurs de développement des médias: cadre pour l'évaluation du développement des médias*, Paris, 2008, CI/COM/2008/PI/3

a) Amélioration du cadre légal des médias

L'objectif du PIDC est d'assainir les codes de la presse de leurs lois liberticides. Les obstacles sont principalement les restrictions à l'acquisition d'autorisation, les lois d'exceptions (secret d'État, lutte anti-terroriste, intérêt national, morale et ordre publics, diffamation, insulte, blasphème) et les lourdes sanctions de droit pénal qui suivent.

Pour améliorer le système de régulation autour des médias, le rôle central du PIDC est de rapporter aux gouvernements les lois qu'eux-mêmes doivent faire changer. Les experts du programme procèdent donc un audit général de la situation. Ils expliqueront point par point les barrières juridiques à la diversité des médias et à leur indépendance.¹³³ Pour le reste, la volonté de l'État à coopérer est un facteur indispensable.

Au niveau des médias privés, ils sont enclins à améliorer leurs codes déontologiques internes avec l'encadrement du PIDC. Ce dernier développer une culture d'autorégulation des journalistes par l'établissement de codes éthiques.¹³⁴ Ce sera le cas avec les journalistes du Liban, où une forte politisation des institutions médiatiques dû aux communautarismes est notée.

Mais le thème du système de régulation de la presse se complique avec l'élargissement de la définition de « journaliste ». Car les victimes des agressions et emprisonnements ne se limitent pas à ceux qui possèdent une carte de presse mais s'élargissent aux blogueurs, administrateurs de réseaux sociaux (Facebook, Twitter), les fameux cyber-journalistes, mais aussi les militants des droits de l'homme dans leur

¹³³ Evaluation réalisée au Bhoutan, en Croatie, en Equateur, au Gabon, en Jordanie, aux Maldives, en Mauritanie, au Mozambique, au Timor Leste et en Tunisie. Exemple d'évaluation : <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002192/219222F.pdf>

¹³⁴ « Lebanon : Production of a Code of Ethics Agreed Upon Journalists » (355LEB5001) USD 11,000

ensemble. La Secrétaire générale de l'UNESCO, Irina Bokova, appela alors à éliminer la délimitation de statut dans la législation nationale et à élargir le champ de la résolution 1738 (2006) du Conseil de sécurité de l'ONU. Toute personne pouvant jouer le rôle de « quatrième pouvoir » devrait être inclus dans la définition de journaliste.

Enfin, un défi contemporain est celui du statut professionnel du journaliste. La tendance est à la précarisation de son statut avec le développement de contrats de pigistes (rémunérés à la tâche). Au Pakistan par exemple, face aux difficultés financières « certains individus acceptent désormais plus volontiers les tâches dangereuses pour lesquelles ils peuvent être rémunérés. »¹³⁵ Ces journalistes indépendants qui prennent des risques pour subvenir à leurs besoins ne bénéficieront pas de protection sociale. Au final, « près de 20% des victimes [journalistes tués en 2010-2011] étaient des pigistes (...) ».¹³⁶ L'UNESCO se chargera de mettre en lumière, en la condamnant publiquement, cette tendance à la précarisation du travail journalistique.

b) Viabilité financière des organes de presse

En traitant directement avec la société civile et non plus avec les Ministères de l'Information des États, le PIDC offre un capital de départ à des médias qui n'auraient pas pu en bénéficier dans leur environnement restrictif et arbitraire. « Les fonds alloués à chaque projet sont certes relativement modestes mais ils constituent un capital de départ qui peut susciter l'appui d'autres sources de financement. »¹³⁷ Le fonds étant

¹³⁵ Rapport de la Directrice Générale, Irina Bokova, sur la sécurité des journalistes et le risque d'impunité, Conseil intergouvernemental du PIDC, 28^{ème} session, UNESCO, Paris, 22-23 mars 2012, CI-12/CONF.202/4REV, p16

¹³⁶ Ibid, p17

¹³⁷ Rapport final du Conseil Intergouvernemental du PIDC, 28th session, UNESCO Paris, 22-23 mars 2012 p5

multipartite, les bénéficiaires ne sont pas redevables à un État donateur en particulier, ce qui favorise leur indépendance d'action. La moyenne des subventions du PIDC est de 25 000 dollars américains par projet afin de responsabiliser les bénéficiaires et les inciter à l'autosuffisance.

Le PIDC cherche également à impliquer les bénéficiaires en les appelant à du volontariat et les États en leur demandant des contributions en nature (terrain, bâtiment, attribution de bande de fréquence). Sa première force est sa légitimité d'organe intergouvernemental. « Le multilatéralisme de l'UNESCO sert les besoins de cette entreprise internationale, par sa légitimité et son fonctionnement collectif. »¹³⁸ L'organisation devient alors un facilitateur, opérant une diplomatie des petits pas, par avancées petites mais précieuses. Le PIDC est le négociateur d'une société civile qui n'aurait aucune autre voie de progrès face à son gouvernement autoritaire. C'est lui qui lancera la première radio indépendante du Népal par exemple.

c) Diversité politique des vues

La principale entrave à la pluralité de sources est l'attaque contre tout émetteur d'opinions contraires à la version officielle ou aux intérêts de l'État. Les formes de violences sont larges : intimidations, persécutions, détention, enlèvement, torture, disparition et assassinat. Avec l'augmentation des femmes journalistes, les agressions à caractère sexuel se répandent comme arme de dissuasion (politique de terreur opérée par des groupes sur la place de la Libération / Tahrir au Caire mais aussi en Irak). Autres tendances, les chiffres montrent que le plus souvent, les journalistes meurent dans leur

¹³⁸ Divina Frau-Meigs, « Le retour des États-Unis au sein de l'UNESCO », *Annuaire français de relations internationales*, 2004, Vol. 5, pp. 860-877

propre pays (dans l'ordre : Mexique, Pakistan, Honduras, Irak...), plus d'un tiers dans le monde arabe et à 75% par des meurtres planifiés.¹³⁹

La réponse de l'UNESCO est de condamner publiquement tout mauvais traitement afin d'imposer une pression politique au gouvernement en question. Si ce dernier se dit non responsable de ces actes, son rôle reste de rendre justice aux victimes en poursuivant les agresseurs incriminés. L'UNESCO s'assure alors de suivre le bon déroulement des enquêtes étatiques. Par exemple pour le Mexique, premier rang mondial des assassinats de journalistes, l'Association interaméricaine de la presse - SIP- attribue la plupart des meurtres aux cartels de drogue couverts par des fonctionnaires corrompus.¹⁴⁰ Les journalistes sont tués pour avoir enquêté sur des affaires de corruption et de crimes organisés. L'État a la responsabilité de leur donner justice.

En 2011, ce sera la mort de 62 journalistes tués dans le cadre de leur fonction que la Secrétaire générale Irina Bokova dénoncera. Cette pression politique que la tête de l'UNESCO exerce permet de faire évoluer le problème récurrent de l'impunité. Un site internet, sorte de mémorial sera également dédié aux journalistes morts : « UNESCO Remembers Assassinated Journalists ».¹⁴¹ La Journée mondiale de la liberté de la presse (3 mai) donne finalement une visibilité internationale aux initiatives productives et son prix UNESCO/Guillermo Cano souligne chaque année les risques pris par un journaliste pour le droit à l'information.

¹³⁹Rapport de la Secrétaire générale de l'UNESCO, Irina Bokova sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, 2012, doc. cit. p16

¹⁴⁰ *Ibid.* p16

¹⁴¹ UNESCO Concept Paper, World Press Freedom Day 2012, "New Voices: Media Freedom Helping to transform societies", 3-5 Mai 2012, Tunis, <http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CI/CI/pdf/WPFD/WPFD%20concept%20paper%202012.pdf>

En temps de guerre, l'objectif de l'UNESCO est de protéger le messager. En partenariat avec l'organisation *Reporters sans frontières* est publié un guide pratique pour les journalistes de guerre, disponible en dix langues. Des protections (gilets pare-balle, casques) sont également fournis. Se révèle alors la question d'un éventuel droit d'ingérence médiatique en zone de conflit.

A ce sujet, en septembre 2012, une réunion inter-agences des Nations Unies a eu lieu au siège de l'UNESCO. La recommandation 5.24 du « Plan d'action des Nations unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité » propose de : « Renforcer les dispositions relatives à la sécurité des journalistes dans les zones de conflit, par exemple en encourageant la création de ce qu'il est convenu d'appeler des « corridors médiatiques » en collaboration étroite avec le personnel des Nations Unies sur place ». ¹⁴² Cette expression de « corridors médiatiques » rappelle les « couloirs humanitaires » du principe de responsabilité de protéger (R2P) de la communauté internationale.

d) Capacitation structurelle et humaine des acteurs de l'information

Enfin et surtout, un paysage audiovisuel démocratique doit être le reflet de la société, de ses minorités ethniques, religieuses et linguistiques, ses zones géographiques et couches sociales. Le PIDC favorise en ce sens les projets de médias communautaires, les radios rurales, de femmes, de réfugiés etc.

¹⁴² Recommandation 5.24 du Projet final « Plan d'action des Nations unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité », Annexe au Rapport de la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, sur la sécurité des journalistes, 2012, *doc.cit.* p38

Réaction de la Colombie sceptique face à ce nouveau genre d'interventionnisme: « Nous proposons de supprimer l'exemple des 'corridors médiatiques', car il s'agit là d'une situation, ou d'une configuration, dont on ignore l'extension. »

Des équipements (caméras, son, stations radio) sont fournis aux organes de presse. Des formations en média communautaire sont procurées dans les régions isolées (milieux paysans, camps de réfugiés), groupes sous-représentés (femmes, minorités ethniques) selon les spécificités du pays.¹⁴³ La valeur ajoutée de l'UNESCO est indéniablement sa capacité à s'insérer sans brusquer, en fonction des sensibilités. Par exemple, en Iran, les programmes de formation des journalistes porteront sur les questions de changement climatique et d'environnement, thèmes moins provocateurs que la couverture politique.

Dans les circonstances du « printemps arabe », la priorité a été donnée aux pays en transition, à savoir l'Égypte, la Tunisie et la Libye avec la mise en avant du modèle de service public de l'audiovisuel. Une levée de fonds auprès des délégations à l'UNESCO a été organisée fin mai 2011 au siège parisien afin de mener au plus tôt cette stratégie post-révolution, notamment des formations en journalisme électoral.¹⁴⁴

En fin de compte, le norvégien Gunnar Garbo, premier Président du Conseil Intergouvernemental du PIDC (1980-1987) nous fait prendre conscience des avancées importantes accomplies par ce programme en plus de trente ans.

En 1980 « il y avait au Sud un poste de télévision pour 500 habitants, contre un pour trois en Europe et un rapport meilleur encore aux États-Unis d'Amérique (...) le Tiers monde ne disposait que de 2,5% des ordinateurs et (...) le flux d'informations était cent fois supérieur dans le sens Nord-Sud par rapport au flux Sud-Nord. »¹⁴⁵

¹⁴³ Exemples de projets approuvés en 2013 dans le monde arabe:

- "Jordan: Building Capacities of Women Citizen Journalists in Rural Areas", (354JOR5001), US\$ 17600
- "Palestine: Developing Humanitarian News Reporting in the Palestinian News Agency Wafa" (354PAL 5092), US\$ 20 000
- "Algeria: Strengthening Capacity at the Web Radio "Voix des Femmes", 354 ALG 5011, US\$ 14 000

¹⁴⁴ Stage au service de la Liberté d'expression, Paix et Démocratie, Secteur Information et Communication, siège de l'UNESCO, Paris, Août 2011

¹⁴⁵ Gunnar Garbo in « Le PIDC: 20 ans au service du développement de la communication. Enjeux et orientations à l'orée du nouveau millénaire », Débat thématique du Conseil intergouvernemental du PIDC, 20^{ème} session, 21-24 mars 2000, p1, <http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001195/119514fo.pdf>

Le basculement de 2011 des régimes sud-méditerranéen permet d'établir un constat avant-après et de noter les acquis du PIDC: tout est à rebâtir. Les habitudes de l'ancien régime sont encore présentes (réflexes d'autocensure et de partialité, nominations partisans aux postes clés des médias) et les anciennes lois, notamment de diffamation, appliquées toujours aussi durement.¹⁴⁶

Il est positif cependant d'entendre une bloggeuse, Olfa Riahi dire que ses enseignements en journalisme d'investigation lui viennent de programmes internationaux en Tunisie. Cette jeune femme les utilisera pour enquêter sur une éventuelle spoliation de l'argent public par le Ministère des Affaires étrangères tunisien, Rafiq Ben Abdessalem.¹⁴⁷

En améliorant les capacités matérielles, humaines, financières et juridiques des individus, l'UNESCO a indéniablement resserré un fossé mondial. Cependant, l'environnement intergouvernemental dans lequel elle opère présente des obstacles qui limitent le champ d'action de la promotion internationale de la liberté d'information.

2.2.2 Limites de la promotion intergouvernementale de la liberté d'information

Les obstacles intergouvernementaux à la promotion de la liberté d'expression se présentent sous plusieurs formes : des obstacles juridiques, politiques et enfin économiques.

¹⁴⁶ Intervention de Rana Sabbagh, Directrice de l'Arab Reporters for Investigative Journalism (ARIJ Amman), Conférence « Démocratie et renouveau dans le monde arabe » au siège de l'UNESCO, Paris, 31 mai 2011

¹⁴⁷ Le Ministre aurait utilisé l'argent public pour s'offrir des nuits d'hôtel afin d'y entretenir une relation extra-conjugale. Le scandale médiatique porte le nom du « Sheratongate ».

a) Limites juridiques de la promotion du droit à l'information

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1966, protège - dans son article 19 - la liberté d'expression. Cependant il y émet certaines réserves, car le droit de s'exprimer implique aussi des obligations. « L'exercice des libertés prévues au paragraphe 2 du présent article comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales. » L'article 19 dispose :

« (...) certaines restrictions [à la liberté d'expression] qui doivent toutefois être expressément fixées par la loi et qui sont nécessaires: a) au respect des droits ou de la réputation d'autrui; b) à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques. »

Prétexte de la diffamation

Les réserves à la liberté d'expression sont détournées pour justifier la répression. La calomnie, la diffamation, l'insulte sont des crimes dans certains pays. Sur l'interprétation de l'article 19.a, le roi Abdallah II fut l'instigateur en Jordanie d'un projet de loi –fortement contesté- criminalisant les accusations de corruption par des journalistes par exemple. Cette loi protégerait entre-autres « des membres de (sa) famille malgré leur représentativité symbolique, nationale et noble », et ce, à l'heure où son épouse Rania fait l'objet de lourdes rumeurs de corruption et de népotisme.¹⁴⁸

L'Algérie avait quant à elle dépénalisé la diffamation dans son nouveau code de la presse de 2012 « mais cette réforme législative était illusoire » au vu de la condamnation à deux mois de prison ferme du journaliste Manseur Si Mohammed.¹⁴⁹

¹⁴⁸ « Report de la loi sur la diffamation », *Hebdomadaire Al-Ahram*, 5-11 octobre 2011, [consulté le 15 avril 2012] disponible sur : <http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2011/10/5/marab4.htm>

¹⁴⁹ Alerte IFEX, « Un journaliste condamné à de la prison ferme malgré le nouveau code de l'information », *IFEX.org*, 20 juin 2012 [consulté le jour même], http://www.ifex.org/algeria/2012/06/21/mohamed_sentenced/fr/

En Tunisie post-révolution, la pénalisation de la diffamation est toujours en vigueur en dépit de trois recommandations du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.¹⁵⁰ Sur ce pays, Amnesty international commente :

« [Amnesty International] est profondément préoccupée par l'utilisation persistante de dispositions législatives répressives datant du régime Ben Ali qui pénalisent l'exercice du droit à la liberté d'expression, en particulier l'usage répété des articles 121 et 226 du Code pénal pour sanctionner des atteintes aux valeurs sacrées et des troubles à la moralité et à l'ordre publics. L'organisation s'inquiète également du projet de loi présenté à l'Assemblée nationale constituante en août 2012 qui érige en infraction pénale la diffamation de la religion. »¹⁵¹

En fin de compte, si elle est équitable, la condamnation pour diffamation permet de protéger la vérité et l'honneur des personnes visées mais c'est le niveau très élevé des peines encourues (prison ferme) et les dérives fréquentes qui posent problème.

Prétexte de l'ordre public

Concernant le paragraphe b. de l'article 19 du PIDCP, de nombreux États jouent du prétexte de « l'ordre public » pour instaurer des États d'urgence,¹⁵² des lois d'exception ouvrant la voie aux abus, des lois antiterrorisme liberticides et des violations des libertés fondamentales au nom de la sécurité du régime.

La Turquie, premier pays en nombre de journalistes détenus, a assimilé « toute couverture médiatique concernant les groupes interdits et les investigations sur les sujets sensibles à des activités terroristes ou anti-étatiques. » Des douzaines de journalistes

¹⁵⁰ « Dilou refuse de dépenaliser la diffamation », *News of Tunisia*, 1^{er} juin 2012 [consulté le jour même], <http://www.newsoftunisia.com/politique/la-tunisie-dilou-refuse-de-depenaliser-la-diffamation/>

¹⁵¹ « La Tunisie a rejeté des recommandations du Conseil des droits de l'Homme », *News of Tunisia*, 21 Septembre 2012 [consulté le jour même], http://www.newsoftunisia.com/international/la-tunisie-a-rejete-des-recommandations-du-conseil-des-droits-de-l-homme/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+newsoftunisia%2FXEkZ+%28News+of+Tunisia%29

¹⁵² L'Égypte a eu un État d'urgence continu de 1981 jusqu'à mai 2012, l'Algérie de 1992 à 2011, la Syrie depuis 1963 et Haïti depuis le séisme de 2010.

Kurdes ont ainsi été emprisonnés pour participation à des complots contre le gouvernement.¹⁵³

Au Qatar, l'organisation *Karama* mentionne des cas de détentions au secret - au nom de la sécurité de l'État- dans des lieux non placés sous contrôle de la justice et donc propices à la torture et à la séquestration.¹⁵⁴

En Jordanie, le procureur militaire inculpa une douzaine de manifestants pacifistes d'incitation à la résistance contre le système politique du gouvernement dans le royaume (article 149 du code pénal) et les manifestants seront détenus puis jugés devant un tribunal militaire.¹⁵⁵ Les premiers manifestants avaient défilé avec des bannières appelant à une vie de meilleure qualité et les autres avaient manifesté pour la libération des premiers manifestants. La situation du pays se complique avec le projet d'une cour spéciale pour les journalistes limitant encore plus leur marge de manœuvre.¹⁵⁶

Enfin, toutes sortes d'accusations sont utilisées pour faire taire des journalistes comme au Maroc où des manifestants du mouvement pro-réformes « 20 février » ont

¹⁵³ « Le nombre de journalistes emprisonnés atteint un record mondial », *Rapport spécial du Comité de Protection des Journalistes* (CPJ), 11 décembre 2012 [consulté le 24 avril 2013], <http://cpj.org/fr/2012/12/le-nombre-de-journalistes-emprisonnes-atteint-un-r.php>

¹⁵⁴ « Contribution soumise dans le cadre de la procédure de la liste des questions en vue du deuxième examen périodique du Qatar par le Comité contre la torture », *Al Karama*, 2 juillet 2010, p 7

¹⁵⁵ Human Rights Watch, "Arrest wave signals growing intolerance for dissent in Jordan", *IFEX.org*, 14 septembre 2012 [consulté le jour même], http://www.ifex.org/jordan/2012/09/14/arrest_save/

¹⁵⁶ « La loi prévoit (...) la création d'une nouvelle chambre juridictionnelle spécialisée, dénommée Chambre des affaires de presse et des publications (...) les médias ne disposant pas de licence devront suspendre leurs activités, être interdits de diffusion et leurs exemplaires confisqués, le cas échéant (...) le directeur de la commission de l'audiovisuel peut de manière discrétionnaire censurer et interdire tout site d'information basé à l'étranger ne respectant pas les lois appliquées aux médias locaux dans le pays.» « Vives inquiétudes suite à l'adoption par le gouvernement d'un projet de loi liberticide », *Reporters sans frontières*, 6 septembre 2012 [consulté le jour même],

http://www.ifex.org/jordan/2012/09/06/reporters_without_borders/fr/

signé de faux aveux sous la torture.¹⁵⁷ Mohammad Sokrate, un autre activiste et blogueur de ce mouvement a, quant à lui, été condamné pour trafic de drogue. L'organisation Reporters Sans Frontières déplora « la recrudescence [au Maroc] de l'utilisation du droit pénal à l'encontre des blogueurs ».¹⁵⁸

Ces dérives ne font pas l'exclusivité du monde arabe. Les opposants à Vladimir Poutine en Russie sont également écartés de la scène politique par des procès douteux de détournement de fonds par exemple.¹⁵⁹ Nous sommes donc face au problème profond de l'indépendance de la justice de ces pays. En Erythrée, dernière du classement mondial 2013 de la liberté de la presse, la situation est beaucoup plus compliquée. Les journalistes détenus n'ont comparu devant aucune cour et aucun compte n'a été rendu sur leur lieu de détention et état de santé.¹⁶⁰ 2012 sera finalement l'année record en termes de détention de journalistes dans le monde.

Un droit mou sans valeur contraignante

Une limite évidente à la promotion d'une information libre et équilibrée réside dans le caractère non contraignant des fondamentaux juridiques. C'est toute la difficulté d'un *soft law* (droit mou) sans garanties, droit non absolu restreint à la bonne-foi et volonté des États.

¹⁵⁷ « Des aveux douteux ont été utilisés pour emprisonner des manifestants au Maroc », Human Rights Watch, 19 septembre 2012 [consulté le jour même], http://www.ifex.org/morocco/2012/09/19/contested_confessions_torture/fr/

Les six manifestants ont été accusés d'agression et d'insulte à agents de police mais ont fait appel suite à un procès inéquitable dont la seule preuve utilisée était leurs aveux signés sous la torture.

¹⁵⁸ Alerte Reporters Sans Frontières, « Nouvelle condamnation d'un blogueur, sous des prétextes fallacieux », IFEX.fr, 18 juin 2012, [consulté le jour même] (http://www.ifex.org/morocco/2012/06/18/sokrate_jailed/fr/)

¹⁵⁹ Cas d'un des principaux opposants à Vladimir Poutine, Alexeï Navalny dont le procès commença en avril 2013.

¹⁶⁰ « Le nombre de journalistes emprisonnés atteint un record mondial », Rapport spécial du Comité de Protection des Journalistes (CPJ), *doc.cit.*

Car en théorie, les États membres ont le devoir de prévenir, enquêter et sanctionner les crimes contre les journalistes conformément à la résolution 29 C/29 de la Conférence générale de l'UNESCO de 1997. Mais dans la pratique, ils ne se montrent pas forcément coopératifs.¹⁶¹ Comme nous le développerons dans les limites politiques de ce chapitre, le Directeur général de l'UNESCO fait face à trois cas de figure suite à ses condamnations : un premier groupe d'États, minoritaire, coopère et fournit des éléments d'enquêtes et de suivi ; un deuxième groupe rejette les condamnations et minimise sa part de responsabilité en prétextant des raisons personnelles et non professionnelles de la mort du journaliste ; un troisième groupe, ne transmettra ni courrier, ni information, ni rapport.¹⁶²

Aussi pour éviter de mauvaises interprétations (souvent volontaires) des réserves à la liberté d'expression, les 167 États ayant ratifié le PIDCP sont examinés périodiquement par les dix-huit experts du Comité des Droits de l'homme, organe de surveillance du protocole.¹⁶³ Ces experts fournissent des recommandations dites « observations générales » et des rapports spéciaux en cas de situation d'urgence, sans pour autant pouvoir dissuader un régime d'enfermer ou de brutaliser ses journalistes.

¹⁶² Entretiens avec Silvia Chocarro Marcesse, Experte au secteur de Communication et Information, service du PIDC, siège de l'UNESCO, Paris, Août 2011

- Réponse de la Chine sur le meurtre du journaliste Xiao Guopeng, le 18 juillet 2006 « [l'assassinat] n'avait rien à voir avec la prétendue liberté d'expression ni avec la démocratie. C'était une affaire de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort à la suite d'un conflit familial », *Rapport de la Secrétaire générale de l'UNESCO Irina Bokova, sur la sécurité des journalistes, doc.cit.* p 23

- Réponse de la République de l'Union du Myanmar : le reporter-photographe japonais Kenji Nagai a trouvé la mort alors qu'il se trouvait « dans une foule de manifestants », son décès est accidentel. Il n'avait pas demandé de visa de journaliste et n'avait pas informé les autorités locales de l'endroit où il se trouvait ; par conséquent, « sa sécurité ne pouvait pas être assurée », *ibid.* p 24

¹⁶³ Organisation des Nations Unies – Collection des Traités
http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-5&chapter=4&lang=fr#1

Outre cet examen périodique, un protocole facultatif a été ratifié par 114 Etats et signé par 35 autres pour proposer aux individus un mécanisme de dépôt de communications : des plaintes individuelles contre un Etat signataire du protocole facultatif. Cependant l'Arabie saoudite, le Bhoutan, les Émirats Arabes Unis, le Qatar, la Malaisie, Myanmar (Birmanie), le Laos, le Liban, Oman, Cuba, la Chine et le Pakistan sont tout autant d'États passant entre les mailles de ce mécanisme juridique faute d'avoir signé le protocole facultatif au PIDCP.¹⁶⁴

Au final, les décisions ne sont pas contraignantes pour les Etats qui y sont soumis, mis à part via le rappel à l'ordre qu'elles exercent. L'État peut s'avérer avoir rendu son rapport périodique avec quinze ans de retard (cas de la Jordanie) ou ne pas le rendre du tout. De manière générale, l'État membre reste libre de quitter les enceintes de dialogue, comme l'a fait Israël, en mars 2012, en rompant tout contact avec le Conseil des Droits de l'homme de l'ONU.¹⁶⁵ Le Bahreïn a également rejeté par deux fois la visite du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Juan E. Méndez.¹⁶⁶

En définitive, il se dégage du *soft law* l'impression d'une inflation normative. Sans « gendarme international », l'application de ces textes dépend grandement de la bonne volonté des États. Le principe de bonne-foi des États (article 2 paragraphe 2 de la Charte de l'ONU) est mis à l'épreuve. Il reste à croire que les pressions diplomatiques et le souci de l'image des États ont un rôle à jouer. Mais dans ce volet politique aussi des obstacles se présentent.

¹⁶⁴ Organisation des Nations Unies – Collection des Traités
http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-5&chapter=4&lang=fr#1

¹⁶⁵ « Israël se fâche avec l'ONU », *LePoint.fr*, 26 mars 2012, [consulté le 10 juin 2012], http://www.lepoint.fr/monde/israel-se-fache-avec-l-onu-26-03-2012-1445291_24.php

L'incident éclata quand le Conseil des Droits de l'homme de l'ONU donna son feu vert à une enquête internationale indépendante sur les colonies juives en territoires palestiniens.

¹⁶⁶ Office of the High Commissioner for Human Rights, “Bahrain / Human rights: Government effectively cancels UN Special Rapporteur on torture’s visit”, *OHCHR.org*, 24 avril 2013, [consulté le 26 avril 2013] <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13261&LangID=E>

b) *Limites politiques de la coopération intergouvernementale*

S'insérer sans brusquer

La liberté de l'UNESCO s'arrête là où celle du gouvernement commence: le respect de la souveraineté étatique est de mise. En tant qu'organisme intergouvernemental, le principal pouvoir de l'UNESCO reste celui du *convening*, c'est-à-dire de réunir à la même table les acteurs publics et privés sans s'imposer.¹⁶⁷ Un État garde le pouvoir de refouler à sa douane le personnel des programmes du PIDC et les experts de l'UNESCO qui lui déplairaient.

Face aux sensibilités des États, l'UNESCO doit alors favoriser une démarche rassembleuse, sans brusquer les régimes au risque de ralentir le processus d'ouverture. Car ses programmes ne se font pas contre l'État, mais avec lui et chez lui. Donc l'organisation doit traiter patiemment avec des États comme l'Iran dont le représentant à l'UNESCO justifia la censure sur internet par l'argument suivant : un citoyen étant comme un enfant, son gouvernement joue le rôle de parent en le censurant.¹⁶⁸

C'est donc toute la complexité de la diplomatie des droits de l'homme que révèlent ces limites politiques. Alors que le travail se fait silencieusement et progressivement, l'opinion publique attend des résultats rapides et visibles.

Car l'organisation dégage une image absconse, abstraite, la sensation d'une diplomatie aseptisée et inutile. En 2010, le représentant des États-Unis au Conseil intergouvernemental du PIDC rappelle que la minute de silence symbolique ne suffit

¹⁶⁷ Expression de Ming Kuok Lim, Chef de projet à l'UNESCO, Division de la Liberté d'expression, Démocratie et Paix, Secteur Information et Communication. Entretien personnel, siège de l'UNESCO, Paris, Août 2011

¹⁶⁸ Intervention du représentant iranien lors de la Conférence de lancement d'un ouvrage « Freedom of Connection – Freedom of Expression : The Changing Legal and Regulatory Ecology Shaping the Internet », siège de l'UNESCO Paris, 30 mai 2011

pas, il faut des actions concrètes.¹⁶⁹ Le délégué du Danemark le suit : « 80% des activités dans le monde ont été consacrées à condamner les exactions, et seulement 20% à entreprendre des actions concrètes. »¹⁷⁰

Face à ces critiques, le représentant du Royaume Uni suggère « que tous les éléments positifs relatifs aux projets mis en œuvre par le PIDC fassent l'objet d'un 'plan médias' qui montrerait aux opinions publiques que l'Organisation ne se contentait pas de déclarations sur les problèmes culturels internationaux, mais aussi qu'elle entreprenait des activités sur le terrain comme celles mises en œuvre par le PIDC. »¹⁷¹

Sur la base du volontariat

« Outre qu'il a renforcé les capacités des médias sur le terrain, le PIDC encourage depuis 2008 les États membres à soumettre sur la base du volontariat des informations relatives aux enquêtes judiciaires diligentées sur chaque meurtre condamné par l'UNESCO (...) »¹⁷² Mais les chiffres montrent que cette coopération basée sur le volontariat est peu effective bien que nécessaire.

Pour illustration, en 2009, 18 sur 29 États signalés répondent aux questions de la Directrice générale de l'UNESCO. Mais « le représentant finlandais a observé que les réponses reçues étaient souvent imprécises. »¹⁷³ Sur les 245 assassinats de la période 2006-2009, l'UNESCO recevra des informations sur 101 cas (moins de la moitié des assassinats). Sur ces 101 cas informés, neuf sont officiellement condamnés et les 92 autres en cours d'enquête. Donc sur les 245 assassinats découverts (plus nombreux sont

¹⁶⁹ Représentant des États-Unis au Conseil intergouvernemental du PIDC, *IPDC Final Report*, 24-26 Mars 2010, 27ème session, Paris, 2010, p17-20

¹⁷⁰ Délégué du Danemark au PIDC, *IPDC Final Report 2010, doc.cit.*, p21

¹⁷¹ Représentant du Royaume Uni, *ibid.* p40

¹⁷² Rapport de la Secrétaire générale, Irina Bokova, sur la sécurité des journalistes, *doc.cit.* p12

¹⁷³ Délégué Finlandais à l'UNESCO, *IPDC Final Report 2010, doc. cit.* p21

les inconnus) 239 sont en suspens (non renseigné ou en cours d'enquête judiciaires). Et sur ces 239, il n'a été reçu aucune information sur 144 cas.¹⁷⁴

Cette logique du volontariat nous amène à la conclusion que « dans neuf cas sur dix, les auteurs de ces crimes ne sont jamais poursuivis. »¹⁷⁵ Un cercle vicieux d'impunité s'installe alors. Pire encore, d'autres paliers de violence avant l'assassinat, mais qui mènent à l'assassinat, sont négligés dans ces chiffres. « Ces meurtres sont juste la face apparente de l'iceberg puisque le harcèlement, les menaces et l'emprisonnement entrent tous dans la même intention. »¹⁷⁶

Pour tempérer la mauvaise volonté des États, Aidan White, alors Secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) nota que :

« (...) l'impunité n'était pas simplement le fait de négligences, mais qu'elle était souvent due au fait que les pays n'avaient ni les capacités ni les ressources leur permettant d'affronter cette problématique. Cela pouvait résulter d'un certain manque de savoir-faire des autorités judiciaires ou de la police pour mener à bien les enquêtes nécessaires, ou alors relever de la corruption. (...) ou absence de certitudes sur la façon appropriée de mener les enquêtes judiciaires.»¹⁷⁷

Le Pakistan témoignera que cette lenteur des enquêtes judiciaires est due à un contexte particulièrement difficile. Les meurtres sont souvent commis dans des régions isolées. Les moyens et l'accès de la police sont donc limités et le processus d'enquête s'avère plus lent; la patience est le maître mot.¹⁷⁸

¹⁷⁴ Rapport de la Secrétaire générale, Irina Bokova, sur la sécurité des journalistes, *doc. cit.* p20

¹⁷⁵ Source citée : IFEX, Projet final « Plan d'action des Nations unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité », paragraphe 1.3, in Rapport de la Secrétaire générale, Irina Bokova, sur la sécurité des journalistes, *Ibid.* p29

¹⁷⁶ Texte original en anglais: "(...) those killing were just the tip of the iceberg since harassment, threats and imprisonment were all committed with the same intent." Mogens Schmidt, Deputy Assistant Director-General for Communication and Information, "Debate on the Safety of Journalists and the Danger of Impunity: What can IPDC do?" *IPDC Final Report 2010, doc.cit.* p12

¹⁷⁷ Propos rapportés d'Aidan White, Secrétaire général de la FIJ (1987-2011), Rapport final du PIDC, 2010, *doc.cit.* p16

¹⁷⁸ IPDC Final Report 2012, *doc. cit.* p9

Par contre, d'autres États comme l'Inde remettent en question les sources de l'UNESCO et accusent les organisations de journalistes partenaires d'irresponsabilité. Parce que les chiffres abîment l'image du pays, ces États veulent minimiser le nombre total de journalistes morts dans leurs frontières. L'UNESCO se confronte aux susceptibilités gouvernementales alors qu'elle ne condamne pas l'État en soi mais l'acte de tuer un journaliste.

Enfin, un autre problème de volonté politique réside dans le choix des représentants des 39 États au Conseil Intergouvernemental. Il est demandé de choisir de préférence des professionnels des médias pour décider sur ce thème. Mais la plupart des représentants choisis sont des diplomates recherchant l'intérêt de leurs gouvernements plus que celui des journalistes.

En dernier lieu, limites politiques et financières se lient quand, par désaccord politique, un État sanctionne financièrement l'UNESCO.

c) Limites économiques de projets subventionnés

Contributions et désaccords politiques

Les tensions politiques influent sur le facteur financier dans le sens où si l'UNESCO fait un choix politique ne satisfaisant pas un membre, ce dernier en vient à se retirer de l'organisation et stoppe ses contributions.

Par exemple, les États-Unis, mécontents de la tournure politique que prirent les débats sur le NOMIC quittèrent l'UNESCO en 1984, suivis du Royaume Uni et de Singapour. Les États-Unis revinrent en 2003. Mais l'adhésion de la Palestine comme 195^{ème} membre titulaire de l'UNESCO, le 31 octobre 2011, les amena à rompre leur contribution financière. En effet, deux lois américaines interdisent de financer une

agence spécialisée des Nations unies qui accepte la Palestine comme État membre sans accord de paix préalable avec Israël.

Ce n'est pas la première fois que le conflit israélo-palestinien dérange le fonctionnement financier de l'UNESCO. En 1974, quand cette dernière reconnut l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)¹⁷⁹ et condamna des fouilles archéologiques dangereuses entreprises par Israël à Jérusalem, le Congrès américain suspendit la contribution américaine de 40 millions de dollars.

Pour l'UNESCO, le retrait de 2011 représente une amputation de 22% de son budget (60 millions de dollars américains).¹⁸⁰ Israël a quant à lui retiré ses deux millions d'euros de contributions annuelles.¹⁸¹ Ainsi, en conséquence d'une mésentente politique, toute nouvelle activité non-programmée de l'UNESCO fut gelée jusqu'à 2012 et les frais de voyages, publications et communications réduits. Face au grave déficit de trésorerie, un fonds d'urgence a été constitué et un nouvel acteur se distingue : le Qatar, offrant 20 millions sur les 26,1 millions de dollars récoltés au 31 janvier 2012.¹⁸²

¹⁷⁹ Divina Frau-Meigs, «Le retour des États-Unis au sein de l'UNESCO», *Annuaire français de relations internationales*, 2004, Vol. 5, p863

¹⁸⁰ Annexe n°6 Budget de l'UNESCO, graphique des financements, p 271

¹⁸¹ « L'adhésion palestinienne redonne à l'Unesco une place dans la diplomatie internationale », *Le Monde.fr*, 1^{er} novembre 2011 [consulté le jour même], http://www.lemonde.fr/international/article/2011/11/01/l-adhesion-palestinienne-redonne-a-l-unesco-une-place-dans-la-diplomatie-internationale_1597014_3210.html

¹⁸² S'ajoutent les contributions suivantes : Turquie (5 millions de dollars), Congo (1 million), Islande (100 000 dollars), Andorre, Saint-Marin, Luxembourg, Monaco et Chypre (16 385), dons de particuliers (32 212 dollars) et promesses de dons : Indonésie (10 millions de dollars), Gabon (2 millions), Congo (2 millions), Timor-Leste (1,5 million) et Cameroun (290 000 dollars).

Rapport *Situation financière de l'Organisation et incidences sur l'exécution du 36 C/5*, Partie I : Rapport de la Directrice générale sur la situation de trésorerie de l'organisation, 189^{ème} session du Conseil exécutif de l'UNESCO, Paris, 7 février 2012

Dispersion des projets

Les aléas politiques des contributions cachent un problème plus profond. Aujourd'hui le service « Liberté d'Expression, Paix et Développement » de l'UNESCO reçoit un budget de sept millions de dollars américains tous les deux ans. Dans ces conditions, une moyenne de 25 000 dollars américains est attribuée par projet. Certes, cette limitation incite les bénéficiaires à l'autosuffisance et donc à la viabilité du projet après sa mise en œuvre.¹⁸³

Mais ce montant ne permet pas de construire des projets plus ambitieux et impactant telles des chaînes indépendantes à échelle régionale. Il y a là un risque de « parachutage technologique » se réduisant à l'octroi dispersé de matériel. En définitive, « le talon d'Achille du Programme se trouve dans la faiblesse des engagements de contribution au compte spécial et en fonds en dépôt. »¹⁸⁴ Car ce sont ces fonds-en-dépôts qui financent les grands projets, de haute priorité et à portée plus large.

Par conséquent, l'assistance internationale, en plus d'avoir des ressources modestes, est retardée par la bureaucratie et s'éloigne ainsi des priorités de départ. Une subvention peut être accordée alors que le projet avait été soumis deux ans auparavant. Donc « le processus de prise de décision au sein du PIDC est cher, lent et lourd (...) la réponse que le PIDC apporte aux besoins urgents est trop lente (...) et difficile à comprendre. (...) Certes, le PIDC a de bons projets, mais il n'y a rien qui frappe

¹⁸³ Entretien avec Silvia Chocarro Marcesse, Experte au secteur de Communication et Information, service du PIDC, UNESCO Paris, Août 2011

¹⁸⁴ Gunnar Garbo, premier président du Conseil intergouvernemental du PIDC (1980-1987), « Le PIDC: 20 ans au service du développement de la communication. Enjeux et orientations à l'orée du nouveau millénaire », UNESCO, point 9

vraiment l'imagination. »¹⁸⁵ Et c'est justement l'originalité d'un projet qui motivera d'autres acteurs à le financer.

Ainsi les participations ponctuelles d'acteurs externes doivent s'ajouter au budget annuel, ce qui rend l'UNESCO dépendante de nouveaux acteurs privés.

Privatisation des sources de financement

La dépendance aux États membres est peu à peu remplacée par une autre dépendance financière : la réduction du budget général au profit de programmes financés et gérés directement par certains États ou bien par de grands groupes commerciaux.

Au niveau de l'Organisation dans son ensemble, nous pouvons citer la Bourse UNESCO-L'Oréal pour les femmes chercheuses, également le Prix UNESCO-Obiang fortement critiqué. De peur d'entacher sa crédibilité en associant son nom à celui du Président de Guinée Équatoriale (32 ans au pouvoir et accusé de forte répression et corruption) l'UNESCO a préféré, le 8 mars 2012, renommer ce prix *Prix international Unesco-Guinée Équatoriale*, sans pour autant réellement connaître l'origine de ses fonds. Le service de Communication et d'Information quant à lui, s'associe à des acteurs internationaux publics ou privés : Radio France Internationale (RFI) pour les formations et équipements des journalistes par exemple.

L'UNESCO a accueilli un nouveau partenaire le 10 décembre 2011 du nom d'*Al Jazira*, la chaîne qatarie d'information en continu. L'agence onusienne avait déjà signé en 2006 un *Memorandum of Understanding* avec le Centre de formation et de développement des médias d'*Al Jazira* à Doha (*Al Jazeera Media Training and*

¹⁸⁵ « Le PIDC: 20 ans au service du... », *doc.cit.*, point 13

Annexe n°7 Schéma de prise de décision du Programme International de Développement de la communication, p 272

Development Centre – JMTDC) choisi comme maître d'œuvre de projets de formations du PIDC.¹⁸⁶

Conclusion

Aujourd'hui, c'est avec la chaîne qatarie *Al Jazira* que l'UNESCO compte organiser une série d'événements tels des expositions de photojournalisme, des documentaires et un prix du meilleur correspondant de guerre sur une période de deux ans.¹⁸⁷ Ce partenariat-ci attire notre attention car cette chaîne arabe a été choisie parmi tant d'autres car l'UNESCO voit en elle un acteur singulier pour la liberté d'expression dans le monde arabe. Nouveau partenariat dit-il nouveau plan d'action ?

En effet, face aux blocages gouvernementaux, il faudrait inventer de nouvelles stratégies plus subtiles en faveur de la liberté d'expression. Pour illustration, trois initiatives sont à souligner à des échelles différentes : un gouvernement, une organisation non gouvernementale et un individu. L'administration de Barack Obama aux États-Unis, dans un discours de sa Secrétaire d'État Hillary Clinton, propose aux dissidents du monde des kits anti-censure sur le net.¹⁸⁸ Ensuite, l'ONG Reporters Sans Frontières aide au montage de sites miroirs d'information sur internet pour dévier la

¹⁸⁶ Rapport de l'UNESCO, *Nouveaux projets soumis au PIDC*, 51^{ème} réunion, Paris, mars 2007

¹⁸⁷ UNESCO Media services, "UNESCO and Al Jazeera to promote freedom of expression in the Arab world", 9 décembre 2011, [consulté le jour même], http://www.unesco.org/new/en/media-services/single-view/news/unesco_and_al_jazeera_to_promote_freedom_of_expression_in_the_arab_world/

¹⁸⁸ « Les États-Unis créent un kit anti-censure du net », *Le Point.fr*, 14 juin 2011 [consulté le jour même], http://www.lepoint.fr/high-tech-internet/les-etats-unis-creent-un-kit-anti-censure-du-net-14-06-2011-1341879_47.php

cyber-police.¹⁸⁹ Enfin, le chercheur australien Paul Gardner-Stephen lance une application mobile - le logiciel *Serval* – qui nargue la surveillance des États.¹⁹⁰

Ces trois initiatives ont un point commun, elles montrent que quand la violation des libertés fondamentales est une condition du maintien au pouvoir d'un gouvernement, quand ce dernier ne coopère pas de bonne foi, détourner son consentement devient une stratégie envisageable puisque le gouvernement en question est la cause même du manque de libertés individuelles.

C'est ici que le poids des médias satellitaires est mis en lumière. Ces chaînes sont hors de portée des régimes autoritaires et leurs informations circulent non plus à travers le prisme du gouvernement mais directement vers le téléspectateur citoyen, cassant le modèle autrefois pyramidal. Il serait donc pertinent de comprendre dans quelle mesure *Al Jazeera* pourrait combler les lacunes de l'approche intergouvernementale de la promotion de la liberté d'expression.

¹⁸⁹ « RSF crée des sites-miroirs pour lutter contre la censure », *IFEX*, 10 février 2012 [consulté le jour même] http://www.ifex.org/international/2012/02/10/mirror_sites/fr/

¹⁹⁰ « Le logiciel de téléphonie mobile qui défie le contrôle des États », *LeMonde.fr*, 21 avril 2012, [consulté le 15 juin 2012], http://www.lemonde.fr/international/article/2012/04/21/le-logiciel-de-telephonie-mobile-qui-defie-le-contrôle-des-etats_1688852_3210.html

DEUXIÈME PARTIE :

**...À LA RECONFIGURATION DE L'ORDRE
MONDIAL DE L'INFORMATION ET DE LA
COMMUNICATION PAR DES ACTEURS
NON-INTERGOUVERNEMENTAUX :**

LE CAS AL-JAZIRA

CHAPITRE III :

DÉMOCRATISATION DE L'AUDIOVISUEL MONDIAL ET LOCAL

III.1. UN ORDRE DE L'INFORMATION SUD-NORD

III.2 UN ORDRE DE L'INFORMATION HORIZONTAL

CHAPITRE IV :

**INFLUENCES SUR LA DÉMOCRATISATION DU MONDE DES CONTRIBUTIONS
NON INTERGOUVERNEMENTALES DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATION
INTERNATIONALE**

**IV.1 POUVOIR DES MÉDIAS TRANSNATIONAUX DANS LA DÉMOCRATISATION :
COMPARAISON ENTRE LE PRÉCÉDENT EST-EUROPÉEN ET LE MONDE ARABE**

IV.2 AL JAZIRA : CAUSE ET/OU MOYEN DES RÉVOLUTIONS ARABES

DEUXIÈME PARTIE :

... À LA RECONFIGURATION DE L'ORDRE MONDIAL DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION PAR DES ACTEURS NON-INTERGOUVERNEMENTAUX : LE CAS AL-JAZIRA

Le 10 décembre 2010, l'U.N.E.S.C.O. fait le choix de s'associer à *Al Jazira* pour améliorer la liberté d'expression dans le monde arabe. La position en faveur de ce partenariat et non d'une autre chaîne arabe signifie qu'*Al Jazira* a une valeur ajoutée à exploiter dans le sens d'un plus grand respect des droits dans le monde arabe.

De prime abord, nous pensons que la chaîne d'information trans-arabe a été choisie de par son audimat élevé et donc l'impact considérable sur les foyers arabes que cela implique. En effet, en 2008, la chaîne est la chaîne d'information préférée de plus de 50% d'Arabes interrogés et son image s'est améliorée avec les années d'expérience.¹⁹¹ Avant les révolutions de 2011, l'audimat de la chaîne est estimé à 40 millions de téléspectateurs.¹⁹²

Cette partie évaluera l'implication de la chaîne satellitaire arabe dans un renouveau de l'ordre de l'information, tant au niveau international que national. Elle répondra également à la deuxième problématique supposée par le titre de notre sujet, c'est-à-dire l'incidence d'un ordre pluriel de l'information sur la démocratisation internationale.

¹⁹¹ Annexe n°8 Chaines préférées des Arabes, p 273-275

¹⁹² Annexe n°9 Audience d'*Al Jazeera Arabic*, p 276-280

CHAPITRE III.

DÉMOCRATISATION DE L'AUDIOVISUEL MONDIAL ET LOCAL

Comme nous l'avons remarqué dans l'introduction, le fossé de l'information à l'époque de la création de la chaîne *Al Jazira* était à la fois international (entre pays industrialisés et pays en développement) et interne (entre élites et couches populaires d'un même pays). Suivant cette logique, ce chapitre analysera comment *Al Jazira* a aidé à l'instauration d'un ordre de l'information plus juste tant au niveau global que local. La première sous-partie traitera de l'impact international de la chaîne et la deuxième sous-partie de son impact local, dans les pays du monde arabe.

III.1. Un ordre de l'information Sud-Nord

Al Jazeera Arabic est considérée comme le premier média du Sud à informer le Nord.¹⁹³ Nous assistons à un retournement du monde où le Sud non seulement complète les informations du Nord mais les réfute voire remplace le Nord dans son rôle de diffuseur d'information internationale. Le Sud émet, le Nord reçoit.

Ainsi le premier niveau de confrontation Sud-Nord se trouve dans la diffusion par *Al Jazira* d'une information réfutant les sources occidentales. La chaîne apporte des arguments, des angles de vue différents sur un même événement, sans que les deux sources ne se mélangent.

1.1 Un regard et un autre regard¹⁹⁴

Plusieurs grands problèmes internationaux sont abordés par *Al Jazira* à travers un prisme alternatif, lequel apporte une grille de lecture complètement nouvelle et certains éléments essentiels de réflexion, notamment le contexte historique. Les principaux sujets à l'image paradoxale sont les suivants : le nucléaire iranien, le conflit israélo-arabe, la guerre contre le terrorisme et de manière plus large la vision du monde islamique.

1.1.1 Contre la médiatisation manichéenne du nucléaire iranien

Sur le dossier du nucléaire iranien, *Al Jazeera Arabic* comme *Al Jazeera English* donnent plusieurs rappels historiques saisissants qui permettent aujourd'hui de noter

¹⁹³ Yves Gonzalez-Quijano et Tourya Guaaybess, *Les Arabes parlent aux Arabes, La révolution de l'information dans le monde arabe*, Actes Sud, 2009, p89

¹⁹⁴ Slogan d'*Al Jazeera Arabic*: *Ar-ray' wa ray' alakher*

une certaine diabolisation médiatique de l’Iran (sans toutefois le blanchir de ses accusations).

a) Mise en parallèle avec le nucléaire israélien

D’un côté, *Al Jazeera English* illustre son slogan « Every Angle, Every Side » (chaque angle, chaque camp) par un spot vidéo révélant le nombre d’armes nucléaire de certains États (États-Unis, Russie, Israël, Inde, Pakistan) de manière à dénoncer la stigmatisation faite contre ceux à l’arsenal potentiellement minime (Iran, Corée du Nord).¹⁹⁵ *Al Jazeera Arabic* quant à elle révèle dans un documentaire d’archives diffusé en février 2013 la coopération américaine à l’élaboration de l’arme atomique israélienne.¹⁹⁶

Cette approche du dossier nucléaire iranien nous enseigne des éléments non pris en compte par les chaînes de télévision occidentales. Tout d’abord, l’Iran n’est pas le premier État à avoir développé le nucléaire militaire sans la surveillance de l’Agence internationale de l’énergie atomique (AIEA). D’autres pays ont précédemment développé l’arme atomique sans avoir été inquiétés (Israël, Pakistan, Inde). Certes, ces puissances nucléaires ne sont pas signataires du Traité de Non-prolifération (TNP) mais des puissances dites du « seuil ». Cependant, les États dotés de l’arme nucléaire et signataires du TNP, les EDAN (Chine, Russie, États-Unis) ont pour obligation de ne pas aider les États non dotés de l’arme (ENDAN) à l’acquérir et encore moins ceux qui n’ont pas ratifié le TNP. Or *Al Jazeera* accuse les États-Unis (dans le documentaire d’archives) d’avoir participé à la création de la bombe israélienne.

¹⁹⁵ Annexe n°10 Bande annonce d’*Al Jazeera English* illustrant le slogan « Every Angle, Every Side » (chaque angle, chaque camps) p 281

¹⁹⁶ Annexe n°11 Bande annonce du documentaire, diffusée la semaine du 4 février 2013, *Al Jazeera Arabic*, p 282

Ceci ferait d'Israël - et non plus l'Iran - le premier pays à introduire la bombe atomique dans sa région et à porter une menace nucléaire sur son voisinage. Un sondage réalisé en 2008 auprès de plus de 4000 habitants du monde arabe montre la subjectivité de la notion de menace à la paix et à la sécurité internationales, car les Arabes interrogés désignent comme leurs principales menaces Israël (à 95%) et les États-Unis (à 88%).¹⁹⁷ L'Iran n'est une menace que pour 7% des interrogés. En grande majorité, ils jugent également discriminatoires les pressions internationales exercées uniquement contre l'Iran et non sur Israël, le Pakistan ou l'Inde.¹⁹⁸

b) Application arbitraire du Traité de non-prolifération

Le traitement à deux vitesses du désarmement nucléaire global est indirectement dénoncé par *Al Jazira* dans son spot sur le nombre de têtes nucléaires des principaux détenteurs. En effet, l'article VI du TNP, relatif au désarmement a deux objectifs: l'arrêt de la course aux armements et le désarmement global et complet de tous. Or, les EDAN usent du double langage : ils appellent à la non-prolifération mais ne réduisent pas vraiment leur arsenal nucléaire (comme le spot d'*Al Jazira* le montre pour les États-Unis). En réalité, les arsenaux ont été réduits quantitativement (sauf pour la Chine) mais améliorés qualitativement (une nouvelle génération d'armes nucléaires dites miniaturisées).

Le club nucléaire ne respecte donc pas les règles qu'il a lui-même fixées. Ils ont le droit de posséder le nucléaire militaire mais ont pour contrepartie de réduire leur arsenal jusqu'à anéantissement total de l'arme atomique. A la signature du TNP, le désarmement global était en effet la concession accordée aux ENDAN pour qu'ils

¹⁹⁷ Annexe n°12 Sondage d'opinion arabe sur leurs principales menaces, p 283

¹⁹⁸ Annexe n°13 Sondage d'opinion arabe sur les pressions internationales contre l'Iran p 284

renoncent à la prolifération. Et les arguments du gouvernement iranien ne seront pas expliqués en Occident. Car ils dénoncent une certaine hypocrisie, comme le décrit le représentant de l'Iran aux Nations Unies : « Comment les Etats-Unis qui ont utilisé la bombe atomique contre le Japon et de l'uranium appauvri en Irak peut-il être membre du Conseil des gouverneurs [de l'AIEA] ? »¹⁹⁹

Enfin, outre l'application arbitraire du Traité de non-prolifération, d'autres problèmes internationaux sont soulevés par *Al Jazira*, dont la dite « guerre contre le terrorisme ».

1.1.2 Justes causes et injuste conséquences de la guerre contre le terrorisme

Sans cautionner la mort des victimes civiles du World Trade Center, du train madrilène et des transports publics londoniens,²⁰⁰ *Al Jazira* a permis à Oussama Ben Laden, défunt leader de l'organisation terroriste *Al Qaïda*, de bénéficier d'une tribune pour expliquer ses arguments. La chaîne qatarie provoqua les États-Unis et les familles des victimes en diffusant une vidéo du premier anniversaire des attentats de New York. Dans cette vidéo, Oussama Ben Laden rendait hommage aux terroristes impliqués.

a) Djihadiste ou altermondialiste?

Oussama Ben Laden, ce multimillionnaire qui collabora avec les Américains contre les communistes en Afghanistan, combattra vingt ans plus tard l'hégémonie américaine, à sa manière, par le sang. En diffusant ses cassettes, *Al Jazira* éclaire la face altermondialiste d'Oussama Ben Laden. Car ce dernier se place lui-même comme un

¹⁹⁹ Discours du représentant de la République islamique d'Iran, Procès-verbal de séance, Résolution 1929 du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, 9 juin 2010

²⁰⁰ Attentats du 11 septembre 2001 à New York, 11 mars 2004 à Madrid et 7 juillet 2005 à Londres revendiqués par *Al Qaïda*

défenseur et non un attaquant. Il répond à une injustice mondiale, il conteste un ordre politique mais par des moyens indignes. En écoutant ses arguments de lutte contre l'ennemi de l'Islam, de résistance au néocolonialisme (colonies israéliennes, guerre d'Irak et d'Afghanistan), les téléspectateurs arabes ont accès à une autre vision du monde. Le terroriste islamiste Ben Laden devient un altermondialiste contre l'impérialisme américain.

Sans tomber dans la justification d'actes criminels ni de la barbarie, les téléspectateurs arabes en arrivent à nuancer l'image manichéenne d'*Al Qaïda*, comme le montre le sondage effectué par *Zogby International* en 2008 auprès de quatre milles citoyens arabes.²⁰¹ Certes un tiers des interrogés ne sympathise absolument pas avec l'organisation terroriste mais un tiers salue son rôle anti-hégémonie américaine.

b) « *Terrorisme d'État* »

À propos de la guerre en Irak de 2003, un documentaire primé par *Al Jazeera International Documentary Festival* est diffusé à la fois sur *Al Jazeera English* sous le titre *Permission to Engage* (Autorisation d'engager le combat) et sur *Al Jazeera Arabic*, intitulé *Rokhsat lil Qital* (Permis de tuer).²⁰²

Dans la traduction arabe du titre, le terme « engager » est donc remplacé par celui de « tuer ». Cela nous donne une indication sur la possible criminalisation par le documentaire de l'intervention américaine en Irak. Car dix ans après le lancement de la guerre de la coalition anglo-américaine, ce documentaire fait état de bavures et de meurtres de civils. La bande annonce est directe, un soldat américain se confie : « J'ai

²⁰¹ Annexe n°14 Sondage d'opinion arabe sur *Al Qaïda*, p 285

²⁰² Annexe n°15 Captures d'écran, Documentaire *Rokhsat lil Qital* (Permis de tuer), *Al Jazeera Arabic*, 8 février 2013 p 286

réalisé que (...) le seul terroriste quand nous [les Américains] étions en Irak, c'était nous. »²⁰³

Pourquoi un tel documentaire, dix ans après le lancement de la guerre, quand le pays est en reconstruction et les troupes américaines retirées depuis fin 2011 ? L'initiative semble être une manière de relancer le débat sur la légitimité de l'opération *Iraqi Freedom* et de la guerre qui suivit.

Les accusations sont fortes : il est question de terrorisme d'État, si nous pouvons nous permettre l'expression. Cela fait interroger le téléspectateur sur l'inexistence de justice face au lancement d'une guerre illégale. La « juste cause » du gouvernement néoconservateur de George W. Bush n'aurait-elle au final qu'une injuste conclusion ? Car il faut rappeler les mensonges sur lesquels se justifiait l'intervention américaine : la fausse possession par Saddam Hussein d'armes de destruction massive et le dit lien entre le dirigeant irakien et l'organisation terroriste *Al Qaïda*.

En effet, le scandale du *Nigergate*²⁰⁴ de 2005 a décrédibilisé les accusations américaines sur le nucléaire irakien. Et les 400 000 documents déclassifiés par *Wikileaks* fait un bilan de 2004 à 2009 de 109 032 morts en Irak dont 60% de civils.²⁰⁵ L'archevêque Sud-Africain Monseigneur Desmond Tutu, Prix Nobel de la Paix, s'indigne :

« Rien que pour ces faits, dans un monde cohérent, les responsables de ces souffrances et de ces pertes de vies humaines devraient suivre le même

²⁰³ Citation originale: "I realized that (...) the only terrorist when I was in Iraq was us." in Documentaire *Rokhsat lil Qital* (Permis de tuer), *Al Jazeera Arabic*, 8 février 2013

²⁰⁴ Ce faux dossier sur le supposé achat d'uranium nigérien par Saddam Hussein avait servi de preuve à l'administration Bush junior pour justifier la guerre en Irak. Appelée aussi « Affaire Plame-Wilson » ou « Controverse Cooper-Miller-Novak » du nom des journalistes ayant enquêté sur la supercherie.

²⁰⁵ « Wikileaks révèle l'horreur de la guerre en Irak », *LeFigaro.fr*, 23 octobre 2010 [consulté le 3 mars 2013] <http://www.lefigaro.fr/international/2010/10/23/01003-20101023ARTFIG00385-wikileaks-revele-l-horreur-de-la-guerre-en-irak.php>

chemin que certains de leurs pairs africains et asiatiques qui ont eu à répondre de leurs actes [devant la cour pénale internationale (CPI) de] la Haye. »²⁰⁶

Or, dix ans après les mensonges d'État, George W. Bush, Anthony Blair et les autres dirigeants membre de la coalition sont exempts de toute responsabilité.²⁰⁷

Mais dix ans durant, *Al Jazira* n'aura cessé de faire s'effondrer le concept néoconservateur d'ingérence démocratique. Les téléspectateurs arabes ont donc compris dès le début de l'invasion irakienne qu'il n'était ni question de droits de l'homme, ni de démocratisation du Grand Moyen-Orient, mais une question de pétrole et de contrôle géostratégique de la part des Américains.²⁰⁸ *Al Jazira* utilisa des mots forts pour décrire cette guerre : « forces d'occupation », « conflit colonial »,²⁰⁹ jusqu'à finir par les abandonner en juin 2004 « pour parler exclusivement de 'l'armée des États-Unis' » et ce, à force de pressions extérieures.²¹⁰

La chaîne continue aussi de dénoncer l'existence de la prison de Guantanamo alors que Barack Obama entame un second mandat présidentiel et avait promis sa fermeture au début de son premier mandat. Depuis l'émission d'*Al Jazira Men*

²⁰⁶ Agence France Presse, « Mgr Tutu veut que Blair soit jugé à la Haye », *Le Figaro.fr*, 2 septembre 2012 [consulté le 3 mars 2013] <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/09/02/97001-20120902FILWWW00036-mgr-tutu-veut-que-blair-soit-juge-a-la-haye.php>

²⁰⁷ A ce propos, Mahathir Mohammad, ancien Président de la Malaisie, créa en 2007 le Tribunal de guerre de Kuala Lumpur en contestation de la « sélectivité » de la CPI. Après trois ans d'investigation, ce tribunal jugea par contumace George W. Bush et Anthony Blair pour crime contre la paix lors de l'invasion de l'Irak et de crime de guerre et torture pour les principaux acteurs de l'administration Bush. La valeur de cette sentence reste symbolique faute de légitimité du tribunal. L'organisation *Amnesty International* appela le Canada à arrêter George W. Bush, en vain. Ce dernier fut également prévenu de ne pas se rendre en Suisse. Ses déplacements restent prudents.

²⁰⁸ Annexe n°16 Sondage d'opinion des Arabes sur la guerre en Irak de 2003, p 287-288

²⁰⁹ Hugh Miles, *Al Jazeera: How Arab TV News Challenged the World*, Abacus, 2006, p254

²¹⁰ Olfa Lamoum, *Al-Jazira, miroir rebelle et ambigu du monde arabe*, La Découverte, 2004, p74

Olfa Lamoum, « L'impact des chaînes satellitaires arabes », *La Revue internationale et stratégique*, n°56, hiver 2004-2005, [consulté le 8 mars 2011] <http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2004-4-page-69.htm> pp69-75

Washington (« Depuis Washington »),²¹¹ les manifestants Américains trouvent un écho international à leurs dénonciations des pratiques illégales à Guantanamo (détenus sans procès, interrogatoires musclés, tortures physiques, sévices psychologiques).

Enfin, un autre documentaire polémique sera diffusé en mai 2013, *Fallujah, a lost generation ?* (« Falloujah, une génération perdue ? »). Ce documentaire dénoncera les cas nombreux de bébés malformés et cancers provoqués par l'utilisation américaine de phosphore blanc durant la bataille de Falloujah (Irak) en novembre 2004. À cette date, les Etats-Unis n'étaient pas signataires du Protocole III de 1983, protocole additionnel à la Convention sur certaines armes classiques (CCAC) de l'ONU réprouvant l'utilisation offensive du phosphore blanc.

c) *Fin de l' « infowar » américaine*²¹²

La troisième guerre du Golfe n'est pas la première « cause juste » américaine que la chaîne qatarie ébranle. Après les attentats du 11 septembre 2001, c'est l'opération « Liberté immuable » et les années de guerre qui suivirent en Afghanistan qu'*Al Jazira* fera relativiser. La chaîne satellitaire aura brisé l'exclusivité médiatique de l'armée américaine en Afghanistan. Les États-Unis avaient profité d'un terrain particulièrement dangereux qui ne permettait pas aux journalistes internationaux d'être autonomes. Ces derniers étaient pour la plupart *embedded*, c'est-à-dire intégrés à l'armée, suivant ses opérations à ses côtés et non du côté ennemi ou civil.

Par contre, *Al Jazira* était du côté des habitants, des civils qui subissaient la guerre, voire elle atteignait le côté des Talibans et d'*Al Qaïda* pour recueillir leur

²¹¹ Annexe n°17 Émission *Min Washington* (De Washington) sur Guantanamo, 19 février 2013, p 289

²¹² L'*information Warfare* ou guerre d'information désigne toutes les techniques d'acquisition et de manipulation d'information dans le but de dévier, déstabiliser ou démoraliser l'adversaire et les stratégies de « gestion de la perception » pour convaincre les alliés.

version du conflit. En montrant le coût humain de la guerre, la chaîne arabophone a donc sapé les efforts américains à rallier les peuples arabes à leur cause. *Al Jazira* fera comprendre aux téléspectateurs arabes la manipulation sémantique que cachent les expressions « guerre zéro-mort », « guerre propre » et « chirurgicale » et « dommages collatéraux » (morts civiles involontaires).

Il fut question du même combat lexical pour définir la réaction irakienne à l'invasion. Les mots américains « terreur » et « insurrection » ont souvent été remplacés par des termes plus appréciatifs comme « résistance » et « lutte ». « Opérations commando » et quelques fois « opérations paradis » remplaçaient l'expression américaine d'« attaques suicides ». La « guerre en Irak » devient littéralement la « guerre contre l'Irak », ²¹³ comme pour rappeler que les Irakiens n'étaient pas responsables de ce conflit et subissaient une décision extérieure.

En fin de compte, malgré tous leurs efforts sur les terrains afghans comme irakiens, les Etats-Unis ne pourront plus contrôler le facteur information de la guerre ni tenter de conquérir la sympathie des Arabes. Ils chercheront par exemple à émouvoir les téléspectateurs internationaux avec des images du dit-sauvetage de la jeune soldate Jessica Lynch, qui s'est avéré être une mise en scène « hollywoodienne ». ²¹⁴

En définitive, sur l'échiquier du monde islamique, *Al Jazira* a remis en cause le *labelling* américain. L'administration Bush Junior étiquetait, classifiait certains

²¹³ Judea Pearl, "Another perspective, or jihad TV?", *The International Herald Tribune*, 17 janvier 2007 in Oren Kessler, "The Two Faces of Al Jazeera", *Middle East Quarterly*, Hiver 2012, pp 47-56, http://www.meforum.org/3147/al-jazeera#_ftn11

²¹⁴ Le 23 mars 2003, la soldate américaine Jessica Lynch perd connaissance lors d'un accident de voiture à Nasiriya en Irak. Elle sera transportée vers un hôpital irakien par des soldats irakiens et soignée par des médecins irakiens. Le Pentagone (département de la Défense américaine) modifiera l'histoire, ne parlera pas d'accident mais d'une embuscade irakienne et affirmera que la soldate a été capturée et torturée. L'armée américaine mettra en scène le sauvetage dans l'hôpital, le filmera et le transmettra aux médias américains. Jessica Lynch elle-même dénoncera la diffusion d'informations non vérifiées par les médias et le Pentagone.

individus et États en « Axe du mal » et « État voyous ». Ces notions deviennent subjectives avec *Al Jazira*. Il en est de même pour le long conflit israélo-arabe qu'*Al Jazira* abordera d'une manière singulière.

1.1.3 Relativité du conflit israélo-arabe

« Sixième guerre israélo-arabe » : le choix de cette expression pour intituler la guerre du Liban de 2006 révèle la volonté d'*Al Jazira* d'apporter un contexte historique au conflit israélo-arabe (palestinien, syrien et libanais). *Al Jazira* a su resituer le conflit dans l'Histoire pour que les nouvelles générations se l'approprient et se rappellent les chapitres sanglants : la *Nakba* (catastrophe) de 1948 (grande vague d'expulsion de Palestiniens), les massacres des camps de *Sabra* et *Chatila* en 1982 sous le regard des soldats israéliens chargés de les sécuriser et entre-autres le double massacre du village de Cana en 1996 (opération israélienne « Raisins de la colère ») et 2006 (guerre libano-israélienne).

a) Rappel d'un droit à l'autodétermination bafoué

« Israël a été construit par le sang et le feu » : ces mots du documentaire *Al Nakba* sur la création d'Israël²¹⁵ dénoncent un nettoyage ethnique continu de la Palestine depuis le lancement du projet sioniste.

Al Jazira exerce un devoir de mémoire en rappelant les horreurs passées et accumulées dans cette région. Elle permet de comprendre les racines et la complexité de ce conflit durable. D'ailleurs, c'est cette notion de durée que le linguiste américain

²¹⁵ Documentaire *Al Naqba* diffuse sur *Al Jazeera English* et *Arabic* le 21 mai 2013. Voir également le documentaire en arabe *Arshivhom, tarikha : elirhab essiony* (Leurs archives, notre Histoire : le terrorisme sioniste) du 21 juin 2013 sur *Al Jazeera Arabic*.

Noam Chomsky retransmet par les expressions « terreur systématique », « humiliation sans fin » et « pogrom régulier » pour décrire la situation palestinienne.²¹⁶

Car en comparaison, nombreux journaux télévisés occidentaux se sont limités à énoncer un fait réduit par un espace-temps très étroit. Tel palestinien a fait exploser un bus à Tel Aviv, tel autre une discothèque. Il est ainsi aisé de stigmatiser un peuple. Quand le Hamas lance des roquettes au sud d'Israël, nous savons quel jour cela se produit et combien de morts/blessés il y a eu. Cependant, il n'y a pas de référence aux causes profondes de ce fait. Car ce micro-événement fait en réalité partie d'une longue chaîne. Mais, faute de contexte, nous ne comprenons pas qui a débuté les hostilités et pourquoi. Nous savons qu'Israël « réplique » à des tirs de roquettes, telle une légitime défense (certes disproportionnée) mais nous ne savons pas pourquoi le Hamas « attaque » subitement (il dénonce un blocus alimentaire et sanitaire).

C'est donc ce dilemme de «qui de l'œuf ou de la poule est arrivé en premier » qu'*Al Jazira* rompt. Pour elle, la question est claire : il faut se rappeler qu'Israël s'est superposé sur la Palestine et non l'inverse.²¹⁷ Israël a imposé sa création artificielle au Proche-Orient et est responsable des conséquences de ce choix unilatéral. Sur ce sujet délicat et passionné, Pascal Boniface, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Paris) dénonce dans son livre *Est-il permis de critiquer Israël ?* cette tendance à qualifier d'antisémite toute critique à l'encontre de l'État hébreu.

²¹⁶ En anglais: "systematic terror", "endless humiliation", "regular pogrom" cité in Mordechai Gordon, "The United States and Israel: Double standards, Favoritism and Unconditional Support", *The Miseducation of the West: How Schools and the Media Distort Our Understanding of the Islamic World*, Praeger, 2004, p104

²¹⁷ C'est la résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU (Plan de partage de la Palestine du 29 novembre 1947) qui commença à priver les Palestiniens de leur titre potentiel de souveraineté sur l'ancienne Palestine. Trois droits, pourtant considérés comme « normes impératives » ont été bafoués : le droit d'un peuple à disposer de lui-même, la condamnation du colonialisme et l'interdiction de modifier avant leur accession à l'indépendance les territoires des peuples non encore émancipés.

Car au final, certaines tranches de populations arabes en viennent à croire à une théorie du complot américano-israélien où les sionistes gouverneraient le monde par procuration. Les militants de la cause palestinienne s'exaspèrent du deux-poids deux-mesures de la « communauté internationale » face à l'impunité récurrente des crimes d'Israël.²¹⁸ Le veto récurrent des États-Unis au Conseil de Sécurité de l'ONU insinue un soutien inconditionnel à Israël quels que soient ses crimes.²¹⁹ Entre 1989 et 2004, sur 13 vetos émis par les États-Unis, 11 concernaient Israël. Quant aux résolutions adoptées, le non-respect par Israël s'accumule.²²⁰

b) Mauvaise foi israélienne

Certes, par souci de neutralité (différente de l'impartialité qui prend parti pour la victime), *Al Jazira* donnera la parole aux représentants d'Israël. Ce sera la première fois dans l'histoire des médias arabes que les Israéliens pourront s'exprimer à l'antenne d'une chaîne arabe.

Mais montrer l'ennemi, le voir s'expliquer, argumenter, ne sera pas suffisant pour améliorer l'image israélienne dans la région ni influencer le processus de paix. Au contraire, *Al Jazira* remet en question la volonté de paix et la bonne foi d'Israël. La chaîne a plusieurs fois relancé le sujet de la mort du dirigeant palestinien Yasser Arafat

²¹⁸ Pour plus de détails sur l'impunité d'Israël: *The Miseducation of the West*, Chapitre 6 « The United States and Israel: Double Standard, Favoritism and Unconditional Support », *op.cit.* p104

²¹⁹ Vétos américain aux résolutions condamnant l'implantation israélienne en Cisjordanie, notamment Jérusalem-Est, les tirs israéliens contre Gaza, le mur de séparation, la mort d'employés de l'ONU et la destruction du bâtiment du Programme alimentaire mondial (PAM), violence contre les civils palestiniens etc.

²²⁰ Liste des résolutions de l'ONU non respectées par Israël : Résolutions 181 (1947), 194 (1948), 302 (1949), 236 (1967), 237 (1967), 242 (1967), 250 (1968), 251 (1968), 252 (1968), 267 (1969), 340 (1973), 446 (1979), 468 (1980), 592 (1986), 605 (1987), 607 (1988), 608 (1988), 636 (1989), 641 (1989), 672 (1990), 673 (1990), 681 (1990), 694 (1991), 799 (1992), 904 (1994), 1322 (2000), 1397 (2002), 1402 (2002), 1405 (2002), 1435 (2002), 1515 (2003), 1544 (2004), 1850 (2008), 1860 (2009) etc. (« Au mépris du droit, 1947-2009 : une impunité qui perdure. Résolutions de l'ONU non-respectées par Israël », le Monde Diplomatique, Février 2009 [consulté le 3 mars 2013] <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/02/A/16775>)

en s'interrogeant sur les causes de son décès. Cela permit de reprendre les autopsies et comprendre qu'il fut empoisonné à long terme par Israël.²²¹ En plus de dévoiler ce crime d'État, elle rappelle la « judaïsation » quotidienne des territoires palestiniens par les colonies israéliennes, alarmant sur la complication croissante du processus de paix par l'anéantissement du futur État palestinien.

Poursuivant dans les exemples de traitement différencié de l'actualité par *Al Jazira*, l'offensive israélienne sur Gaza fin 2008-début 2009 ne sera pas appelée « guerre de Gaza » mais « guerre contre Gaza ».²²² Ce choix sémantique donne aux habitants de Gaza une place de récepteurs du conflit, qui le subissent et non qui le génèrent. En termes de choix iconographique, nous assistons à la guerre dans sa facette la moins esthétique, la plus terre-à-terre : les destructions de villes, les corps déchiquetés, les familles déchirées. Sur les écrans d'*Al Jazira*, Israël n'est plus le persécuté des bus et des boîtes de nuit mais le persécuteur des villages et des écoles.

c) *Le conflit israélo-libanais sous un autre prisme*

Au niveau de la couverture de la partie libanaise du conflit israélo-arabe, c'est l'image du leader Hassan Nasrallah et de son parti politique du *Hezbollah* qui diffère de celle des médias occidentaux. Quand en Europe, le leader est généralement perçu comme un individu sombre et hirsute, en Orient il serait plus vu comme un homme éloquent et intelligent.²²³ Lorsque le *Hezbollah* est pour les uns une milice chiite

²²¹ Zeinobia, "After 8 years Al Jazeera asks what killed Arafat !?", Blog *Egyptian Chronicles*, 4 juillet 2012, [consulté le 43 mars 2013] <http://egyptianchronicles.blogspot.com.es/2012/07/after-8-years-al-jazeera-asks-what.html>

²²² Expression en anglais: "War on Gaza", Laboratoire d'Al Jazira d'observation quotidienne des événements en Israël/Territoires palestiniens, <http://labs.aljazeera.net/warongaza/main> in Oren Kessler, "The Two Faces of Al Jazeera", *Middle East Quarterly*, Hiver 2012, pp. 47-56, disponible sur: http://www.meforum.org/3147/al-jazeera#_ftn12

²²³ Annexe n°18 Sondage sur les personnalités politiques préférées des Arabes, p 290

financée et armée par l'Iran, inscrite sur la liste des organisations terroristes du Canada et des États-Unis, elle est pour d'autres une force de libération contre le colonialisme, seul groupe armé pouvant tenir tête à Israël et à ses aspirations territoriales.

À l'instar, le parti palestinien *Hamas*, inscrit dans la liste des organisations terroristes de l'Union Européenne est considéré, selon le prisme arabe, comme le réel résistant palestinien à l'appropriation illégale et continue de terres par Israël.²²⁴ À propos de terres colonisées, *Al Jazira* rappelle des termes qui sont rarement évoqués dans les médias occidentaux : fermes de Chebaa et plateau du Golan. Ces territoires libanais et syriens sont pourtant occupés illégalement par Israël depuis 1967.

Ainsi, tout événement se voit à travers des perspectives différentes : le terrorisme islamiste des uns s'appelle dans le camp adverse résistance nationale ou droit à l'autodétermination d'un peuple colonisé. Mais *Al Jazira* n'a pas pour autant changé l'image négative et la peur de l'islam en Occident car elle se confronte à un certain obstacle : le nouvel 'orientalisme' qu'elle cherchera à combattre.

1.1.4 Contrepoids au nouvel Orientalisme

L'orientalisme, l'Orient créé par l'Occident est l'ouvrage titre publié en 1978 par l'intellectuel palestino-américain Edward Saïd. Par ce terme « orientalisme », Edward Saïd dénonçait la présentation de l'homme oriental comme un être déficient, non civilisé et qui ne peut se représenter lui-même.²²⁵

²²⁴ Annexe n°19 Sondage révélateur de l'image du Hamas selon les Arabes, p 291

²²⁵ Texte original : « Orientalism learning itself was premised on the silence of the native (...) presenting that unfortunate creature as an undeveloped, deficient and uncivilized being who couldn't represent himself » in Edward Saïd, "Impossible Histories: Why the Many Islams cannot be simplified", Harper's, Juillet 2002 in Christopher D. Stonebanks, "Consequences of Perceived Ethnic Identities", *The Miseducation of the West: How Schools and the Media Distort Our Understanding of the Islamic World*, op. cit., p98

a) Représentation de l'indigène muet

Le monde arabe est « une affreuse nuisance, un lieu culturellement et politiquement inférieur ». Pour Edward Saïd, les intellectuels occidentaux de la période postcoloniale s'accordent sur ce « consensus occidental établi »²²⁶ soit par eurocentrisme soit parce que l'Arabe reste silencieux et ne peut lui répondre. En 2004, la chercheuse Loubna Skalli explique ce comportement de rabaissement de l'autre: « en infériorisant les indigènes et leurs cultures, le projet orientaliste servait à légitimer la 'mission civilisatrice' du colonialisme occidental et à fournir la propagande morale pour justifier le 'fardeau de l'homme blanc' ».²²⁷

Aujourd'hui encore, certains points d'incompréhension perdurent entre Occident et Orient. Les médias transmettent ce que nous croyons comprendre du monde arabo-musulman mais véhiculent encore certains préjugés. Le problème est que pendant longtemps l'intelligentsia arabe ne s'est pas exprimée sur les plateaux de télévision occidentaux. Donc « une part du problème est qu'il y a peu ou pas de représentation des chercheurs et professionnels orientaux pour éclairer et expliquer à l'intérieur des médias. »²²⁸

C'est ici qu'*Al Jazira* représente un tournant catégorique. Aidan White, Secrétaire Général de la Fédération internationale des Journalistes (de 1987 à 2011)

²²⁶ Edward W. Said, *Culture et impérialisme*, Fayard / Le Monde diplomatique, 2000, p68 in Olfa Lamloum, *Al-Jazira, miroir rebelle et ambigu du monde arabe*, op.cit. p72

²²⁷ Texte original: «By inferiorizing indigenous beings and their cultures, the Orientalist project served to legitimize the 'civilizing mission' of Western colonialism and provide the moral prop for justifying 'the white man's burden' » in Loubna Skalli "Loving Muslim Women With Vengeance: The West, Women and Fundamentalism", *The Miseducation of the West: How Schools and the Media Distort Our Understanding of the Islamic World*, op. cit., p46

²²⁸ Texte original : "Part of the problem is that there is little to no representation of academics and professionals from or of the East to enlighten and explain within the media." in Christopher D. Stonebanks, "Consequences of Perceived Ethnic Identities", *The Miseducation of the West: How Schools and the Media Distort Our Understanding of the Islamic World*, op. cit., p98

reconnait ce rôle charnier de la chaîne qatarie : « Jusqu'à ce qu'apparaisse *Al Jazeera*, la perspective arabe de la vérité ne nous était pas disponible. Nous considérons tout ce qui arrivait dans le monde arabe avec une perspective occidentale. »²²⁹ *Al Jazeera* a donc définitivement permis aux Arabes de s'exprimer à l'échelle mondiale et aux non-Arabes de prendre conscience de leur version de la vérité. *Can non-Europeans think?* (« Les non-Européens peuvent-ils penser ? ») Ce titre choc d'un article d'*AlJazeera.com* nous rappelle que la société internationale est diverse et qu'il existe d'autres grilles de lecture possibles.

b) Rupture des préjugés relatifs à l'Islam

La chaîne satellitaire lutte contre les amalgames occidentaux notamment ceux entre terroriste et musulman. C'est lors des attentats du 11 septembre 2001 que la stigmatisation arabe-musulman-terroriste a été la plus forte. Le chercheur canadien Christopher Stonebanks constate une injustice de traitement en Occident:

« Pensez à tout ce qui a été dit sur les racines musulmanes et - son synonyme - arabes du pirate du 11 septembre, Mohamed Atta, comparé à, disons, les racines chrétiennes et blanches d'Adolf Hitler ou Timothy Mc Veigh.²³⁰ Demandez-vous pourquoi certains groupes peuvent rapidement dissocier de leur religion et idéologie les individus indésirables mais d'autres groupes ne sont pas autorisés à faire de même. »²³¹

²²⁹ Texte original: "Hasta que no apareció Al Jazeera, no estaba disponible para nosotros la perspectiva árabe de la verdad. Asumíamos todo lo que sucedía en el mundo árabe con una perspectiva occidental." Álvaro Guzmán, "Aidan White: 'Los empresarios mediáticos han abandonado la idea de misión en el periodismo'", *Nuestro Tiempo*, n°670, septiembre-octubre 2011,

<http://www.unav.es/nuestrotiempo/temas/aidan-white-los-empresarios-mediaticos-han-abandonado-idea-mision-periodismo>

²³⁰ Timothy Mc Veigh est l'auteur de l'acte terroriste le plus meurtrier des États-Unis (168 morts, 680 blessés) avant le 11 septembre 2001. Motivé par des idées d'extrême-droite, il fit exploser un bâtiment fédéral de la ville d'Oklahoma City le 19 avril 1995. Il sera exécuté en 2001.

²³¹ Texte original: "Think about how much was made of the 9/11 hijacker Mohamed Atta's roots in Islam and synonymous Arabness as opposed to let's say Adolf Hitler or Timothy Mc Veigh's roots in Christianity and whiteness. Ask yourself why members of some groups are allowed to swiftly dissociate themselves religiously and ideologically from these sorts of undesirables but others are not." Christopher D. Stonebanks, "Consequences of Perceived Ethnic Identities", *The Miseducation of the West: How Schools and the Media Distort Our Understanding of the Islamic World*, op.cit. p98

Ce scénario s'est reproduit lors des attentats de Norvège de 2011 d'Anders Breivik contre des bâtiments du gouvernement norvégien et un rassemblement de jeunes travaillistes. Au départ, les médias supposaient presque comme une évidence une attaque terroriste- islamiste. Puis ils parlèrent non pas d'un « terroriste-christianiste » mais d'un simple psychopathe norvégien, sans avoir à stigmatiser son groupe religieux.²³²

Dans cette logique journalistique, George W. Bush peut se permettre de parler de « croisade » en Irak sans que les journalistes ne stigmatisent ses coreligionnaires chrétiens, mais si Oussama Ben Laden parle de « guerre sainte », il entraîne une diabolisation de l'Islam dans son ensemble.

D'ailleurs, dans l'émission *Ce soir où jamais* sur l'islamophobie,²³³ le présentateur Frédéric Taddeï souligne que si l'on retranscrivait à d'autres religions les titres de la presse française à propos de l'Islam, ce serait choquant et inadmissible. Des exemples de retranscription seraient : « Ce Catholicisme sans gêne », « Le spectre juif », « La chasse aux musulmans », « La peur du Bouddhisme », « L'Occident face au Judaïsme » ou « Hindouisme : les vérités qui dérangent ». ²³⁴

²³² Sur ce sujet, l'écrivain américain Eric Garland propose de réécrire les actualités de son pays de la manière que les médias américains couvrent les autres cultures, afin de se rendre compte des raccourcis et stéréotypes appliqués par ses médias nationaux. "If media covered America the way we cover foreign cultures", 22 avril 2013, <http://www.ericgarland.co/2013/04/22/if-media-covered-american-culture-the-way-we-cover-foreign-cultures/>

(Extrait: "Yet another massacre has occurred in the historically war-torn region of the Southern United States – and so soon after the religious festival of Easter. Brian McConkey, 27, a Christian fundamentalist militiaman living in the formerly occupied territory of Alabama, gunned down three men from an opposing tribe in the village square near Montgomery, the capitol, over a discussion that may have involved the rituals of the local football cult. In this region full of heavily-armed local warlords and radical Christian clerics, gun violence is part of the life of many.")

²³³ Émission « Ce soir ou jamais » 'Islamophobie ?', France 3, 22h50, 20 novembre 2012

²³⁴ Titres originaux : « Cet Islam sans gêne », « Le spectre islamiste », « La chasse aux chrétiens », « La peur de l'Islam », « L'Occident face à l'Islam », « Islam : les vérités qui dérangent ». Annexe n°20 Couvertures des magazines *Le Point* et *l'Express* sur l'Islam, p 293

Cette conception de l’Islam que donnent certains médias occidentaux manque de nuance et s’avère réductrice. Par exemple, le journal nocturne de France 3 du 29 janvier 2013 couvre la libération de Gao et Tombouctou durant la guerre du Mali.²³⁵ La correspondante commente : « À Gao, libérée samedi dernier, ces femmes célèbrent la fin de la dictature islamiste. Et partout dans la ville, ce même geste symbolique. » Le geste symbolique en question est répété devant la caméra française, trois jours après la libération de la ville. Des habitantes de Gao sortent d’une hutte et récitent : « On est libres maintenant, on ne va plus porter le voile. C’est fini. »

Sachant que le Mali est à 90% musulman, il y a de fortes possibilités de nombreuses Maliennes soient voilées de leur grès bien avant la guerre. La chercheuse Loubna Skalli de l’American University of Washington rappelle ce mythe de la femme musulmane à libérer et à dévoiler. Or la libération du corps féminin ne passe pas forcément par l’occidentalisation de ses mœurs et vêtements. Elle ne passe pas par le modèle occidental de féminité et de féminisme.²³⁶

Par cette mise en scène télévisuelle du dévoilage des femmes, le téléspectateur oublie que ce sont des musulmans qui se sont fait malmenés par d’autres musulmans minoritaires mais violents. Dans l’inconscient du téléspectateur, l’Islam est une menace puisqu’il s’est imposé à ces villageoises. On oublie qu’il est simplement question d’individus ultra minoritaires et déséquilibrés qui imposent des châtiments illégaux et injustes à d’autres. Cheikna Djitteye, frère d’une victime, interrogé par *Al Jazeera English* résume ce paradoxe trop peu expliqué : « Ils [les rebelles] disaient qu’ils étaient ici au nom de la religion, mais si vous les voyez, vous vous moqueriez d’eux. Ils ont

²³⁵ Journal télévisé *Soir 3*, Reportage « Mali : Tombouctou et Gao libérées », France 3, 29 janvier 2013

²³⁶ Loubna Skalli, “Loving Muslim Women with Vengeance : The West, Women and Fundamentalism”, *The Miseducation of the West: How Schools and the Media Distort Our Understanding of the Islamic World*, op. cit., p43

apporté la honte sur la religion musulmane, ce n'était pas de vrais musulmans, mais des trafiquants et des bandits. »²³⁷

Le président Français, François Hollande, à la tête de l'opération Serval au Mali, reconnaîtra ce risque d'amalgame entre islamistes et terroristes en demandant à son gouvernement de n'utiliser que le terme « terroriste ».²³⁸ Son choix sémantique sera aussitôt critiqué par le parti d'extrême droite, le Front national.

c) Intermédiaire entre blocs culturels

Le politologue américain Samuel Huntington prévoyait le dit « Choc des civilisations » post-Guerre froide, principalement entre Occident et monde islamique. Que cette théorie soit vraie ou fausse, le travail de compréhension mutuelle entre les peuples est nécessaire à la paix internationale.

Par exemple deux émissions d'*Al Jazira* comparent la vie des Arabes en Occident et la vie des Occidentaux dans le monde arabe. « Date dans l'exil » parle de personnalités arabes, ayant émigré au début de leur carrière, qui expliquent leur parcours jusqu'à leur apogée et décrivent comment elles ont su conservé leur identité arabe dans un contexte occidental tout en réussissant leurs projets. « Amis des Arabes » est à l'inverse une série de chroniques sur la vie d'Occidentaux ayant choisi de vivre dans le monde arabe et qui expliquent leur adaptation.

²³⁷ Texte original: "They said they were here in the name of religion but if you saw them you would laugh at them. They brought shame on the Muslim religion, they were not real Muslims, they were traffickers and bandits." Reportage de Jacky Rowland, "Malian women recount year of abuse", *A Jazeera.com*, Tomboutou, 31 janvier 2013

²³⁸ Zyneb Drief, « Jihadistes, islamistes... ? Comment nommer l'ennemi au Mali », *Rue89 / Le Nouvel Observateur*, 22 janvier 2013 [consulté le 8 mai 2013] <http://www.rue89.com/2013/01/22/petit-glossaire-de-la-guerre-contre-le-terrorisme-au-mali-238840>

« Surmonter la peur, faire tomber les barrières de la méfiance, promouvoir des sentiments de solidarité et d'amitié entre les hommes, favoriser la connaissance et le respect des valeurs culturelles », ²³⁹ telle est la contribution que peuvent apporter les organes de presse comme acteurs de paix. Car comme le rappelle le rapport Mc Bride dès les années 1980, « les dangers de guerre sont aggravés par l'intolérance, le chauvinisme et l'incapacité de comprendre des points de vue différents. Les responsables des médias ne devraient jamais l'oublier. » ²⁴⁰

Par la création d'*Al Jazira*, nous bénéficions donc de visions antagonistes du monde et cela fait relativiser tout sujet de politique internationale. La société internationale en soi n'est pas manichéenne puisqu'une opinion et son contraire sont plausibles. Il n'y a ni bon absolu ni État voyou à l'unanimité. *Al Jazira* complète la vision occidentale des événements grâce à une grille de lecture orientale et des arguments neufs. De plus, il existe une deuxième dimension de la relation médiatique Sud-Nord. En effet, *Al Jazira* dépasse le stade de complément pour remplacer complètement les chaînes occidentales lors de couvertures exclusives.

²³⁹ Rapport Mc Bride, *doc.cit.* p 217

²⁴⁰ Recommandation du Rapport Mc Bride, *ibid.*, p222

1.2 L'information à contre-sens

« Le monde regarde CNN et CNN regarde *Al Jazira*. » Cette expression souvent citée dans le monde journalistique reflète le second niveau de confrontation des sources d'information Nord-Sud. C'est la fusion des sources, c'est-à-dire que les sources occidentales sollicitent celles du Sud, soit parce que ces dernières maîtrisent mieux le contexte, soit parce qu'elles détiennent l'exclusivité de la couverture. En absorbant l'information venue du Sud, nous passons alors d'une confrontation rivale à une confrontation amie. Cette fusion montre le recadrage de l'Occident vers une information plus diversifiée.

1.2.1 Exclusivité arabe sur la couverture de sa région

Non seulement *Al Jazira* a-t-elle mis fin au monopole occidental de la diffusion de l'information internationale mais elle a *scoopé* le monde avec son vaste réseau de correspondants et bureaux régionaux.

a) Reconnaissances de la valeur ajoutée d'*Al Jazira*

Les médias occidentaux citant *Al Jazira* sont entre-autres CNN, la *BBC World*, le *New York Times*, le grand quotidien japonais *Asahi Shimbun*, d'autres quotidiens fameux sud-coréens, etc.²⁴¹ En 2003, la chaîne anglaise BBC signera un accord de partenariat (partage d'infrastructures et d'images) avec la chaîne qatarie.²⁴² Pourquoi se tourner vers ce média du Sud ? Quelle est sa valeur ajoutée ?

²⁴¹ Oifa Lamoum, *Al-Jazira, miroir rebelle et ambigu du monde arabe*, op.cit., p72

²⁴² Press office, "BBC signs news exchange agreement with Al Jazeera", *BBC.co.uk*, 15 janvier 2003 [consulté le 8 mai 2013] http://www.bbc.co.uk/pressoffice/pressreleases/stories/2003/01_january/15/al-jazeera.shtml

Incrustée dans les zones en crise, elle aura l'avantage de couvrir certains événements en exclusivité, en commençant par les premiers bombardements de l'opération « Liberté immuable » de 2001 en Afghanistan. Elle revendra également les premières images des bombardements de Bagdad en mars 2003.

Ses images seront retransmises par les médias occidentaux « qui perdent ainsi de leur ascendance sur la dissémination et la production d'information ». ²⁴³ Un autre exemple fut celui de l'opération « Plomb durci » ou « Guerre de Gaza » fin 2008 durant laquelle Israël bloqua l'accès des journalistes à la bande de Gaza et où seuls les journalistes d'*Al Jazira* étaient déjà présents. Non seulement elle montra au monde entier l'horreur de l'opération mais ruina le black-out médiatique voulu par Israël. *Tsahal* (armée israélienne) gagna la guerre militaire contre le Hamas mais perdit sa guerre médiatique.

Devant le Comité des Relations Extérieures du Sénat Américain, la Secrétaire d'État, Hillary Clinton, déclare que la diffusion d'*Al Jazira* aux États-Unis est en hausse parce que ce sont de vrais journaux télévisés, au contraire des chaînes d'informations américaines étouffées de publicités. ²⁴⁴

Aussi le travail de la chaîne qatarie est reconnu sur CNN. Rima Maktabi (correspondante de CNN à Beyrouth– émission *International Desk*) cite *Al Jazira* pour avoir diffusé en direct les images des tueries de Houla (Syrie) du 28 mai 2012. La journaliste salue sur CNN la couverture simultanée offerte par *Al Jazira*. La vente

²⁴³ Mohammed Zayani, « Chaînes d'information : flux et contre-flux », *Les Arabes parlent aux Arabes*, *op.cit.*, p107

²⁴⁴ Extrait complet en anglais: « Viewership of Al-Jazeera is going up in the USA because it is real news.” Real news instead of one million commercials. The U.S. is losing the “info war” in the world. “We are the most technologically advanced country in the world, so slowly, maturely we have been trying to take back the airwaves in Afghanistan against Taliban, with the most primitive kind of communication equipment.” And the other extreme is a global network: Al-Jazeera.” “Hillary Clinton calls Al-Jazeera ‘real news’, criticizes US media” (vidéo via ABC News), *The Huffington Post*, 3 Mars 2011

d'images permettra d'ailleurs à *Al Jazira* de s'autofinancer au vu du boycott exercé par divers gouvernements qui empêchent leurs entrepreneurs nationaux d'investir dans des espaces publicitaires sur la chaîne qatarie.²⁴⁵

b) *Comblement de carences occidentales volontaires ou non*

Michael Massing de la *Columbia Journalism Review* dénonce un manque de prise de distance des journalistes américains (notamment ceux du *New York Times*²⁴⁶ et du *Times*). Il reproche aux journalistes américains un aveuglement patriotique sur la guerre en Irak, en particulier sur la détention ou non par Saddam Hussein d'armes de destruction massive, la minimisation du coût humain de la guerre, l'hésitation à médiatiser les abus à la prison d'*Abou Ghraib* et l'absence du point de vue irakien (armée et civils) dû au statut d'*embedded* des journalistes (embarqués avec les *Marines*).²⁴⁷

Sur cette condition d'embarqués avec l'armée, l'ex-correspondant d'*Al Jazeera English* à Gaza et au Caire, l'américano-égyptien Ayman Mohyeldin, dénonce quant à lui une « narration occidentale arrogante »²⁴⁸ venant de pays soi-disant modernes qui

²⁴⁵ Annexe n°21 Publicités sur *Al Jazeera Arabic*, semaine du 4 au 10 février 2013, p 293: Durant cette semaine, apparaissent de jour des sociétés nationales qataries (pétrole, gaz). Nous notons les semaines suivantes les publicités de Qatar Airways (compagnies aériennes du Qatar), QAFCO (société qatarie de fertilisants) et Emerson Electric (compagnie américaine de services d'ingénierie).

²⁴⁶ Le *New York Times* sera également accusé de couverture biaisée du conflit israélo-palestinien par l'organisation à but non lucratif *If Americans Knew*, qui analyse la couverture des médias américains sur le monde arabe. Selon les critiques de l'organisation, le *New York Times* met en exergue les morts d'enfants israéliens et non ceux du côté palestinien.

²⁴⁷ George Packer, "In response to 'Unfit to Print?', *The New York Review of Books*, vol.51, n°13, 12 août 2004, in Olfa Lamoum, *Al-Jazira, miroir rebelle...*, *op.cit.* p70

²⁴⁸ Texte original en anglais: "Arrogant western narrative", "so-called modern countries that (...) was deliberately forcing journalists from going into and seeing the reality from where it is happening on the ground." "The governments deliberately force journalists out from a war zone", "journalists embedded with soldiers.", Conférence du correspondant Ayman Mohyeldin, "Giving voice to Revolution", Bilgi University, Istanbul, 23 février 2011, habervesaire.com/haber/2037/

empêchent délibérément les journalistes de voir la réalité du terrain en les cantonnant au statut d'*embedded*.

Mais c'est un dilemme sécuritaire difficile à résoudre : d'un côté, toute démocratie se doit de laisser ses journalistes faire leur travail mais de l'autre, les gouvernements craignent qu'ils se fassent capturés comme otages ou tués. Baptiste Muckensturm, correspondant au Mali pour I Télé et Canal Plus confirme ce blocage dans son travail. Il n'y a aucun accès aux combats sauf pour les journalistes sur la liste des *embedded*. Baptiste Muckensturm, ayant reçu des interdictions de filmer et ayant été refoulé aux postes de contrôle de l'armée malienne constate :

«C'est une guerre sans images. Pourquoi ? Parce qu'il y a dans l'armée française un syndrome qui est lié à l'Afghanistan, aux journalistes qui ont été enlevés là-bas. Et ce que redoute absolument l'armée française, c'est qu'il arrive quoi que ce soit à des journalistes qui sont enlevés.»²⁴⁹

Cette logique du blackout médiatique est dénoncée par Serge July, cofondateur du quotidien Libération, pendant la guerre du Mali de début 2013 :

« Les militaires ont mis comme condition qu'il n'y ait surtout aucun accès pour les journalistes, qu'il n'y ait aucune – la formule, c'était celle là – aucune 'polémique médiatique'. Sur quoi ? On n'a vu aucun cadavre. Il y en a, je pense quand même. Les villes sont nettoyées, même les tâches de sang. (...) On n'a pas autre chose que le discours. On est obligés de croire le discours. »²⁵⁰

En parallèle, les correspondants d'*Al Jazeera Arabic* recherchent les séquelles humaines de la guerre et la chaîne diffuse, au moment de l'intervention française au

²⁴⁹ Émission «Le Grand Journal », chaîne Canal +, 5 février 2013

²⁵⁰ *Ibid.*

Mali, un documentaire intitulé, telle une provocation : « France-Afrique : le continent pillé ».²⁵¹

Al Jazira comble donc un vide volontaire. *Fi qalb el hadith* (au cœur du récit) est un slogan de la chaîne qui reflète cet enracinement territorial à l'inverse de certains journalistes occidentaux « parachutés » pour l'occasion. Les bureaux régionaux d'*Al Jazira* sont maintenus avant, pendant et après les crises. Le slogan anglais *Setting the news agenda* (fixer l'ordre du jour) illustre comment la chaîne cherche à recentrer l'attention internationale sur les causes oubliées. David Foster, présentateur sur *Al Jazeera English* souligne cette approche à contre-courant de la chaîne : « il y a des parties du monde qui n'ont simplement pas été explorées par les médias d'aujourd'hui. Et le travail d'*Al Jazira* serait d'aller dans ces endroits et de rapporter ce qui se passe vraiment, ce qui fait le monde le lieu qu'il est aujourd'hui »²⁵²

Enfin, si le politologue Samuel Huntington prévenait d'une exacerbation mondiale des identités, le fait que les médias occidentaux se penchent sur la chaîne satellitaire qatarie pour compléter leur contenu est une preuve de perméabilité du Nord aux idées du Sud. Cette inter-connectivité Nord-Sud des médias permettrait une meilleure compréhension mutuelle et d'éviter deux pôles intellectuels évoluant dans des vues disparates.

Comme le décrit le spécialiste Français de la communication, Armand Mattelart, chaque génération technologique apporte une nouvelle opportunité de réconciliation

²⁵¹ Annexe n°22 Capture d'écran de la bande annonce du documentaire « Afriqiya Fransa: Al-qarah al-mustabaha » (« France-Afrique: un continent pillé »), *Al Jazeera Arabic*, 19 février 2013, p 294
Dans l'extrait choisi par *Al Jazira*, un diplomate français affirme : « Nous avons le pouvoir de nommer des personnalités françaises et africaines à certains postes. »

²⁵² Texte original: "There are parts of the world that have just not been explored by the media of today. And Al Jazeera's job would be to going to those places report back on what is actually happening, what is making the world the place it is today." in Bande annonce d'*Al Jazeera English*, Youtube.com, 13 décembre 2006, <http://www.youtube.com/watch?v=6oaV3IK8xCg>

sociale.²⁵³ L'ère des chaînes satellitaires sans frontière offre la possibilité d'un mélange transculturel, de relier le monde. Cependant la fusion n'est pas automatique.

1.2.2 Limites de la perméabilité Sud-Nord

Les chaînes occidentales ne s'imprègnent pas forcément du travail d'*Al Jazira*, et ce à cause de plusieurs freins : la nature de certaines de ses sources, son professionnalisme, des freins purement politiques, mais aussi juridiques, éthiques et culturels et enfin par principe de concurrence elles cherchent à surmonter sa singularité, au point qu'*Al Jazira* elle-même évolue dans ses stratégies.

a) Sources problématiques

La dangerosité de la guerre conduit la chaîne aux scoops à dépendre elle-même d'autres chaînes. Dans la crise syrienne, elle s'appuie sur des chaînes créées par les différents rebelles.²⁵⁴ Ayant perdu l'un de ses journalistes en Syrie (Mohammed Massalmeh, le 18 janvier 2013), elle se voit *a fortiori* déléguer la couverture des événements aux résistants. Et ses quelques images propres seront marquées d'un *Al Jazeera Exclusive*.

Dans le chaos d'une guerre, le journalisme participatif poussé à son extrême fait perdre le contrôle de la véracité des faits. À trop chercher le scoop, *Al Jazira* ne vérifie pas rigoureusement les flux d'information qu'elle reçoit. Et à l'inverse de ce trop-plein d'information, là où elle aurait pu avoir une valeur ajoutée de par sa proximité

²⁵³ Texte original: « Each technological generation provided a new opportunity to propagate the grand narratives of general concord and social reconciliation under the aegis of Western civilization. » Armand Mattelart, *Networking the World, 1794-2000*, in Norman Solomon, "Digital Seductions", *You Are Still Being Lied To...* p43

²⁵⁴ Annexe n°23 Capture d'écran des chaînes locales syriennes diffusées sur Al Jazira, semaine du 4 au 10 février 2013, p 295-296

géographique, culturelle et linguistique, elle a préféré le silence : la révolution du Bahreïn.

b) Déontologique parfois douteuse

La proximité utile avec les peuples arabes ne devrait pas se convertir en promiscuité, en familiarité. Le directeur du bureau libanais, Ghassan Ben Jeddou, dont une partie de sa famille est exilée islamiste à Valencia, a dépassé son rôle de journaliste en transformant son plateau en fête d'anniversaire télévisée pour un membre du *Hezbollah* libéré par Israël, son « frère Samir » Kuntar.²⁵⁵ Ben Jeddou lui prépara un orchestre, des feux d'artifices et un gâteau d'anniversaire même si, selon le journaliste, Samir Kuntar méritait beaucoup plus.²⁵⁶

Aussi Ghassan Ben Jeddou bénéficie certes d'exclusivités grâce à sa proximité avec le *Hezbollah*, mais il ne doit pas le défendre au détriment des responsables libanais légitimes. Or le directeur d'*Al Jazira* Beyrouth va au-delà de son travail de journaliste en défendant l'action du *Hezbollah* alors que c'est au gouvernement libanais de décider d'une guerre et non à un parti politique. G. Ben Jeddou défend le *Hezbollah* :

« Pendant que les responsables libanais débattent au sujet des armes du *Hezbollah*, il y a au Liban une vérité que personne ne peut nier et c'est l'occupation des Fermes de Chebaa. Même s'il y a un débat intérieur au sujet des armes, le *Hezbollah* est officiellement reconnu comme un mouvement de résistance nationale et a le droit de répondre aux attaques par la voie armée. C'est exactement ce qu'il fait aujourd'hui. Et donc même si cette opération rend mal à l'aise certains responsables libanais, sur les deux niveaux officiels et populaires, cette action est une action légitime qui s'inscrit dans la continuité de la mission de la résistance libanaise, et c'est même son droit naturel. »

²⁵⁵ The Middle East Media Research Institute (MEMRI), "Al Jazeera Throws Party for Child Killer (Samir Kuntar)", YouTube.com, 22 août 2008

²⁵⁶ Annexe n°24 Capture d'images de la fête d'anniversaire de Samir Kuntar, ex-prisonnier du Hezbollah, sur l'antenne d'*Al Jazira*, p 297

Et l'ancien président du Liban, Amine Gemayel, de lui rappeler que le parti chiite n'a aucunement le droit de mener le Liban à une guerre pour laquelle le pays n'est pas préparé.²⁵⁷

c) Animosité de l'armée américaine

La troisième limite d'*Al Jazira* est que, en fonctionnant à contre-courant, la chaîne qatarie s'est fait un ennemi de poids : les États-Unis. Plus exactement, l'armée américaine et l'administration néoconservatrice de George W. Bush lui reprochent de saper leurs efforts à convaincre le monde arabo-islamique de la nécessité de leurs interventions. La chaîne, alimentant l'anti-américanisme en montrant la réalité de la guerre menace en ce sens la sécurité des soldats américains. Le Secrétaire à la Défense américain, Donald Rumsfeld disait d'elle que ce qu'elle faisait était « vicieux, non précis et impardonnable ».²⁵⁸

Al Jazira donnera une voix aux ennemis des États-Unis au risque de passer pour une collaboratrice. En effet, son correspondant syro-espagnol pour l'Afghanistan et l'Irak, Taysir Allouni, sera en 2005 condamné en Espagne à sept ans de prison pour collaboration avec un réseau terroriste. Il a eu le tort d'obtenir la première interview post- 11 septembre d'Oussama Ben Laden. Et tel une chasse aux sorcières, tous les bureaux desquels Taysir Allouni couvrit les conflits ont été bombardés par l'armée américaine : son bureau d'*Al Jazira* Kaboul (13 novembre 2001), son bureau d'*Al*

²⁵⁷ *Al Jazeera Arabic*, 12 juillet 2006, premier duplex de onze minutes d'Abdul Samad Nasser (correspondant d'*Al Jazira* Beyrouth) avec Ghassan Ben Jeddou (ancien directeur du bureau d'*Al Jazira* à Beyrouth). Extrait traduit par Dima Saber in Dima Saber, *De Nasser à Nasrallah : l'identité arabe à l'épreuve de ses récits médiatiques. Une analyse sémio-pragmatique de l'émergence de deux symboles de la nation. Nationalisme et propagandes, 1948-2006*, Thèse de Doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication, Université Paris-Assas, 15 décembre 2011, p347

²⁵⁸ Citation en anglais: "I can definitely say that what Al Jazeera is doing is vicious, inaccurate and inexcusable." "Al Iraqiya offers alternative view", www.WashingtonTimes.com, 27 avril 2004 [consulté le 25 janvier 2011] <http://www.washingtontimes.com/news/2004/apr/27/20040427-105458-3420r/#ixzz2KyETFztP>

Jazira Bagdad (8 avril 2003), le bureau d'Abu Dhabi TV où il s'était réfugié et l'hôtel Palestine abritant les journalistes internationaux à Bagdad.

Un autre correspondant d'*Al Jazira*, le Palestinien Tareq Ayoub, mourra dans ce bombardement-là.²⁵⁹ *Al Jazira* avait pourtant donné par précaution ses coordonnées géographiques à l'armée américaine. Son caméraman en Afghanistan fut également emprisonné pendant sept ans à Guantanamo (Sami Al Hadj affaibli à vie par les tortures subies).²⁶⁰ Et en 2005 le premier ministre britannique Tony Blair aurait dissuadé George W. Bush de bombarder le siège de la chaîne à Doha.²⁶¹ L'ironie de l'Histoire est que la plus grande base aérienne américaine hors frontières est celle d'*Al Udeid*, au Qatar.

d) *Violations du jus in bello*

Tout comme les États-Unis ont violé le Droit international humanitaire en tuant délibérément des journalistes, *Al Jazira* viole elle aussi le *jus in bello* en dépassant ses fonctions. Donc la réticence occidentale à exploiter son travail journalistique résulte aussi de l'illégalité de ses pratiques.

²⁵⁹ Mourront également le journaliste Ukrainien Taras Protsyuk (Reuters) et Espagnol José Couso (Tele Cinco).

Pour le cas de José Couso, le juge Santiago Pedraz lance en 2010 un mandat d'arrêt contre trois militaires américains. Il condamne le sergent Thomas Gibson, le capitaine Philip Woldrford et le lieutenant-colonel Philip de Camp pour assassinat (de 15 à 20 ans de prison ferme) et de délit contre les intérêts de la communauté internationale (de 10 à 15 ans). Les États-Unis ne coopérant pas, ces trois militaires ne seront pas extradés vers l'Espagne. En conséquence, chaque mois un rassemblement demande justice devant l'Ambassade américaine à Madrid.

Pour l'Ukrainien Taras Protsyuk, un rassemblement annuel est observé devant l'Ambassade américaine à Kiev. Concernant Tareq Ayoub, une loi belge aurait permis à sa famille de poursuivre tout donneur d'ordre résultant à la mort d'innocents. Mais la loi fut amendée au moment des démarches pour empêcher la poursuite de chefs d'État et des personnels militaires répondant aux ordres.

²⁶⁰ Gwladys Fouché, "Al-Jazeera journalist imprisoned in Guantánamo Bay to sue George Bush", *TheGuardian.co.uk*, 17 Juillet 2009 [consulté le 14 juin 2011] <http://www.guardian.co.uk/media/2009/jul/17/guantanamo-bay-al-jazeera>

²⁶¹ "Bush al-Jazeera 'plot' dismissed", *BBC.co.uk*, 22 novembre 2005 [consulté le 12 janvier 2013] http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/4459296.stm

En effet, dans la Troisième Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, l'article 13 dispose que :

« (...) les prisonniers de guerre doivent de même être protégés en tout temps, notamment contre tout acte de violence ou d'intimidation, contre les insultes et la curiosité publique. »

L'article 14 dispose que :

« (...) les prisonniers de guerre ont droit en toutes circonstances au respect de leur personne et de leur honneur. »

Et l'article 17 dispose que :

« (...) chaque prisonnier de guerre ne sera tenu de déclarer, quand il est interrogé à ce sujet, que ses nom, prénoms et grade, sa date de naissance et son numéro matricule ou, à défaut, une indication équivalente. »

Lors de la guerre en Irak, la chaîne qatarie avait alors provoqué l'indignation des États-Unis en montrant cinq soldats américains tués et cinq en captivité.²⁶²

En pleine crise syrienne, Dan Saxon, ancien procureur au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et ancien conseiller juridique de la Commission d'enquête des Nations Unies sur la Syrie, dénonce une entrevue du 17 octobre 2012 qu'a réalisé une correspondante d'*Al Jazeera English* avec un pilote de l'armée régulière syrienne fait prisonnier par « l'Armée syrienne libre ».²⁶³ L'ancien procureur reproche le sentiment d'intimidation et de pression sur le pilote exhibé et qui semble apeuré. La chaîne ne devait pas abuser de sa position vulnérable pour lui faire confesser des crimes de guerre contre des civils.

²⁶² Annexe n°25 Images d'*Al Jazira* violant la protection des prisonniers de guerre, p 298-299

²⁶³ Dan Saxon, "Humanitarian law, ethics, and journalism in Syria", *Committee to Protect Journalists* CPJ.org, 29 janvier 2013. Interview disponible sur: <https://www.youtube.com/watch?v=ck6OXI0xHs8>

Mais Dan Saxon reproche aussi cette violation de la protection des prisonniers de guerre à la chaîne anglaise BBC. En décembre 2012, la BBC avait interrogé des prisonniers de l'autre camp, c'est-à-dire des rebelles capturés par l'armée régulière syrienne. Ces derniers ont avoué être venus en Syrie pour le *djihad* et donc confessèrent leur appartenance à un groupe terroriste, ce qui les mit en plus grand danger. Finalement le conseil de Dan Saxon aux journalistes est qu'ils n'acceptent une interview des prisonniers qu'en l'absence de leurs geôliers afin que ces prisonniers ne souffrent pas de pressions et que le média ne se transforme pas en outil de propagande d'une partie au conflit.²⁶⁴

e) Divergences éthiques

Un autre problème déontologique d'*Al Jazira* est la question de la représentation médiatique de la mort. À trop vouloir montrer la mort, cela se convertit en exhibitionnisme mortuaire. En Occident, les images de corps démembrés ne sont pas les bienvenues, encore moins celles d'enfants. On aura tendance à flouter les massacres tandis que sur *Al Jazeera Arabic* les syriens gazés agoniseront sur les écrans et les corps calcinés continueront à brûler. Les critères de sélection des images ne sont pas les mêmes.

À ce propos, sur le massacre de Cana de 2006, un présentateur d'*Al Jazeera Arabic* Ali Zafari demande à l'expert anglais des médias, Nicholas Johns pourquoi les médias anglais n'ont pas montré la trentaine d'enfants morts à Cana. N. Johns a une réponse révélatrice du fossé éthique entre *Al Jazira* et les chaînes occidentales :

²⁶⁴ Dan Saxon, "Humanitarian law, ethics...", *art.cit.* Interview de la BBC disponible sur: <http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-20649670>

« Par respect aux victimes et aux spectateurs (...) ce n'est pas dans nos traditions journalistiques. Prenez par exemple les attentats terroristes qui ont eu lieu à Londres, nous n'avons jamais montré les images des cadavres, par respect pour les morts. (...) Il est clair qu'un massacre odieux a eu lieu [à Cana], et les gens comprennent l'atrocité du crime sans voir ces images. (...) Je comprends votre indignation et je comprends la différence entre votre culture médiatique et la nôtre. Vous savez en Grande Bretagne on détourne le regard quand on voit un mort, par respect pour lui. C'est la culture occidentale qui est différente de la vôtre. (...) Nous montrons les corps recouverts de draps blancs sur des brancards, pas ceux déchiquetés des enfants. »²⁶⁵

D'ailleurs le comportement d'*Al Jazira* peut s'avérer contradictoire. Lors des tueries de Toulouse et Montauban en France, en Mars 2012, où Mohammed Merah assassina trois enfants juifs, un rabbin et trois militaires Français d'« apparence musulmane »²⁶⁶, la chaîne reçut en exclusivité du tueur les vidéos des assassinats. Mais elle refusa de diffuser ces images fortes car selon la chaîne, les vidéos n'apportaient aucune information déjà connue.²⁶⁷ Après avoir diffusé tant d'images de morts et de souffrance, ce comportement de la part d'*Al Jazira* a été interprété comme une manière de prétendre à une déontologie audiovisuelle.

f) Réappropriation du message et contre flux inverses

Enfin, selon le chercheur israélien Tal Azran, des résistances occidentales aux flux d'information de la « périphérie » vers le « centre » persistent dans le sens où, dans

²⁶⁵ Nicholas Johns, 30 juillet 2006, Journal télévisé de 20h, traduit par Dima Saber in Dima Saber, *De Nasser à Nasrallah : l'identité arabe à l'épreuve de ses récits médiatiques. Une analyse sémiopragmatique de l'émergence de deux symboles de la nation. Nationalisme et propagandes, 1948-2006*, Thèse de Doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication, Université Paris-Assas, 15 décembre 2011, p372

²⁶⁶ Mohammed Merah reprochait à ces soldats d'être des musulmans hypocrites pour le fait d'avoir intégré l'armée française, laquelle combat en Afghanistan, pays musulman. L'un des trois soldats tués n'était pas musulman. Le meurtre des enfants juifs devait quant à lui « compenser » le meurtre par Israël d'enfants palestiniens.

²⁶⁷ Muriel Frat, « Al-Jazeera ne diffusera pas les vidéos de Merah », *LeFigaro.fr*, 27 Mars 2012, <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2012/03/27/01016-20120327ARTFIG00517-al-jazeera-ne-diffusera-pas-les-vidéos-de-merah.php>

un premier temps, les images en elles-mêmes seront sélectionnées en conformité avec la politique du pays.

Dans un deuxième temps, c'est le commentaire qui sera reformulé par les chaînes occidentales.²⁶⁸ La dramatisation du discours, la musique qui l'accompagne, tout ce packaging audiovisuel créé par *Al Jazira* sera démonté par les chaînes occidentales acheteuses d'images. Le filtre des médias occidentaux continuera à faire écran entre la vision d'*Al Jazira* et le téléspectateur occidental. La ligne éditoriale des grands médias ne subit donc pas un grand revirement avec l'achat d'images d'*Al Jazira*.

Pour faire contrepoids, les chaînes d'information occidentales lanceront également leurs versions arabophones : Al-Hurra (États-Unis), France 24 (France), *BBC Arabic* (Royaume-Uni), *Russia Al Yom* (Russie) et *Deutsche Welle* (Allemagne) diffusent ou diffuseront des programmes arabophones pour conquérir les téléspectateurs arabes.²⁶⁹ Telle une manière d'atténuer l'effet contre-hégémonique d'*Al Jazira*, les groupes occidentaux répliquent avec ce que l'on pourrait nommer des contre flux inverses. Une dynamique est lancée, dans la perspective que ce soit une concurrence positive et constructive pour le journalisme international.

²⁶⁸ T. Azran, "Resisting peripheral Exports : Al-Jazeera's War Images on US Television", *Media International Australia Incorporating Culture and Policy*, 2004, p84 in Mohammed Zayani, « Chaînes d'information : Flux et contre-flux », *Les Arabes parlent aux Arabes*, *op.cit.*, p104-105

²⁶⁹ Mohammed Zayani, *The Al Jazeera Phenomenon: Critical Perspectives on New Arab Media*, Pluto Press, 2005, p106-107

g) *Conséquences : choix d'un format adapté à l'Occident*

En définitive, la pénétrabilité d'*Al Jazira* en Occident est limitée par son goût éditorial pour les images chocs et la dramatisation du discours. D'où le choix d'un format moins agressif pour sa version anglophone, *Al Jazeera English* lancée en 2006.

Cette jeune chaîne a reçu le Prix 2012 de la Chaîne d'information de l'année (*News Channel of the Year Award*) de la part de la prestigieuse *Royal Television Society*, après seulement cinq ans d'existence.²⁷⁰ *Al Jazeera English* a été saluée par la profession pour sa couverture du printemps arabe et son utilisation innovante des médias sociaux.²⁷¹ Elle a également reçu le grand prix de l'École de journalisme de l'Université de Columbia aux États-Unis, pour sa couverture anglophone et profonde du Monde arabe et son journalisme d'intérêt public.²⁷²

Al Jazeera English sera d'abord accessible en Europe et au Canada. En 2009, 130 millions de foyers dans plus de 100 pays peuvent y avoir accès par câble et satellite. En 2011, l'Inde y aura accès. Mais la chaîne mettra beaucoup plus de temps à pénétrer les États-Unis. En 2011, elle n'était disponible que dans les villes de Houston, Washington et New York.²⁷³ Elle se confronta à la réticence à la fois politique et commerciale des compagnies de câble américaines.²⁷⁴ Jusqu'à ce qu'en début janvier

²⁷⁰, "Al Jazeera English named channel of the year", *Aljazeera English*, 23 février 2012, [consulté le jour-même], <http://www.aljazeera.com/news/europe/2012/02/201222335857553595.html>

²⁷¹ *Ibid.*

²⁷² Warner Todd Huston, "U.S. University Giving Award to Anti-American, Terror Supporting Al-Jazeera TV", *ChicagoNow.com*, 9 mai 2011, [consulté le 10 mars 2013] <http://www.chicagonow.com/publius-forum/2011/05/u-s-university-giving-award-to-anti-american-terror-supporting-al-jazeera-tv/>

²⁷³ Oren Kessler, "The two faces of Al Jazeera", *art.cit.*

²⁷⁴ Ryan Grim, "Al Jazeera English Blacked Out Across Most Of U.S.", *HuffingtonPost.com*, 30 janvier 2011, [consulté le 10 mars 2013], http://www.huffingtonpost.com/2011/01/30/al-jazeera-english-us_n_816030.html

2013, l'ex vice-président américain et Prix Nobel de la Paix, Al Gore, lui revende sa chaîne *Current TV*.

Ainsi, l'année 2013 annonce le lancement d'*Al Jazeera America* avec l'ouverture de bureaux sur tout le territoire américain et le recrutement de près de trois cents personnes. Elle est pour l'instant accessible à 4,7 millions de foyers américains.²⁷⁵

Finalement, la Secrétaire d'État américaine Hillary Clinton reconnaît un certain avantage à *Al Jazeera*: la chaîne « a été le chef de file en changeant littéralement les esprits et attitudes des gens. Et que vous l'aimiez ou pas, elle est vraiment efficace. »²⁷⁶ En effet, ce réseau qatari a quelque chose qui fâche les États. En Chine par exemple, aucun journaliste international n'a été officiellement expulsé depuis 1998. Le journaliste qui rompra ces dix années « d'accalmie » n'est autre que Melissa Chan, responsable du bureau d'*Al Jazeera English* à Beijing et expulsée le 8 mai 2012.²⁷⁷

Pourquoi certains États se méfient-ils d'*Al Jazeera* ? Quelle influence peut-elle avoir sur la stabilité interne d'un État et sur les esprits et attitudes des citoyens, comme le postule Hillary Clinton ? À ce propos, la seconde partie de ce chapitre traitera du rééquilibrage interne de l'information par la construction d'un ordre horizontal au profit des populations.

²⁷⁵ « Al Jazeera s'offre une chaîne américaine », *France24.com*, 3 janvier 2013 [consulté le 10 mars 2013] <http://www.france24.com/fr/20130103-al-jazeera-al-gore-current-tv-achat-television-medias-etats-unis>

²⁷⁶ Texte original: "Al-Jazeera has been the leader in literally changing people's minds and attitudes. And like it or hate it, it is really effective." "Hillary Clinton calls Al-Jazeera 'real news', criticizes US media" (vidéo d'ABC News), *The Huffington Post.com*, 3 Mars 2011, [consulté le 10 mars 2013]

²⁷⁷ "Al Jazeera English forced out of China", *AlJazeera.com*, 8 mai 2012, [consulté le jour-même] <http://www.aljazeera.com/news/asia-pacific/2012/05/201257195136608563.html>

III. 2. Un ordre de l'information horizontal

La relation horizontale qu'entretient *Al Jazira* avec les peuples arabes s'explique par le fait que les gouvernements n'ont pas d'emprise sur la chaîne d'information satellitaire. Avec la vulgarisation de la parabole et de la connexion au câble, les gouvernements se retrouvent matériellement incapables de contrôler l'accès et le contenu de la chaîne.

La chaîne permet aux citoyens arabes à la fois de transmettre et de recevoir. Dans un premier temps, ils participent à un journalisme autrefois élitiste et dans un deuxième temps une certaine éducation politique leur est inculquée de manière informelle.

2.1 Information participative contre élitisme journalistique

Face au rejet constant des gouvernants, *Al Jazira* est en quête perpétuelle d'insertion dans l'audiovisuel arabe. Cette présence refoulée par les dirigeants s'explique par le pouvoir de communiquer que la chaîne confère à leurs peuples.

2.1.1 Obstacles à l'enracinement d'Al Jazira dans le paysage audiovisuel arabe

Al Jazira a rompu avec un élitisme régional : le monde journalistique autrefois géré principalement par les fonds saoudiens et le savoir-faire libanais. Aujourd'hui *Al Jazeera Arabic* abrite une quinzaine de nationalités arabes et les talents marocains, soudanais, tunisiens, jordaniens, etc. peuvent se développer. Cependant, l'accès direct des populations à la chaîne ne fut pas facilité par les gouvernements.

a) Contrôle du phénomène parabolique

Le premier obstacle à l'insertion d'*Al Jazira* dans l'audiovisuel arabe apparaît dans la volonté gouvernementale de contrôler la vulgarisation de la parabole. En Tunisie par exemple, le gouvernement signe le 31 Juillet 1997 une convention avec ART et ORBIT, deux sociétés de télévision privées saoudiennes offrant des bouquets de programmes numériques payants en échange de la diffusion de la chaîne nationale tunisienne dans le Golfe et l'Amérique latine. La loi du 24 juillet 1995 sur l'acquisition et l'installation d'une antenne parabolique avait préétabli des mesures contrôlant le phénomène parabolique et ses utilisateurs. Une autorisation administrative préalable et une redevance forfaitaire annuelle étaient les conditions.

Mais cette loi sera détournée par les pratiques pirates.²⁷⁸ En signant la convention, au départ sur des programmes tous sauf politiques, le gouvernement ouvre la voie à la chaîne qatarie qui sera lancée un an plus tard, en 1996. *Al Jazira* et son pouvoir de subversion remettront irréparablement en question le monopole des médias publics et leur discours auparavant érigé en vérité absolue. Ce schéma de prolifération incontrôlable de la parabole s'applique régionalement.

Le phénomène gagne rapidement en dynamique : en Tunisie, en mars 2007, *Al Jazira* est (toutes thématiques confondues) la quatrième chaîne regardée dans le grand Tunis (9% de pénétration dans les foyers), deuxième chaîne à Sfax (12,8%), quatrième à Sousse (12,6%) derrière Tunis 7 (première chaîne publique), Hannibal TV (chaîne

²⁷⁸ Tourya Guaabess, *Télévisions arabes sur orbite. Un système médiatique en mutation* in Nozha Smati, « La configuration audiovisuelle tunisienne entre monopolisation et libéralisation du secteur », *Revue Entrelacs.fr*, 26 avril 2009 http://w3.lara.univ-tlse2.fr/entrelacs/IMG/article_PDF/article_165.pdf

privée tunisienne) et *Rotana Cinema* (chaîne satellitaire).²⁷⁹ Le divertissement garde tout de même une grande part de popularité parmi les téléspectateurs tunisiens.

b) Représailles de gouvernements arabes

En contre-offensive, les gouvernements hostiles à la chaîne exercèrent une pression politique sur le Qatar en rappelant leurs ambassadeurs de Doha. Ils expulsèrent les correspondants de la chaîne, fermèrent les bureaux locaux, dissuadèrent leurs entreprises locales d'acheter des espaces publicitaires sur *Al Jazira*.

Diverses rumeurs circulèrent contre la chaîne d'information afin de saper sa réputation dans le monde arabe. Elle fut accusée d'être pro-sioniste et paradoxalement aussi pro-islamiste, et d'avoir des liens politiques avec les États-Unis. Cette dernière rumeur fut ensuite validée par les fuites de *Wikileaks* et par un ancien employé de la chaîne, Omar Chatriwala.²⁸⁰

En Algérie, en 1999, l'électricité fut coupée dans deux villes pour empêcher les Algériens de regarder un programme d'*Al Jazira* sur les meurtres de l'armée pendant la guerre civile.²⁸¹

Au Maroc, le journal du soir du Maghreb arabe d'*Al Jazira* a été suspendu pour une dite raison technique, la chaîne qatarie n'ayant pas « régularisé sa situation juridique ». ²⁸² En octobre 2010, le royaume chérifien finira par expulser la chaîne pour

²⁷⁹ Sondage Mediascan Tunisie in Nozha Smati, « La configuration audiovisuelle tunisienne... », *art.cit.*

²⁸⁰ Voir aussi Omar Chatriwala, « Ce que Wikileaks nous apprend sur Al Jazeera », *Foreign Policy*, 26 septembre 2011, <http://www.slate.fr/story/44205/wikileaks-al-jazeera-qatar>

²⁸¹ Steve Tatham, *Losing Arab Hearts and Minds: The Coalition, Al-Jazeera and Muslim Public Opinion*, p69 in Louiza Patsis, "Al Jazeera: The New Voice in International Media", *Gov* 263, 2 décembre 2006, "Tatham writes how the Algerian government cut power to two cities to prevent families from watching an Al-Jazeera program on its civil war."

²⁸² PANA, « Maroc : Suspension d'un programme de la chaîne Al-Jazeera », *Casafree.com*, 8 mai 2008, [consulté le 10 janvier 2013] www.casafree.com/modules/news/article.php

avoir porté atteinte à l'intégrité territoriale du Maroc dans sa couverture du cas du Sahara occidental.²⁸³

En Egypte, au cœur de la révolution populaire de début 2011, Internet sera coupé la nuit du 27 janvier 2011 et la communication téléphonique également.²⁸⁴ Le gouvernement fera brouiller la fréquence d'*Al Jazira* sur le satellite égyptien *Nilesat*.²⁸⁵ Mais des fréquences de rechange étaient disponibles sur des satellites non égyptiens. À ce propos, *Al Jazira* continue de montrer les fréquences alternatives dans ses spots télévisuels. Quant à la Syrie, le site internet en arabe d'*Al Jazira* sera piraté à plusieurs reprises par des hackers jugeant la couverture de la crise syrienne biaisée.²⁸⁶

Aussi, tel un contrepoids audiovisuel, les lancements de chaînes inspirées du modèle d'*Al Jazira* se multiplieront (la saoudienne *Al Arabiya* en premier lieu) mais à partir des années 2000. Mais finalement, la seule manière pour les pouvoirs publics de contrebalancer les méfaits d'*Al Jazira* à leur encontre reste de participer aux débats de la chaîne et de répondre directement à leurs détracteurs. Mais pourquoi les gouvernements la redoutent-ils tant ? La chaîne a eu l'audace de briser le filtre de censure imposé dans le monde arabe et a enclenché une démocratisation de l'information par le bas.

²⁸³ « Marruecos expulsa a la cadena Al Yazira por su cobertura del conflicto del Sáhara », *El País.com*, 29 octobre 2010, [consulté le 14 janvier 2012] http://sociedad.elpais.com/sociedad/2010/10/29/actualidad/1288303203_850215.html

²⁸⁴ « Les réseaux Internet et de téléphonie sont presque totalement coupés », *France24.com*, 28 janvier 2011, [consulté le 1^{er} février 2013] <http://www.france24.com/fr/20110128-egypte-reseaux-internet-telephonie-coupees-facebook-twitter-manifestations>

²⁸⁵ « La chaîne Al Jazira interdite en Égypte », *Le Monde.fr*, 30 janvier 2011 [consulté le 1^{er} février 2013], http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/01/30/la-chaîne-al-jazira-interdite-en-egypte_1472733_3218.html

²⁸⁶ Jean Marc Morandini, « Plusieurs sites de la chaîne Al-Jazeera du Qatar piratés », *www.jeanmarcmorandini.com*, 5 septembre 2012, [consulté le 1^{er} février 2013], <http://www.jeanmarcmorandini.com/article-292326-plusieurs-sites-de-la-chaîne-al-jazeera-du-qatar-pirates.html>

2.1.2 Vulgarisation du pouvoir de communiquer

a) Nécessité d'une communication ascendante

Les « déshérités de la communication » représentent les couches silencieuses qui ne bénéficient pas de moyen d'informer ou d'être informés. Dans de nombreuses sociétés, des groupes minoritaires détiennent et contrôlent les moyens de communication. Le rapport Mc Bride souligne ce fossé interne :

« La communication uniformément descendante, qu'elle émane des dirigeants politiques, des leaders des grands secteurs de la vie nationale ou des membres d'une intelligentsia (...) réduit souvent le simple citoyen à l'état de récepteur passif et laisse dans l'ombre ses préoccupations, ses vœux, ses expériences. »

La commission Mc Bride recommanda ce qu'*Al Jazeera* appliquera dix-sept années plus tard : « doubler la communication descendante d'une communication ascendante permettant à tous ceux qui ont quelque chose à dire d'accéder à la parole est une tâche difficile (...) mais c'est aussi une exigence de la démocratie.»²⁸⁷

Ainsi, «les questions doivent venir d'en bas».²⁸⁸ C'est-à-dire, pour que la communication et l'information soient reconnues comme démocratiques et représentatives, elles doivent refléter les aspirations et opinions de toute la population. Construire un nouvel ordre, démocratiser l'information passe donc par l'augmentation de la capacité à communiquer des non professionnels. C'est à la fois laisser s'exprimer toutes les couches sociales et leur fournir une information en faveur du développement. La technologie de l'information devient alors plus qu'un moyen de diffusion à sens

²⁸⁷Rapport Mc Bride, *doc.cit.* p 26- 27

²⁸⁸ *Ibid.* p 224

unique, elle se transforme en une voie de contact multidirectionnel des uns avec les autres.

b) Rappel de l'indivisibilité des droits de l'homme

« Maintenant avec *Al Jazira*, les gens ordinaires ont une voix ».²⁸⁹ Vivant dans des régimes de terreur et se sentant délaissés par les médias internationaux, de nombreux citoyens arabes alimentaient le sentiment que, dans ce monde, certains comptent moins que d'autres.

Un discours du président Français Jacques Chirac, en 2003, avait indigné les Tunisiens car il insinuait que les Arabes n'avaient pas besoin de tous les droits de l'homme. Jacques Chirac disait à Tunis, comme pour cautionner son hôte Ben Ali : « Le premier des droits de l'homme, c'est manger (...) ».²⁹⁰ Même si la jurisprudence internationale stipule que les droits de l'homme sont indivisibles et d'égale importance, s'était de facto établie une hiérarchie de droits entre les droits primaires (alimentation, logement décent, vêtements), secondaire (éducation, travail) et tertiaire (politique, culturel).

c) Représentativité démographique du discours

Ainsi, *Al Jazira* remet-elle à l'ordre du jour le droit des Arabes à la liberté d'expression. Tandis que des chaînes occidentales auront tendance à filmer la « rue

²⁸⁹ Citation en anglais: "Now with Al Jazeera ordinary people have a voice." Hashem Ahelbarra, Correspondant d'*Al Jazeera English*, bande annonce de promotion d'*Al Jazeera English*, Youtube.fr, 13 décembre 2006

²⁹⁰ Observateurs, « Écoute-t-on encore la France quand elle parle de droits de l'Homme ? », *France24.com*, 10 décembre 2008 [consulté le 10 janvier 2011]

<http://observers.france24.com/fr/content/20081210-france-droits-homme-anniversaire-symbole>

arabe » comme une masse anonyme,²⁹¹ *Al Jazira* retransmettait des visages. Des individus, femmes, enfants s'exprimaient.

Le mythe de la femme arabo-musulmane soumise est alors rompu. Elle est face au téléspectateur et lui montre sa détermination.²⁹² Une émission leur est complètement dédiée : *Li Nisa Faqat* (Juste pour les femmes) et compte sur les apports des téléspectatrices.

Les enfants aussi expriment leurs sentiments et sont particulièrement présents dans les reportages. Cette présence peut être expliquée par plusieurs observations: ces pays ont une population plus jeune et les enfants participent peut-être plus aux manifestations politiques. Mais *Al Jazira* peut tout à fait avoir fait le choix de médiatiser les enfants dans le but d'attendrir le public ou montrer les crises à travers les yeux des plus vulnérables.²⁹³

En dehors des reportages sur le terrain, les citoyens arabes participent aussi sur les plateaux de télévision, indirectement par webcaméra (*Skype*), téléphone, commentaires sur internet, sondages. Ils participent donc à la dynamique du média dans des émissions au format ouverts telles que « Plateforme Al Jazira », « la Religion et la Vie », Sans Frontière » et « Histoire d'une image ». Par l'envoi de vidéos filmées avec les téléphones mobiles, ils contribuent aussi à la couverture des événements en temps réel. *Al Jazira* s'est donc adaptée aux moyens de communication modestes des non professionnels, des dits journalistes-citoyens pour être au plus proche de la réalité du terrain.

²⁹¹ Intervention de Laura Navarro, Docteur en Communication audiovisuelle, sur la représentation des musulmans dans les médias, Séminaire "Mujer y Estado de Derecho en el Mundo Árabe, de la Revolución al Ejercicio del Poder", Université de Valencia, 12 mai 2011

²⁹² Annexe n°26 Médiatisation de la femme arabo-musulmane militante des droits de l'homme, p 300

²⁹³ Annexe n°27 Illustration d'un spot tragique sur le slogan « Avec l'être humain », p 301

Mais le paroxysme de ce journalisme participatif aura lieu durant la crise de Syrie, où le danger de la guerre conduira *Al Jazira* à exploiter massivement les vidéos de révolutionnaires, au risque de ne pas suffisamment vérifier ses sources.

Malgré ce faux-pas qui entacha grandement son image, *Al Jazira* garde le mérite d'avoir réussi à démocratiser la communication.

d) Pré-requis atteints de la « communication démocratique »

Par son journalisme interactif, elle donne forme à la définition que proposait le rapport Mc Bride pour la démocratisation de la communication :

C'est « le processus par lequel (a) l'individu devient un partenaire actif et non un simple objet de la communication ; (b) la variété des messages échangés augmente ; (c) le degré et la qualité de la représentation sociale dans la communication ou de la participation sont augmentés. »²⁹⁴

La commission recommandait alors :

« La tendance à considérer la communication comme un échange plutôt qu'un processus de dissémination verticale, la décentralisation au niveau local et communal, créent un besoin de communication 'autonome' à laquelle les non-professionnels participent activement. »²⁹⁵

Le téléspectateur arabe reçoit enfin une image de lui-même par lui-même grâce à cette cogestion, ce processus de rétro-information. Ce journalisme en phase avec les aspirations, les problèmes et la culture d'un peuple pourrait s'apparenter dans une certaine mesure à du journalisme de développement.

²⁹⁴ Rapport Mac Bride, *doc.cit.* p207

²⁹⁵ *Ibid.*, p146

2.2 École informelle d'un journalisme du développement

2.2.1 Du rôle social de la télévision

D'un côté, la télévision offre un outil de diffusion massive au service du développement humain, mais cela dépend du message qu'elle cherche à inculquer.

a) Potentiel éducatif de masse

Il y a cinquante ans, la télévision pratiquait le journalisme de développement dans le sens où elle expliquait aux agriculteurs africains comment rentabiliser leurs terres,²⁹⁶ elle introduisait le planning familial et l'éducation sexuelle au Pakistan, expliquait aux parents suédois la pédagogie enfantine ou encore développait des programmes d'alphabétisation aux Royaume Uni.²⁹⁷

Aujourd'hui, la télévision fait débattre les peuples du monde arabe sur la vie politique. L'émission *Zamam al-Mubadara* (Les rênes de l'initiative) d'*Al Jazira* fait par exemple découvrir diverses initiatives citoyennes dans le monde arabe : des ateliers d'apprentissage du vocabulaire politique, des échanges de langues avec les étrangers, des associations pour le nettoyage des rues et l'environnement, des programmes de développement de l'agriculture et de réinsertion sociale, la création de centres culturels, de magazines citoyens, le développement de l'accès à internet, l'archivage des histoires de réfugiés, l'écotourisme, le développement autofinancé de villages, l'université pour les personnes âgées etc.

²⁹⁶ Abdoul Ba, *Les téléspectateurs Africains à l'heure des satellites, de la case d'écoute à la parabole*, L'Harmattan, 1999

²⁹⁷ Rapport Mac Bride, doc.cit. p112

La médiatisation de tels programmes va dans le sens du développement humain car la télévision a une valeur éducative. En effet, son format audiovisuel lui donne un aspect pédagogique et ludique qui facilite la transmission du message. Et depuis l'expansion du « petit écran » vers le plus grand nombre, la diffusion peut se faire en masse.

b) Déviances télévisuelles

Harold Laswell, chercheur Américain sur les médias de masse, voyait la télévision comme un moyen de conditionner les téléspectateurs selon ce qu'elle veut leur faire penser. À l'avis de H. Laswell, les gouvernements devraient profiter de cet instrument dans la poursuite de leurs politiques, dans une logique de « gestion gouvernementale des opinions ». Il définira la communication ainsi: qui dit quoi à qui par quel canal et à quel effet.²⁹⁸

En 1986, l'équipe de recherche américaine de George Gerbner propose quant à elle la théorie de la culture (*Cultivation theory*). La télévision « cultiverait » la perception de la réalité des téléspectateurs.²⁹⁹ En effet, George Gerbner a dirigé de longs travaux sur l'influence de la télévision chez les téléspectateurs Américains. En observant ces derniers, G. Gerbner fit un lien entre la télévision et la peur de la société (anxiété, insécurité).

Ainsi de la pédagogie à la propagande il n'y a qu'un pas. Et le problème de l'éducation de masse est qu'elle est indifférenciée. Pour les esprits les plus fragiles, leur liberté de jugement, leur liberté de penser peut être confisquée par une opinion « clé en

²⁹⁸ Armand et Michelle Mattelart, *Histoire des théories de la communication*, La Découverte, 1997

²⁹⁹ J. Lazar, « Les médias dans la construction de la réalité : l'apport de la théorie de la cultivation », *Communication*, vol. XX, n° 2, hiver-printemps 2001

main », un avis préétabli par la chaîne. Seule à seule avec les peuples, *Al Jazira* n'a pas de filtrage externe du contenu.

Au point de parler, chez certains de ses détracteurs, de manipulation audiovisuelle : un contenu très graphique (bandes annonces postérisées, sonorisées), un « packaging » attrayant, du sensationnalisme, des images fortes (civils agonisants, enfants blessés, témoignages poignants) susceptibles de mener l'opinion dans un sens ou un autre. Certains en viennent à qualifier le journalisme d'*Al Jazira* de « pornographie politique ». ³⁰⁰ Mais alors, à quoi mène cette stratégie de provocation audiovisuelle qui est si singulière à la chaîne qatarie ?

2.2.2 Du journalisme de développement au journalisme irresponsable

Cette approche particulière de l'actualité internationale est à double tranchant. Ses répercussions peuvent être considérées de deux manières contradictoires.

a) Al Jazira : acteur de paix, facteur de guerre

Certes, le média est une entreprise morale qui doit fournir au public ce qu'il doit savoir et non ce qui lui plaît. L'information n'est pas un produit marketing. Mais le média conserve un certain impératif d'audience, au risque de confisquer sa neutralité au profit de la satisfaction des consommateurs. En ce sens, *Al Jazira* est accusée de diffuser l'information que son public arabo-musulman souhaite entendre : de l'anti-impérialisme américain et du nationalisme panarabe. L'écrivain Steve Tatham conclut qu'une lecture

³⁰⁰ Mamoun Fandy in Marc Lynch, "Taking Arabs Seriously", *Transnational Broadcasting Studies*, TBS 11, fall-winter 2003, [consulté le 10 septembre 2010],

www.tbsjournal.com/Archives/Fall03/Marc_Lynch.html

non arabe de la guerre en Irak, par exemple, reviendrait tout simplement à un suicide commercial de la chaîne.³⁰¹

Mais *Al Jazira* et sa tendance à montrer la mort vont-elles dans le sens de la paix ou de la guerre ? D'un côté, la chaîne démystifie la guerre et montre son aspect le plus sauvage. Elle montre la guerre pour la combattre. D'un autre côté, la vue des victimes crée de nouvelles haines et de nouvelles vengeances.

L'enjeu est de savoir si le téléspectateur arabe s'habitue à la souffrance, y devient insensible ou au contraire s'il absorbe des chocs qui le font réagir a posteriori. Sur les conséquences de la diffusion de certaines informations, Hubert Beuve-Mery, membre de la Commission Mc Bride posait en 1980 une question cruciale: « toute vérité doit-elle être dite n'importe quand, n'importe où, à n'importe qui ? » Puis il se demanda si pour le journaliste « l'exercice de ce métier comporte des 'devoirs spéciaux' et des 'responsabilités spéciales' ». ³⁰²

Pour le politologue suisse Frank Melloul, président de la future chaîne d'information internationale israélienne, *i24news*, *Al Jazira* est plus un facteur de guerre que de paix. Il prévient:

« Je crois qu'il peut y avoir un risque de guerre à travers les images. Les images que certaines régions du monde regardent ne sont pas perçues comme celles que nous regardons ici. Elles ne sont pas positives, elles suscitent l'angoisse, l'envie, la peur, et peuvent se transformer en violence. » ³⁰³

³⁰¹ Citation originale: « Anything else than writing the Iraqi war story in terms of an Arab viewpoint would be « commercial suicide. » Steve Tatham, *Losing Arab Hearts and Minds: The Coalition, Al-Jazeera and Muslim Public Opinion*, Front Street Press, 2006, p191

³⁰² *Liberté et responsabilité du journaliste*, Document n°90 ter de la Commission Internationale sur la Communication, Rapport Mc Bride, *op.cit.*, p24

³⁰³ Franck Melloul cité par Jacques Myard, *La France à l'ère de la mondialisation : Nouvelles perspectives en politique étrangère*, L'Harmattan, 2009, p173

En effet, les esprits des téléspectateurs arabes accumulent des images d'horreurs. Celles de la guerre de Gaza de fin 2008, début 2009 (corps de bébés démembrés et calcinés) sont particulièrement choquantes. Qu'en faire ?

Un sentiment d'impuissance se développe, l'indignation aussi. Ils sont au quotidien sensibilisés au conflit israélo-palestinien, d'où le caractère souvent passionné sur ce thème et le fort sentiment d'injustice facilitant la haine de l'Occident. Car de leur côté, les morts ne sont pas fictifs, théoriques. Ce ne sont pas des chiffres mais des visages qu'ils enregistrent dans leurs esprits.

b) Tendances au journalisme irresponsable

Voir des individus tués ou humiliés incite certes à la mobilisation civique mais peut également entraîner des actes haineux et stériles voire envenimant la situation. Le média est donc un outil à double tranchant: à la fois un mobilisateur social et un exhausteur de tensions.

Al Jazira fait preuve de journalisme irresponsable quand elle incite aux amalgames et à la haine. Par exemple, le présentateur de l'émission « la Charia et la Vie » (*Asshari'a wal Haya*), le juriste islamique Youssef Qaradaoui a plusieurs fois confondu judaïsme et sionisme et incité au meurtre des juifs. Fin janvier 2009, Dr. Qaradaoui dirige une prière diffusée sur *Al Jazeera Arabic*:

« Oh Dieu, emporte cette bande d'opresseurs juifs, sionistes. Oh Dieu, n'en épargne aucun. (...) emporte ces perfides agresseurs. Oh Dieu, emporte cette bande de personnes débauchées, rusées et arrogantes.» « À travers l'Histoire, Dieu a imposé aux Juifs des personnes qui les puniraient pour leur corruption. La dernière punition a été mise en application par Hitler. À travers toutes les choses qu'il leur a faites – même s'ils ont exagéré le problème – Hitler les a remis à leur place. C'était une punition divine pour eux. Si Dieu le veut, la prochaine fois elle

sera entre les mains des croyants. (...) Je tirerai sur les ennemis de Dieu, les Juifs. »³⁰⁴

Dr. Qaradaoui fait un amalgame entre juifs et sionistes. Par l'écoute de ce discours, le téléspectateur est amené à simplifier le conflit israélo-palestinien. Il sera conduit à développer un antisémitisme, stigmatiser et mettre en danger des juifs qui ne sont pas forcément sionistes et qui pourraient eux aussi condamner la politique israélienne.³⁰⁵

Ce genre de discours peut stimuler des réactions destructrices et par effet d'entraînement des conséquences démesurées et étendues dans l'espace. Un autre exemple de journalisme irresponsable se trouve sur le site arabophone d'*Al Jazira*. Un sondage publié a été particulièrement déplacé. Trois jours après les attentats d'Alger du 11 décembre 2007 qui firent 37 morts, le site demanda aux internautes : êtes-vous pour ou contre les attentats d'*Al Qaïda* à Alger ? Les Algériens dénonceront aussitôt une apologie du terrorisme de la chaîne qatarie.³⁰⁶ *Al Jazira* décevra une seconde fois les Algériens, le 28 avril 2013, en annonçant la fausse mort de leur Président Abdelaziz Bouteflika - hospitalisé en France - et ce au risque de provoquer des troubles internes.³⁰⁷

³⁰⁴ Sermons du 9 et 30 janvier 2009. Compilation de discours du Dr. Youssef Qaradaoui, *MEMRI TV*, Youtube.fr <http://www.youtube.com/watch?v=teqeraQvO-w>

³⁰⁵ Exemple de personnes juives ne cautionnant pas les dérives du sionisme: le groupe religieux *Naturei Karta* contre la création d'un État hébreu, les palestiniens juifs d'avant 1947 contre la partition de la Palestine, les différents intellectuels juifs dénonçant Israël comme Noam Chomsky, Daniel Cohn Bendit, Stéphane Hessel etc., Ilan Halevi, membre juif de l'Organisation de Libération de la Palestine, la diaspora juive refusant d'émigrer en Israël et des israéliens eux-mêmes condamnant leur gouvernement.

³⁰⁶ Sofiane M., « A quoi joue Al Jazeera ? », *Le Quotidien d'Oran*, Algeria-Watch.com, 22 décembre 2007, http://www.algeria-watch.org/fr/article/mil/sale_guerre/sondage_aljazeera.htm

³⁰⁷ « Le mensonge d'Al Jazeera qui annonce la mort de Bouteflika », *Oumma.fr*, 30 avril 2013 [consulté le jour même], <http://oumma.com/16603/mensonge-dal-jazeera-annonce-mort-de-bouteflika>

Conclusion

En dépit de grandes dérives journalistiques, l'approche horizontale d'*Al Jazira* garde le mérite de libéraliser les idées sans le consentement du « haut », sans l'avis des gouvernants, dont la censure n'a plus effet. Nous assistons à un changement de société, à une éducation politique qui échappe aux dirigeants.

Aljazeera Arabic donne au citoyen les clés pour maîtriser l'actualité et sa complexité. Car « les problèmes auxquels les sociétés modernes doivent faire face sont d'une complexité croissante ; leur solution requiert des citoyens possédant un niveau élevé de compétences et de compréhension. »³⁰⁸ Nombreux autocrates se sont appuyés sur la notion d' 'immaturité' de leur peuple pour imposer leur vision. La naissance du « troisième homme » comme le décrit le sociologue Raymond Aaron chamboule ce paradigme: « [Le troisième homme] ne supprime pas mais il limite la forme moderne du droit régalien, le droit au mensonge officiel, à l'exclusivité de la parole ou de l'interprétation. »³⁰⁹

Notre dernière problématique à résoudre est donc celle des conséquences d'un être informé sur l'ordre politique. Car la lutte pour la libre circulation des idées n'a pas pour but de défendre *stricto-sensu* l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Défendre la liberté d'expression c'est aller au-delà de l'article 19. C'est défendre un droit qui en ouvre bien d'autres. Le caractère indivisible et transversal des droits de l'homme se révèle alors. Car une opinion libre est le porte-voix des autres droits. Un ordre mondial de l'information plus juste donne l'assurance d'un garde-fou, un *watchdog* (chien de garde) qui dénoncera les gouvernements en cas de violations des

³⁰⁸ Recommandation du Rapport Mc Bride, *doc.cit.* p248

³⁰⁹ Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 1984, p171 in Jacques Sémelin, *La liberté au bout des ondes : du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Nouveau Monde Éditions, 2009, Partie I. chapitre 2 p34

libertés fondamentales. D'où l'expression 'quatrième pouvoir' pour désigner celui [le média] qui surveille les trois autres (exécutif, législatif et judiciaire).

S'informer et informer donne au citoyen les clés pour prendre conscience de la mauvaise-gouvernance et de participer efficacement à la politique de son pays. Le laisser s'informer et informer, c'est remettre l'individu au centre de l'État, qu'il cherchera à démocratiser de l'intérieur. C'est placer l'individu au centre des relations internationales, en tant que sujet et non plus objet. Dans cette logique, l'UNESCO fait de la liberté d'informer une condition essentielle à la bonne gouvernance et au développement humain.³¹⁰ Le titre même d'un de ses départements soutient cette corrélation : « secteur de la Liberté d'expression, Démocratie et Paix ». La Journée Mondiale de la Liberté de la Presse³¹¹ du 3 mai 2012 à Tunis choisit un thème révélateur : la liberté de la presse comme moyen de transformer les sociétés (*New Voices : Media Freedom Helping to Transform Societies*).

Ce lien entre média et changement social comme conséquence d'un nouvel ordre de l'information sera étudié dans le dernier chapitre de la thèse. Nous chercherons à comprendre l'influence sociale de cette 'ingérence médiatique', de cette érosion par satellite de la souveraineté nationale. La société de l'information enfante-t-elle un État de droit ? Sera évalué le rôle des médias transnationaux dans la démocratisation de régions politiquement sclérosées. Pour cela, nous nous appuierons d'abord sur le précédent des radios occidentales dans le bloc soviétique durant la Guerre froide. Puis,

³¹⁰«Freedom of expression is a fundamental condition for good governance, for human right-based development and for the prevention of violent conflict; all of which are key contributors to poverty eradication.»^{33^{ème}} Conférence générale de l'UNESCO, Résolution 55 in Rapport *Freedom of Information and Sustainable Development : Sealing the Link*, 17-18 Mars 2008, UNESCO, Paris, p6

³¹¹ La Déclaration de Windhoek (Namibie) est adoptée en 1991 suite à un séminaire pour une presse africaine libre. Ce document fait le lien entre indépendance de la presse, démocratie et développement économique. Ce sera l'Assemblée générale des Nations Unies qui créera en 1993 la Journée mondiale de la liberté de la presse.

par l'étude d'un cas contemporain, nous évaluerons l'influence d'*Al Jazira* dans la démocratisation du monde arabe.

Après avoir remis en question le statuquo économique et son paradigme du consensus de Washington³¹², après avoir dénoncé le statuquo intellectuel et culturel, les statuquos politiques seront-ils, dans une progression logique, à leur tour remis en cause ? C'est-à-dire, suivant cette dynamique de revendications, les situations politiques figées seront-elles également remises en cause, au point d'espérer la démocratisation internationale ? Le dernier chapitre de cette thèse tentera de mesurer les conséquences d'un nouvel ordre mondial de l'information sur l'ordre politique mondial et l'impact d'une circulation de l'information équilibrée, transparente, sans limite spatio-temporelle et instantanée sur l'évolution politique du monde arabe en particulier.

³¹² Mesures standard imposées par le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale aux économies en difficultés et inspirées du libéralisme économique.

CHAPITRE IV.

INCIDENCE SUR LA DEMOCRATISATION DU MONDE DES CONTRIBUTIONS NON-INTERGOUVERNEMENTALES À UN NOUVEL ORDRE DE L'INFORMATION

Comme le Nouvel Ordre Économique International (NOEI) a entraîné une réflexion sur le Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication (NOMIC), ce dernier en faisant naître une prise de conscience politique chez le citoyen entraîne-t-il le NODI, Nouvel Ordre Démocratique International?

Etant un phénomène transversal ne touchant pas le seul droit à la libre expression, cet ordre de l'information en marche réveille d'autres droits de l'homme. Si la nécessité d'un NOMIC a été autant prise au sérieux dans les grandes instances internationales et autant redouté par certains États, c'est que son impact sur l'ordre mondial n'est pas négligeable et dépasse la simple application du droit à l'information.

En nous appuyant sur la théorie de la modernisation³¹³ qui présume l'impact positif des médias sur le développement social, la question qui se pose est la suivante : quels bouleversements entraîne un ordre de l'information équilibré sur la sphère politico-sociale?

Le Président américain Dwight D. Eisenhower présentait dès les années 1970 que :

« Le jour où les peuples communistes seraient aussi bien informés que les nations libres, le mécontentement, l'agitation et la révolte se mettraient à courir parmi ces centaines de millions d'êtres et provoqueraient peut-être des réformes

³¹³ Théorie développée dans J.P. Lafrance, A.M. Laulan et Carmen Rico de Sotelo, *Place et rôle de la communication dans le développement international*, Presses de l'Université du Québec, 2006, « Les médias de masse au service du développement », p65

dans la structure du gouvernement ou la chute brutale des dictatures communistes.»³¹⁴

Comme la mutation de l'ordre informationnel soviétique a eu des conséquences sur le cours de l'Histoire, nous nous demanderons dans ce chapitre si le chamboulement de l'ordre informationnel arabe depuis 1996 a aussi provoqué une secousse réformiste, et ce à quel degré.

La première partie de ce dernier chapitre tentera de démontrer l'impact des médias libres sur la démocratisation internationale par une comparaison entre les révolutions récentes du monde arabe et celles qui les ont précédées dans l'ancien bloc communiste. Sans pour autant comparer les révolutions en elles-mêmes, il est question de comprendre, à la lumière d'un précédent historique, de quelle manière un outil de communication peut aider à l'éclatement d'un bloc idéologique. La seconde partie de ce dernier chapitre consistera en un cas pratique d'actualité : le rôle d'*Al Jazira* dans le pays qui enclencha les révolutions arabes de 2011, la Tunisie.

³¹⁴ Mémoires de Dwight D. Eisenhower in Armand Mattelart, *La Communication Monde*, op.cit. p64

IV.1 Pouvoir des médias transnationaux dans la démocratisation: comparaison entre le précédent Est-européen et le monde arabe

De 1945 à 1991, la Guerre froide, comme son expression l'insinue, évita la confrontation armée directe entre les deux grandes puissances mondiales, l'URSS et les États-Unis. « Qui dit guerre froide pense course aux armements, rideau de fer, dissuasion nucléaire. Mais (...) la guerre froide était aussi et peut-être avant tout une guerre d'images, d'idées, de propagande, de désinformation et de pressions diplomatiques » souligne Charlotte Lepri, chercheuse spécialisée sur les États-Unis.³¹⁵

Avec une paix impossible et une guerre improbable,³¹⁶ l'affrontement Est-Ouest sur le territoire propre aux deux puissances se fit donc indirectement par d'autres moyens : une confrontation idéologique et politique s'appuyant sur les outils du *soft power*. Ces batailles immatérielles se présentaient alors comme une continuation de la guerre par d'autres moyens.

Cyril Blet, chercheur français en Relations internationales, rappelle à ce propos les instruments de diplomatie publique que peuvent représenter les médias et donc la contribution des radios et télévisions au gain en puissance douce d'un Etat.³¹⁷

Concernant le rôle des médias transnationaux dans l'évolution politique d'une région, l'Europe de l'Est et le monde arabe ont plusieurs points communs à souligner, ces derniers permettant de se demander si une chute du mur de Berlin *bis* a pu se passer le 14 janvier 2011 (date de la fuite du Président tunisien) avec la chute d'un autre mur : celui de la peur.

³¹⁵ Charlotte Lepri, « De l'usage des médias à des fins de propagande pendant la guerre froide », *Revue internationale et stratégique*, Armand Colin, 2010/2 n°78 p111-118

³¹⁶ Expression fameuse du socio-politologue français Raymond Aron

³¹⁷ Cyril Blet, « Les médias, un instrument de diplomatie publique? », *Revue internationale et stratégique*, n°78, p119-126, 2010/2

1.1 Identification au 'frère libre'

De 1949 à 1989, le peuple allemand était divisé en deux États : la République fédérale d'Allemagne (RFA) avec Berlin Ouest sous administration alliée (États-Unis, Royaume-Uni et France) et la République démocratique allemande (RDA) avec Berlin Est sous occupation soviétique. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) prirent alors tout leur intérêt pour un peuple allemand séparé par ledit rideau de fer soviétique, frontière renforcée contre les mouvements d'hommes, de biens et d'idées, et pour des Berlinoises littéralement séparés par un rideau de briques et de béton.

1.1.1 Au secours de soi-même

Grâce aux TIC, les citoyens de RDA pourront accéder à la télévision de la RFA depuis laquelle leurs frères Allemands s'y exprimaient librement dans la même langue. Par cette information plurielle, « l'Allemagne orientale se distinguait [des autres républiques communistes] par une sorte de correctif (...) un système concurrent ». Le statu quo politique, la pensée unique communiste furent donc rompus avec cette « perpétuelle révolution interne entretenant la relativisation à chacune des approches ainsi en compétition ».³¹⁸

Nous parlons de « secours de soi-même » dans le sens où les opposants politiques en Allemagne de l'Est étaient traqués dans leur quotidien par la police politique, la *Stasi*, et nécessitaient une aide contre les intimidations, pressions psychologiques, humiliations, ruptures socioprofessionnelles orchestrées à leur encontre par le régime (techniques subversives de « décomposition » de l'opposition).

³¹⁸ Uwe Kammann, « Compagnons de voyage. Les médias et l'Unité allemande », *Regards sur l'économie allemande*, CIRAC, 2010/4-5 (n° 98-99) p54

Le grand soutien ouest-allemand aux compatriotes de l'Est fut incontestablement offert en 1989. La télévision ouest-allemande regardée en Allemagne de l'Est chamboula les événements en alimentant la dynamique de la révolte : « en octobre 1989, les habitants de Leipzig [en RDA] pouvaient suivre à la télévision ouest-allemande leurs '*manifestations du lundi*', voir leur mouvement s'amplifier (...) et constater qu'on ne tirait pas sur la foule ». ³¹⁹ Le fait de voir que les manifestations ne risquaient rien et qu'elles avaient un succès donna espoir aux téléspectateurs et amplifia un mouvement protégé par un témoin gênant, la télévision, dont la présence dissuadait la police de réprimer dans le sang.

Le journal de nuit d'une des chaînes publiques ouest-allemandes, ARD, via son correspondant sur place, précipitera finalement la chute du mur de Berlin en assurant le 9 novembre 1989 à des millions de téléspectateurs, que le mur de Berlin est franchissable. ³²⁰

Dans le reste du bloc de l'Est, les citoyens écoutaient les radios occidentales où les journalistes qui communiquaient dans leur langue n'étaient autre que des exilés qui avaient pu traverser le rideau de fer. Malgré leur accent changeant avec les années d'exil et leur ton passionné face à la situation d'un pays où ils ne pouvaient retourner, la voix de ces chroniqueurs radio était écoutée et reconnue par ceux restés du côté soviétique.

³¹⁹ Uwe Kammann, « Compagnons de voyage... », *art.cit.* p54

³²⁰ Le journaliste Hajo Friedrichs de l'ARD : « Bonsoir, Mesdames et Messieurs. Il faut être prudent dans l'emploi des superlatifs, ils se déprécient vite. Mais ce soir, il est permis d'y recourir. Ce 9 novembre est une date historique : la RDA a annoncé que ses frontières sont immédiatement ouvertes à tout un chacun. Les portes dans le Mur sont largement ouvertes » *in* Isabelle Bourgeois, « Comment la TV Ouest-allemande a contribué à la chute du Mur. Un cas unique d'interaction entre médias et opinion », *CIRAC*, n°19.2/2009, 9 novembre 2009, p7

1.1.2 Critiques acceptables d'un pair

L'équipe d'*Al Jazira* s'apparente aux journalistes de la télévision ouest-allemande et aux chroniqueurs des radios occidentales dans le sens où elle représente le frère de sang, libre de s'exprimer et qui s'adresse à son alter-égo opprimé dans sa propre langue. À ses prémisses, elle reçut un engouement particulier de par sa nature de média créé par les Arabes et pour les Arabes, réunissant des professionnels de toutes nationalités. On parlait alors d'« *oumma* [communauté] par satellite », ³²¹ de renouveau du panarabisme, telle une réunification non pas allemande mais cette fois-ci arabe.

Un rapport de confiance s'établit entre la chaîne et les téléspectateurs arabes car, comme les Allemands de l'Est par rapport à ceux de l'Ouest, ils pouvaient s'y identifier. Tandis qu'un peuple arabe pourrait voir un Occidental comme un donneur de leçon aux réflexes néo-colons, il acceptera au contraire la critique d'un pair, un correctif de l'information arabe par des arabes eux-mêmes. La critique devient alors constructive quand elle s'émet de l'intérieur. Et le fait de s'identifier à son frère libre incite à une mutation par l'envie. Cette transformation par le désir se retrouve d'ailleurs au cœur de la stratégie de propagande idéologique de l'Ouest comme de l'Est.

1.2 Endiguement d'une idéologie par les ondes

Convaincre par les mots plutôt que par les armes, telle est la leçon tirée de l'utilisation des médias à des fins politiques. La politique extérieure américaine en fut l'exemple avec, au sortir de la seconde guerre mondiale, le lancement de radios partisans en direction du bloc communiste rival. Suivant la doctrine Truman de 1947

³²¹ Gilles Paris, « Al Jazira, la télé qui réveille le monde arabe », *Le Monde*, 6 Mars 2000 in Nozha Smati, « La configuration audiovisuelle tunisienne entre monopolisation et libéralisation du secteur », *Revue Entrelacs*, 26 avril 2009

de soutien actif aux républiques lasses du joug soviétique et la stratégie politique de *containment* (endiguement) du communisme de George Kennan,³²² l'ingérence médiatique deviendra un outil de pression extérieur pour un changement politico-social en URSS et dans ses républiques satellites.

1.2.1 Gagner la guerre sans la faire

Confirmant le déploiement d'une certaine stratégie médiatique occidentale, le rapport Mac Bride note une évolution de comportement dans le monde de l'information:

« En vingt-cinq ans les émissions de cette nature [radios à ondes courtes à destination de pays tiers] ont été multipliées par cinq. En 1950, on comptait 385 émetteurs à ondes courtes de par le monde ; il y en a maintenant plus de 1500 et leur puissance totale a augmenté en proportion. »³²³

En effet, les radios à ondes courtes, premiers médias occidentaux cherchent à fissurer le bloc communiste de l'intérieur en aidant le citoyen soviétique à s'auto-informer et en privant les dirigeants soviétiques de leur « monopole de la parole légitime ». ³²⁴

³²² Harry S. Truman fut Président des Etats-Unis de 1945 à 1953, durant la fin de la Seconde guerre mondiale et la transformation des relations avec l'URSS en guerre froide. Il promouvra la création de l'ONU, lancera le plan Marshall de reconstruction de l'Europe (selon cette doctrine Truman d'aides aux républiques aspirant à l'indépendance) ainsi que le pont aérien sur Berlin en 1948 pour ravitailler deux millions de berlinois-est souffrant d'un blocus soviétique. Il supervisera également la création de l'Organisation du Traite de l'Atlantique Nord (OTAN) en 1949.

George Kennan est un diplomate et politologue américain clé de la période de la guerre froide. C'est lui qui, chef de mission à Moscou au sortir de la seconde guerre mondiale, alerta des 1946 son gouvernement de la volonté expansionniste du bloc communiste. Face à l'hostilité au capitalisme de la politique étrangère de Joseph Staline, G. Kennan propose d'encercler la société soviétique, donc de la contenir par un endiguement idéologique.

³²³ Rapport Mc Bride, *doc.cit*, p 89

³²⁴ Expression du socio-politologue français Raymond Aron in Cécile Duret, Étude de l'ouvrage de Tristan Mattelart, *Le cheval de Troie audiovisuel, Le rideau de fer à l'épreuve des radios et télévisions transfrontières*, Réseaux, 1996, volume 14 n°76. pp 176-178.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reso_0751-7971_1996_num_14_76_3722

a) *Chevaux de Troie audiovisuels*³²⁵

En premier lieu, *Voice of America* (VOA), née en 1942, est une station de radio et télévision subventionnée et contrôlée par le gouvernement américain. Elle a pour mission de « promouvoir la liberté et la démocratie » et offre « un espace aux voix dissidentes ou à l'opposition ».³²⁶ Durant la Guerre froide, elle s'adressait directement dans la langue des habitants de l'URSS : russe, arménien, azéri, biélorusse, estonien, géorgien, letton, lituanien et ukrainien ; et dans des langues des pays satellites : allemand, albanais, bulgare, hongrois, roumain, tchèque et slovaque.³²⁷

Radio Free Europe / Radio Liberty (RFE / RL), quant à elle, fondée en 1953, est un autre média américain, non officiel et plus offensif. « Elle est explicitement chargée de cadrer sa production éditoriale de manière à promouvoir les valeurs favorisant la transition vers la démocratie et le libre marché ».³²⁸

Depuis le sol européen, d'autres médias pouvaient pénétrer le bloc communiste : la radio anglaise BBC, la française RFI, la *Deutsche Welle* de République Fédérale d'Allemagne et entre-autres la RIAS (radio du secteur américain de la RFA).

De la simple information à la propagande musclée, l'objectif de chaque radio occidentale dans le bloc soviétique différait entre plusieurs degrés d'agressivité et d'ingérence. Le niveau le plus faible d'ingérence était de simplement informer ses expatriés des actualités de leur pays d'origine. Un pas s'ajoutait quand la radio cherchait

³²⁵ « Chevaux de Troie audiovisuels » : expression tirée du titre de l'ouvrage de Tristan Mattelart, *Le Cheval de Troie audiovisuel : Le rideau de fer à l'épreuve des radios et télévisions transfrontières*, Presses Universitaires de Grenoble (PUG), 1995

³²⁶ Tristan Mattelart, *Le cheval de Troie audiovisuel Le rideau de fer à l'épreuve des radios et télévisions transfrontières*, in Cyril Blet, « Les médias, un instrument de diplomatie publique? », *art.cit.*

³²⁷ Site internet de *Voice of America*, www.voanews.com/english

³²⁸ Tristan Mattelart, *Le cheval de Troie audiovisuel* in Cyril Blet, « Les médias, un instrument de diplomatie publique? », *art.cit.*

à faire découvrir sa culture et la position de son pays aux non-ressortissants. Enfin le niveau le plus élevé d'agressivité et d'ingérence était l'attaque directe de l'idéologie concurrente et la distinction entre « Empire du Mal » et démocraties libres.

b) Contre-propagande soviétique

Il ne s'agit pas ici de décrire la promotion du communisme en dehors de ses frontières mais de voir comment à l'intérieur du bloc, les dirigeants cherchent à combler les fissures.

Le camp soviétique comprendra dès la fin de la Seconde guerre mondiale que la démarche occidentale n'était pas désintéressée. La réponse à la doctrine Truman d'endiguement sera la doctrine Jdanov. L'homme politique soviétique Andreï Jdanov préviendra de la montée post-guerre mondiale de l'impérialisme américain soutenu par ses satellites anglais et français. Il appellera à lutter contre l'asservissement de l'Europe par les Etats-Unis. Pour lui, il existait déjà deux camps distincts : l'impérialiste anti-démocratique (le camp capitaliste) et l'anti-impérialiste démocratique pacifiste (l'URSS).

La doctrine Jdanov sera prononcée à la création du Kominform en 1947. Ce Bureau d'information des partis communistes et ouvriers s'annonce comme un contrepoids au Plan Marshall américain d'aide à la reconstruction en Europe. Le bureau reliait en fait tous les partis communistes européens pour surveiller leur évolution idéologique.

Le bloc communiste disposera, en 1980, d'un budget de propagande sept fois supérieur à celui de l'agence d'information américaine.³²⁹ Via leur *Département pour l'agitation et la propagande (Agitprop)* renommé *Département idéologique*, les responsables soviétiques fustigeront la société capitaliste américaine, ses inégalités sociales, sa criminalité, son individualisme, sa dite exploitation du prolétaire, la précarité et le chômage.

Sera rappelée aux citoyens la menace nucléaire que représentaient les États-Unis dans un contexte de course aux armements.³³⁰ Et les radios occidentales seront fustigées, telle une reconnaissance indirecte de leur pouvoir subversif. VOA sera la « radio du dollar », BBC le « valet de l'impérialisme » et la *Deutsche Welle* « la radio des amis de Goebbels [ministre de la Propagande sous Hitler] et des nostalgiques du IIIe Reich ». ³³¹ La virulente RFE/RL subira, en 1981, un attentat, organisé par le KGB contre son siège à Munich.³³² Cette radio offensive était d'ailleurs la plus écoutée des radios occidentales en Europe de l'Est.³³³

Enfin, le brouillage n'était pas forcément la meilleure des solutions car les fréquences des radios occidentales étaient changées au fur et à mesure qu'elles étaient détectées par le régime. Cette technique de brouillage s'avéra trop coûteuse pour le régime et pas suffisamment précise pour protéger les fréquences « amies ». Et surtout, il

³²⁹ Selon la CIA (services de renseignements extérieurs américains), l'URSS aurait dépensé en 1980 plus de trois milliards de dollars en propagande et l'USIA (agence de l'information américaine) 448 millions de dollars.

Charlotte Lepri, « De l'usage des médias à des fins... », *art.cit.* p115

³³⁰ Annexe n°28 Affiches communistes contre la menace américaine p 302-303

³³¹ Alex Inkeles, « The Soviet characterization of the Voice of America », *Columbia Journal of International Affairs*, vol.V, n°2, printemps 1951, pp.44-55. et Vladimir Artemov et Vladimir Semenov, *The BBC history apparatus, methods of radiopropaganda*, Moscou, Iskusstvo, 1978 in Jacques Sémelin, « Les radios occidentales dans le bloc communiste; à propos de leur réception », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°46, pp 2-6, 1997

³³² *Ibid.*

³³³ Annexe n°29 Audience des principales radios occidentales en Europe de l'Est, p 304

était intéressant d'écouter l'adversaire pour ensuite mener des campagnes de dénigrement adaptées aux arguments de l'ennemi. De plus, les auditeurs n'étaient pas naïfs aux intentions occidentales et n'écoutaient pas forcément les radios de manière assidue. Mais ce phénomène radiophonique a ébranlé un mythe du fait de briser une normalité, de remettre en cause un modèle jugé incontestable.

1.2.2 Rompre avec l'exceptionnalisme politique

a) La fin du diktat bienveillant

Justifier, légitimer une main de fer comme seul modèle viable. Utiliser le principe de l'ennemi commun pour solidariser les masses. Cette conception de la gouvernance transforme tout réformiste en complotteur contre la nation. Interdisant la contestation, ce modèle de gouvernance s'impose alors comme une exception normale.

Comme les Soviétiques élevèrent une menace nucléaire américaine, les régimes arabes utiliseront ce même principe de l'ennemi commun à la nation pour conserver l'appui de la population. Ils pointeront un péril islamiste, terroriste, sioniste, anarchiste etc.³³⁴ Quand les soviétiques soulignaient les méfaits du capitalisme, les autocrates arabes rappelaient le chaos irakien provoqué par l'« importation de la démocratie » contre Saddam Hussein ou les conséquences islamistes de la révolution démocratique iranienne de 1979.

³³⁴ Prétentions des autocrates : Saddam Hussein, garant de stabilité dans un Irak multiethnique et multiconfessionnel (chiïtes, sunnites, kurdes, chrétiens...), la 'dynastie' Assad père et fils protecteurs d'une Syrie variée (Sunnites, Alaouites, Chrétiens, Kurdes, Arméniens...) et en guerre avec le voisin israélien, le guide Libyen Kadhafi auréolé depuis l'âge de 27 ans quand il renversa la monarchie de son pays, le tunisien Ben Ali rempart de l'islamisme terroriste, etc.

Les radios occidentales chercheront donc à combattre, par les ondes, l'idéologie communiste, comme *Al Jazira* à une époque ultérieure, se posera la question de l'autoritarisme dans le monde arabe. La chaîne qatarie rompra avec les discours monolithiques des autocrates arabes sur leur concept d'immaturité démocratique des peuples. *Al Jazira* remettra en cause cet exceptionnalisme arabe alors que d'autres continents – Amérique du Sud, Asie - s'étaient ouverts à la démocratisation. En effet, il devenait commun de penser que les peuples arabes - pas encore prêts pour la démocratie - avaient besoin d'un homme fort gérant une transition, douce mais indéfinie dans la durée.

Ainsi, de grandes tranches des populations d'Europe centrale et orientale comme du monde arabe auraient pu se faire à l'idée d'un parti unique, d'un dictat bienveillant tel un mal pour un bien. Mais le monde extérieur leur a proposé une alternative et montrer qu'entre « moi ou le chaos »³³⁵ il y avait une troisième voie.

b) Evolution générationnelle

Comme en Europe de l'Est, deux générations de citoyens différemment politisées cohabitaient dans le monde arabe. Quand en Europe communiste, la première génération avaient vécu le régime de terreur du père des peuples Staline, du côté tunisien et libyen, les parents s'étaient imprégnés des cultes de la personnalité du Président à vie Bourguiba³³⁶ et du guide suprême Kadhafi. En Tunisie, la mentalité

³³⁵ Expression de la presse française résumant les arguments du président Charles de Gaulle à sa réélection, réutilisée pour illustrer la motivation des autocrates arabes à conserver le pouvoir.

³³⁶ Habib Bourguiba, le 3 mars 1967 à Tunis : « La démocratie qui, chez les peuples mûrs, est un instrument de progrès, devient un véritable fléau chez ceux qui ne le sont pas encore. »

attentiste et résignée des plus âgés, dans un environnement de peur et de contrôle, pouvaient se résumer à cette phrase : « Évite ma tête et frappe [où tu veux] ». ³³⁷

Et à l'inverse de ses aînés, la génération post-1953 d'Europe de l'Est échappa à « l'héritage idéologique des aînés, ayant connu eux le stalinisme » ³³⁸ et vit l'arrivée du satellite, du magnétoscope, des chaînes privées occidentales et surtout la politique de *glasnost*, transparence de l'information, amorcée par Mikhaïl Gorbatchev en 1985. Pareillement, les plus jeunes parmi les citoyens arabes prendront un certain recul par rapport au modèle paternaliste. Ils grandiront dans un desserrement progressif de l'étau, grâce notamment aux efforts de diplomatie européenne des droits de l'homme et l'ouverture sur le monde avec internet et le satellite.

c) Marge de provocation des médias transnationaux

Enfin, dans cette lutte idéologique menée par les médias occidentaux et la chaîne qatarie, il reste une différence de taille entre le bloc occidental et le Qatar dans leur marge d'action.

Toute provocation excessive de la part des radios américaines, toute ingérence radiophonique trop poussée dans les affaires intérieures soviétiques pouvait à cette époque mener, dans un effet d'entraînement, à l'éclatement d'une troisième guerre mondiale.

Le Qatar au contraire, n'est pas en guerre froide avec le monde Arabe et ne risque pas de représailles aussi fortes que l'envoi de missiles et la dégénérescence d'une

³³⁷ En dialecte tunisien : *Akhta rassi wa adhrab*. Entretien avec des étudiants de la Faculté des Sciences Juridiques de Tunis, Juillet 2012

³³⁸ Andreï Kozovoï, « La dernière bataille de la Guerre froide sur les ondes : les Soviétiques et l'information radiophonique sur les États-Unis, 1975-1985 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin, IRICE*, 2007/2, n°26, p134

situation en guerre mondiale. La marge de provocation et de parti-pris de sa chaîne est donc beaucoup plus large qu'elle ne l'était pour les radios et chaînes du bloc capitaliste.

Mais au final, quelle que soit leur marge de manœuvre, l'objectif premier des médias transnationaux est atteint : « interdire un tête-à-tête avec le peuple ».³³⁹

1.3 Émancipation des opinions publiques

Mettre fin au monopole d'État de la parole, à un système hermétique et à la prise en otage d'individus isolés à la fois physiquement et intellectuellement, telle fut l'ambition (intéressée ou non) des médias transnationaux de l'Ouest dans le bloc de l'Est. Ces derniers, comme *Al Jazira* aujourd'hui, permirent à ceux dont la parole a été confisquée de reconquérir leur droit de donner et de recevoir l'information.

Dans les grandes lignes, les médias transnationaux ont en commun de pouvoir informer le citoyen avant l'heure officielle, laisser s'exprimer les censurés du système et enfin procéder à une circulation géographique des idées.

1.3.1 Se détacher de l'annonce officielle

Tant les radios et chaînes occidentales, jadis en Europe soviétique, qu'*Al Jazira* aujourd'hui dans le monde arabe, ont construit leur crédibilité sur la rapidité à communiquer.

³³⁹ Expression du socio-politologue français Raymond Aron

a) *Fossé temporel et événements mort-nés*

Tandis que les gouvernants respectifs retenaient à la source les informations jusqu'au moment opportun de les révéler, les médias extérieurs informèrent le citoyen au plus tôt selon leurs capacités. Par exemple, le journal du soir de la première chaîne nationale d'Allemagne de l'ouest (ARD) devait attendre la fin de la journée, le temps de transmettre les cassettes d'enregistrements. *Al Jazira*, quant à elle, bénéficie au XXI^{ème} siècle de l'avantage de pouvoir retransmettre les événements quasi en temps réel.

Pour de nombreux événements il y eut un fossé temporel de diffusion à combler. «La catastrophe de Tchernobyl fut diffusée deux jours plus tôt sur les ondes américaines [que sur les ondes nationales officielles]. » Le discours de Nikita Khrouchtchev du 25 février 1956 sur la déstalinisation fut retransmis en mars de la même année par les Américains et trente-trois ans plus tard, en 1989 par les Soviétiques.³⁴⁰ Du côté du monde arabe, l'annonce de l'immolation par le feu de Mohammed Bouazizi (qui déclencha les révolutions arabes) ne sera diffusée sur les chaînes officielles qu'une semaine après les faits. Par contre, les Tunisiens l'apprirent le jour-même par *Al Jazira*.

Ce sont tout autant d'événements étouffés que les médias occidentaux ont pu révéler avant l'heure aux publics du bloc de l'Est : le soulèvement de Berlin Est de 1953, la visite du Président Américain Richard Nixon à Varsovie en 1959, l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, le tremblement de terre en Roumanie en 1977, les grèves de Gdansk en Pologne en 1980, ville ayant de surcroît subi un blocus téléphonique à ce moment-là.

Un oublié des médias soviétiques, le pape Jean Paul II fut fortement médiatisé par les canaux extérieurs lors de sa première visite officielle en Pologne, son pays natal,

³⁴⁰ Charlotte Lepri, « De l'usage des médias... », *art.cit.* p117

le 2 juin 1979. Jean Paul II avait pris parti pour la fédération de syndicats *Solidarnosc*, prôné la liberté de culte et de conscience et montré son hostilité envers le communisme athée. La couverture médiatique de ce personnage aura été un catalyseur du changement, avec un an plus tard, les grèves de Gdansk.

b) Repère entre les rumeurs

Quand les événements se précipitèrent, de part et d'autres, les citoyens durent récolter et distinguer les vraies informations pour juger la situation et construire l'Histoire dans le bon sens. Quand en 1956, les insurgés hongrois étaient qualifiés par la radio officielle de « bandes de pillards contre-révolutionnaires », ³⁴¹ en 2011 le président Tunisien déchu Ben Ali parlait de terroristes cagoulés. ³⁴² L'accès aux sources d'information extérieures a donc clairement permis aux citoyens est-européens comme arabes de recouper les sources d'information et conserver ainsi un doute constructif.

Ce processus d'autonomisation intellectuelle leur permit de distinguer la propagande d'urgence d'un gouvernement en perte de contrôle et les faits réels. Dans un mélange confus de rumeurs déstabilisantes et d'enchaînements d'événements, les médias transnationaux libres eurent alors une « fonction de repère dans le tohu-bohu ». ³⁴³

Enfin, dans un contexte de non-transparence et de rétention à la source des nouvelles, les médias transnationaux durent s'appuyer sur un réseau humain informel.

³⁴¹ N.A., *La révolte de la Hongrie d'après les émissions des radios hongroises (octobre-novembre 1956)*, éditions Pierre Horay, 1957, p19 in Jacques Sémelin, *La liberté au bout des ondes...*, *op.cit.*, Partie 2, Chapitre 2, p3

³⁴² La Voix du Nord, « Tunisie : Ben Ali parle d'actes terroristes, les manifestants dénoncent la répression », *LaVoixduNord.fr*, 11 janvier 2011 [consulté le jour même] http://www.lavoixdunord.fr/France_Monde/actualite/Secteur_France_Monde/2011/01/11/article_tunisie-ben-ali-parle-d-actes-terroriste.shtml

³⁴³ Jacques Sémelin, *La liberté au bout des ondes...*, *op.cit.*, Partie 2, Chapitre 1, p32

Les citoyens de l'Est contribuèrent à ce système en envoyant des centaines de milliers de lettres, en laissant échapper des fuites, en bref en offrant des renseignements populaires.³⁴⁴ *Al Jazira* utilisa cette même technique de communication horizontale participative avec, par exemple, la sélection de vidéos de « journalistes-citoyens », les commentaires sur le site internet et les appels téléphoniques. Ceci permit au bas de la société de bénéficier d'une caisse de résonance démesurée.

1.3.2 Le média transnational comme multiplicateur d'audience

À l'Est, les médias étrangers offraient surtout une tribune aux opposants politiques, un moyen nettement plus large de communiquer que la presse clandestine (*samizdat*), le bouche-à-oreille ou les blagues populaires.³⁴⁵ Pour les militants, ce fut à la fois une échappatoire à leur quotidien répressif et un rappel de leur propre réalité.

a) Tribune des censurés

Les journalistes radiophoniques diffusaient les idées de l'opposition en lisant ses articles à des millions d'auditeurs, mais aussi des extraits de livres de réflexion politique introuvables.³⁴⁶ Cela créa une brèche dans l'éducation politique des peuples, rompant avec l'exclusivité du discours officiel, l'idéologie unique, l'abrutissement et l'indifférence aux affaires politiques.

De manière générale, les radios occidentales relayaient les appels à la grève sans toutefois devenir les porte-paroles des manifestants – évitant d'accentuer la Guerre

³⁴⁴ *Ibid*, livre électronique Partie I, Chapitre 2, p33

³⁴⁵ Andreï Kozovoï, « Eux et nous : la Guerre froide dans les histoires drôles soviétiques », *Cahiers du monde russe*, Éditions EHESS, 2007/1 – Vol. 48 pp137-152

³⁴⁶ Régis Gentré, « Des révolutions médiatiques », *Hérodote*, La Découverte, 2008/2, n°129 p43

froide à coups de provocations. La manière utilisée fut donc plutôt indirecte, en invitant des personnes qui donneront des consignes implicites aux auditeurs.³⁴⁷ Ceci permit aux organisateurs des manifestations de maximiser le nombre de participants aux événements.

Aussi, durant les manifestations, le fait de crier son nom aux journalistes présents avant d'être menotté par les policiers convertissait la presse en témoins dissuasifs, « car le moyen le plus efficace de lutter contre les arrestations, c'était justement d'informer [Radio] Free Europe. »³⁴⁸ Le fait de connaître cette technique de protection encourageait les plus réticents à poursuivre le combat.

b) D'observateur à prescripteur des révolutions

Le jeu médiatique finit par s'alimenter de lui-même quand les manifestants se rendent compte que télévisions et radios reviendront enregistrer chacune de leurs actions. La révolution se met alors en scène: symboles, slogans, pancartes, chants, drapeaux, couleurs.³⁴⁹ L'esthétisme, l'aspect télégénique de l'événement augmente l'engouement des téléspectateurs qui se transforment en manifestants.³⁵⁰

De plus, certains médias participaient à la dynamique du mouvement en passant de simple observateur à prescripteur. L'américaine RFE fut particulièrement accusée d'incitation à la révolte. Tandis qu'elle couvrait l'avancée, en 1956, des forces soviétiques à Budapest, elle permettait de guider les insurgés dans l'évolution des

³⁴⁷ Appel au rassemblement est-allemand d'Ernst Scharnowski sur RIAS le 17 juin 1953, mentionné par Jacques Sémelin, *La liberté au bout des ondes*, *op.cit.*, Partie 2, Chapitre 1, p 35 et 38

³⁴⁸ Jacques Sémelin, *La liberté au bout des ondes...*, *op.cit.*, Partie 3, Chapitre 1, p11

³⁴⁹ Thème développé dans le film documentaire *How to Start a Revolution* de Ruaridh Arrow (2008) sur Gene Sharp, politologue américain et auteur du manuel *De la dictature à la démocratie* (1993)

³⁵⁰ Annexe n°30 Images cultes de l'esthétisme révolutionnaire, p 305

événements.³⁵¹ La radio américaine finira par dépasser son rôle d'informateur pour passer à celui de prescripteur en encourageant les révolutionnaires, leur proposant des tactiques et leur donnant de faux espoirs.³⁵²

Le rapport du Comité spécial des Nations Unies pour la question de Hongrie de 1957 partage ces critiques contre RFE : « Il semblerait que certaines émissions de RFE aient contribué à créer l'impression que les Hongrois pouvaient peut-être compter sur un appui [de l'Occident]. »³⁵³ En amont de cette révolution hongroise, RFE avait été préalablement accusée de dénigrer le régime d'Imre Nagy, comme pour fomenter une insurrection.

Al Jazira fut accusée des mêmes torts par le gouvernement tunisien qui retira en 2006 son ambassadeur du Qatar suite à deux entrevues de l'opposant exilé Moncef Marzouki. Ce dernier avait « appelé à la résistance civile » en Tunisie, ce qui fit d'*Al Jazira* une prescriptrice indirecte de désobéissance.³⁵⁴

c) Vase communicant régional

Enfin, les médias transnationaux serviront de ponts, de chaînons entre des nations qui partagent la même expérience de peur et de rancœur. La *Radio In American Sector* (RIAS), radio américaine à Berlin-Ouest et « poison » de l'Allemagne de l'Est

³⁵¹ Jacques Sémelin, *La liberté au bout des ondes...*, op.cit., Partie II, Chapitre 2, p15/47

³⁵² Rapport *Policy Review of Voice for Free Hungary Programming, October 23-November 23, 1956* au Directeur Europe de RFE, Richard J. Condon: "In the wake of the Soviet suppression of the Hungarian revolution, Radio Free Europe (RFE) was widely accused of misleading the Hungarian people into believing that they could count on effective U.S. support in their opposition to the Soviets. (...) The broadcasts also appealed to the Hungarians to "continue to fight vigorously," and even gave specific tactical advice to the rebels." Document n°10, RFE Office of the Political Advisor, 5 décembre 1956, p1

³⁵³ Référence du rapport : A3592ONU, p21 in Jacques Sémelin, *La liberté au bout des ondes...*, op.cit. Partie 2, Chapitre 1, p40

³⁵⁴ NouvelObs / CPR Tunisie.org, « La Tunisie décide de fermer son ambassade à Doha », *Associated Press*, 25 octobre 2006 [consulté le 10 mai 2013] <http://www.cprtunisie.net/spip.php?article519>

communiste³⁵⁵ pratiquait en ce sens le *cross-reporting* (reportage croisé) : « Si par exemple la jeunesse hongroise obtient certaines libertés, RIAS le fait aussitôt savoir à la jeunesse est-allemande pour qu'elle obtienne les mêmes droits. »³⁵⁶

Par ce vase communicant entre les peuples, une prise de conscience collective peut s'opérer et la mobilisation de masse – nécessaire à une révolution – prend forme. Sans un média libre, les citoyens d'une zone auraient été mis au courant des grèves et mouvements des autres zones que plusieurs jours plus tard, voire jamais et les micro-événements n'auraient pu atteindre la masse critique pour dégénérer en révolution globale. *Al Jazira* suivit cette logique du vase communicant en traitant des « causes arabes communes », des amertumes et préoccupations partagées.

Ainsi, par cette mise en parallèle des situations de chaque pays, émerge « une opinion commune à l'ensemble des pays arabes dont le poids est renforcé » par les médias panarabes.³⁵⁷ Dans une société et région intentionnellement atomisées pour mieux régner, le combat devient alors collectif.

En définitive, « les médias occidentaux à l'Est auront permis de nourrir une opinion indépendante, maintenir une sphère de communication parallèle, ébranler la mythologie communiste, mais au risque de la remplacer par une mythologie de

³⁵⁵ Wilhelm Pieck, Président de la RDA de 1949 à 1960, *parlait de la radio en ces termes* : “RIAS is nothing more than poison! Time and time again, it undermines our efforts to direct the thinking of the people into correct political lines. It makes us look ridiculous!” (*RIAS n'est rien d'autre qu'un poison ! Maintes et maintes fois, elle sape nos efforts à guider la pensée des gens vers des lignes politiques correctes. Elle nous ridiculise.*)

Howard S. Pactor, “Unintended consequences: RIAS and the cold war”, University of Florida, non daté, <http://www.riasberlin.de/rias-hist/rius-hist-unintend.html>

³⁵⁶ Jacques Sémelin, *La liberté au bout des ondes...*, *op.cit.*, Partie I, Chapitre 1, p21

³⁵⁷ Mohammed El Oifi, «L'opinion publique arabe entre logiques étatiques et solidarités transnationales », *Raisons politiques*, Presses de Sciences Po, 2005/3, n°19, p47 et 50

marché. »³⁵⁸ Et en Orient, au profit de quel autre modèle le média qatari aura-t-il ébranlé l'idéologie paternaliste? Certains répondraient au profit de l'idéologie islamiste.

Cette interrogation fera l'objet du dernier chapitre de l'ouvrage dans lequel nous analyserons, à travers un cas d'actualité – l'enclenchement du « printemps arabe » en Tunisie – les conséquences sociopolitiques de la présence d'*Al Jazira* dans le paysage audiovisuel arabe.

³⁵⁸ Samuel P. Huntington, rapport n°8, in Gérard Soulier, *Du Watergate au Nouvel Ordre Mondial, Naissance de l'Information Universelle*, Université Picardie Jules Verne, 1992, p3

IV.2. *Al Jazeera Arabic*: cause et/ou moyen des révolutions arabes?

Premier Empereur de France, Napoléon Bonaparte le constatait dès son époque : trois journaux hostiles sont plus à craindre que cent mille baïonnettes. Deux siècles plus tard, ce n'est pas un journal qui se porte comme unique média classé dans la liste des cent personnalités mondiales les plus influentes du *Time Magazine* d'avril 2004 mais une chaîne satellitaire – *Al Jazira*.

Dans une rive sud-méditerranéenne en ébullition, il est pertinent de mesurer la capacité de subversion de la chaîne d'information préférée des Arabes sur l'évolution des événements sociopolitiques. En effet, comme le souligne le chercheur américain Bernard Berelson, ayant étudié le lien entre médias et monde politique, la problématique est complexe : « Certaines formes de communication, sur certaines sortes de sujets, portés à la connaissance de certaines personnes dans certaines sortes de conditions ont certaines sortes d'effets. »³⁵⁹

Quinze ans après la création de ce média arabe, nous nous demandons si son visionnage quotidien par les foyers arabes a des effets sur le moyen terme. Ce changement de genre dans les goûts du public, cette perturbation dans la routine dictatoriale ont-ils perturbé le cours de l'Histoire ?

Il s'agit de comprendre les inputs (entrants) et outputs (sortants) d'un média sur une audience donnée, de savoir si les téléspectateurs sont de simples récepteurs passifs

³⁵⁹ Auteur cité par Isabelle Veyrat-Masson, « Peut-on apprendre l'histoire à travers la télévision ? », in Jérôme Bourdon et François Jost (dir.), *Penser la télévision*, Actes du colloque de Cerisy, Paris, 1998, p.178, in Virginie Philippe, *Transition et télévision en Espagne, le rôle de la TVE en 1973-1978*, L'Harmattan, 2007, p17

ou au contraire si les flux de communication transforment leurs pensées et comportements et s'ils réagissent en retour.³⁶⁰

Nous étudierons premièrement l'influence de la chaîne avant la révolution en nous demandant : *Al Jazira* a-t-elle préparé un terrain propice à la contestation ? Puis, quand les événements se précipitèrent : la chaîne a-t-elle aidé à transformer des révoltes locales en révolution nationale puis régionale ? Enfin, sur son influence post-révolution : quelle rôle joue-t-elle dans la transition démocratique ? Le « printemps arabe » ayant débuté en Tunisie, nous nous concentrerons sur l'étude de ce cas initiateur et illustrerons nos arguments d'autres cas selon leur pertinence. L'Égypte, en second lieu, a son importance du fait qu'elle est symboliquement la « mère du monde arabe » ; et avec 83 millions d'habitants, elle est le plus peuplé des pays arabes.

2.1 Influences pré-révolution

L'arrivée de la chaîne *Al Jazira* a reconfiguré les goûts télévisuels des sociétés arabes.³⁶¹ Des films et séries à l'eau de rose égyptiens, mexicains et indiens, les téléspectateurs se sont peu à peu tournés vers les débats politiques télévisés, introuvables sur leurs chaînes nationales.

³⁶⁰ Tristan Mattelart, « Les théories de l'internationalisation de l'audiovisuel », synthèse du chapitre d'introduction théorique de *La mondialisation des médias contre la censure. Tiers monde et audiovisuel sans frontières*, Ina-De Boeck, 2002

³⁶¹ Armand Mattelart, *La communication-monde*, *op.cit.* p286-287

2.1.1 De l'hypo à l'hyper-information : sortie de l'inertie politique

a) Asepsie politique

Même sur les chaînes satellitaires précédant *Al Jazira* – comme celles du groupe saoudien MBC- le niveau 'intellectuel' restait bas : « ces chaînes s'appuient sur les formes les plus basses de distraction, soap opéras égyptiens, interminables films étrangers doublés, quiz et autres jeux, talkshows superficiels, variétés (...) Un peu comme si on voulait empêcher les Arabes de penser à la politique. »³⁶² Comment alors se construire une conscience politique quand toutes les données sont bloquées?

Au niveau de la presse écrite, les revues et journaux étrangers qui dérangent peuvent être interdits de distribution comme ce fut le cas au Maroc pour quatre revues et journaux français en 2011.³⁶³ L'importation de revues étrangères n'est d'ailleurs pas accessible financièrement à toutes les couches sociales.

Parmi les journaux télévisés dits sérieux et transmissibles, il restait ceux des chaînes occidentales avoisinantes, par exemple les française et italienne France 2 et Rai 1 pour la Tunisie. Cependant le gouvernement tunisien s'assura de ne pas retransmettre leurs journaux télévisés dans son pays. Dans ce paysage médiatique bouclé, « nous captions les chaînes italiennes et autres grâce à des couscoussières sur le toit et apprenions l'italien pour nous détacher du monopole des chaînes publiques» se rappelle Chérif Ferjani, chercheur à l'Institut de recherche sur le Maghreb Contemporain à Tunis.³⁶⁴ La météo s'avérait également fautive sur les chaînes publiques.

³⁶² David Hirst, « Cette télévision qui dérange », *Comprendre le réveil arabe*, Manière de voir n°117, p94

³⁶³ Le Figaro, Courrier International, Le Nouvel Observateur et L'Express, « L'Express censuré au Maroc », www.bladi.net, 23 Décembre 2011, [consulté le 27 septembre 2012] <http://www.bladi.net/express-censure-maroc.html>

³⁶⁴ Entretien avec Chérif Ferjani, Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain, Tunis, Juillet 2012

La radio, elle, gardait l'avantage d'une couverture territoriale large et –au vu du faible coût de l'appareil - d'être une technologie de l'information vulgarisée aux couches les plus basses. L'actualité ne sera plus réservée aux élites des grandes villes. Le premier gros engouement fut pour *Sawt al Arab* (la Voix des Arabes), radio d'État égyptienne créée en 1953. Ses points forts étaient le panarabisme du dirigeant Nasser, l'anti-impérialiste et l'anticolonialisme. Mais la réputation de la radio s'effondrera en 1967, lors de la guerre des six jours, quand elle reporta les fausses victoires des armées égyptiennes, syriennes et jordaniennes contre l'ennemi commun et réel vainqueur israélien.

Depuis, le monde arabe se méfiera des chaînes et radios d'État. Le Proche et Moyen Orient pouvaient et peuvent néanmoins écouter la *BBC Arabic* depuis 1938 jusqu'à ce que le groupe anglais y ajoute une chaîne satellitaire arabophone en 2008. La française Radio Monte Carlo *Doualya* en langue arabe couvre depuis Chypre le Mashrek (Proche-Orient) depuis 1972 et le Maghreb bien plus tard en 1999. Quand à Internet, l'exaspération des dirigeants face aux sites web critiques a mené, outre à la censure automatique des pages hostiles, à la prison ferme pour des blogueurs et journalistes web.

Et malgré tous les obstacles, dans des pays de taille réduite, l'information continue à circuler par les rumeurs et blagues populaires. Cette diffusion par tous les moyens est plus lente et incertaine mais presque tout se sait plus ou moins un jour ou l'autre.

C'est dans une telle situation régionale sclérosée que la chaîne satellitaire *Al Jazira* a permis le boom de l'information dans le monde arabe. D'une situation de nouvelles délivrées au compte-goutte, les foyers sont passés à une *over-information*. La

chaîne et ses émissions en direct ont gagné leurs audiences par le fond comme par la forme : une information crédible et professionnelle illustrée par un format graphique vivant. Mais quelle en est la conséquence sociopolitique?

b) Output (produit) des stimuli d'information

« Bien informés, les hommes sont des citoyens ; mal informés ils deviennent des sujets. »³⁶⁵ De l'attentisme, inertie politique, les peuples arabes se sont retrouvés face à une plateforme de débats illimités. Les tabous se déliant, comment sont censés réagir ces individus qui reçoivent soudainement des stimuli constants d'informations ? L'explosion de l'information a-t-elle été porteuse de changement ? Nous en venons au but ultime de cette thèse qui est de savoir si un média transnational peut façonner jour après jour une société et un citoyen nouveaux.

Voir retransmise sur les écrans sa frustration sociale, voir celle de ses voisins, entendre ceux qui ont fui son pays et ceux qui ont payé le prix d'y être restés apporte pour certains anxiété et malaise. Le calme dictatorial est perturbé, la tranquillité sous écoute est rompue. *Al Jazira* repolitise une population autrefois mise sous somnifère et vivant dans un régime de terreur.

Certains la perçoivent comme faisant du journalisme de crise, c'est-à-dire un journalisme perturbateur, qui attise la crainte et casse le statu quo social. Les individus se sentent menacés par ces rappels des violations quotidiennes du régime. Cette critique rappelle une liste du rapport Mac Bride sur les diverses réactions psychologiques aux médias. Ces réactions peuvent être constatées sur les citoyens du monde arabe au pic de

³⁶⁵ Citation du sociologue et économiste Alfred Sauvy, www.evene.fr

leur exaspération début 2011.³⁶⁶ En effet, comme le disent les citoyens tunisiens : tout le peuple n'a pas fait la révolution, il y en avait beaucoup plus derrière la télévision, à regarder ceux qui faisaient l'Histoire. Ce qui veut dire que les réactions sont hétérogènes.

Ainsi, premièrement, face à l'hyper-information, la majorité silencieuse a adopté un repli sur soi et sur son cocon familial. C'est une manière de rejeter les problèmes extérieurs, de se retrancher d'un environnement hostile. Ces gens-là cherchaient par le silence à conserver les acquis et ne pas aggraver leur situation. Ce repli se base sur le sentiment d'impuissance totale, le *qahr* en arabe.³⁶⁷

La deuxième réaction, à l'inverse, naît de l'accumulation d'irritabilité, confusion mentale, frustration, humiliation. Cette réaction peut résulter impulsive, désorientée voire irraisonnée (immigration clandestine dans des embarcations de fortune, immolation par le feu).

Enfin, entre ces deux extrêmes, il y a ceux dont la passivité secouée a produit une « force sociale active », un désir d'initiative et de participation lançant une vie politique parallèle.³⁶⁸ Le schéma idéal serait que l'information amène à la réflexion et la réflexion à l'action.

³⁶⁶ Rapport Mc Bride, *doc.cit.*p 200 et 248-249

³⁶⁷ Mot souvent répété par les citoyens tunisiens. Enquête de terrain, questionnaire sur le « Rôle pré, in et post-révolution de la chaîne *Al Jazira* en Tunisie », été 2012.

³⁶⁸ Rapport Mac Bride, *doc.cit.*p248

2.1.2 Locomotive de réformes : vers une télécratie ?

« Al-Jazeera est le leader arabe » affirmait Robert Malley ex-conseiller du Président Américain William Clinton et directeur de programme à l' *International Crisis Group*.³⁶⁹ Par cette phrase, il illustre le rôle de moteur social que peut jouer cette chaîne influente. Au point de parler d'une télécratie, avec le média comme tuteur démocratique et catalyseur de réformes ?

Certes la chaîne a été une locomotive d'idées démocrates, d'abord dans le milieu journalistique, où elle a rompu avec les normes propagandistes du journalisme d'État. Mais a-t-elle permis des réformes sociales concrètes, un desserrement de l'étau répressif des régimes ?

a) Obstacles à l'élan réformiste

Tout d'abord, ce n'est que dix ans après la création de la chaîne, soit en 2006 qu'un réel intérêt fut porté à la Tunisie, avec la création du programme spécial Maghreb *Al Hassad Al Magharibi* (« La Récolte Maghrébine »). En 2008, les révoltes du bassin minier de Gafsa n'étaient pas accessibles, la répression étant trop forte pour qu'*Al Jazira* puisse profiter de fuites. Le développement des technologies de l'information (téléphonie mobile, connexion internet des foyers, réseaux sociaux) permettra définitivement de rompre le black-out médiatique du régime et de relayer l'information aux médias de masse plus impactant.

Il est important de rappeler les conditions de travail du directeur d'*Al Jazira* en Tunisie. Agent de liaison de la chaîne depuis huit ans, Lotfi Hajji a dirigé le premier

³⁶⁹ Original en anglais : 'Al-Jazeera is the Arab leader', cité par Marwan Bishara, analyste politique senior d'Al Jazeera English, invité sur le programme "Palestine Papers" de l'émission américaine *Democracy Now!*, 17 Février 2011

syndicat de journalistes tunisiens. Il a vu son bureau de liaison fermer et les accréditations de son équipe être refusées par le gouvernement tunisien. Il a été forcé par la police tunisienne de signer une déclaration attestant qu'il ne fournira aucune information à la chaîne qatarie, ce qu'il refusa.

Étant membre du bureau directeur de la ligue tunisienne des droits de l'homme, sa collecte d'information repose sur un réseau de « correspondants bénévoles », avocats, défenseurs des libertés fondamentales etc. qui lui transmettent des vidéos, des contacts et des nouvelles de leurs régions respectives et qui vérifient la véracité du matériel fourni. Les personnes interviewées étaient par la suite quasi systématiquement ennuyées par la police.³⁷⁰

b) Rien ne se crée, tout se transforme

Malgré les obstacles à son travail, Lotfi Hajji dénote un effet social de la chaîne : la transmission de l'audace. *Al Jazira* a poussé au changement des mentalités, à un courage contagieux, sorte d'effet psychologique où, en voyant des personnes oser parler, un pourcentage de leur courage est inoculé.³⁷¹

Avant la révolution, la chaîne a également eu un rôle dissuasif. Mohammed Abbou, Secrétaire général du CPR, parti du président de la République Tunisienne, remarque que la présence de ce témoin dérangeant crée une pression par les ondes et aurait permis de réduire les agressions physiques d'un régime se sentant observé.³⁷²

³⁷⁰ Entretien avec Lotfi Hajji, Directeur d'Al Jazira Tunisie, bureaux d'Al Jazira Tunis, Août 2012

³⁷¹ Entretien avec Lotfi Hajji, Directeur d'Al Jazira Tunisie, bureaux d'Al Jazira Tunis, Août 2012

³⁷² Entretien avec Mohammed Abbou, Secrétaire Général du parti CPR, siège du parti, Tunis, Août 2012

Aussi le « pluralisme tombé du ciel »³⁷³ a permis de se ré-intéresser à la chose politique. Mais l'exercice démocratique ne reste que théorie si le régime ne se détend pas dans les faits. Le citoyen n'aura alors fait qu'admirer un substitut, simulacre de vie politique.³⁷⁴

En dernier lieu, certes la chaîne qatarie joue un rôle social positif dans les régimes répressifs, mais pas au point de parler de télécratie, de tutelle démocratique ou de locomotive. En ce sens, Amna Guellali, directrice de l'organisation *Human Rights Watch* Tunisie-Algérie rappelle qu'*Al Jazira* ne fait qu'accompagner un mouvement inhérent, endogène.³⁷⁵ Fred Halliday, professeur de Politique internationale à la London School of Economics confirme ces propos : « partout, les médias reflètent les valeurs et les priorités de la société plutôt qu'ils ne les créent. Les chaînes satellitaires arabes, *Al Jazira* y compris, ne font pas exception».³⁷⁶

Car la société civile n'a pas attendu la naissance d'*Al Jazira* pour militer, cette dernière ne fait que retransmettre ce qui existe déjà. Le pouvoir réel du média serait en définitive de produire une sorte de réaction chimique entre des éléments déjà présents et d'arriver à un changement : rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme.

c) *Méfiance quant aux ambitions démocrates*

Cependant sur le rôle démocratisant d'*Al Jazira*, certains restent sceptiques. Cet angélisme du bienfaiteur qatari est dénoncé par les détracteurs qui recherchent les intentions réelles de l'émirat dans le monde arabe.

³⁷³ Jalel Askri in Nozha Smati, « La configuration audiovisuelle tunisienne... », *art.cit.*

³⁷⁴ Vincent Geisser, «Le président Ben Ali en campagne contre les 'médias sataniques', *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Vol 38, CNRS, 1999, p385 in Nozha Smati, *ibid*

³⁷⁵ Entretien avec Amna Guellali, directrice de Human Rights Watch Tunisie-Algérie, Tunis, Août 2012

³⁷⁶ Fred Halliday, *Cent idées reçues sur le Moyen-Orient*, Demopolis, 2008, p240

Pour eux, cela reste un pur investissement politique. Il y a forcément la perspective d'un retour sur investissement. Ils ne conçoivent pas qu'un autocrate investisse de grands montants dans des technologies de communication pour la simple satisfaction de voir ses voisins arabes s'exprimer librement. Surtout que les employés eux-mêmes d'*Al Jazira* n'ont pas le droit de se syndiquer.³⁷⁷

Les détracteurs du Qatar dénoncent également la manipulation d'un packaging visuel attrayant à des fins de manipulation politique, de formatage de l'opinion publique.³⁷⁸ L'information serait présentée sur un ton dramatique, pas serein.³⁷⁹ Et justement cette éducation de masse est dangereuse car elle se fait de manière indiscriminée.

En effet, la masse en question est hétérogène et chaque groupe d'individu ne dispose pas des mêmes capacités à déchiffrer les nouvelles, en douter, avoir un esprit critique. « Les intellectuels ont les clés pour décoder les organes de presse. Mais attention aux moins éduqués : pour le spectateur de base peu éduqué, Al Jazira devient parole d'évangile » prévient une diplomate tunisienne.³⁸⁰ La journaliste tunisienne Zeyneb Dridi considère que « les Tunisiens ont fini par apprendre à identifier la propagande, jusqu'à en être immunisés » ;³⁸¹ mais ils font à présent face à des techniques d'influence plus subtiles que la propagande grossière des régimes autoritaires.

³⁷⁷ Rana Sabbagh, directrice de l'Arab Reporters for Investigative Journalism, collaboratrice de l'UNESCO pour les formations dans le monde arabe. Conférence « Renewal of the Arab world » UNESCO, Paris, Juin 2011

³⁷⁸ Questionnaire sur le « Rôle pré, in et post-révolution de la chaîne Al Jazira en Tunisie ». Enquête terrain auprès des partis politiques, journalistes et citoyens tunisiens, Août 2012.

³⁷⁹ Entrevues avec des diplomates tunisiens à l'UNESCO (anonymes par devoir de réserve), Paris, Mai 2011

³⁸⁰ Entrevues avec une diplomate tunisienne à l'UNESCO (anonyme par devoir de réserve), Paris, Mai 2011

³⁸¹ Zeyneb Dridi, « Média Scan : Les Tunisiens ne font toujours pas confiance aux médias locaux », *Businessnews.com.tn*, 27 février 2011

Enfin les révolutions de 2011 mettront le Qatar et *Al Jazeera* face à leurs propres contradictions : ils seront un soutien pour certaines révolutions mais pas pour d'autres. Alors qu'*Al Jazeera English* recevait le *George Polk Award* pour son documentaire *Shooting in the Dark* sur les soulèvements au Bahreïn,³⁸² *Al Jazeera Arabic* est encore aujourd'hui accusée de minimiser, d'étouffer médiatiquement les événements au Bahreïn. Serait-ce au nom de la coopération entre les monarchies du Golfe ou par crainte d'une contagion en terres qataries ? Et à l'inverse, en Syrie, *Al Jazeera* donnerait le blanc sein aux insurgés, en ne montrant pas les horreurs qu'ils commettent sur la population, et de promouvoir l'interventionnisme de sauveurs ultimes turcs et américains.³⁸³

Finalement, sur ses intentions démocrates, la chaîne ne parle pas non plus de son pays hôte, le Qatar dont le Code de la presse interdit de critiquer l'Émir.³⁸⁴ Nous ne saurons pas non plus que la fille et le beau-fils du Président Ben Ali se réfugieront à Doha avant de se voir accorder l'asile politique aux Seychelles quelques années plus tard. D'ailleurs, un paradoxe existe dans le fait qu'un poète qatari a été condamné à la prison à vie, finalement réduite à quinze ans d'enfermement pour avoir dit dans un poème titré « le jasmin tunisien » : « Nous sommes tous la Tunisie, confrontés à des cliques répressives ».³⁸⁵ Le paradoxe du Qatar est qu'il criminalise de plus en plus fortement la critique dans son pays mais qu'il a ouvert la voie de la liberté d'expression

³⁸² Aljazeera English, "Al Jazeera's Bahrain documentary wins award", *www.aljazeera.com*, 21 Février 2012

³⁸³ Entretien avec Ayoub Ben Hassen, secrétaire administratif du parti CPR, Tunis, Août 2012

³⁸⁴ The Law of Print and Publication of 1979: "1. The media cannot and should not undermine or criticize the emir in any way; 2. The media are prohibited from publishing anything that could undermine the 'established order' or endanger the current political regime, 3. The state has the right to impose censorship on the media to ensure restrictions 1 and 2." in Adel Iskander et Mohammed El-Nawaway, *Al-Jazeera: The Story Of The Network That Is Rattling Governments And Redefining Modern Journalism*, Basic Books, 2003, p87

³⁸⁵ « Un projet de loi sur la presse au Qatar criminalise la critique des dirigeants », *IFEX*, 30 octobre 2012, [consulté le même jour], http://www.ifex.org/qatar/2012/10/30/draft_media_poet/fr/

dans les autres pays arabes. *Al Jazira* a en effet très certainement fait basculer l'Histoire dans un sens.

2.2 Contributions in-révolution

Al Jazira a alimenté le mouvement citoyen tunisien en entretenant une dynamique de rue. Sa présence contribua également à ce que, d'une révolte, éclore une révolution.

2.2.1 Moteur de la frénésie du moment

a) Réinjection des données sur grands écrans

L'événement déclencheur des révolutions arabes a été l'immolation par le feu du chômeur Tunisien Mohamed Bouazizi, le 17 décembre 2010. Au contraire des émeutes de Gafsa de 2008, cet acte fonctionna médiatiquement et eut un écho national puis régional. Le schéma de cette médiatisation poussée a été le suivant : les citoyens ont filmé les événements avec leurs téléphones portables ; ils ont posté les vidéos sur Facebook (Youtube était interdit en Tunisie depuis la fusillade dite de Soliman en 2007); puis les vidéos amateurs partagées sur le web participatif ont réellement bénéficié d'une diffusion massive en passant du support internet à la télévision via *Al Jazira*.

Effet boule de neige : plus la chaîne satellitaire montrait des manifestants se faire battre, plus les téléspectateurs s'agitaient, s'irritaient.³⁸⁶ La chaîne se retrouva alors érigée en organe de presse des révolutionnaires où chaque citoyen pouvait témoigner, tels des envoyés spéciaux. Au point que le gouvernement tunisien puis égyptien

³⁸⁶ « Wa nziddou nhijou », (On s'agite encore plus). Propos de Mondher Zouiouech, Directeur du Bureau de communication du parti politique Ettakatol, entretien à Tunis, Août 2012

dénonça un supposé agenda politique d'*Al Jazira* dans la région.³⁸⁷ Le gouvernement tunisien refusa d'abord de s'exprimer, l'Agence tunisienne de communication extérieure ne voulant pas proposer de représentants à interviewer.³⁸⁸ Mais se rendant compte qu'ils n'avaient pas le contrôle d'une situation de plus en plus dégradée, les gouvernements acceptèrent d'envoyer des porte-paroles sur l'antenne d'*Al Jazira*.

Finalement, comme le prédisait, il y a plus de trente ans, Mochtar Lubis de la Commission Mac Bride :

« Une maladie du système de communication distordra la perception de la réalité des gouvernements (...) Le gouvernement devra s'appuyer de plus en plus sur son propre système d'information pour savoir ce qui se passe dans la société et parmi ses membres et finalement il deviendra prisonnier de son propre appareil.»³⁸⁹

Ce scénario se développa en Tunisie quand, à la révolution, le système d'information étatique disjoncta et que le Ministère de l'Intérieur ne put distinguer les rumeurs des vraies informations : combien de manifestants étaient-ils dans les rues, ont-ils pénétré les ministères stratégiques, le clan du président a-t-il déjà fui le pays ?

Al Jazira aura été la première chaîne à relayer le jour-même l'information de l'immolation de Mohamed Bouazizi et le rassemblement qui suivit à Sidi Bouzid.³⁹⁰ Le seul journal télévisé national aura quant à lui délibérément relaté la tentative de suicide

³⁸⁷ À ce sujet, le documentaire *The agenda and I* de l'Égyptienne Naveen Shalaby traite de ces rumeurs gouvernementales et des médias nationaux d'un complot, agenda de puissances étrangères contre la stabilité de l'Égypte.

³⁸⁸ Entretien avec Lotfi Hajji, directeur d'*Al Jazira* Tunisie, bureaux d'*Al Jazira* Tunis, Août 2012

³⁸⁹ *Culture et Communications*, document n°76 de la Commission Mac Bride (CIC), Rapport Mac bride, *op.cit.*, p 187

³⁹⁰ Riadh Ferjani, « Dossier Monde arabe : les révolutions 2.0 n'ont pas eu lieu, 3- De l'ivresse éditoriale : la révolution tunisienne racontée par *Al Jazira* », *www.revue-media.com*, Médiamorphose n°30, Automne 2011, <http://www.revue-medias.com/de-l-ivresse-editoriale-la,774.html>

qu'une semaine plus tard, tel un fait divers.³⁹¹ Et les journalistes indépendants de sites web et radios seront placés en résidence surveillée pour avoir fait circuler l'information avant l'heure.³⁹² Jusqu'au déclenchement de la révolution égyptienne, le 25 janvier 2011, *Al Jazira* jettera le projecteur sur les mouvements sociaux en Tunisie. Au point d'y voir quelque effet subversif sur l'évolution des événements?

b) Transmission de l'empathie

« Avec le pouls du peuple », ses palpitations, ses battements de cœur, tel est le slogan d'*Al Jazira* au plus fort de la révolution.³⁹³ Suivre le pouls de la rue, c'est à la fois sentir ses émotions, ses peurs et ses aspirations. Le pouvoir évocateur de l'image retransmet l'aspect affectif des événements. Et la retransmission quasi simultanée des événements confirme cette immersion, l'omniprésence de la chaîne dans le pays qu'elle couvre. Brian Mc Nair décrit cette frénésie potentielle qui peut alimenter des événements imprévus : « les événements arrivent, sont couverts, et cette couverture peut affecter ces événements en retour altérant leur déroulement. »³⁹⁴

Cette manipulation par la sur-médiatisation a souvent été reprochée par les dirigeants du monde arabe. Bashar Al Assad accusait la chaîne qatarie de grossir les foules libanaises anti-hégémon syrien par des plans rapprochés. Mais de manière générale, ce n'est pas le nombre de manifestants en lui-même qui est grossi mais les

³⁹¹ <http://www.telerama.fr/monde/au-jt-tunisien-la-propagande-fait-de-la-resistance,69135.php>

³⁹² Sami Naïr, *La lección tunecina*, Galaxia Gutenberg, 2011, p27 Sami Naïr, professeur français en Sciences politiques, a suivi en Tunisie la propagation du mouvement citoyen depuis son déclenchement jusqu'à son dénouement.

³⁹³ *Mâa nabh eshaâb*, slogan répété par Al Jazira durant la révolution et rapporté par Lotfi Hajji, directeur d'Al Jazira Tunisie, entretien d'Août 2012, Tunis

³⁹⁴ Brian Mc Nair, *Cultural Chaos, News and Power in a Globalized World*, p50 in Mohammed Zayani, *The Al Jazeera Phenomenon: Critical Perspectives on New Arab Media*, Paradigm Publishers, 2005, p100-101

images passées en boucle qui amplifient l'importance de l'événement. L'histoire des francs-tireurs étrangers sur les toits de Tunis a particulièrement contribué à faire entrer les citoyens dans la panique. Mais France 24 comme I Télé (chaines françaises d'information) étaient elles aussi « professionnellement excitées par cette révolution historique ». ³⁹⁵

La chaîne satellitaire aurait donc aidé à écrire les événements en temps réel. Clé de l'effet domino, elle a stimulé la mobilisation générale en affichant dans les téléviseurs des images de manifestants battus et criant au changement. Le fait de voir sombrer le régime égyptien, pérenne depuis quasiment trente ans et soutenu par l'armée, relança la dynamique d'espoir et de détermination. Si Hosni Moubarak a pu chuter, tout est envisageable dans les autres pays. *Al Jazira* a donc transmis l'empathie, la solidarité et le sentiment d'identification à l'échelle nationale, régionale puis internationale (les indignés de Madrid, New York...). La chaîne a contribué à ces soulèvements en montrant en direct aux peuples voisins et du monde que les révolutions démocratiques pouvaient exister et réussir.

2.2.2 *Le chaînon manquant ?*

« L'opinion tacite devient une force sociale quand un grand nombre d'individus, qui partagent le même point de vue, se rendent compte de leur communauté de vision et entreprennent de promouvoir leurs intérêts. » ³⁹⁶ La commission Mac Bride décrivait par cette phrase la force du nombre dans la société. S'ils manifestent par à-coup, les citoyens de régimes répressifs seront automatiquement malmenés. Mais s'ils

³⁹⁵ Entretien avec Khadija Costa, employée au parti politique tunisien Al Jumhuri, siège du parti, Tunis, Août 2012

³⁹⁶ Rapport Mc Bride, *doc.cit*, p244

manifestent tous en même temps, le ratio de manifestant par policier s'inverse au profit des citoyens.

a) Feu vert général

« Tout le monde en avait jusqu'au cou et n'attendait que le feu vert général » nous confie Aziz, étudiant tunisois. Chaque couche sociale avait en effet quelque chose à reprocher au régime, pas seulement les déshérités des régions oubliées et la classe moyenne affaiblie par la crise. Les classes supérieures subissaient les contrôles fiscaux punitifs, la hausse de la corruption, l'immixtion du clan présidentiel dans tout projet commercial. Le système étouffait par lui-même.

La crise économique mondiale depuis 2008 a également annoncé la fin d'un contrat social entre le régime et la forte classe moyenne. L'idée que le développement primait sur la démocratie s'est ébranlée. La hausse des prix des denrées primaires et l'inflation salariale ont entraîné une plus grande précarité de la classe moyenne. Mise en danger, cette dernière n'avait plus de raison de soutenir le régime et se rallia à ceux dont la vie quotidienne était déjà rude. Le combat devint alors transversal en englobant les couches sociales. Donc c'est aussi et surtout une révolution des ventres.

Al Jazira était le média commun de ces couches sociales, où chacun pouvait écouter l'exaspération de l'autre et sa quête de dignité. Nous pouvons dire qu'elle a lancé un feu vert national en montrant à tous les régions se soulever une à une. Et le petit écran a d'ailleurs le mérite d'être la « seule activité partagée par toutes les classes sociales et toutes les classes d'âge, faisant ainsi le lien entre tous les milieux ». ³⁹⁷

³⁹⁷ Dominique Wolton, *Penser la communication*, Flammarion, 1997, p.97 in Virginie Philippe, *Transition et télévision en Espagne, le rôle de la TVE en 1973-1978*, L'Harmattan, 2007, p.17

En aidant à atteindre ce « seuil critique » de manifestants, *Al Jazira* participa à rendre le mouvement représentatif de la population, voire « légitime ». Mais entre la révolte tunisienne de Gafsa de 2008 et celle de 2011 -qui finit en révolution- il y eu plusieurs autres chainons manquants et pas uniquement ce média de masse pour unir les différents groupes sociaux et régionaux.

b) Autres acteurs clés de la révolution

D'abord, la différence notoire entre 2008 et 2011 fut la prise de position de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT). En 2008, la Direction de la Centrale syndicale était hétérogène, composée de membres à tendances politiques différentes. Les unions régionales du Nord étaient donc en désaccord avec celles de Rédaïef et Gafsa (Sud) qui, elles, manifestaient. Mais en 2011, le soutien des unions régionales à celles des régions défavorisées fera tache d'huile- Le syndicat national pourra encadrer les agissements et fera basculer la révolte locale en révolution nationale.³⁹⁸

Ensuite, le point d'influence le plus commenté a été l'impact du boom du téléphone portable et des réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter. En effet, le premier chainon entre manifestants et téléspectateurs reste le téléphone portable qui enregistre l'événement. Sur plus de dix millions de Tunisiens, neuf millions ont un téléphone mobile. Autre chainon d'une révolution, le corps des avocats se mobilisera fortement que ce soit dans les rues des grandes villes ou en se déplaçant dans le centre du pays pour soutenir les défavorisés.³⁹⁹ Enfin, dernier élément clé mais non le moindre, l'armée refusa de tirer sur le peuple et entoura les manifestants pour les protéger des policiers, offrant une issue à la répression.

³⁹⁸ Entretien avec un administrateur du Parti des Travailleurs Tunisiens, siège du parti, Tunis, Août 2012

³⁹⁹ Entretien avec Maître Nabil Labassi, avocat membre du cabinet de Noureddine Bhiri, Ministre de la Justice Tunisienne, Tunis, Août 2012

L'UNESCO résumera les grands facteurs du « printemps arabe » : une convergence entre médias sociaux, téléphonie mobile, télévision satellitaire et désir profond de changement social, économique et politique.⁴⁰⁰ Mais « n'oublions pas toutefois l'influence à terme d'un acteur silencieux et pour tout dire imprévisible(...) l'influence invisible du temps »⁴⁰¹. C'est avec le temps que fermentent les choses.

2.3 *Apports post-révolution*

Le président en fuite, *Al Jazira* perd sa vocation première de contre-media rebelle. Elle doit prouver sa valeur ajoutée de media extérieur dans un nouveau contexte de transition démocratique indéterminée et instable.

2.3.1 *De l'utilité d'un média externe*

a) *Modèle d'inspiration*

Le paysage audiovisuel tunisien peut desserrer son ancien étau et ses inhibitions. Il se diversifie et les habitants peuvent enfin se parler à eux-mêmes, dans leur dialecte et depuis leur propre pays. « Grande sœur », première expérience de média arabe non censuré, *Al Jazira* pourrait être dans l'imaginaire de tous, le modèle à suivre. Par préférence nationale des téléspectateurs, elle souffre tout de même d'une baisse

⁴⁰⁰ Texte original: « Tunisia demonstrated the transformative power that can be brought forth by the convergence of social media, mobile connections, satellite TV and an earnest desire to fundamentally change socio-economic-political situation. » in "New Voices: Media Freedom Helping to transform societies", *UNESCO Concept Paper*, World Press Freedom Day 2012, 3-5 Mai 2012, Tunis

⁴⁰¹ Jacques Sémelin, *La liberté au bout des ondes...*, *op.cit*, Troisième partie, chapitre 2. P45/61

d'intérêt. En janvier 2012 elle compte 950 000 téléspectateurs tunisiens contre finalement 200 000 en décembre 2012.⁴⁰²

Mais avec ses centaines de bureaux et correspondants régionaux, *Al Jazira* garde une avance sur l'actualité internationale. Elle continuera à être regardée pour le suivi des crises voisines : révolution syrienne, conflit israélo-palestinien etc. Jusqu'à ce que la tendance des chaînes d'information internationale se poursuive avec notamment l'ambition tunisienne de se détacher d'*Al Jazira* avec le lancement d'Al Horra News en mars 2013.

Puisque les chaînes nationales prennent le relais pour l'actualité locale, *Al Jazira* cherche à se réinventer en développant de nouveaux concepts d'émissions. Elle sait par exemple que divertissement et politique se mêlent bien en Tunisie. Elle crée donc à cet effet l'émission *Fitr Es-siyassi* (Rupture de jeûne politique) où, chaque soir de Ramadhan, un politicien prépare un repas chez lui.

La chaîne maintient enfin un capital de sympathie. Les anciens opposants, à présent au gouvernement ou à l'Assemblée, se rappellent du soutien de la chaîne pendant leur exil. Ils gardent une reconnaissance et le réflexe de s'adresser en premier sur cette antenne.⁴⁰³

La chaîne satellitaire conserve une utilité car les pays en transition n'ont pas forcément et aussi rapidement rompu avec les pratiques du passé en termes de liberté de la presse.

⁴⁰² Lakome.com, « Al-Jazira recule dans les pays du "printemps arabe" », *Courrier International.com*, 4 mars 2013 [consulté le 15 mai 2013] <http://www.courrierinternational.com/article/2013/03/04/al-jazira-recule-dans-les-pays-du-printemps-arabe>

⁴⁰³ Entretien avec Mokhtar Chamekh, Conseiller économique à la Présidence de la République tunisienne, siège du parti CPR, Tunis, Août 2012

b) Garde-fou des réflexes du passé

L'IFEX, réseau des groupes pour la liberté d'expression, observe et dénonce les reculs de la Tunisie post-Ben Ali :

« Le recours croissant par la police et les groupes ultraconservateurs à la violence et aux menaces contre les journalistes, les artistes et les écrivains, ainsi que l'incapacité du gouvernement à mettre un terme à l'impunité, (...) la quatrième fois que le gouvernement désigne unilatéralement et sans consultation des directeurs de médias publics ».

À cela s'ajoutent les mesures d'intimidation et suspensions de journalistes et les passages à tabac par la police et par des groupes salafistes.⁴⁰⁴

En Egypte, le terme de « demi-révolution »⁴⁰⁵ décrit pertinemment cette période d'appréhension du peuple. Le Conseil suprême des forces armées (CSFA) prit le relai du président Moubarak déchu et les crimes de ce Conseil restent encore impunis. L'impression d'une révolution confisquée se confirme au vu du bilan accablant de l'organisation « Reporters Sans Frontières » :

« Le CSFA a non seulement perpétué les méthodes d'Hosni Moubarak pour contrôler l'information, mais les a renforcées. Les procès de civils devant des juridictions militaires sont la norme. Les arrestations et condamnations pour "trouble à l'ordre public", "diffamation", ou "propagation de fausses informations" se sont multipliées, servant de prétexte à la censure d'articles sur des sujets sensibles comme la pauvreté, le droit des femmes, et plus souvent l'armée. Plusieurs médias ont été attaqués et empêchés de diffuser les images des violences perpétrées les 9 et 10 octobre 2011 dans le quartier de Maspero au Caire.»⁴⁰⁶

Et quand le CSFA passa le pouvoir au nouveau Président islamiste, Mohammed Morsi, le 30 juin 2012, l'épuration journalistique reprit. Les directeurs de la presse

⁴⁰⁴ Groupe d'Observation de la Tunisie de l'IFEX, « Les vieilles pratiques répressives reviennent dans la nouvelle Tunisie et menacent la liberté d'expression, dit le TMG de l'IFEX », *www.ifex.org*, 29 Août 2012

⁴⁰⁵ Titre du documentaire « ½ Revoluton » de Karim El Hakim et Omar Shargawi, 2012

⁴⁰⁶ RSF/IFEX, « Alors que la situation de la liberté d'expression se détériore, RSF appelle la communauté internationale à réagir », *IFEX.org*, 18 Novembre 2011, consulté le 19 Octobre 2012

publique furent nommés par un Sénat majoritairement islamiste (Frères musulmans). Une chaîne privée et un quotidien indépendant furent temporairement fermés pour respectivement « menaces » et « outrage » contre le Président. Et des présentatrices de la télévision d'État ont du se confronter à un Conseil de discipline pour avoir critiqué le régime.⁴⁰⁷

Ainsi, au début de la transition démocratique, face au verrouillage militaire des actualités, *Al Jazira* a de nouveau joué la carte du satellite en créant une chaîne en direct spécial Égypte : *Al Jazeera Mubasher Misr*. Mais le nouveau régime considéra les provocations des chaînes satellitaires comme des « incitations à la violence » et retarda l'octroi de permis à cette chaîne polémique.⁴⁰⁸ Malgré des promesses de recevoir une licence, le personnel de la chaîne au Caire se verra, le 11 septembre 2011, confisquer son matériel indispensable de transmission mobile (SMG) par le Ministère égyptien de la Culture.⁴⁰⁹

Ce scénario s'est reproduit en mai 2012 contre la chaîne arabophone iranienne *Al Alam*. L'organisation « Reporters sans frontières » dénonça ces pratiques récurrentes du gouvernement égyptien : « Les autorités égyptiennes semblent ne pas vouloir accorder des autorisations à certains médias, afin de pouvoir prendre discrétionnairement des mesures punitives contre ceux qui leur déplaisent. Même s'il s'inscrit dans un cadre juridique, ce raid relève de l'arbitraire. »

⁴⁰⁷ Alexandre Bucciati, « En Égypte, les médias dénoncent l'interventionnisme du gouvernement de Mohamed Morsi », *RFI.fr*, 12 août 2012, [consulté le 19 Octobre 2012], <http://www.rfi.fr/afrique/20120812-egypte-medias-denoncent-interventionnisme-gouvernement-morsi>

⁴⁰⁸ Sarah El Deeb, "Security raid office of Al Jazeera Egypt", *HuffingtonPost.com*, 29 septembre 2011 [consulté le 15 mai 2013] <http://www.huffingtonpost.com/huff-wires/20110929/ml-egypt/>

⁴⁰⁹ Reporters Sans Frontières, « Bilan des cas de violation de la liberté d'informer en Égypte depuis la fin de la Révolution », *RSF.org*, 18 Novembre 2011, [consulté le 19 Octobre 2012], http://fr.rsf.org/IMG/pdf/bilan_egypte_post-revolution.pdf

Ainsi la révolution n'est pas une fin en soi mais l'enclenchement d'un nouveau processus. La situation s'est améliorée pour *Al Jazeera Mubasher Misr* qui réopère en Egypte. Mais le bilan 2013 de « Reporters sans frontières » annonce encore des défis à surmonter pour les journalistes arabes. En Egypte, RSF dénonce au premier semestre 2013 : les agressions massives contre les journalistes couvrant les manifestations,⁴¹⁰ les accusations récurrentes d' « insultes au président » et de « troubles à l'ordre public » notamment contre le présentateur de l'émission satirique *El Bernameg*, Bassem Youssef,⁴¹¹ « promotion du terrorisme et incitation au vandalisme » contre une journaliste ayant invité des *Black Bloc* (groupe violent opposé aux Frères musulmans),⁴¹² la comparution devant une cour martiale d'un journaliste d'investigation égyptien enquêtant pour l'agence de presse anglaise *Reuters* etc.⁴¹³

En Tunisie, l'année 2013 annonce la quasi banqueroute de la chaîne *Al Hiwar Ettounsi*, laquelle avait couvert les révoltes de Gafsa malgré sa faible audience. La crise économique mondiale doublée d'une récession conjoncturelle due à l'instabilité politique ne favorise en rien la création de médias pluriels. RSF dénonce la mort certaine des radios indépendantes, notamment communautaires :

« Depuis le 14 janvier 2011, seules douze radios ont obtenu une licence afin de diffuser leurs programmes sur le territoire tunisien. Ces douze radios sont aujourd'hui menacées de disparition. Celles qui ont accepté de signer un contrat avec l'Office National de Télédiffusion (ONT) se trouvent dans l'impossibilité de payer les sommes exorbitantes réclamées par cette entreprise publique - en moyenne 100 000 dinars par radio (48 460 euros)- tandis que celles qui ont refusé le monopole de l'ONT et qui émettent par leurs propres moyens sont

⁴¹⁰ « RSF dénonce les agressions de journalistes, pris pour cibles lors des manifestations », *Rsf.org*, 25 avril 2013 [consulté le 15 mai 2013] <http://fr.rsf.org/egypte-rsf-denonce-les-agressions-de-22-04-2013,44415.html>

⁴¹¹ « RSF condamne l'interpellation de l'humoriste Bassem Youssef », *Rsf.org*, 2 avril 2013 [consulté le 15 mai 2013] <http://fr.rsf.org/egypte-une-journaliste-accusee-de-14-03-2013,44208.html>

⁴¹² « Une journaliste accusée de promotion du terrorisme », *Rsf.org*, 14 mars 2013 [consulté le 15 mai 2013] <http://fr.rsf.org/egypte-une-journaliste-accusee-de-14-03-2013,44208.html>

⁴¹³ « Un journaliste égyptien devant un tribunal militaire », *Rsf.org*, 9 janvier 2013, [consulté le 15 mai 2013] <http://fr.rsf.org/egypte-un-journaliste-egyptien-devant-un-08-01-2013,43873.html>

actuellement dans l'illégalité. (...) Le déblocage de cette situation ne semble pas faire partie des priorités du gouvernement qui a su s'accommoder du vide juridique pour maintenir un contrôle étroit sur les médias publics et décourager toute initiative locale. »⁴¹⁴

Les manifestations de journalistes et de la société civile en général a cependant permis de créer une Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA). Cette autorité est un point positif car elle vise à reformer les nominations de directeurs de medias publics, l'octroi des licences et la régularisation des médias illégaux.⁴¹⁵ La seconde partie de la révolution est en marche.

2.3.2 Outil de la transition démocratique

Dans ce dernier débat, nous nous demandons si, à l'instar de la télévision d'État espagnole post-franquisme, dont son *Informe semanal* reçut l'Oscar du meilleur programme télévisuel en 1976, la chaîne satellitaire a servi elle-aussi d'instrument chargé de « combler la carence civique et démocratique du peuple ».⁴¹⁶

a) Reconnaissance des forces politiques en présence

La chaîne qatarie *Al Jazira* a, en premier lieu, aidé à préparer la transition démocratique en faisant connaître et entrer dans le jeu politique des leaders de l'opposition malmenés par le régime passé. Elle a permis un travail en amont d'identification des forces politiques alternatives en donnant une visibilité aux différents partis légalisés ou non autorisés mais aussi aux activistes arabes des droits de l'homme

⁴¹⁴ « Entre risques de fermeture et menaces de poursuites judiciaires, les nouvelles radios tunisiennes acculées », *Rfs.org*, 25 février 2013, [consulté le 15 mai 2013] <http://fr.rsf.org/tunisie-entre-risques-de-fermeture-et-25-02-2013,44120.html>

⁴¹⁵ « La HAICA voit enfin le jour », *Rsf.org*, 7 mai 2013 [consulté le jour même] <http://fr.rsf.org/tunisie-la-haica-voit-enfin-le-jour-07-05-2013,44578.html>

⁴¹⁶ Virginie Philippe, *Transition et télévision en Espagne, le rôle de la TVE en 1973-1978*, op.cit. p8

(comités nationaux contre la torture, fédération des droits de l'homme, syndicats des journalistes...). Comme le souligne Adel Thabti, directeur du journal *Mouatinoun* (Citoyens) du parti *Ettakatol*, les citoyens ont besoin de connaître leur « Histoire immédiate » et l'histoire des partis, de ses membres et leaders qui composent la société civile.⁴¹⁷

Sur les plateaux de la chaîne, les mouvances politiques exilées comme représentées au parlement ont pu trouver les moyens de se construire une notoriété, une crédibilité et de se créer un électorat en attendant la révolution. Le discours islamiste est alors banalisé. Cette mouvance avait été éradiquée de l'espace public par le Président Ben Ali. La simple appartenance au parti islamiste *Ennahdha* (Renaissance) faisait encourir des peines de prison. Les élections tunisiennes pour l'Assemblée nationale constituante, tenues le 23 Octobre 2011, seront favorables aux islamistes et ils accèderont au gouvernement.

En effet, les premiers résultats de l'élection annoncèrent le parti islamiste d'*Ennahdha* en tête à 41% des sièges, puis le « Congrès pour la République » (*El-Mu'tamar*) de l'actuel Président de la République Moncef Marzouki (13,4%), la « Pétition populaire » (*Al-Aridha Ech-châbiya*, 12%) et *Ettakatol* de l'actuel Président de l'Assemblée constituante Mustafa Ben Jaafar (9,2%).⁴¹⁸ Le dirigeant de la *Pétition populaire* avait lui-même compris l'impact politique d'une chaîne satellitaire en créant la sienne, *Al Mustaqilla* (l'Indépendante), afin de mener campagne depuis Londres.

À partir de cette campagne électorale, *Al Jazira* sera vue différemment.

⁴¹⁷ Entretien avec Adel Thabti, journaliste et directeur du journal *Mouatinoun* (Citoyens) du parti tunisien *Ettakatol*, siège du parti, Tunis, Août 2012

⁴¹⁸ « Résultats définitifs des élections de l'Assemblée constituante », *www.tuniscope.com*, 14 Novembre 2011

b) *Exporter la « vague verte » ?*

Ainsi, au vu du succès des islamistes en Tunisie et en Egypte, les accusations se tournèrent vers d'éventuelles dérives partisanses d'un Qatar investisseur de l'ombre de la « vague verte », et promoteur d'un califat régional. Slim Laghmani, professeur de Droit Tunisien et membre de la Commission Supérieure de la Réforme Politique voit dans cet État rentier qu'est le Qatar une préoccupation première de se perpétuer.

C'est, comme le dirait Chérif Ferjani, chercheur à l'Institut de recherche sur le Maghreb Contemporain, de la part du Qatar, une stratégie d'investissement intelligente et diversifiée pour le rayonnement diplomatique et l'image du pays, en soi une forme sophistiquée de politique étrangère. Alors qu'en France, le Qatar investit dans des produits financiers (clubs de football, boutiques, immobilier, presse), en Tunisie, c'est son modèle de gouvernance qu'il chercherait à exporter, avant que le modèle maghrébin ne commence à intéresser d'autres populations.⁴¹⁹

Le modèle progressiste d'Habib Bourguiba, premier président tunisien a particulièrement été écorné par le présentateur vedette égyptien d'*Al Jazira*, Ahmed Mansour. Ce dernier insinua que le progressisme laïc passait forcément par des concessions de mœurs (tourisme sexuel, alcoolisme...).⁴²⁰ Ceci décrédibilise la frange politique laïque d'aujourd'hui. A ce propos, des politiciens laïcs arabes reprochent à la chaîne de confondre laïcité et athéisme et de minimiser le rôle des laïcs dans la société.

⁴¹⁹ Entretien avec Slim Laghmani, Faculté des Sciences Juridiques de Tunis, questionnaire sur le « Rôle pré, in et post-révolution de la chaîne Al Jazira en Tunisie », enquête terrain auprès des partis politiques, journalistes et citoyens tunisiens, Août 2012.

⁴²⁰ « Les Tunisiens à l'Egyptien Ahmed Mansour d'Al-Jazira : Bouguiba pas touche! », Kapitalis.com, 16 janvier 2013, [consulté le jour même] <http://www.kapitalis.com/medias/13924-les-tunisiens-a-l-egyptien-ahmed-mansour-d-al-jazira-bouguiba-pas-touche.html>

Mais ceux-ci participeront à la sur-médiatisation de leurs adversaires en leur offrant une publicité gratuite grâce à la guerre médiatique. En les critiquant fréquemment et en entrant dans le débat de l'importance de la religion dans la politique, ils leur donnèrent l'opportunité d'être victimes de stigmatisation. Les médias occidentaux aussi, ont mis en exergue la menace d'une montée islamiste voire salafiste, d'un scénario Taliban aux portes de la Méditerranée et les préoccupations sur le sort de la femme arabe. Cela joua encore une fois sur la médiatisation des islamistes.

Pour les islamistes tunisiens, il n'y a pas eu de favoritisme d'*Al Jazira* à leur encontre puisque « les candidats ne peuvent recourir qu'aux médias nationaux publics ou privés » lors de l'élection de l'Assemblée constituante.⁴²¹ L'Instance Supérieure Indépendante pour les Élections (ISIE) contrôlait le respect du traitement équitable des candidats par les chaînes nationales. Aucune entrevue n'était possible avec les chaînes extérieures, *Al Jazira* comprise.⁴²² Mais l'ISIE ne pouvait pas pour autant empêcher la presse étrangère de traiter librement le sujet.

Donc *Al Jazira* est accusée de favoriser la prise de parole des membres du parti *Ennahdha* en les interrogeant sous diverses étiquettes. Le chercheur et maître-assistant Riadh Ferjani remarque que « les représentants du mouvement Ennahdha n'apparaissaient pas en tant que tels, mais, tour à tour, comme président d'une association de lutte contre la torture, directeur d'un improbable centre d'études ou tout simplement écrivain et analyste politique. »⁴²³

⁴²¹ Entretien avec Neji Jmal, député Ennahdha des Tunisiens de l'étranger (région France Sud) à l'Assemblée nationale constituante tunisienne, Août 2012.

⁴²² Article 26 de l'Arrêté du 3 septembre 2011 fixant les règles et les procédures de la campagne électorale, Instance Supérieure Indépendante pour les Élections.

⁴²³ Riadh Ferjani, « Dossier Monde arabe : les révolutions 2.0 n'ont pas eu lieu, 3- De l'ivresse éditoriale : la révolution tunisienne racontée par *Al Jazira* », art. cit.

Riadh Ferjani notera d'ailleurs la proximité du présentateur Ghassan Ben Jeddou. Le journaliste tuniso-libanais, présentateur de l'émission « Dialogue ouvert » sur *Al Jazira* a fait preuve de familiarité douteuse avec certains invités islamistes. Rached Ghannouchi, leader tunisien d'*En-nahdha* se fera appeler « Cheikh Rached » et interpellera le journaliste par son prénom.⁴²⁴ Ce journaliste étant pro-Hezbollah et le Hezbollah pro-Bashar Al Assad, Ben Jeddou finira par quitter *Al Jazira* qui, selon lui, a donné une couverture biaisée de la crise syrienne.

L'ancien Manager général de la chaîne, le Palestinien Wadah Khanfar reconnaît que, si plus de voix islamistes se font éventuellement entendre, ce n'est que le reflet de la réalité du terrain. En effet, en Tunisie surtout, les islamistes ont particulièrement souffert d'une chasse aux sorcières avec interdiction du voile non traditionnel, contrôle des mosquées et emprisonnements pour « participation à une organisation terroriste ». La prison étant automatique pour ces militants-là, la plupart des exilés étaient islamistes et donc avaient plus de liberté à parler de corruption, nommer les membres de la famille Ben Ali que des opposants restés au pays, quadrillés et menacés au quotidien. Les opposants internes étant mis sur écoute, les services des renseignements savaient d'avance à quelle émission ils participeraient et donc les interdictions de sortie de territoire étaient fréquentes.⁴²⁵

Durant la campagne électorale post-révolution, Adel Thabti, directeur du journal *Mouatinoun* (« Citoyens ») du parti *Ettakatol* ne voit pas non plus de favoritisme pour ces dits alliés idéologiques du Qatar. Il croit plutôt à une popularité purement

⁴²⁴Riadh Ferjani, « Dossier Monde arabe : les révolutions 2.0 n'ont pas eu lieu, 3- De l'ivresse éditoriale : la révolution tunisienne racontée par Al Jazira », art. cit.

⁴²⁵ Entretien avec Mohammed Abbou, Secrétaire Général du parti CPR, siège du parti, Tunis, Août 2012

structurelle. C'est-à-dire que le parti qui a gagné les élections a été celui qui s'est le mieux implanté dans les régions, celui qui a été le plus proche des gens sur le terrain.⁴²⁶

Mais cet argument est à double tranchant puisque le parti islamiste *En-nahdha*, pour quadriller aussi bien le territoire, a eu besoin d'un budget supérieur, et cela fait soupçonner une participation financière externe, d'un gouvernement ami par exemple. Le succès électoral d'*En-nahdha* est enfin dû à l'ancienneté du parti et surtout à l'étiquette islamiste. Ils ont su cibler leurs électeurs et tirer profit de leurs sensibilités religieuses.

C'est finalement face à ce doute sur le soutien islamiste d'*Al Jazira* qu'un mouvement de contestation naîtra contre la chaîne de la révolution arabe.

c) « *Al Jazira, dégage* »⁴²⁷

Retour de la médaille, l'alliée satellitaire des peuples arabes se fait finalement conspuer par une tranche de la population. Au premier anniversaire de la révolution, le 14 février 2012, un ressentiment envers le Qatar et ses 'dérivés' a été noté. L'Émir qatari, Sheikh Hamad Bin Khalifa al-Thani, en visite à Tunis, fit face à de nombreuses manifestations hostiles aux slogans : « le peuple tunisien est libre. Ni États-Unis, ni Qatar ». En mars 2012, le Directeur du bureau d'*Al Jazira* en Tunisie, Lotfi Hajji et son équipe se feront chahuter et huer aux cris d'« *Al Jazira dégage* », lors d'un meeting des partis progressistes de gauche, du centre et des partis destouriens (mouvance de

⁴²⁶ Questionnaire sur le « Rôle pré, in et post-révolution de la chaîne Al Jazira en Tunisie », enquête terrain auprès des partis politiques, journalistes et citoyens tunisiens, Août 2012.

⁴²⁷ Expression scandée lors de manifestations anti-Qatar au premier anniversaire de la révolution tunisienne, le 15 janvier 2012.

Bourguiba).⁴²⁸ Sont-ils les déçus des élections qui cherchent un bouc-émissaire et font des raccourcis ?

Les soupçons d'ingérence du Qatar dans les affaires intérieures tunisiennes seraient de deux ordres : appui financier à un parti ami et publicité médiatique via *Al Jazira*.⁴²⁹

Concernant l'appui financier à *En-nahdha*, ses adversaires politiques dénoncent une campagne électorale et un siège du parti plus que coûteux. Les sources de leur financement restent à prouver car elles ont pu être collectées avant que ne s'imposent les règles de transparentes. Le Qatar investit beaucoup en Tunisie et cela est vu comme une manière de faire réussir l'Etat islamiste. L'agenda économique du Qatar en Tunisie est varié : exploitation du gaz de schiste tunisien, prêt d'un milliard de dollars, accueil de 20 000 travailleurs tunisiens etc.⁴³⁰ L'opacité demeure sur les conditions de signature de ces accords.

Quant aux liens tissés entre le parti islamiste et la chaîne qatarie, les arguments récoltés sont variés mais relatifs.⁴³¹ D'abord, avant la révolution, fut soupçonnée une infiltration islamiste du personnel d'*Al Jazira*. En effet, le Directeur du Centre des études stratégiques d'*Al Jazira* était l'islamiste Rafik Abdessalem, actuel Ministre des Affaires Étrangères et gendre du leader islamiste Rached Ghannouchi. D'ailleurs, Al

⁴²⁸ Heurts du 24 mars 2012, Reporters Sans Frontières, « Al-Jazeera expulsé d'un meeting politique », *IFEX.org*, 26 mars 2012, <http://info.ifex.org/View.aspx?id=354591&q=441283351&qz=0a1d3d>

Chiraz Ounaïs, « Tunisie: pourquoi Al-Jazeera est persona non grata », *TunisiaIT.com*, 26 mars 2012 [consulté le jour même], <http://www.tunisiait.com/article.php?article=9594>

⁴²⁹ Sana Ajmi, « Visit of Qatari Emir Divides Tunisian Political Society », *Tunisia-Live.net*, 15 Janvier 2012, [consulté le jour même] <http://www.tunisia-live.net/2012/01/15/visit-of-qatari-emir-divides-tunisian-political-society/>

⁴³⁰ Les Echos, « Tunisie - Le Qatar, un parrain qui met le paquet », *SlateAfrique.com*, 26 avril 2012, [consulté le 15 mai 2013] <http://www.slateafrique.com/86311/tunisie-qatar-parrain-pret-un-milliard-economie>

⁴³¹ Questionnaire sur le « Rôle pré, in et post-révolution de la chaîne Al Jazira en Tunisie », enquête terrain auprès des partis politiques, journalistes et citoyens tunisiens, Août 2012.

Jazira ne parlera pas d'Olfa Riahi lorsque cette dernière accusa Rafik Abdessalem d'utiliser les fonds publics à des fins personnelles (affaires du Sheratongate). Olfa Riahi constate un parti-pris de la chaîne pour son ancien employé : « Je viens d'y penser : Tous les médias m'ont contactée (arabes, francophones, anglophones, espagnoles...), tous supports confondus, à une seule exception : Al Jazeera ». ⁴³²

Cependant en 2013, par deux fois, la chaîne manipula des manifestations à l'avantage du parti *En-nahdha*. La couverture de l'enterrement de Chokri Belaid, opposant politique de gauche assassiné en février 2013, augmenta la controverse qatarie. Celle-ci fut accusée de manipulation visuelle car elle avait mixé des sons d'archives de rassemblements pro-islamistes avec les images des funérailles. Le député des Tunisiens de l'étranger, Selim Ben Abdessalem, dénonce cette manipulation à laquelle suivra une deuxième :

« Samedi 9 [février 2013], Ennahdha, pour tenter de remobiliser ses partisans, a appelé à une manifestation avenue Habib Bourguiba. Et, là, contrairement à la veille, se mêlaient drapeaux Tunisiens et salafistes et les présents n'étaient que quelques milliers. Mais encore une fois, la chaîne Al Jazeera a tenté de tromper le public avec des prises de vue donnant l'illusion d'une présence massive, comme elle l'avait fait la veille en osant présenter des scènes des funérailles comme une manifestation de soutien à Ennahdha (à laquelle n'étaient présents qu'une poignée de nahdhaouis devant l'ANC !) ! Et ils osent encore qualifier les autres médias d'orientés ! » ⁴³³

Les millions de personnes à l'enterrement et manifestant dans le pays reprochaient le laxisme du gouvernement face à cet assassinat. Parmi les slogans scandés, il y avait : *Ya Ghannouchi ya saffah, ya kattal laroueh* (Oh, Ghannouchi [leader du parti islamiste] sanguinaire, oh assassin) et *Tounes Tounes Horra Horra, wel*

⁴³² Ksibi Absattar, « Olfa Riahi attrape Al Jazeera par le nez », 8 janvier 2013, [consulté le 15 mai 2013] <http://www.tunisiefocus.com/politique/olfa-riahi-attrape-al-jazeera-par-le-nez-33602/>

⁴³³ Déclaration de Sélim Ben Abdessalem, Député ex-Ettakatol à l'Assemblée constituante tunisienne, sur son compte Facebook, 10 février 2013

<https://www.facebook.com/selim.benabdeselem/posts/429099553833163>

Qatar ala barra ! (Tunisie Tunisie libre et le Qatar dehors).⁴³⁴ Au total plus de 10% de la population ont assisté aux funérailles sans compter les manifestations locales. Les bureaux du parti islamiste furent saccagés dans plusieurs villes.

C'est ainsi qu'au sortir de leur révolution, les peuples à peine libérés soupçonnent de nouvelles dominations. Ils se défient de leur ancien allié technologique, la télévision satellitaire. La déclinaison d'*Al Jazira* sur d'autres zones géographiques fait peser à nouveau le doute sur le lien entre le Qatar et l'expansion islamiste. En effet, les nouveaux projets de chaînes s'adressent à des zones à communautés musulmanes non négligeables : les Balkans, la Turquie, la Corne de l'Afrique (zone swahili), l'espace francophone (Afrique sub-saharienne notamment) et la zone urdu (Pakistan).

Ce choix à tendance religieuse rappelle la notion de « pays frère » de Samuel Huntington dans son *Choc des civilisations*. Selon lui, les nations d'une même religion éprouveraient un sentiment de fraternité instinctif, d'où ce choix de la part du Qatar. Mais, quelle que soit la réelle motivation du Qatar, nous pouvons ouvrir notre problématique de base aux nouvelles zones approchées. Nous nous posons alors à nouveau la question de l'influence d'un média transnational sur la démocratisation de ces régions-là.

⁴³⁴ « Quand Al Jazeera manipule les images des funérailles de Chokri Belaid », *Oumma.com*, 10 février 2013 [consulte le jour même], <http://oumma.com/15746/al-jazeera-manipule-images-funerailles-de-chokri-belai>

CONCLUSION

1. Rappel de la démarche

Dans le cadre de cette thèse, nous souhaitons étudier comment une chaîne satellitaire non occidentale a pu contrebalancer l'image faite du monde et de ce fait, avoir des répercussions sur la démocratisation internationale. Les conclusions de notre travail sont les suivantes :

1. La situation initiale de l'information internationale a été présentée. L'ordre postcolonial se trouvait dominé à la fois technologiquement et idéologiquement par des puissances développées. Ce fossé a favorisé des dérives à motivation politique et engendré des guerres médiatiquement justifiées ou camouflées.
2. L'Histoire s'est aussi écrite dans un sens qui dérange un monde en immersion qui ne s'y reconnaît pas. Ce monde-ci est composé de nations neuves, fraîchement indépendantes qui doivent rattraper un retard technologique et de savoir-faire pour recouvrer une souveraineté complètement défaite de toute sorte de domination ou influence.
3. Parce que «l'ONU est un miroir grossissant de l'opinion internationale, s'y reflètent, jusqu'à l'excès, les espoirs et les angoisses des Etats et des peuples.»⁴³⁵ Les membres de l'organisation inscrivent donc cette préoccupation pour l'information internationale à l'ordre du jour des agences spécialisées. Mais dans un système où ceux qui dénoncent ne sont pas ceux qui financent, le processus avance à deux vitesses. Les

⁴³⁵ Boutros Boutros-Ghali, ancien Secrétaire général de l'ONU, Extrait de l'introduction du Livre de l'année – 1994, www.evene.fr

intérêts politiques et économiques s'entrechoquent ; les visions s'opposent entre libéralisme pur et protectionnisme culturel. Et dans la phase de lutte idéologique qu'est la guerre froide, l'information est un outil de séduction, un *soft power* non négligé. Aucune concession ne peut se faire sur le partage de ses sources.

4. Les Non-alignés doivent donc trouver des solutions endogènes, s'organiser en zones régionales et linguistiques, mutualiser leurs savoirs et matériels. Mais ils font face à leurs propres contradictions entre un désir externe d'égalité entre les nations et une pratique interne d'injustices entre les citoyens.

5. C'est dans un tel contexte que se dénote la plus-value des instances internationales où la diplomatie des petits pas, l'effort de rassembler les parties concernées et de favoriser le dialogue dans le respect des souverainetés et des sensibilités, amènent à des changements inespérés. Les paysages audiovisuels s'ouvrent au pluralisme et à la représentativité démographique.

6. Mais quand un gouvernement ne s'inquiète ni de son image politique ni de ses engagements internationaux, la promotion de la liberté d'expression basée sur sa coopération est freinée. Nous cherchons alors de nouvelles pistes d'action dépassant le consentement du gouvernement, lui-même source du frein.

7. Nous choisissons alors d'analyser l'acteur *Al Jazira* de par son rôle croissant dans le monde arabe, d'abord comme chaîne d'information préférée de cette région puis comme accompagnateur des révolutions de 2011. Nous abordons d'abord le problème de la démocratisation au niveau de la société internationale dans son ensemble. La ligne éditoriale d'*Al Jazira* remet en cause un manichéisme dans les Relations internationales, une vision binaire du monde où certains Etats aux volontés hégémoniques diabolisent le reste du monde selon les intérêts politiques. La perméabilité de l'Occident à cette

contre-histoire que propose *Al Jazira* n'est pas évidente car la chaîne elle-même n'est pas un organe de totale neutralité.

8. Ensuite, nous étudions la démocratisation au niveau local. Par une communication horizontale sans le consentement du « haut », sans la donne gouvernementale, les peuples arabes se réapproprient leur actualité et l'image qu'ils ont d'eux-mêmes. Ce monde non censuré bouleverse l'ordre politique et fait évoluer les mentalités. Les paradigmes politiques (paternalisme, autoritarisme bienveillant) sont remis en question.

9. La comparaison avec la situation de l'Europe orientale au temps de l'URSS appuie nos arguments que le media transnational a un pouvoir subversif sur l'ordre politique. Ce type de media affranchit les citoyens de la tutelle gouvernementale et les accompagne dans leur lutte.

10. Nous nous demandons finalement jusqu'où mène ce nouvel ordre de l'information où le citoyen sait tout et tout le temps. La révolution tunisienne nous donne une réponse. *Al Jazira* lui a offert en amont une dynamique de groupe : prise de conscience collective, atteinte d'une masse critique de participants, diffusion de l'appel et empathie générale. La chaîne a certes été une condition nécessaire de la révolution au vu des révolutions avortées et étouffées par le passé. Mais elle n'est pas non plus une condition suffisante.

11. Il n'est pas ici question de glorifier cet outil ni de lui attribuer un mérite disproportionné. Le media transnational n'est pas suffisant dans le sens où, même avec les TIC les plus évoluées, si un peuple ne veut pas changer sa condition, le statu quo politique persiste. Le dynamisme de la société civile et de ses soutiens est indispensable. Et dans un autre sens, les luttes anticoloniales et révolutions des siècles passés ont

réussies sans ce type de media mais par des techniques traditionnelles de communication.

12. Finalement les vertus démocratiques de la technologie sont entachées de dérives politiques. La chaine qui réfutait un ordre de l'information partisan se retrouve accusée de favoriser les mouvements islamistes. Les masses se désolidarisent de cet allié du passé et s'attachent à leur paysage audiovisuel national en renaissance. La chaine se lance alors sur d'autres régions.

2. Apports de la recherche

La plus-value de notre thèse, son originalité réside dans les points suivants :

1. Cette thèse repose constamment sur une « philosophie du doute » : toute vérité générale en Relations internationales est questionnée. Les « miroirs déformants » de l'ethnocentrisme sont brisés et les prétendues évidences tempérées. Il n'y a ni mal absolu ni héro incontestable.

2. Ce revers radical de l'Histoire qu'est le « printemps arabe » fait que la bibliographie sur cette région est à présent obsolète. Notre travail produit un contenu neuf sur cette Histoire en cours et fait un bilan du rôle précis d'un de ses acteurs. C'est une manière de synthétiser un pan de l'Histoire pour mieux envisager la suite. Cette réflexion personnelle entre dans l'effort actuel des chercheurs internationaux pour comprendre le rôle des technologies de l'information et de la communication dans les transformations sociales.

3. Egalement, cette thèse est un effort de réflexion sur la notion de vivre-ensemble au niveau global, de compréhension entre les peuples, notamment entre Occident et Islam. Dans un monde en migration, afin d'éviter la confrontation brutale entre les peuples, les medias transnationaux permettent de connaître l'autre et sa vision avant de

le côtoyer. A l'heure de la crise économique, les nationalismes et la xénophobie s'exacerbent. Nous assistons à la montée de l'extrême droite en Europe. Le brassage des populations doit être une chance et non un vecteur d'animosité. La paix se fait dans l'esprit des hommes et c'est dans leur esprit que le fossé se resserrera.

4. De plus, connaître les visions politiques alternatives est aujourd'hui une nécessité. Le monde change, nous sommes dans une période charnière des Relations internationales. La scène internationale bascule dans la multipolarité. Le « Sud » autrefois silencieux s'exprime et s'organise. La coalition des pays en développement, le Groupe des 77 compte aujourd'hui 132 membres. Le « Sud » a également la majorité absolue à l'Assemblée générale des Nations unies. L'adhésion de la Palestine comme 195^e Etat membre de l'UNESCO et Etat observateur non membre de l'ONU illustre ce revers historique. Il est donc temps de comprendre leurs arguments, grâce à leurs médias alternatifs, non pas pour les suivre mais pour trouver des compromis et de larges dénominateurs communs.

3. Perspectives de recherche

Voici l'occasion de mentionner les points qui restent à explorer. Notre travail suggère les questions supplémentaires suivantes :

1. La question de la propagation médiatique de l'islamisme a été abordée. Ce soutien idéologique de la chaîne et l'expansion d'*Al Jazira* dans des zones à populations musulmanes fait croire à un renouveau de la donne religieuse dans les Relations internationales. Cette « guerre mondiale de l'information »⁴³⁶ nous sert donc de toile de fond pour mieux comprendre une nouvelle guerre, celle des religions. L'expression est

⁴³⁶ Titre de l'ouvrage d'Antoine Char, *La Guerre mondiale de l'information*, Presse de l'Université du Québec, 1999

un peu forte mais reflète deux tendances à contre-courant. D'un côté, dans des sociétés de plus en plus laïques, la loi divine perd sa légitimité. Mais d'un autre côté, avec le réveil arabe, les peuples, autrefois limités dans leur pratique religieuse au nom de la lutte contre l'islamisme, ont la chance de créer un Etat à leur image. Ils peuvent à présent s'imaginer une démocratie islamique. Le nouvel enjeu est de savoir s'il peut être élaboré une sharia respectant les standards internationaux de démocratie et quelles relations une démocratie islamique peut entretenir avec ses pairs laïcs.

2. Il serait également intéressant de comprendre la stratégie générale de politique étrangère du Qatar. Nous avons abordé le volet médiatique qui a permis à cet Etat de se faire connaître mondialement, mais ce n'est que le maillon d'une stratégie globale d'investissements. Le troisième producteur mondial de gaz naturel diversifie ses champs d'action au point de devenir en 2013 le premier investisseur mondial.⁴³⁷

3. Enfin, la réutilisabilité de notre travail est envisagée pour d'autres zones géographiques. C'est-à-dire, cette analyse du rôle d'*Al Jazeera* dans la démocratisation d'une région peut s'appliquer aux régions où la chaîne se développe : les Balkans, la Turquie, la corne de l'Afrique et les pays francophones et les Etats-Unis.

4. Concernant les Balkans, la chaîne est disponible en Bosnie Herzégovine, Croatie, Kosovo-Serbie, Macédoine, Monténégro et Slovénie. La langue serbo-croate représente une niche de 20 à 30 millions de locuteurs. Cette initiative est l'occasion de redonner à la région un dénominateur commun, un projet de groupe relançant

⁴³⁷ Au niveau diplomatique, le Qatar donne une sensation d'omniprésence : médiation au Liban (Accords de Doha de 2008), au Soudan (Processus de Doha de 2011 sur le Darfour), réconciliation inter-palestinienne, visites au Front Polisario, Yémen, Gaza, Conférence sur le changement climatique COP 2011, Jeux arabes, Congrès mondial du pétrole, sommet de l'ONU de l'Alliance des civilisations en 2011. etc.

Au niveau financier, c'est le premier investisseur mondial. Il investit dans le sport et s'installe sur le marché européen en lançant la chaîne sportive *BeIN Sport France*, achetant les principaux droits de diffusion de la Ligue des Champions de 2012 et s'offrant le club de football Paris Saint Germain. Il organisera la Coupe du monde de football de 2022. Il investit également dans les capitaux des grands groupes et dans les banlieues françaises où le facteur Islam est encore une fois noté.

l'intégration et la réconciliation régionale. Elle offre également les moyens financiers, humains et techniques de se détacher des médias locaux. Certes, dans le classement mondial 2013 de la liberté de la presse de Reporters sans frontières, aucun des Etats cités ne fait partie du troisième tiers.⁴³⁸ Mais les lacunes de ces aspirants à l'Union Européenne restent grandes : « les chaînes sont généralement toutes affiliées à des partis et les journalistes soumis aux pressions incessantes, qu'elles soient politiques, économiques ou venant des lobbies » résume Borka Rudić, Secrétaire générale de l'Association des journalistes de Bosnie-Herzégovine.⁴³⁹

5. La zone francophone représente quant à elle le plus grand marché avec une estimation à un milliard d'individus. Le lancement d'*Al Jazira* Français a cependant été mis en suspens lors de la présidence française de Nicolas Sarkozy qui demanda au Qatar de ne pas concurrencer son projet de chaîne d'information internationale France 24.⁴⁴⁰ Nicolas Sarkozy, n'étant pas reconduit à la présidence française, le projet d'*Al Jazira* Français a pu renaître et pourrait influencer une zone francophone d'Afrique subsaharienne conséquente.⁴⁴¹

Le projet de chaîne en Swahili concerne quant à lui près de 5 millions de personnes de langue maternelle et entre 50 et 70 millions de personnes l'ayant comme

⁴³⁸ Seule la Slovénie fait partie du premier tiers avec la 35^e place sur 179 Etats. Dans le deuxième tiers, la Serbie obtient la 63^e place, la Croatie 64^e et la Bosnie Herzégovine 68^e, le Kosovo (si reconnu comme un Etat) 85^e, le Monténégro 113^e et la Macédoine 116^e sur 179 Etats.

⁴³⁹ Pierre-Anthony Canovas, « Les Balkans, l'audacieux pari d'Al Jazeera », *Slate.fr*, 19 octobre 2012 [consulté le 27 mai 2013], <http://www.slate.fr/story/62153/al-jazeera-balkans>

⁴⁴⁰ Christina Chesnot et Georges Malbrunot, *Qatar - Les secrets du coffre-fort*, Michel Lafont, 2013

⁴⁴¹ Benin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Guinée, Niger, Sénégal, Togo, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, République du Congo, République démocratique du Congo, Gabon, Comores, Mali, Guinée Bissau et Madagascar.

deuxième langue.⁴⁴² Mais la Chine a pris une avance en lançant CCTV, chaîne d'information en continu en Afrique de l'Est.⁴⁴³

Des *Al Jazira* africaines, cinquante ans après la création de l'Organisation de l'Unité africaine, donneraient un outil panafricain de réflexion et de débat et une vitrine pour les opposants politiques. L'objectif serait qu'aux problèmes africains soient trouvées des solutions africaines et que l'image de ce continent ne se réduise pas à celles de la pauvreté et de la famine. Cela rappelle l'initiative de Mouammar Kadhafi de la télévision panafricaine 9.9.99. Mais quel leader relancera ce projet et quel financement suivront ? Dans l'imaginaire de certains, dont l'ancien président français Nicolas Sarkozy, « l'homme africain n'est pas assez encré dans l'Histoire »⁴⁴⁴ car il la subit sans l'écrire. Il y a donc une nécessité pour l'Afrique d'interagir avec le monde pour en faire effectivement partie. A ce propos, le poète français Aimé Césaire disait : « Laissez entrer les peuples noirs sur la grande scène de l'Histoire »⁴⁴⁵ pour qu'une renaissance africaine soit possible.

6. Concernant *Al Jazeera Türk*, la question du « génocide arménien » pourrait être relancée. La chaîne serait également pour les militants kurdes une échappatoire, au vu des nombreux journalistes kurdes emprisonnés pour leurs enquêtes sur des sujets sensibles. La Turquie est le premier pays emprisonnant des journalistes et le chiffre

⁴⁴² Le swahili et ses dialectes sont parlés au Burundi, Comores (Comorien), Kenya, Malawi, Mozambique, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Somalie et Tanzanie.

⁴⁴³ Tom Rhodes, "China's media footprint in Kenya", *CPJ Blog*, 7 mai 2012, [consulté le 28 mai 2013] <http://cpj.org/blog/2012/05/chinas-media-footprint-in-kenya.php>

⁴⁴⁴ Discours de Dakar (Sénégal) du Président français Nicolas Sarkozy, 26 Juillet 2007

⁴⁴⁵ Citation donnée par Henri Guaino, auteur du Discours de Dakar pour Nicolas Sarkozy

officiel (49 en 2012) est minime compte tenu des journalistes emprisonnés sous d'autres motifs.⁴⁴⁶

7. Ensuite, *Al Jazeera Urdu* a été annoncée en 2006, son audience potentielle est de 165 millions de personnes parlant l'Ourdou, géographiquement situés au Pakistan et en Inde. Cette initiative satellitaire changerait la donne de la liberté de la presse notamment dans la région sensible du Baloutchistan, limitrophe de l'Iran et de l'Afghanistan.

8. Enfin, pour *Al Jazeera America*, le paysage audiovisuel câblé et satellitaire est beaucoup trop développé et concurrentiel pour envisager une percée rapide d'*Al Jazira* aux Etats-Unis. Le grand intérêt pour le divertissement est aussi un problème culturel à surmonter. Mais le fait que cette chaîne parlera de sujets étouffés peut lancer un intérêt de la société civile et une dynamique de manifestations dans le pays. Une nouvelle réalité se construit. La CPI étant une instance subsidiaire, ce sera aux Américains de prendre conscience par *Al Jazira* des crimes de ses divers gouvernements et de faire pression pour qu'une justice interne opère par rapport, entre autres, à la guerre en Irak, la situation à Guantanamo, les attaques de drones au Pakistan, etc.

⁴⁴⁶ Comité de protection des journalistes (CPJ), « Le nombre de journalistes emprisonnés atteint un record mondial », *CPJ.org*, 11 décembre 2012 [consulté le jour-même] <http://cpj.org/fr/2012/12/le-nombre-de-journalistes-emprisonnes-atteint-un-r.php>

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

OUVRAGES:

- ARRIETA Mario, *Obstáculos para un nuevo orden informativo internacional*, CEESTEM, 1980
- BA Abdoul, *Les téléspectateurs Africains à l'heure des satellites, de la case d'écoute à la parabole*, L'Harmattan, 1999
- BAKIS Henry, *Géopolitique de l'information*, Presses Universitaires de France, 1987
- BENHALLA Fouad, *Le choc de la communication globale: pouvoirs et sociétés arabes*, Publisud, 2005
- BRUN Elodie, *Les relations entre l'Amérique du Sud et le Moyen-Orient, un exemple de relance Sud-Sud*, L'Harmattan, 2008
- CHAR Antoine, *La guerre mondiale de l'information*, Presses de l'Université du Québec, 1999
- CHESNOT Christian et MALBRUNOT Georges, *Qatar - Les secrets du coffre-fort*, Michel Lafont, 2013
- CHOMSKY Noam et HERMAN Edward, *La Fabrication du consentement*, Agone, 1988, réédition 2002
- GÉRÉ François, *La nueva geopolítica, ¿Es posible la paz?*, Larousse Biblioteca Actual, 2005
- GONZALEZ-QUIJANO Yves et GUAAYBESS Tourya, *Les Arabes parlent aux Arabes, La révolution de l'information dans le monde arabe*, Actes Sud, 2009
- HALLIDAY Fred, *Cent idées reçues sur le Moyen-Orient*, Demopolis, 2008
- HUNTINGTON Samuel, *Le choc des civilisations*, Odile Jacob, 2009
- JETER James Phillip [et al.], *International Afro Mass Media: a Reference Guide*, Greenwood Press, 1996
- KASLEV Y., *UNESCO and the Soviet Union*, Agence Novosti Moscou, 1986
- KOCHTUNITSA Voyislav, *Entre la force et le droit*, Éditions L'Âge de l'homme, 2002
- LAFRANCE Jean Paul, LAULAN A.M. et RICO DE SOTELO Carmen, *Place et rôle de la communication dans le développement international*, Presses de l'Université du Québec, 2006
- LAMLOUM Olfâ, *Al-Jazira, miroir rebelle et ambigu du monde arabe*, La Découverte, 2004
- MATTELART Armand, *La Communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*, La Découverte Poche, 1999
- MATTELART Armand et Michelle, *Histoire des théories de la communication*, La Découverte, 1997
- MATTELART Tristan, *La mondialisation des médias contre la censure. Tiers monde et audiovisuel sans frontières*, Ina-De Boeck, 2002
- MATTELART Tristan, *Le Cheval de Troie audiovisuel : Le rideau de fer à l'épreuve des radios et télévisions transfrontières*, Presses Universitaires de Grenoble (PUG), 1995

- MILES Hugh, *Al Jazeera: How Arab TV News Challenged the World*, Abacus, 2006
- MYARD Jacques, *La France à l'ère de la mondialisation : Nouvelles perspectives en politique étrangère*, L'Harmattan, 2009
- NAÏR Sami, *La lección tunecina*, Galaxia Gutenberg, 2011
- PAUWELS Jacques, *Le mythe de la bonne guerre, Les États-Unis et la deuxième guerre mondiale*, Aden Belgique, 2005
- SAID Edward W., *Culture et impérialisme*, Fayard / Le Monde diplomatique, 2000
- SÉMELIN Jacques, *La liberté au bout des ondes : du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Nouveau Monde Éditions, 2009
- TATHAM Steve, *Losing Arab Hearts and Minds: The Coalition, Al-Jazeera and Muslim Public Opinion*, Front Street Press, 2006
- UNESCO, *Communication and Society: a Documentary History of a N.W.I.C.O., 1975-1986*, UNESCO Paris, 1988
- WOLTON Dominique, *Informer n'est pas communiquer*, CNRS Éditions, 2009
- WOLTON Dominique, *Penser la communication*, Flammarion, 1997
- ZAYANI Mohammed, *The Al Jazeera Phenomenon: Critical Perspectives on New Arab Media*, Paradigm Publishers, 2005

ARTICLES:

- ABDELKRIM-DELANNE Christine, « Les enterrés vivants de la première guerre du Golfe », *L'Humanité.fr*, 15 mai 2004, <http://www.humanite.fr/node/345410>
- ABSATTAR Ksibi, « Olfa Riahi attrape Al Jazeera par le nez », *Tunisie Focus*, 8 janvier 2013, <http://www.tunisiefocus.com/politique/olfa-riahi-attrape-al-jazeera-par-le-nez-33602/>
- AGENCE FRANCE PRESSE, « Mgr Tutu veut que Blair soit jugé à la Haye », *Le Figaro.fr*, 2 septembre 2012 <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/09/02/97001-20120902FILWWW00036-mgr-tutu-veut-que-blair-soit-juge-a-la-haye.php>
- AGORAVOX, « Les USA et la guerre 1939-1945 : une 'bonne' guerre ou un engagement très intéressé ? », *Agoravox.fr*, 29 septembre 2006, <http://www.agoravox.fr/culture-loisirs/culture/article/les-usa-et-la-guerre-1939-1945-une-13787>
- AJMI Sana, "Visit of Qatari Emir Divides Tunisian Political Society", *Tunisia-Live.net*, 15 Janvier 2012, <http://www.tunisia-live.net/2012/01/15/visit-of-qatari-emir-divides-tunisian-political-society/>
- AL AHRAM, « Report de la loi sur la diffamation », *Hebdomadaire en ligne Al-Ahram*, 5-11 octobre 2011, <http://hebdo.ahram.org/arab/ahram/2011/10/5/marab4.htm>

- AL JAZEERA INTERNATIONAL, “Al Jazeera’s Bahrain documentary wins award”, *www.aljazeera.com*, 21 Février 2012
- AL JAZEERA INTERNATIONAL, “Al Jazeera English forced out of China”, *www.AlJazeera.com*, 8 mai 2012, <http://www.aljazeera.com/news/asia-pacific/2012/05/201257195136608563.html>
- AL JAZEERA INTERNATIONAL, “Al Jazeera English named channel of the year”, *www.aljazeera.com*, 23 février 2012, <http://www.aljazeera.com/news/europe/2012/02/201222335857553595.html>
- AL KARAMA, « Contribution soumise dans le cadre de la procédure de la liste des questions en vue du deuxième examen périodique du Qatar par le Comité contre la torture », *Al Karama*, 2 juillet 2010
- AMNESTY INTERNATIONAL Belgique, Communiqué du 26 Mars 2003, <http://www.amnestyinternational.be/doc/s-informer/actualites-2/article/irak-la-television-d-etat>
- ALTERINFO, « Les Non-alignés condamnent l'action antimusulmane des médias occidentaux », *www.alterinfo.net*, 5 juillet 2008, http://www.alterinfo.net/Les-Non-alignes-condamnent-l-action-anti-musulmane-des-medias-occidentaux_a21466.html
- ALTUWAIJRI Nada, ‘We aired lies’: Al Jazeera staff quit over ‘misleading’ Egypt coverage”, *Al Arabiya.net*, 9 juillet 2013, <http://english.alarabiya.net/en/media/2013/07/09/Al-Jazeera-employees-in-Egypt-quit-over-editorial-line-.html>
- ASSOCIATED PRESS, « La Tunisie décide de fermer son ambassade à Doha », *NouvelObs / CPR Tunisie.org*, 25 octobre 2006, <http://www.cprtunisie.net/spip.php?article519>
- AUTER P., ARAFA M. et AL JABER K., “Who is Aljazeera’s Audience? Deconstructing the Demographics and Psychographics of an Arab Satellite News Network”, *Transnational Broadcasting Studies*, Vol. 12, Retrieved, 20 Juillet 2007
- BARTHE Benjamin, « Al-Jazira à la pointe de la couverture de la révolution tunisienne », *Le Monde.fr*, 19 janvier 2011, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/01/19/al-jazeera-a-la-pointe-de-la-couverture-de-la-revolution-tunisienne_1467521_3218.html
- BBC Press office, “BBC signs news exchange agreement with Al Jazeera”, *BBC.co.uk*, 15 janvier 2003 http://www.bbc.co.uk/pressoffice/pressreleases/stories/2003/01_january/15/al-jazeera.shtml
- BLET Cyril, « Les médias, un instrument de diplomatie publique? », *Revue internationale et stratégique*, Cairn.info, 2010/2 n°78, pp 119-126
- BOURGEOIS Isabelle, « Comment la TV Ouest-allemande a contribué à la chute du Mur. Un cas unique d’interaction entre médias et opinion », *CIRAC*, n°19.2/2009, 9 novembre 2009
- BUCCIANI Alexandre, « En Egypte, les médias dénoncent l'interventionnisme du gouvernement de Mohamed Morsi », *RFI.fr*, 12 août 2012, <http://www.rfi.fr/afrique/20120812-egypte-medias-denoncent-interventionnisme-gouvernement-morsi>
- CABEDOCHÉ Bertrand, « Le rapport McBride, conférence du consensus avant l’heure ? L’expérimentation refoulée d’une médiation politique originale, porteuse d’un espace public sociétal et des valeurs fondatrices de l’Unesco », *Les Enjeux de l’information et de la communication*, 3 novembre 2011, http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux

CANOVAS Pierre-Anthony, « Les Balkans, l'audacieux pari d'Al Jazeera », *Slate.fr*, 19 octobre 2012
<http://www.slate.fr/story/62153/al-jazeera-balkans>

CHATRIWALA Omar, « Ce que Wikileaks nous apprend sur Al Jazeera », *Foreign Policy*, 26 septembre 2011, <http://www.slate.fr/story/44205/wikileaks-al-jazeera-qatar>

CINEMOVIES, « 1984 : George Orwell de nouveau adapté au cinéma ! », *Cinemovies.fr*, 22 Mars 2012

CHEVRIER Guylain, « Guerre du Golfe et télévision : un mariage stratégique », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2002, <http://chrhc.revues.org/1708>

COLLON Michel, « Règles de propagande de guerre », *Investigaction*, www.michel-collon.org, 22 Mars 2011

CONESA Pierre, « Une géographie du 'monde inutile' », *Le Monde Diplomatique.fr*, Mensuel mars 2001 [consulté le 7 mai 2012] <http://www.monde-diplomatique.fr/2001/03/CONESA/14996>

CPJ, « Le nombre de journalistes emprisonnés atteint un record mondial », *Comité de Protection des Journalistes*, 11 décembre 2012, <http://cpj.org/fr/2012/12/le-nombre-de-journalistes-emprisonnes-atteint-un-r.php>

CPJ, « Le nombre de journalistes emprisonnés atteint un record mondial », *Rapport spécial du Comité de Protection des Journalistes*, 11 décembre 2012, <http://cpj.org/fr/2012/12/le-nombre-de-journalistes-emprisonnes-atteint-un-r.php>

DELPHY Christine, « Une guerre pour les femmes ? », *Manière de Voir, Ces guerres qu'on dit humanitaires*, n°120, décembre 2011

Département de l'information de l'ONU, « Une société pour tous », Août 1994, DPI/1486/CON/SOC
<http://www.un.org/french/events/social95/dpi1486.htm>

DRIDI Zeyneb, « Média Scan : Les Tunisiens ne font toujours pas confiance aux médias locaux », *www.businessnews.com.tn*, 27 février 2011

DRIEF Zyneb, « Jihadistes, islamistes...? Comment nommer l'ennemi au Mali », *Rue89 / Le Nouvel Observateur*, 22 janvier 2013, <http://www.rue89.com/2013/01/22/petit-glossaire-de-la-guerre-contre-le-terrorisme-au-mali-238840>

DUGUA Pierre Yves, « Warren Buffett s'offre 63 journaux », *Le Figaro.fr*, 18 mai 2012
<http://www.lefigaro.fr/medias/2012/05/18/20004-20120518ARTFIG00426-warren-buffett-s-offre-63-journaux.php>

DURET Cécile, Étude de l'ouvrage de Tristan Mattelart, *Le cheval de Troie audiovisuel, Le rideau de fer à l'épreuve des radios et télévisions transfrontières*, Réseaux, 1996, volume 14 n°76. pp. 176-178.
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reso_0751-7971_1996_num_14_76_3722

EFE, "Ministros No Alineados debatirán en Venezuela "nuevo orden" en la comunicación", *Soitu.es*, 26 juin 2008, www.soitu.es/soitu/2008/06/26/info/1214514562_002680.html

EL DEEB Sarah, "Security raid office of Al Jazeera Egypt", *HuffingtonPost.com*, 29 septembre 2011
<http://www.huffingtonpost.com/huff-wires/20110929/ml-egypt/>

EL OIFI Mohammed, «L'opinion publique arabe entre logiques étatiques et solidarités transnationales », *Raisons politiques*, Presses de Sciences Po, 2005/3, n°19

EL PAÍS, “Marruecos expulsa a la cadena Al Yazira por su cobertura del conflicto del Sáhara”, *ElPaís.com*, 29 octobre 2010, http://sociedad.elpais.com/sociedad/2010/10/29/actualidad/1288303203_850215.html

FERJANI Riadh, « Dossier Monde arabe : les révolutions 2.0 n'ont pas eu lieu, 3- De l'ivresse éditoriale : la révolution tunisienne racontée par Al Jazira », *www.revue-media.com*, Médiamorphone n°30, Automne 2011, <http://www.revue-medias.com/de-l-ivresse-editoriale-la,774.html>

FOUCHÉ Gwladys, "Al-Jazeera journalist imprisoned in Guantánamo Bay to sue George Bush", *www.TheGuardian.co.uk*, 17 Juillet 2009, <http://www.guardian.co.uk/media/2009/jul/17/guantanamo-bay-al-jazeera>

FRANCE 24, « Al Jazeera s'offre une chaîne américaine », *www.France24.com*, 3 janvier 2013 <http://www.france24.com/fr/20130103-al-jazeera-al-gore-current-tv-achat-television-medias-etats-unis>

FARGEON Henri-Pierre, « Au JT tunisien, la propagande fait de la résistance », *Télérama.fr*, 24 mai 2011, <http://www.telerama.fr/monde/au-jt-tunisien-la-propagande-fait-de-la-resistance,69135.php>

FRANCE 24, « Les réseaux Internet et de téléphonie sont presque totalement coupés », *France24.com*, 28 janvier 2011, <http://www.france24.com/fr/20110128-egypte-reseaux-internet-telephonie-coupees-facebook-twitter-manifestations>

FRAT Muriel, « Al-Jazeera ne diffusera pas les vidéos de Merah », *LeFigaro.fr*, 27 Mars 2012, <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2012/03/27/01016-20120327ARTFIG00517-al-jazeera-ne-diffusera-pas-les-vidéos-de-merah.php>

FRAU-MEIGS Divina, « Le retour des États-Unis au sein de l'UNESCO », *Annuaire français de relations internationales*, 2004, Vol. 5, pp. 860-877

FREEDOM HOUSE, “Freedom of the press 2007 – Lebanon”, *Freedom House*, 2007, http://expression.freedomhouse.org/reports/freedom_of_the_press/2007/lebanon

FUKUYAMA Francis, “The End of History?”, *Revue Commentaire*, n° 47, automne 1989

GARLAND Eric, “If media covered America the way we cover foreign cultures”, *www.EricGarland.co*, 22 avril 2013, <http://www.ericgarland.co/2013/04/22/if-media-covered-american-culture-the-way-we-cover-foreign-cultures/>

GARRIC Audrey, « Le Qatar, plus gros pollueur, accueillera le prochain sommet sur le climat », *Blog Le Monde.fr*, 30 novembre 2011 <http://ecologie.blog.lemonde.fr/2011/11/30/le-qatar-plus-gros-pollueur-accueillera-le-prochain-sommet-sur-le-climat/>

GENTRÉ Régis, « Des révolutions médiatiques », *Hérodote*, La Découverte, 2008/2, n°129

GOLDBAUM Christophe, « Al-Jazira ébranle le paysage audiovisuel sportif français », 9 décembre 2011, *Le Monde.fr*, http://www.lemonde.fr/sport/article/2011/12/09/al-jazira-ébranle-le-paysage-audiovisuel-sportif-francais_1616190_3242.html#xtor%3dEPR-32280229-%5bNL_Titresdujour%5d-20111210-%5btitres%5d

GORDON Mordechai, "The United States and Israel: Double standards, Favoritism and Unconditional Support", *The Miseducation of the West: How Schools and the Media Distort Our Understanding of the Islamic World*, Praeger, 2004

GREENWALD Glenn, "“Militants”: media propaganda", *Salon.com*, 29 mai 2012, http://www.salon.com/2012/05/29/militants_media_propaganda/

GRIM Ryan, "Al Jazeera English Blacked Out Across Most Of U.S.", *www.HuffingtonPost.com*, 30 janvier 2011, http://www.huffingtonpost.com/2011/01/30/al-jazeera-english-us_n_816030.html

GUZMÁN Álvaro, "Aidan White: 'Los empresarios mediáticos han abandonado la idea de misión en el periodismo'", *Nuestro Tiempo*, n°670, septembre-octobre 2011, <http://www.unav.es/nuestrotiempo/temas/aidan-white-los-empresarios-mediaticos-han-abandonado-idea-mision-periodismo>

HALIMI Serge, « Les médias durant la guerre du Kosovo », Conférence de l'association Oroit eta Sala, 2000 <http://www.bibliotheque-sonore.net> <http://guerre.libreinfo.org/manipulations/mensonges-de-guerre/92-yougoslavie/497-les-medias-durant-la-guerre-du-kosovo.html>

HIRST David, « Cette télévision qui dérange », *Comprendre le réveil arabe*, Manière de voir n°117

HUFFINGTON POST, "Hillary Clinton calls Al-Jazeera 'real news', criticizes US media" (vidéo d'ABC News), *The Huffington Post.com*, 3 Mars 2011BBC, "Bush al-Jazeera 'plot' dismissed", *BBC.co.uk*, 22 novembre 2005, http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/4459296.stm

HUMAN RIGHTS WATCH, "Arrest wave signals growing intolerance for dissent in Jordan", *www.IFEX.org*, 14 septembre 2012, http://www.ifex.org/jordan/2012/09/14/arrest_save/

HUMAN RIGHTS WATCH, « Des aveux douteux ont été utilisés pour emprisonner des manifestants au Maroc », *Human Rights Watch*, 19 septembre 2012 http://www.ifex.org/morocco/2012/09/19/contested_confessions_torture/fr

HUSTON Warner Todd, "U.S. University Giving Award to Anti-American, Terror Supporting Al-Jazeera TV", *ChicagoNow.com*, 9 mai 2011, <http://www.chicagonow.com/publius-forum/2011/05/u-s-university-giving-award-to-anti-american-terror-supporting-al-jazeera-tv/>

IFEX, « RSF crée des sites-miroirs pour lutter contre la censure », *IFEX.org*, 10 février 2012, http://www.ifex.org/international/2012/02/10/mirror_sites/fr/

IFEX, « Un journaliste condamné à de la prison ferme malgré le nouveau code de l'information », *www.IFEX.org*, 20 juin 2012, http://www.ifex.org/algeria/2012/06/21/mohamed_sentenced/fr/

IFEX, Groupe d'Observation de la Tunisie, « Les vieilles pratiques répressives reviennent dans la nouvelle Tunisie et menacent la liberté d'expression, dit le TMG de l'IFEX », *www.ifex.org*, 29 Août 2012

IFEX/ REPORTERS SANS FRONTIÈRES, « Alors que la situation de la liberté d'expression se détériore, RSF appelle la communauté internationale à réagir », *IFEX.org*, 18 Novembre 2011, <http://fr.rsf.org/egypte-alors-que-la-situation-de-la-17-11-2011,41406.html>

IFEX, « Un projet de loi sur la presse au Qatar criminalise la critique des dirigeants », *IFEX*, 30 octobre 2012, http://www.ifex.org/qatar/2012/10/30/draft_media_poet/fr/

INKELES Alex, "The Soviet characterization of the Voice of America", *Columbia Journal of International Affairs*, vol. V, n°2, printemps1951, pp.44-55

ISKANDER Adel et EL-NAWAYAY Mohammed, *Al-Jazeera: The Story Of The Network That Is Rattling Governments And Redefining Modern Journalism*, Basic Books, 2003

KAJJA Kamal, « Al-Jazeera, phénomène ou leurre ? », *Le Golfe et ses Émirats*, Hérodote Revue de géographie et de géopolitique, n°133, deuxième trimestre 2009

KAMMANN Uwe, « Compagnons de voyage. Les médias et l'Unité allemande », *Regards sur l'économie allemande*, CIRAC, 2010/4-5 (n° 98-99)

KAPITALIS, « Les Tunisiens à l'Egyptien Ahmed Mansour d'Al-Jazira : Bouguiba pas touche! », *Kapitalis.com*, 16 janvier 2013, <http://www.kapitalis.com/medias/13924-les-tunisiens-a-l-egyptien-ahmed-mansour-d-al-jazira-bouguiba-pas-touche.html>

KESSLER Oren, «The Two Faces of Al Jazeera», *Middle East Quarterly*, Hiver 2012, pp. 47-56, http://www.meforum.org/3147/al-jazeera#_ftn12

KOZOVOÏ Andreï, « Eux et nous : la Guerre froide dans les histoires drôles soviétiques », *Cahiers du monde russe*, Éditions EHESS, 2007/1 – Vol. 48 pp137-152

KOZOVOÏ Andreï, « La dernière bataille de la Guerre froide sur les ondes : les Soviétiques et l'information radiophonique sur les États-Unis, 1975-1985 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, IRICE, 2007/2, n°26

LAKOME.COM, « Al-Jazira recule dans les pays du "printemps arabe" », *Courrier International.com*, 4 mars 2013, <http://www.courrierinternational.com/article/2013/03/04/al-jazira-recule-dans-les-pays-du-printemps-arabe>

LAMLOUM Olfa, « L'impact des chaînes satellitaires arabes », *La Revue internationale et stratégique*, n°56, hiver 2004-2005, <http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2004-4-page-69.htm> pp69-75

LA VOIX DU NORD, « Tunisie : Ben Ali parle d'actes terroristes, les manifestants dénoncent la répression », *LaVoixduNord.fr*, 11 janvier 2011, http://www.lavoixdunord.fr/France_Monde/actualite/Secteur_France_Monde/2011/01/11/article_tunisie-ben-ali-parle-d-actes-terroriste.shtml

LAZAR J., « Les médias dans la construction de la réalité : l'apport de la théorie de la cultivation », *Communication*, vol. XX, n° 2, hiver-printemps 2001

LE FIGARO.FR, « Wikileaks révèle l'horreur de la guerre en Irak », *LeFigaro.fr*, 23 octobre 2010 <http://www.lefigaro.fr/international/2010/10/23/01003-20101023ARTFIG00385-wikileaks-revele-l-horreur-de-la-guerre-en-irak.php>

LE FIGARO.FR, *Courrier International*, *Le Nouvel Observateur* et *L'Express*, « L'Express censuré au Maroc », *www.bladi.net*, 23 Décembre 2011, <http://www.bladi.net/express-censure-maroc.html>

LE MONDE DIPLOMATIQUE.FR, « Au mépris du droit, 1947-2009 : une impunité qui perdure. Résolutions de l'ONU non-respectées par Israël », *le Monde Diplomatique*, Février 2009, <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/02/A/16775>

LE MONDE DIPLOMATIQUE.FR, « Opération Force Alliées », *Cahier spécial sur le Kosovo*, 1^{er} Janvier 2006 <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/kosovo/otan-operation>

LE MONDE.FR, « L'adhésion palestinienne redonne à l'Unesco une place dans la diplomatie internationale », *Le Monde.fr*, 1^{er} novembre 2011, http://www.lemonde.fr/international/article/2011/11/01/l-adhesion-palestinienne-redonne-a-l-unesco-une-place-dans-la-diplomatie-internationale_1597014_3210.html

LE MONDE.FR, « Le logiciel de téléphonie mobile qui défie le contrôle des Etats », *Le Monde.fr*, 21 avril 2012, http://www.lemonde.fr/international/article/2012/04/21/le-logiciel-de-telephonie-mobile-qui-defie-le-controle-des-etats_1688852_3210.html

LE MONDE.FR, « La chaîne Al Jazira interdite en Égypte », *LeMonde.fr*, 30 janvier 2011, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/01/30/la-chaîne-al-jazira-interdite-en-egypte_1472733_3218.html

LE POINT.FR, « Israël se fâche avec l'ONU », *LePoint.fr*, 26 mars 2012, http://www.lepoint.fr/monde/israel-se-fache-avec-l-onu-26-03-2012-1445291_24.php

LE POINT.FR, « Les États-Unis créent un kit anti-censure du net », *Le Point.fr*, 14 juin 2011, http://www.lepoint.fr/high-tech-internet/les-etats-unis-creent-un-kit-anti-censure-du-net-14-06-2011-1341879_47.php

LEPRI Charlotte, « De l'usage des médias à des fins de propagande pendant la guerre froide », *Revue internationale et stratégique*, Armand Colin, 2010/2 n°78 p111-118

LES ECHOS, « Tunisie - Le Qatar, un parrain qui met le paquet », *Slateafrique.com*, 26 avril 2012, <http://www.slateafrique.com/86311/tunisie-qatar-parrain-pret-un-milliard-economie>

LYNCH Marc, "Taking Arabs Seriously", *Transnational Broadcasting Studies*, TBS 11, fall-winter 2003, www.tbsjournal.com/Archives/Fall03/Marc_Lynch.html

M. Sofiane, « A quoi joue Al Jazeera? », *Le Quotidien d'Oran*, Algeria-Watch.com, 22 décembre 2007, http://www.algeria-watch.org/fr/article/mil/sale_guerre/sondage_aljazeera.htm

MALER Henri, « L'ouragan Sandy a-t-il dévasté France 2 ? », *Acrimed.org*, 5 novembre 2012 <http://www.acrimed.org/article3929.html>

MERCIER Arnaud, « Médias et violence durant la guerre du Golfe », *Cultures & Conflits*, 09-10 printemps-été 1993, 4 Mars 2005 [consulté le 2 avril 2012] <http://conflits.revues.org/index296.html>

MILLOT Lorraine, « Berlin: un faux plan pour aller au Kosovo. Les militaires auraient menti pour justifier l'intervention de l'Otan. », *Libération.fr*, 6 avril 2000 <http://www.liberation.fr/monde/0101332630-berlin-un-faux-plan-pour-aller-au-kosovo-les-militaires-auraient-menti-pour-justifier-l-intervention-de-l-otan>

MORANDINI Jean Marc, « Plusieurs sites de la chaîne Al-Jazeera du Qatar piratés », *www.jeanmarcmorandini.com*, 5 septembre 2012, <http://www.jeanmarcmorandini.com/article-292326-plusieurs-sites-de-la-chaîne-al-jazeera-du-qatar-pirates.html>

N/A, "From Media Revolution to Street Revolution, Twenty Years of Arab Commercial Satellite Television", *Symposium Proceedings*, 9 avril 2011, Northwestern University in Qatar NEWS OF

TUNISIA, « Dilou refuse de dépenaliser la diffamation », *News of Tunisia*, 1^{er} juin, <http://www.newsoftunisia.com/politique/la-tunisie-dilou-refuse-de-depenaliser-la-diffamation/>

NEWS OF TUNISIA, «La Tunisie a rejeté des recommandations du Conseil des droits de l'Homme», *News of Tunisia*, 21 Septembre 2012, http://www.newsoftunisia.com/international/la-tunisie-a-rejete-des-recommandations-du-conseil-des-droits-de-lhomme/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+newsoftunisia%2FXEkZ+%28News+of+Tunisia%29

NORDENSTRENG Kaarle et VARIS Tapio, « La télévision circule-t-elle à sens unique ? Revue et analyse de la circulation des programmes de télévision dans le monde », *Etudes et documents d'information n°70*, UNESCO, Paris, 1974

OHCHR Office, “Bahrain / Human rights: Government effectively cancels UN Special Rapporteur on torture’s visit”, *OHCHR.org*, 24 avril 2013, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13261&LangID=E>

OBSERVATEURS, « Écoute-t-on encore la France quand elle parle de droits de l'Homme ? », *France24.com*, 10 décembre 2008, <http://observers.france24.com/fr/content/20081210-france-droits-homme-anniversaire-symbole>

OUMMA.FR, « Le mensonge d'Al Jazeera qui annonce la mort de Bouteflika », *Oumma.fr*, 30 avril 2013, <http://oumma.com/16603/mensonge-dal-jazeera-annonce-mort-de-bouteflika>

OUMMA.FR, « Quand Al Jazeera manipule les images des funérailles de Chokri Belaid », *Oumma.com*, 10 février 2013, <http://oumma.com/15746/al-jazeera-manipule-images-funerailles-de-chokri-belai>

OUNAÏS Chiraz, « Tunisie: pourquoi Al-Jazeera est persona non grata », *TunisiaIT.com*, 26 mars 2012 <http://www.tunisiait.com/article.php?article=9594>

OXFORD ANALYTICA, “Arab Charter Aims To Restrict Satellite Channels”, *www.Forbes.com*, http://www.forbes.com/2008/04/22/satellite-al-jazeera-cx_0423oxford.html

PACTOR Howard S., “Unintended consequences: RIAS and the cold war”, *University of Florida*, non daté, <http://www.riasberlin.de/rias-hist/rius-hist-unintend.html>

PANA, « Maroc : Suspension d'un programme de la chaîne Al-Jazeera », *Casafree.com*, 8 mai 2008, [consulté le 10 janvier 2013] www.casafree.com/modules/news/article.php

PARIS Gilles, « Al Jazira, la télé qui réveille le monde arabe », *Le Monde*, 6 Mars 2000

PATSISS Louiza, “Al Jazeera: The New Voice in International Media”, *Gov 263*, 2 décembre 2006

PEARL Judea, "Another perspective, or jihad TV?" *The International Herald Tribune*, 17 janvier 2007 in Oren Kessler, “The Two Faces of Al Jazeera”, *Middle East Quarterly*, Hiver 2012, pp. 47-56, http://www.meforum.org/3147/al-jazeera#_ftn11

QUOI.FR, « Le top qui tue : de quoi meurt-on le plus aujourd'hui ? », *Quoi Info*, 19 décembre 2012, <http://quoi.info/actualite-societe/2012/12/19/de-quoi-meurt-on-aujourd'hui-1157546/>

RADIO FRANCE INTERNATIONALE, « Somalie: Les Shebabs se mettent à la mode Twitter », *RFI.fr*, 12 décembre 2011, http://www.rfi.fr/afrique/20111212-somalie-shebabs-mettent-mode-twitter?ns_campaign=nl_MONDE121211&ns_mchannel=newsletter&ns_source=emailvision&ns_linkname=lire-5&ns_fee=0

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, Communiqué du 30 Juillet 2011, <http://fr.rsf.org/+bombardement-du-siege-de-la+.html>

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, « Nouvelle condamnation d'un blogueur, sous des prétextes fallacieux », *www.IFEX.fr*, 18 juin 2012, http://www.ifex.org/morocco/2012/06/18/sokrate_jailed/fr/

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, « Vives inquiétudes suite à l'adoption par le gouvernement d'un projet de loi liberticide », *Reporters sans frontières*, 6 septembre 2012, http://www.ifex.org/jordan/2012/09/06/reporters_without_borders/fr/

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, « RSF condamne l'interpellation de l'humoriste Bassem Youssef », *Rsf.org*, 2 avril 2013, <http://fr.rsf.org/egypte-une-journaliste-accusee-de-14-03-2013,44208.html>

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, « Une journaliste accusée de promotion du terrorisme », *Rsf.org*, 14 mars 2013, <http://fr.rsf.org/egypte-une-journaliste-accusee-de-14-03-2013,44208.html>

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, « Un journaliste égyptien devant un tribunal militaire », *Rsf.org*, 9 janvier 2013, <http://fr.rsf.org/egypte-un-journaliste-egyptien-devant-un-08-01-2013,43873.html>

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, « Bilan des cas de violation de la liberté d'informer en Egypte depuis la fin de la Révolution », *RSF.org*, 18 Novembre 2011, http://fr.rsf.org/IMG/pdf/bilan_egypte_post-revolution.pdf

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, « RSF dénonce les agressions de journalistes, pris pour cibles lors des manifestations », *Rsf.org*, 25 avril 2013 <http://fr.rsf.org/egypte-rsf-denonce-les-agressions-de-22-04-2013,44415.html>

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, « Entre risques de fermeture et menaces de poursuites judiciaires, les nouvelles radios tunisiennes acculées », *Rfs.org*, 25 février 2013, <http://fr.rsf.org/tunisie-entre-risques-de-fermeture-et-25-02-2013,44120.html>

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, « La HAICA voit enfin le jour », *Rsf.org*, 7 mai 2013, <http://fr.rsf.org/tunisie-la-haica-voit-enfin-le-jour-07-05-2013,44578.html>

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, « Al-Jazeera expulsé d'un meeting politique », *IFEX.org*, 26 mars 2012, <http://info.ifex.org/View.aspx?id=354591&q=441283351&qz=0a1d3d>

REUTERS, « Fouettées pour un soutien-gorge », *Radio-Canada et Reuters*, 16 octobre 2009 <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2009/10/16/008-somalie-soutien-gorge.shtml>

RHODES Tom, "China's media footprint in Kenya", *CPJ Blog*, 7 mai 2012, <http://cpj.org/blog/2012/05/chinas-media-footprint-in-kenya.php>

ROCCO Anne-Marie, « Mais où vont les milliards du Qatar? », *challenge.fr*, 16 février 2012, <http://www.challenges.fr/monde/20120216.CHA3244/mais-ou-vont-les-milliards-du-qatar.html>

ROURA Joan, "El calibre de las palabras, Conflictos y medios de comunicación en Oriente Medio", *El Nuevo Orden Mundial Islámico*, Revista de Historia Contemporánea, 2007

SABER Dima, *De Nasser à Nasrallah : l'identité arabe à l'épreuve de ses récits médiatiques. Une analyse sémio-pragmatique de l'émergence de deux symboles de la nation. Nationalisme et propagandes*,

1948-2006, Thèse de Doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication, Université Paris-Assas, 15 décembre 2011

SAMARAJIWA Rohan, « Le nouvel ordre de l'information. Rétrospective et prospective », *Tiers-Monde*, 1987, Tome 28 n°111

SAXON Dan, "Humanitarian law, ethics, and journalism in Syria", Committee to Protect Journalists *CPJ.org*, 29 janvier 2013, <https://www.youtube.com/watch?v=ck6OXl0xHs8>

SILA Thomas, entrevue avec Mohammed Chérif Ferjani et Philippe d'Iribarne « Une cohabitation impossible ? Nouvelles tempêtes sur les printemps arabes : l'islam est-il allergique à la démocratie ? », *Atlantico.fr*, 4 juillet 2013, <http://www.atlantico.fr/decryptage/nouvelles-tempetes-printemps-arabes-islam-est-allergique-democratie-philippe-iribarne-mohamed-cherif-ferjani-775643.html#xOcBJIdJhU6B1B8p.01>

SKALLI Loubna, "Loving Muslim Women with Vengeance : The West, Women and Fundamentalism", *The Miseducation of the West: How Schools and the Media Distort Our Understanding of the Islamic World*, Praeger, 2004

SMATI Nozha, « La configuration audiovisuelle tunisienne entre monopolisation et libéralisation du secteur », *Revue Entrelacs.fr*, 26 avril 2009, http://w3.lara.univ-tlse2.fr/entrelacs/IMG/article_PDF/article_165.pdf

SOULIER Gérard, « Du Watergate au nouvel ordre mondial, Naissance de l'information universelle », *Droit et Politique*, 1993

STONEBANKS Christopher D., "Consequences of Perceived Ethnic Identities", *The Miseducation of the West: How Schools and the Media Distort Our Understanding of the Islamic World*, Praeger, 2004

TUNISCOPE, « Résultats définitifs des élections de l'Assemblée constituante », *www.tuniscope.com*, 14 Novembre 2011, <http://www.tuniscope.com/index.php/article/10214/tech/conferences/resultats-002712#.UeH5uDKbvIU>

UNESCO Media services, "UNESCO and Al Jazeera to promote freedom of expression in the Arab world", 9 décembre 2011, http://www.unesco.org/new/en/media-services/single-view/news/unesco_and_al_jazeera_to_promote_freedom_of_expression_in_the_arab_world/

WASHINGTON TIMES, "Al Iraqiya offers alternative view", *www.WashingtonTimes.com*, 27 avril 2004, <http://www.washingtontimes.com/news/2004/apr/27/20040427-105458-3420r/#ixzz2KyETFztP>

WOLFE Thomas R., "A New International Information Order, The Developing World and the Free Flow of Information Controversy", *Syracuse Journal of International Law and Commerce*, volume 8 n°1, Été 1980

ZAYADDIN Hiba, "Israel targets media facilities in Gaza offensive", *IFEX*, 19 novembre 2012, http://www.ifex.org/palestine/2012/11/19/target_media_offensive/

ZAYANI Mohammed, « Chaines d'information : flux et contre-flux », *Les Arabes parlent aux Arabes, La révolution de l'information dans le monde arabe*, Actes Sud, 2009

ZEINOBIYA, “After 8 years Al Jazeera asks what killed Arafat !?”, Blog Egyptian Chronicles, 4 juillet 2012, <http://egyptianchronicles.blogspot.com.es/2012/07/after-8-years-al-jazeera-asks-what.html>

RAPPORTS ET TEXTES JURIDIQUES :

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) adopté le 8 juin 1977, article 79 sur la protection des journalistes envoyés en mission professionnelle périlleuse en zone de conflit armé http://www.admin.ch/ch/f/rs/0_518_521/a79.html

Rapport *Freedom of Information and Sustainable Development : Sealing the Link*, 17-18 Mars 2008, UNESCO, Paris

Rapport *Policy Review of Voice for Free Hungary Programming, October 23-November 23, 1956* au Directeur Europe de RFE, Richard J. Condon, Document n°10, RFE Office of the Political Advisor, 5 décembre 1956

Déclaration universelle des droits de l’homme adoptée par l’Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948, Résolution 217 (III) A <http://www.un.org/fr/documents/udhr/>

Déclaration de l’UNESCO sur les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d’information au renforcement de la paix et de la compréhension internationale, à la promotion des droits de l’homme et à la lutte contre le racisme, l’apartheid et l’incitation à la guerre, 28 novembre 1978

Déclaration de Belgrade de l’UNESCO du 3 mai 2004 en soutien aux médias dans les zones de conflits violents et dans les pays en transition <http://www.hirondelle.org/wp-content/uploads/2011/03/MediasensituationdeconflitUNESCO2004.pdf>

Déclaration de Medellin de l’UNESCO du 3 mai 2007 pour la lutte contre l’impunité des crimes contre la presse <http://www.unesco.org/new/fr/unesco/events/prizes-and-celebrations/celebrations/international-days/world-press-freedom-day/previous-celebrations/worldpressfreedomday2009000/medellin-declaration/>

MACBRIDE Séan et collaborateurs, *Voix multiples, un seul monde*, Rapport de la Commission internationale pour l’étude des problèmes de la communication (CIC), Edition UNESCO, la Documentation française et les Nouvelles éditions africaines, 1980

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) adopté le 8 juin 1977, article 79 sur la protection des journalistes envoyés en mission professionnelle périlleuse en zone de conflit armé http://www.admin.ch/ch/f/rs/0_518_521/a79.html

Protocole Additionnel I du 8 juin 1977, Article 79 concernant la protection des journalistes envoyés en mission professionnelle périlleuse dans les zones de conflit armé. http://www.admin.ch/ch/f/rs/0_518_521/a79.html

Rapport commun de la FAO, OIT, ONUSIDA, PNUD, UNESCO, UNICEF et OMS, *La communication pour le Développement : Accroître l’efficacité des Nations Unis*, 2010

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, *Classement mondial de la liberté de la presse 2011-2012*, Reporters sans frontières 25 janvier 2012 http://fr.rsf.org/IMG/CLASSEMENT_2012/C_GENERAL_FR.pdf

Rapport du Conseil intergouvernemental du PIDC, *IPDC Final Report*, 24-26 Mars 2010, 27^{ème} session, Paris, 2010

Rapport de la Directrice Générale de l'UNESCO, Irina Bokova, sur la sécurité des journalistes et le risque d'impunité, Conseil intergouvernemental du PIDC, 28^{ème} session, UNESCO, Paris, 22-23 mars 2012, CI-12/CONF.202/4REV

Rapport du Conseil intergouvernemental du PIDC, « Le PIDC: 20 ans au service du développement de la communication. Enjeux et orientations à l'orée du nouveau millénaire », Débat thématique du Conseil intergouvernemental du PIDC, 20^{ème} session, 21-24 mars 2000, <http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001195/119514fo.pdf>

Rapport *Situation financière de l'Organisation et incidences sur l'exécution du 36 C/5*, 189^{ème} session du Conseil exécutif de l'UNESCO, Paris, 7 février 2012

Résolution A/RES/66/81 de l'Assemblée générale des Nations Unies, « Questions relatives à l'information, A. L'information au service de l'humanité », 12 janvier 2012

Résolution A/RES/59 (I) de l'Assemblée générale des Nations unies (14 décembre 1946), « Convocation d'une conférence internationale sur la liberté de l'information », [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/59\(I\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/59(I)&Lang=F)

Résolution A/RES/45/76 « Questions relatives à l'information » de l'Assemblée générale des Nations unies (11 décembre 1990) <http://daccess-dds-n.yun.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/567/23/IMG/NR056723.pdf?OpenElement>

Résolution 29 C/29 (1997), « Condamnation de la violence contre les journalistes », 29^{ème} session de la Conférence générale de l'UNESCO, Paris, novembre 1997 <http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CI/CI/pdf/WFPF/WFPF2011/resolution29-fr.pdf>

Résolution 1738 (2006) S/RES/1738, adoptée par le Conseil de sécurité à sa 5613^{ème} séance, le 23 décembre 2006, http://www.rsf.org/IMG/pdf/Resolution_1738_Eng.pdf

Troisième Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre <http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Article.xsp?action=openDocument&documentId=DD653EF9CA41D215C12563BD002BF0F0>

UNESCO, *Nouveaux projets soumis au PIDC*, 51^{ème} réunion, Paris, mars 2007

UNESCO Concept Paper, World Press Freedom Day 2012, "New Voices: Media Freedom Helping to transform societies", 3-5 Mai 2012, Tunis

UNESCO, *Indicateurs de développement des médias: cadre pour l'évaluation du développement des médias*, Paris, 2008, CI/COM/2008/PI/3

Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966, article 19 sur la liberté d'expression, <http://www2.ohchr.org/french/law/ccpr.htm>

UNESCO, « New Voices: Media Freedom Helping to transform societies », *UNESCO Concept Paper*, World Press Freedom Day 2012, 3-5 Mai 2012, Tunis

TELHAMI Shibley (dir.), *2008 Annual Arab Public Opinion Poll* Enquête de l'Anwar Sadat Chair for Peace and Development de l'Université du Maryland et de Zogby International

Arab League satellite Broadcasting Charter, traduction non-officielle d'Arab Media & Society, 12 février 2008

Source originale en arabe : <http://www.arabmediasociety.com/UserFiles/AMS%20Charter%20Arabic.pdf>

Source en anglais : <http://www.arabmediasociety.com/?article=648>

CHAFFAI Mongi, *La répartition internationale des fréquences destinées aux radiodiffusions nationales (à la lumière d'un nouvel ordre mondial de la communication)*, UNESCO, 1979
<http://unesdoc.unesco.org/images/0003/000346/034664fb.pdf>

Arrêté du 3 septembre 2011 fixant les règles et les procédures de la campagne électorale, Instance Supérieure Indépendante pour les Élections

IRIS / CSFRS, *La diplomatie sportive qatarie, Le « sport power » : le sport au service de la reconnaissance internationale du Qatar*, 2012

Qatar Law of Print and Publication of 1979

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, *Classement mondial de la liberté de la presse 2011-2012*, 25 janvier 2012, http://fr.rsfor.org/IMG/CLASSEMENT_2012/C_GENERAL_FR.pdf

DISCOURS :

Discours de Dakar (Sénégal) du président français Nicolas Sarkozy, 26 Juillet 2007

Discours de Hugo Chávez accueillant le Président Iranien Mahmoud Ahmadinejad à Caracas (Venezuela), 9 janvier 2012, <http://www.youtube.com/watch?v=6WhSf969R1A>

OST François, «La thèse de doctorat en droit: du projet à la soutenance », texte de la conférence du 17 février 2006, séminaire d'ouverture de l'École doctorale en sciences juridiques de la Communauté française de Belgique, http://www.fusl.ac.be/fr/pdf/Droit/rapport_fr.pdf

ENTRETIENS:

ABBOU Mohammed, Secrétaire Général du parti CPR, siège du parti, Tunis, juillet 2012

ABU AID Xavier, négociateur et porte-parole de l'Autorité palestinienne en Amérique latine

BEN ABDESSELEM Selim, député à l'Assemblée nationale constituante, juillet 2012

BEN HASSAN Ayoub, secrétaire administratif du parti CPR, Tunis, août 2012

CAIROLA Andrea, Spécialiste de programme, secteur Communication et Information, UNESCO Paris, Août 2011

CHAMEKH Mokhtar, Conseiller économique à la Présidence de la République tunisienne, siège du parti CPR, Tunis, août 2012

CHOCARRO MARCESSE Silvia, Experte au service du Programme international du développement de la communication (PIDC), UNESCO Paris, Août 2011

CHOUAIB Salah, député, membre fondateur du parti Ettakatol, Tunis, août 2012

COSTA-SELLAMI Khadija, employée au service financier du parti politique tunisien *Al Jumhury*, siège du parti, Tunis, août 2012

DE FEO Agnès, sociologue et conférencière à l'EHESS Paris, Tunis, juillet 2012

Diplomates de la Délégation tunisienne à l'UNESCO, Paris, mai 2011

Étudiants de la Faculté des Sciences Juridiques de Tunis, juillet 2012

FERJANI Chérif, chercheur à l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain, juillet 2012

GAI Vladimir, Directeur de la section Media et Participation citoyenne, UNESCO Paris, Août 2013

GUELLALI Amna, Directrice de Human Rights Watch Tunisie, Tunis, août 2012

HABIB Randa, Directrice de l'Agence France Presse – Amman (Jordanie), ex-correspondante de Radio Monte-Carlo

HAJJI Lotfi, Directeur d'Al Jazira Tunisie, bureaux de Tunis, juillet 2012

HAJLAOUI Housseem, rédacteur du journal en ligne *Nawaat*, Tunis, juillet 2012

HUYGHE François-Bernard, Directeur de l'Observatoire Géostratégique de l'Information (IRIS), Paris, mai 2011

JMAL Neji, député Ennahdha des Tunisiens de l'étranger (région France Sud) à l'Assemblée nationale constituante tunisienne, juillet 2012

KUOK LIM Ming, Chef de projet à l'UNESCO, Division de la Liberté d'expression, Démocratie et Paix, Secteur Information et Communication, siège de l'UNESCO, Paris, Août 2011

LABASSI Nabil (Maitre), avocat membre du cabinet de Nouredine Bhiri, Ministre de la Justice Tunisienne, Tunis, août 2012

LAGHMANI Slim, Professeur de Droit international public, Faculté des Sciences Juridiques de Tunis, juillet 2012

MEGAHED Ahmed, Conseiller à la délégation égyptienne à l'UNESCO, mai 2011

MTIRI Hajer, journaliste freelance (radio Twensa, Saa.org), Tunis, juillet-août 2012

N/A, administrateur général du Parti des Travailleurs Tunisiens, siège du parti, Tunis, août 2012

NASRI Mohammed Ali, député à l'Assemblée nationale constituante Tunisienne, juillet 2012

THABTI Adel journaliste et directeur du journal *Mouatinoun* (Citoyens) du parti tunisien *Ettakatol*, siège du parti, Tunis, juillet 2012

YAIECH Choukri, député de l'ancien parti Afek Touns, Tunis, juillet 2012

ZOUIOUECH Mondher, Directeur du Bureau de communication du parti politique *Ettakatol*, Tunis, juillet 2012

EMISSIONS ET DOCUMENTAIRES:

Al Jazeera English, "Israel defends air strikes that hit media building", 19 novembre 2012, https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=JU0MLpX2iGw

« Le Grand Journal » spécial Conférence de Doha sur le changement climatique, Canal Plus, 3 décembre 2012

« Le Grand journal » de Canal Plus du 9 février 2013

« Le Petit Journal » de Canal Plus du 5 juin 2012

« Le Petit Journal » de Canal Plus du 4 septembre 2012

« Le Petit Journal » de Canal Plus du 24 janvier 2013

Documentaire d'Arte « Les routes de la terreur », extrait diffusé dans le Zapping de Canal Plus du 12 Septembre 2012

Journal de la chaîne Arte « Arte Journal », Zapping de Canal Plus du 17 avril 2013

Documentaire *Control Room* de Jehane Noujaim, 2004

Reportage de Jacky Rowland, "Malian women recount year of abuse", *A Jazeera.com*, Tomboutou, *Al Jazeera English*, 31 janvier 2013

Émission « Ce soir ou jamais » 'Islamophobie ?', France 3, 22h50, 20 novembre 2012

Émission "Le Grand Journal", chaîne *Canal +*, 5 février 2013

Journal télévisé *Soir 3*, Reportage « Mali : Tombouctou et Gao libérées », France 3, 29 janvier 2013

Documentaire *Al Naqba* (La catastrophe) diffusé sur *Al Jazeera English* et *Arabic* le 21 mai 2013

Documentaire en arabe *Arshivhom, tarikhna : elirhab essiony* (leurs archives, notre Histoire : le terrorisme sioniste) du 21 juin 2013 sur *Al Jazeera Arabic*

Documentaire *Afriqiya Fransa: Al-qarah al-mustabaha* (« France-Afrique: un continent pillé »), *Al Jazeera Arabic*, 19 février 2013

Reportage, images de soldats américains morts et interview de soldats américains faits prisonniers pendant la guerre en Irak, *Al Jazeera Arabic / Iraq TV*, 23 mars 2003, http://www.dailymotion.com/video/x3kcvj_guerre-en-irak-prisonniers-us-sur-a_news

Reportage, images d'un soldat syrien capturé par des rebelles et interviewé par *Al Jazeera English*, 17 octobre 2012, <https://www.youtube.com/watch?v=ck6OXI0xHs8>

Bande annonce d'*Al Jazeera English*, Youtube.com, 13 décembre 2006, <http://www.youtube.com/watch?v=6oaV3IK8xCg>

The Middle East Media Research Institute (MEMRI), "Al Jazeera Throws Party for Child Killer (Samir Kuntar)", YouTube.com, 22 août 2008 <http://www.youtube.com/watch?v=SIkrQGz5ats>

Compilation de bandes annonces d'*Al Jazeera English*, *Youtube.fr*, 13 décembre 2006, disponible sur <http://www.youtube.com/watch?v=6oaV3IK8xCg>

Compilation de sermons du 9 et 30 janvier 2009 prononcés par Dr. Youssef Qaradaoui, *MEMRI TV*, Youtube.fr <http://www.youtube.com/watch?v=teqeraQvO-w>

Bande annonce de promotion d'*Al Jazeera English*, Youtube.fr, 13 décembre 2006

Programme "Palestine Papers" de l'émission américaine *Democracy Now!*, 17 Février 2011
Documentaire *How to Start a Revolution* de Ruairidh Arrow (2008) sur Gene Sharp, politologue américain et auteur du manuel *De la dictature à la démocratie* (1993)

Festival "Egypt's revolution: A cinematic perspective" (Amman, 22-26 janvier 2012):

Tahrir 2011: The Good, the Bad and the Politician (Ayten Amin, Tamer Ezzat, Amr Salama),

18 days in Egypt (Ramadan and Ahmed Salah), 2012

The agenda and I (Nevine Shalaby), 2012

½ Revolution (Karim al hakim, Omar Shargawi), 2012

On the road to... Downtown (Sherif Bendary), 2012

Vidéo de Nabil Ennasri, chercheur en politique internationale, « Le Qatar : à la conquête du monde ? », IRIS 6 mars 2013, <http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article7810>

SITES INTERNET :

www.huyghe.fr Blog de François-Bernard Huyghe, Directeur de l'Observatoire Géostratégique de l'Information

www.tv5.org Carte interactive des guerres oubliées (par TV5 Monde, RTSR et le Comité International de la Croix Rouge) <http://www.tv5.org/TV5Site/guerres-oubliees/index.php>

<http://www.nam.gov.za/> Mouvement des Non Alignés

<http://www.cananews.net/> Caribbean News Agency

<http://www.telesurtv.net/> TeleSUR

<http://www.itu.int/> Union internationale des télécommunications

www.fao.org Food and Agriculture Organisation

www.wto.org World Trade Organisation

www.unesco.org Page du secteur Information et Communication et du PIDC de l'UNESCO

www.voanews.com/english Radio Voice of America

CONFERENCES:

Conférence de lancement d'un ouvrage "Freedom of Connection – Freedom of Expression: The Changing Legal and Regulatory Ecology Shaping the Internet", siège de l'UNESCO Paris, 30 mai 2011

Levée de fonds auprès des délégations de l'UNESCO, pour le service audiovisuel public tunisien et égyptien, siège de l'UNESCO, 31 mai 2011

Conférence « Démocratie et renouveau dans le monde arabe » au siège de l'UNESCO, Paris, 21 juin 2011

Conférence de l'ancien correspondant d'Al Jazeera English au Caire et à Gaza, Ayman MOHYELDIN, "Giving voice to Revolution", Bilgi University, Istanbul, 23 février 2011, habervesaire.com/haber/2037/

Intervention de Dr. Laura NAVARRO, Docteur en Communication audiovisuelle sur la représentation des musulmans dans les médias, Séminaire "Mujer y Estado de Derecho en el Mundo Árabe, de la Revolución al Ejercicio del Poder", Université de Valencia, 12 mai 2011

Séminaire de Pr. Sami NAÏR, "El significado de las revueltas árabes", Instituto Universitario de Derechos Humanos de la Universidad de Valencia, 11 novembre 2011

Séminaire de Pr. Sami NAÏR, "¿Por qué se rebelan? Revoluciones y contrarrevoluciones en el mundo árabe", séminaire du Master de Droit international, Paix et Justice internationale, Faculté de droit de Valencia, 28 mai 2013

TABLE DES ANNEXES

Annexe n°1 Programme de la journée d'étude « Transformations sociopolitiques et médias au Maghreb, Les nouveaux paysages télévisuels en Tunisie et les défis du passage à la démocratie », Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC), 28 juin 2013, p 243-246

Annexe n°2 Grille d'entretien semi-directif et compte rendu des visites, p 247-262

Annexe n°3 Carte des flux mondiaux d'informations en 1993, p 263

Annexe n°4 Images les plus médiatisées de la guerre américaine au Viet Nam, p 264

Annexe n°5 Arab Satellite Television Charter, p 265-270

Annexe n°6 Budget de l'UNESCO, graphique des financements, p 271

Annexe n°7 Schéma de prise de décision du Programme International de Développement de la communication, p 272

Annexe n°8 Chaines préférées des Arabes, p 273-275

Annexe n°9 Audience d'*Al Jazeera Arabic*, p 276-280

Annexe n°10 Bande annonce d'*Al Jazeera English* illustrant le slogan « Every Angle, Every Side » (chaque angle, chaque camp), p 281

Annexe n°11 Bande annonce du documentaire, diffusée la semaine du 4 février 2013, *Al Jazeera Arabic*, p 282

Annexe n°12 Sondage d'opinion arabe sur leurs principales menaces, p 283

Annexe n° 13 Sondage d'opinion arabe sur les pressions internationales contre l'Iran, p 284

Annexe n°14 Sondage d'opinion arabe sur *Al Qaïda*, p 285

Annexe n°15 Captures d'écran, Documentaire *Rokhsat lil Qital* (Permis de tuer), *Al Jazeera Arabic*, 8 février 2013, p 286

Annexe n°16 Sondage d'opinion des Arabes sur la guerre en Irak de 2003, p 287-288

Annexe n°17 Émission *Min Washington* (De Washington) sur Guantanamo, 19 février 2013, p 289

Annexe n°18 Sondage sur les personnalités politiques préférées des Arabes, p 290

Annexe n°19 Sondage révélateur de l'image du Hamas selon les Arabes, p 291

Annexe n°20 Couvertures des magazines *Le Point* et *l'Express* sur l'Islam, p 292

Annexe n°21 Publicités sur *Al Jazeera Arabic*, semaine du 4 au 10 février 2013, p 293

Annexe n°22 Capture d'écran de la bande annonce du documentaire « Afriqiya Fransa: Al-qarah al-mustabaha » (« France-Afrique: un continent pillé »), *Al Jazeera Arabic*, 19 février 2013, p 294

Annexe n°23 Capture d'écran des chaînes locales syriennes diffusées sur Al Jazira, semaine du 4 février 2013, p 295-296

Annexe n°24 Capture d'images de la fête d'anniversaire de Samir Kuntar, ex-prisonnier du Hezbollah, sur l'antenne d'Al Jazira, p 297

Annexe n°25 Images d'*Al Jazira* violant la protection des prisonniers de guerre, p 298-299

Annexe n°26 Médiatisation de la femme arabo-musulmane militante des droits de l'homme, p 300

Annexe n°27 Illustration d'un spot tragique sur le slogan « Avec l'être humain », p 301

Annexe n°28 Affiches communistes contre la menace américaine, p 302-303

Annexe n°29 Audience des principales radios occidentales en Europe de l'Est, p 304

Annexe n°30 Images cultes de l'esthétisme révolutionnaire, p 305

Annexe n°1 Programme de la journée d'étude « Transformations sociopolitiques et médias au Maghreb, Les nouveaux paysages télévisuels en Tunisie et les défis du passage à la démocratie », Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC), 28 juin 2013

The poster is enclosed in a black border and contains the following elements:

- Top Left:** IRMC logo (Institut de recherche sur le Maghreb contemporain).
- Top Center:** Text "Institut de recherche sur le Maghreb contemporain".
- Top Right:** CNRS logo (USR 3077).
- Middle Left:** Logo for "Laboratoire Communication & Politique (UPR 3235 - CNRS)" featuring a stylized rainbow.
- Middle Center:** Main title in red: "Transformations sociopolitiques et médias au Maghreb". Below it, subtitle in red: "Les nouveaux paysages télévisuels en Tunisie et les défis du passage à la démocratie".
- Dark Blue Bar:** "Coordination : Chirine Ben Abdallah".
- Image Grid:** A collage of images and logos including:
 - Protesters with signs.
 - A man in a cap holding a sign.
 - Logos for "الحوار التونسي" (Tunisian Dialogue), "الن" (N), "Nessma", "1 الوطنية" (1 National), "التونسية" (Tunisia), "TUNISIA", "iTELE", "BFM TV", "FRANCE 24", "ALJAZIRA", "france 2", "LCI", "F4DAY", "JNTVQ", and a photograph of a building with a flag.
- Dark Blue Bar:** "28 juin 2013".
- Bottom Center:** "Lieu : Bibliothèque de l'IRMC".

Vendredi 28 juin 2013

⬇ 8h30-9h

Accueil des participants

⬇ 9h-9h15

Ouverture de la journée, **Pierre Noël Denieuil** (Directeur de l'IRMC)

⬇ 9h15-9h30

Présentation de la journée, **Chirine Ben Abdallah** (Doctorante-boursière IRMC/CNRS)

Première séance

Axe 1. **Télévisions nationales et transformations sociopolitiques**

Président : **Pierre-Noël Denieuil**

⬇ 9h30-9h50

Abdelkrim Hizaoui, (Maître de conférences, Directeur général du CAPJC - Tunis). *La télévision publique, atout ou handicap pour le processus de transition démocratique en Tunisie ?*

⬇ 9h50-10h10

Riadh Ferjani, (Maître-assistant à l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information, Université de Tunis I). *Économie politique de la télévision en Tunisie : changement post-révolutionnaire ?*

⬇ 10h10-10h30

Aïda Fitouri, (Docteur en sciences de l'information et de la communication, chercheure associée à l'IRMC). *Le champ télévisuel tunisien en phase post-révolutionnaire : un repositionnement toujours incertain*

⬇ 10h30-10h40 : Débat

⬇ 10h40-11h : Pause café



Axe 2. Les transformations sociopolitiques vues par les télévisions transnationales

Présidente : **Sihem Najar**

(Maître de conférences HDR, Chercheure détachée à l'IRMC)

⤵ 11h-11h20

Isabelle Veyrat-Masson, (Directrice du Laboratoire Communication et Politique - Paris). *L'influence des transitions politiques dans l'histoire de la télévision française*

⤵ 11h20-11h40

Touraya Guaaybess, (Maître de conférences à l'Université Blaise Pascal - Clermont-Ferrand). *Les télévisions transnationales à l'épreuve des printemps arabes*

⤵ 11h40-12h

Hela Ben Hadj M'barek, (Doctorante en droits de l'Homme à l'université - Valence-Espagne). *Médias transnationaux et transformations sociales. Le cas d'Al Jazeera*

⤵ 12h00-12h30 : Débat

⤵ 12h30-14h : Pause déjeuner

Deuxième séance

Table ronde avec les professionnels et les experts des médias, animée par **Chirine Ben Abdallah**

⤵ 14h-17h

Mokhtar Rassaâ, (Journaliste, ancien Président directeur général de la Télévision tunisienne)

Hamida El Bour, (Maître-assistante à l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information)

Sami Badreddine, (ancien Journaliste à la TAP)

Sahbi Ben Nablia, (Docteur en communication, consultant en médias et communication)

Elyes Gharbi, (Journaliste, producteur)

Haythem El Mekki, (Journaliste indépendant, chroniqueur)

Mahmoud Dhaouadi, (Directeur du Centre de Tunis pour la liberté de la presse)

Florence Al Asswad, (Consultante Panos)

⤵ 17h30 : Débat et clôture de la journée

Liste des participants

Participants universitaires

Hela Ben Hadj M'barek, Doctorante en droits de l'Homme à l'université de Valence-Espagne
Riadh Ferjani, Maître-assistant à l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information. Université de Tunis I
Aïda Fitouri, Docteur en sciences de l'information et de la communication, chercheuse associée à l'IRMC
Touraya Guaaybess, Maître de conférences à l'Université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand
Abdelkrim Hizaoui, Maître de conférences. Directeur général du CAPJC - Tunis
Sihem Najjar, Maître de conférences HDR. Chercheuse détachée à l'IRMC
Isabelle Veyrat-Masson, Directrice du Laboratoire Communication et Politique - Paris

Participants professionnels

Florence Al Asswad, Consultante Panos
Sami Badreddine, ancien Journaliste à la TAP et ancien enseignant à l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information
Sahbi Ben Nablia, Docteur en communication, consultant en médias et communication
Mahmoud Dhaouadi, Directeur du Centre de Tunis pour la liberté de la presse
Hamida El Bour, Maître-assistante à l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information - Tunis
Elyes El Gharbi, Journaliste-producteur
Haithem El Makki, Journaliste
Mokhtar Rassaâ, Journaliste, ancien Président directeur général de la Télévision tunisienne



Institut de recherche sur le Maghreb contemporain

20, rue Mohamed Ali Tahar - Mutuelleville - 1002 Tunis - Tunisie
Tél. 71 796 722 - Fax. 71 797 376
Courrier électronique : direction@irmcmaghreb.org
Site : <http://www.irmcmaghreb.org>

Grille d'entretien été 2012

« RÔLE PRÉ, IN ET POST-RÉVOLUTION

DE LA CHAÎNE AL JAZIRA EN TUNISIE »

Thèmes	Questions
AVANT 1996	
Choix télévisuels	<ul style="list-style-type: none">• Quels programmes tous domaines confondus (feuilletons, jeux télévisés, divertissement, actualités, sport) les Tunisiens aimaient-ils regarder avant le lancement d'Al Jazira ? Sur quelle chaîne ?• Vous et votre entourage étiez-vous politisés ? Via quel média ?
Choix d'information	<ul style="list-style-type: none">• En termes d'actualité internationale, quelle media (radio, chaîne, presse) favorisiez-vous ? En quelle langue ? Pourquoi ?• Les médias internationaux précédant Al Jazira (radio Monte-Carlo, BBC Arabic, Voice of America) invitaient-ils les opposants politiques et organisations des droits de l'homme tunisiens ?
APRÈS 1996	
Rôle pré-révolution d'AJ	
Émissions préférées	<ul style="list-style-type: none">• Quel média d'information arabophone ont-ils privilégié avec le boom des chaînes satellitaires arabes ? Quel média non-arabophone ? Quel média non-télévisé ?• Que pensaient les Tunisiens des émissions phares : <i>al-Itijah al-Mouakis</i>, <i>Akthar min Ra'y</i>, <i>aRa'y wa Ra'y al-Akhar</i> et <i>Bila Houdoud</i> ?• Quelle émission préféraient-ils, pourquoi ?
Visibilité de l'opposition	<ul style="list-style-type: none">• Des opposants ont-ils bénéficié d'Al Jazira comme arène, plateforme pour se faire connaître avant les révolutions et se construire une notoriété, un électorat ? <p>[Échantillon visé : partis politiques reconnus sous Ben Ali et non reconnus pour comparer et voir le positionnement d'Al Jazira et sa neutralité.]</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Et après son lancement, quel autre média, alternative crédible à Al Jazira existait pour s'exprimer dans le monde arabe ?
Couverture des événements étouffés	<ul style="list-style-type: none"> • Comment Al Jazira a-t-elle suivi l'actualité de pays où elle était bannie et où ses bureaux ont été fermés et ses correspondants interdits d'entrer? • Le directeur national de la chaîne était-il hors-la-loi ? Est-ce de l'espionnage ? Que risquait-il ? Sous-traitait-il ? Quelles étaient ses sources ? Comment son équipe investiguait-elle ? Dénonçaient-ils les cas de torture, corruption, violences ?
Locomotive de réformes Vase communicant	<ul style="list-style-type: none"> • Al Jazira a-t-elle conduit à des réformes concrètes, des changements clairs dans la société? • Le fait de voir l'actualité des autres pays arabes permet-il de se comparer, s'identifier aux autres Arabes et exiger les mêmes avancées ?
Concept de maturation démocratique	<ul style="list-style-type: none"> • Qu'a apporté Al Jazira dans la construction politique, l'éducation civique, la culture générale et l'esprit critique du Tunisien ? À quoi lui sert Al Jazira dans sa vie quotidienne et dans sa construction personnelle ? Se sent-il plus conscient de la société dans laquelle il vit, plus politisé à présent? • Quels thèmes d'émission l'ont marqué? • Diriez-vous qu'Al Jazira pratique un journalisme de développement / responsable? un journaliste de crise / irresponsable? Dans quelle mesure ? • Les tunisiens étaient-ils un peuple attentiste ? Pourquoi cet adjectif avait été donné au peuple qui au final se souleva en premier?
Conception de l'Islam	<ul style="list-style-type: none"> • Quelle image la Tunisie avait-elle en termes religieux (par rapport au statut personnel de la femme, la dite « laïcité » du régime, l'occidentalisation etc. ? • Que pensez-vous des principaux programmes religieux d'Al Jazira ? Quelle vision de l'Islam transmettent-ils ?

Rôle in-révolution d'AJ	
Révolutions ratées	<ul style="list-style-type: none"> • Qu'est-ce qui a fait la différence entre les révoltes avortées de Gafsa de 2008 et les révoltes réussies de 2011 ? • Comment les régions privilégiées ont-elles basculé du côté des révoltés pour transformer des mouvements locaux en révolution nationale ?
Maturité démocratique	<ul style="list-style-type: none"> • Révolution des ventres ou des mentalités? • S'il n'y avait pas eu la crise économique, les classes moyennes se seraient-elles soulevées en solidarité avec les couches pauvres qui manifestent fréquemment (à quelle fréquence) ? Peut-on réellement parler de révolution des consciences, de maturation démocratique? Ou est-ce juste une question de pouvoir d'achat ?
Repère parmi les rumeurs	<ul style="list-style-type: none"> • Durant les événements, le gouvernement a-t-il réussi à créer un black-out médiatique interne ? Des journalistes indépendants ayant relayé l'information sur l'immolation de Mohammed Bouazizi étant placés sous surveillance policière et assignés à résidence, quelles fuites restait-il ? Quels autres médias critiquaient le gouvernement avant les révolutions et quand les événements se sont précipités? • Qu'ont montré les chaînes nationales des révolutions dans chaque pays ? • « Al Jazira guidait le citoyen: sortez à telle heure, faites ceci, cela. » Vrai ou faux?

Rôle post-révolution d'AJ	
Campagne électorale d'octobre 2011 pour l'Assemblée nationale constituante	<ul style="list-style-type: none"> • Les trois partis ayant reçu le plus de voix au vote de l'assemblée constituante ont-ils selon vous bénéficié d'une plus grande visibilité sur Al Jazira ? • Pouvez-vous préciser les allégations de parti pris d'Al Jazira envers les islamistes d'En-nahdha et les relations entretenues entre le Qatar et En-nahdha ? Si c'est une chaîne pro-islamiste que regardez-vous à présent ? • Pourtant la chaîne a été saluée pour son rôle dans les révolutions et durant le régime répressif de Ben Ali. Pourquoi ce revirement d'opinion ?
Gouvernement de transition	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles critiques éprouvez-vous envers Al Jazira? • Etes-vous satisfait du nouveau paysage audiovisuel tunisien ? • Quelle est à présent la valeur ajoutée d'Al Jazira en Tunisie?

COMPTE RENDU DE LA MISSION TERRAIN

SÉJOUR DE RECHERCHE IRMC

RAPPORT D'ACTIVITÉ



Doctorante : Hela BEN HADJ M'BAREK (Valencia - ESPAGNE)

Thèse : Renaissance du concept de Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication de l'UNESCO : contribution de la chaîne Al Jazeera

Thème du séjour: Rôle pré, in et post-révolution de la chaîne Al Jazeera en Tunisie

Date : Juillet-Août 2012

REMERCIEMENTS

Je suis très reconnaissante envers toute l'équipe de l'IRMC pour leur amitié et le soutien qu'ils m'ont apporté pendant ce mois de Juillet. Je remercie Mme Sihem Najar d'avoir appuyé mon dossier de candidature auprès de la Direction et cette dernière de l'avoir acceptée. Je remercie Monsieur le Directeur Pierre-Noël Denieul de m'avoir offert cette opportunité et pour les enseignements que j'ai pu tirer lors de nos rencontres.

Je garderai un souvenir de douceur et de bonté de la part de Mme Christiane Saddem mais aussi de Mme Hayet Naccache qui m'a été très dévouée lorsque je devais développer ma base de contacts. Je remercie le chercheur Mr Chérif Ferjani de m'avoir accordé une entrevue ainsi que Romain Costa pour ses contacts professionnels et le temps passé à m'expliquer les rouages de la nouvelle politique tunisienne. Enfin, je remercie les autres doctorants présents au studio des chercheurs pour leur bonne humeur et sympathie tout au long du séjour et toutes les personnes qui m'ont accordé de leur temps pour répondre aux questionnaires.

Très bonne continuation à tous et à bientôt.

INTRODUCTION

Afin de finaliser ma deuxième année de Doctorat en Droits de l'homme, j'ai souhaité compléter mes recherches bibliographiques de première année avec des informations de terrain. En effet, mon dernier chapitre *Al Jazeera : cause ou moyen des révolutions arabes* traite de l'Histoire en cours, d'une histoire pas encore définitivement écrite et que seules les personnes qui l'ont vécu peuvent relater.

Ma thèse traite du déséquilibre des sources d'information internationale et des conséquences de manipulations médiatiques et médias mensonges sur la paix et la sécurité internationale. Elle explique la nécessité d'un rééquilibrage des médias et observe la méthode intergouvernementale (au sein de l'ONU, UNESCO, Mouvement des Non Alignés) pour y remédier et aboutir à un flux libre, équilibré et juste de l'information. On arrive à la conclusion principale que le respect par les institutions internationales de la souveraineté étatique est une barrière au développement de la libre expression au sein des régimes répressifs. D'où la pertinence de l'acteur satellitaire Al Jazeera qui passe outre la volonté des gouvernements et s'adresse directement aux peuples.

Ainsi, à la lumière du précédent soviétique, nous nous demandons si, comme l'américaine Radio Libre en Ex-URSS, Al Jazeera a fissuré de l'intérieur un bloc dictatorial en donnant une tribune à l'opposition et en mettant le projecteur sur les dérives sanguinaires du gouvernant. Ainsi seize années de diffusion quotidienne de la chaîne d'information en continu qatarie a-t-elle façonné au jour le jour un homme Arabe nouveau ?

Mon questionnaire fut multiple et concernait quatre branches : les partis politiques, les journalistes, les activistes des droits de l'homme et enfin les citoyens lambda.

- Sur les partis politiques, l'objectif de l'enquête était de savoir :
 - si Al Jazeera avait favorisé la visibilité d'un parti avant, pendant ou après la révolution et ainsi de lui construire un électorat ;
 - si cette chaîne était le seul moyen pour les Tunisiens d'avoir une éducation politique et de connaître les figures de l'opposition durant la dictature;
- Concernant les journalistes, les principales questions étaient :
 - Al Jazeera : journalisme de développement ou journalisme de crise ?
 - La chaîne qatarie est-elle encore utile aujourd'hui avec l'essor de l'audiovisuel tunisien ?
- Concernant les activistes des droits de l'homme, les questions clés tournaient autour de :
 - Al Jazeera, locomotive ou suiveuses des changements sociaux ? quel degré de contributions aux réformes sociales ?
 - Concept de « télécratie » : les médias comme source de progrès.
- Et enfin, pour les citoyens lambda, toutes les questions ci-dessus étaient reprises et le but était de comprendre l'influence à moyen terme d'une diffusion quotidienne d'Al Jazeera sur leur prise de conscience politique et le réveil de l'activisme.
- Le fil conducteur des entrevues restait la question suivante : Al Jazeera, cause ou moyen des révolutions arabes?

J'ai principalement consacré le mois de juillet à communiquer avec la classe politique avant que les administrations ne ferment pour les congés d'été et de Ramadhan. Je me suis présentée aux sièges des partis dont l'adresse était disponible en ligne. Les grands partis étaient les plus accessibles : Ettakatol, Ennahdha, CPR, Parti Républicain-Al Jumhury.

Concernant les trois partis au pouvoir (la *troika*), au parti Ettakatol (du président de l'Assemblée nationale constituante, Mustafa Ben Jaafar) j'ai pu rencontrer le directeur administratif Mondher Zaouche ainsi que le chef de la rédaction du magazine du parti Adel Thebti. Ce dernier étant journaliste m'a transmis les coordonnées de Lotfi Hajji, directeur d'Al Jazeera Tunisie que j'ai pu rencontrer dans ses studios d'enregistrements à l'Hôtel Mechtel.

Le directeur administratif d'Ettakatol m'a quant à lui invitée à une formation pour les membres du parti, organisée le 14 et 15 Juillet par le Labour party (Royaume-Uni) à Tunis. J'ai pu discuter avec les militants et apprendre de cette formation dont le thème entrainait dans le cadre de ma recherche : le rôle de la télévision dans la communication politique.

Au parti du CPR (parti du président de la République, Moncef Marzouki), j'ai été agréablement surprise de pouvoir parler directement à Mohammed Abbou, Secrétaire général du parti et ancien Ministre auprès du Premier Ministre, chargé de la Réforme administrative. Je me suis également entretenue avec Mokhtar Chamekh, Conseiller économique à la Présidence et la députée Samia Abbou.

L'antenne tunisoise du parti d'Ennahdha (du Premier Ministre Hamadi Jebali) a été moins chaleureuse, l'administration a été méfiante et ne m'a pas proposé de personnes à interviewer. J'ai cependant pu entrer au congrès annuel d'Ennahdha en prétendant être une militante espagnole et ai discuté avec des militants. Mais ces

conversations ne m'ont pas permis d'avancer dans ma réflexion et de m'apporter de nouvelles pistes, je voyais qu'ils défendaient leur parti plus que des arguments propres.



9^{ème} Congrès d'Ennahdha, Le Kram, 12 Juillet 2012

Néanmoins, durant une semaine entière, j'ai pu assister aux séances de l'Assemblée nationale constituante au Bardo et tenter de discuter avec les députés durant les pauses. Neji Jmal, député Ennahdha pour la région France Sud m'a accordé un entretien et permis d'ouvrir de nouvelles pistes. J'ai également pu compléter mes données sur le parti Ennahdha en rencontrant Agnès de Féo, une sociologue française et conférencière à l'EHESS Paris, qui réalisait au même moment un documentaire sur Ennahdha et qui mutualisa ses connaissances avec moi.



De gauche à droite, Hajer Mtiri, moi-même et Agnès de Féo à l'ancienne Assemblée Nationale, Palais du Bardo

Concernant les partis plus petits, suite aux diverses fusions en pôles, beaucoup de sièges ont disparu et les nouvelles adresses étaient impossibles à trouver. J'ai donc perdu du temps à me rendre à des sièges fantômes. J'ai tout de même pu rencontrer le directeur administratif de Parti du Travail Tunisien de Hamma Hammami, ancien parti communiste.

Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, j'ai pris contact avec le Secrétaire général du parti Mejd, Abdelwahab Hani, ainsi que des députés indépendants et ceux de l'A3ridha (la Pétition, arrivée deuxième aux élections) dont Mohammed Ali Nasri. J'ai eu aussi l'occasion de rencontrer le Vice-président de l'Assemblée constituante, Larbi Abid et les députés Ettakatol Lobna Jribi et Selim Ben Abdesslem. Enfin, Romain Costa du département des publications de l'IRMC m'a permis d'avoir une entrevue avec une cadre au service financier du parti Jumhury, Khadija Sellami.



Assemblée Nationale, Palais du Bardo

Lors du colloque « Les régimes politiques : mécanismes, avantages et inconvénients » organisé au palais du Bardo le 26 juillet 2012 avec la présence de la Commission européenne pour la démocratie par le droit, j'ai pu m'entretenir avec le député Salah Chouaib, membre fondateur du Parti Ettakatol, aujourd'hui indépendant. Et la personne qui m'a ouvert l'accès à l'Assemblée nationale n'était autre que Choukri Yaiech, député d'Afek Touns (parti dissous dans Al- Jumhury) mais que le député a quitté pour créer un groupe de réformateurs démocrates.

En ce qui concerne les journalistes, l'Assemblée nationale était un vivier de travailleurs de la presse radio, télévision et web. J'ai pu m'entretenir avec certains, notamment Hajer Mtiri, journaliste freelance (radio Twensa, Saa.org). Cette dernière s'avère être la cousine du directeur d'Al Jazeera Mubashar (Direct) que je dois rencontrer après le ramadhan. Elle m'a également présentée à un autre journaliste d'Al Jazeera, Ridha, à rencontrer également après le ramadhan.

Ensuite je me suis adressée au professorat de l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information (IPSI). Avant mon arrivée en Tunisie, Mme Hamida El Bour m'avait

accordé une entrevue, mais après plusieurs relances je n'ai plus eu de nouvelles d'elle. Je lui ai donc envoyé un questionnaire par email.

Autre professeur de l'IPSI, Riadh Ferjani m'a accordé un entretien par téléphone. Un confrère tunisien de mon directeur espagnol, Dr. Slim Laghmani, professeur de Droit et membre de la Commission supérieure pour la Réforme politique m'a accueillie à la Faculté des Sciences juridiques et fourni d'autres contacts de journalistes dont Larbi Chouikha, professeur à l'IPSI et ancien membre de l'Instance Nationale pour la Réforme de l'Information et de la Communication (INRIC). Ce dernier a accepté de m'aider puis s'est rétracté en affirmant, qu'ayant séjourné en France, il n'avait pas suivi les événements en rapport avec mes questions.

Ensuite, je me suis mise en contact avec le service de relations extérieures de l'Agence Tunis Afrique Press (agence de presse TAP) qui a opté pour un questionnaire électronique. Puis en cherchant l'adresse du Parti Pirate du blogueur et ancien Secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports Slim Ammamou, j'ai découvert les locaux du journal en ligne *Nawaat* et ai pu m'entretenir avec le rédacteur Housseem Hajlaoui. Ce média citoyen est connu pour avoir publié les télégrammes de *Wikileaks* sur la Tunisie et pour avoir couvert intensément la révolution tunisienne. Il a reçu en 2011 le prix du Net-Citoyen de Reporters Sans Frontières. Enfin, le directeur national d'Al Jazeera, Lotfi Hajji, m'a accordé un entretien dans ses studios de l'hôtel Mechtel.



Studios d'Al Jazeera Tunis, Hotel Mechtel Golden Tulip

Pour ce qui touche les activistes, j'ai pu m'entretenir avec Maître Nabil Labidi, ex-étudiant islamiste, en cavale pendant une dizaine d'années et qui fait l'objet d'un documentaire d'Al Jazeera sur les fuites du régime répressif de Ben Ali. Il exerce actuellement dans le cabinet d'avocats du Ministre de la Justice Noureddine Bhiri et a participé aux manifestations d'avocats à Tunis et Sidi Bouzid. Il était également observateur lors des élections de la constituante en Octobre 2011.

J'ai aussi pu me rendre à la Ligue tunisienne des Droits de l'homme et prendre les contacts de ses membres dont j'attends toujours des nouvelles, surtout de Sihem Ben Sedrine et Radhia Nasraoui, deux importantes interlocutrices d'Al Jazeera. Lors d'une séance ouverte de l'Assemblée nationale, je me suis entretenue avec Amna Guellali, directrice de l'ONG Human Rights Watch pour la Tunisie et l'Algérie ainsi qu'Amira Yahyaoui, bloggeuse et activiste tunisienne la plus influente du monde Arabe selon *Arabian Business*. Fethia Hizem, membre du Bureau directeur et responsable des

relations extérieures de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates doit quant à elle me renvoyer un questionnaire électronique.

Le mois d'août fut consacré aux citoyens lambda, principalement ceux des grandes villes de Sfax, Sousse et Tunis pour comprendre pourquoi cette fois-ci, en 2011, les classes moyennes ont basculé du côté des manifestants des régions défavorisées, transformant ainsi les révoltes locales en révolution nationale.

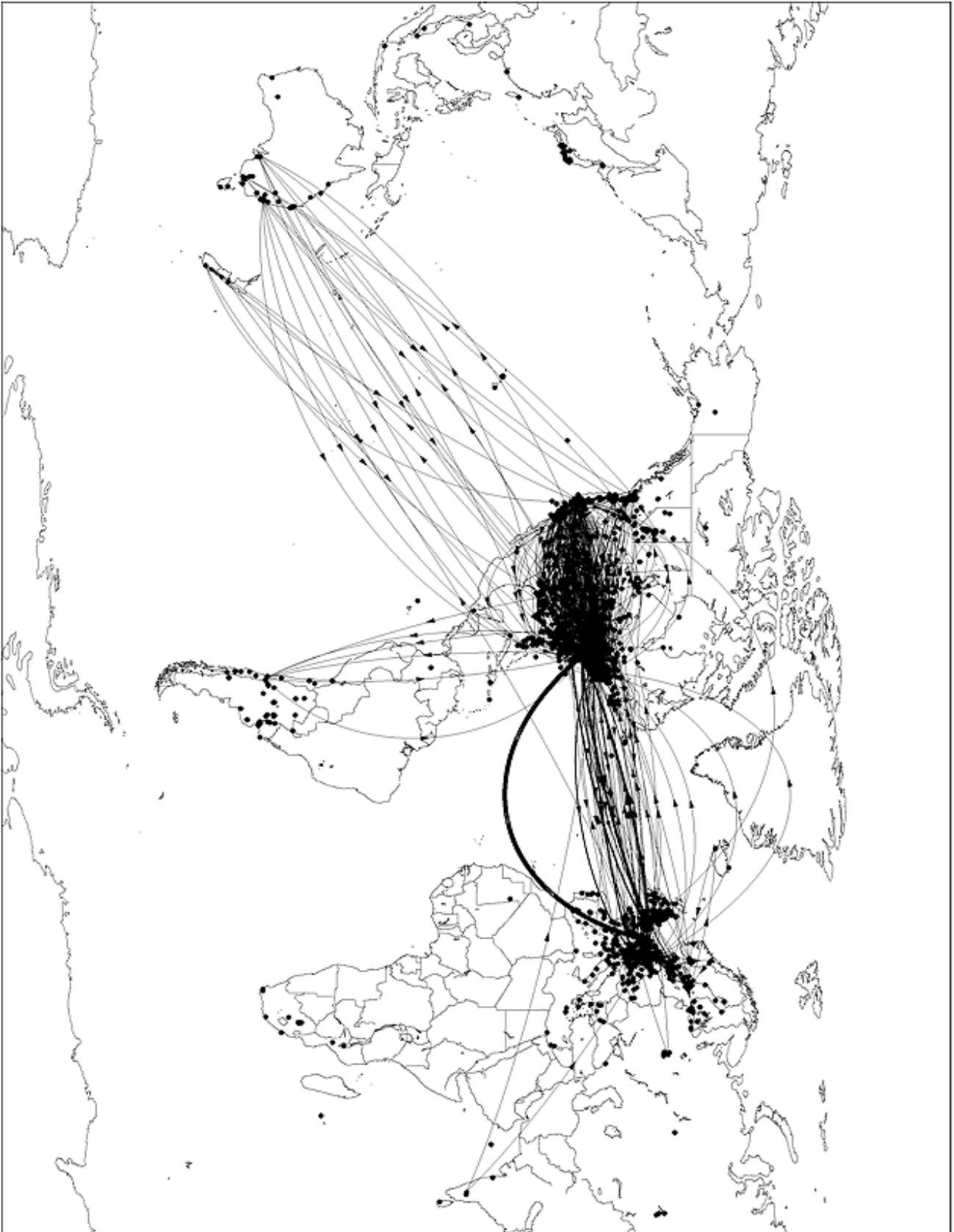
CONCLUSION

Le point faible de cette recherche de terrain a été incontestablement le fait qu'à la chaleur s'est ajouté le jeûne du ramadhan. Mais outre cette diminution physique, j'ai compris que si au bout d'une semaine, je répondais moi-même aux questions, c'est que j'en avais fait le tour et qu'il fallait actualiser le questionnaire. Les réponses des interlocuteurs se répétaient tandis que d'autres questions laissaient muets (exemple : le fait de se comparer aux autres pays arabes sur Al Jazira a-t-il permis d'en imiter les progrès ?, les débats et clash d'opposants ont-ils mené à des réformes concrètes sur le terrain ?). Aussi ai-je perdu un temps précieux à communiquer par email en croyant que ce serait plus poli que d'appeler directement sur un téléphone portable.

Mais définitivement, le point fort de la recherche fut que de fil en aiguille les opportunités se sont créées à une vitesse inimaginable. Par exemple, je me suis perdue dans les transports en commun, la personne assise à mes côtés voulut m'aider, puis me dit que nous étions au Bardo et qu'il était député. Il me proposa de me faire entrer à l'Assemblée nationale et ainsi j'ai pu accéder à un vivier de personnalités politiques et

de savoirs. C'est ce jour-ci que je rencontrai l'étudiante et journaliste en freelance (radio Twensa, Saa.org) Hajer Mtiri qui m'ouvrit son carnet d'adresses, me traduisit les conférences et commissions et me présenta aux députés qu'elle côtoie quotidiennement. Aussi, j'ai trouvé les femmes et hommes politiques très accessibles sans souci de hiérarchie ni marque de distance. J'ai été touchée par certains d'entre eux qui ont insisté pour m'aider et vu ce questionnaire comme une recherche à la fois scientifique et une volonté de mieux connaître mon deuxième pays, qui renaît.

Annexe n° 3 Carte des flux mondiaux d'information (*news flow*) en 1993



Complete aggregate news flow, worldwide
Line width proportional to directional effective flow volume

DECWRL netmap-2.1 by Brian Reid at Thu May 13 13:49:34 1993
Gall Stereographic Projection, Map center: [15°N, 88°W]

Annexe n°4 Images récurrentes de la guerre du Vietnam



Exécution d'un prisonnier vietcong à Saigon par le chef de la police du sud du Vietnam, photographie du photojournaliste américain Edward Adams (Associated Press), 1^{er} février 1963



Kim Phuc brûlée au napalm par le photojournaliste vietnamien Nick Ut, 8 juin 1972

Annexe n°5 Arab Satellite Broadcasting Charter

Arab Satellite Broadcasting Charter: Principles for Regulating Satellite Broadcasting Transmission In the Arab World - Unofficial Translation - February, 2008

Preface

Underscoring the objectives of the Common Arab Action outlined in the “The League of Arab States Charter”, the founding document that reflects the collective Arab will, *Emanating* from the League of Arab States Council documents and decisions at the summit level, outlining a comprehensive vision for the supreme interests of the Arab world and a common perspective for human development and modernization in all fields, *Reflecting* the text and spirit of “The Pledge and Solidarity Document’ and the “Development and Reform Path” statement issued by the League at the summit level in its ordinary 16th session in Tunisia, *Addressing* the group of decisions and documents on modernization and development of the Common Arab Action, particularly those issued in Sharm el-Sheikh 2003, Tunisia 2004, Algeria 2005, Khartoum 2006, Riyadh 2007, in addition to those stated by the Council of Arab Ministers of Information, in particular, the Arab media strategy to face challenges of the 21st century; the Arab Media code of ethics; the Framework document for the integration of media and cultural policies in the Arab world and the international related charters, particularly those issued by the World Information Summit, *In pursuance* to the accelerating progress of media, its technology, facilities and services and the development of its capacities and potentials, in a bid to balance and develop equity among the different media technologies and functions to able to assume its responsibilities towards social modernization and development under a growing regional and international competitiveness, *Being keen on* the sustainable progress of the satellite Arab media in terms of form and content,

Due to the generic development and growing technological progress in the field of media and communication since the very first inception of satellite and transnational broadcasting, *Attempting* to provide the largest number possible of programmes and services to maintain the Arab identity and the Islamic culture and values and to highlight the Arab contribution to human civilization, *Maintaining* the media message that should be respected and developed by the Arab satellite channels, *Interacting* with the rest of the world, being part of it and wanting to promote understanding among different cultures, dialogue and communication among different civilizations, in accordance to the international and Arab related charters and documents, *Wanting to* provide the frameworks and principles required for organizing broadcasting and audio visual satellite reception in the Arab world, in congruence with related international developments and approach towards organizing satellite audio visual broadcasting and reception, The following principles shall be considered a framework for organizing satellite broadcasting in the Arab world:

Article (1)

This document aims to regulate broadcasting transmission, rebroadcasting transmission and reception in the Arab world, to ensure the right to express opinions, preserve Arab culture and promote cultural dialogue through satellite broadcasting.

Article (2)

The next terms shall have the following definitions and meanings in this document:

- **Satellite transmission:** All kinds of broadcasting including transmission; encrypted and/or non-encrypted broadcasting for all sounds, pictures and/or any other presentations, or signals or writing of any kind apart from personal communication through satellites for the purpose of interacting with the public or any other groups, target audience and general audiences. This also includes the individual’s right to choose by himself/herself the time and the location of receiving the transmission.
- **Satellite broadcast entity:** It is also called the audio-visual entity and it means any natural or legal person or any other party that works in the field and being responsible for any transmission of audio visual satellite signals. Its structure shall fulfill the principles and provisions stated in the state law to establish such an entity. Any act of satellite broadcasting or preparations for such broadcasting shall be upon its own initiative and responsibility, including compiling, producing, purchasing, storing, scheduling

the broadcast materials or any other materials that falls under the intellectual property rights and related legislations.

- **Broadcasting service:** Preparing or providing access to programmes, including any other audio visual material within the broadcasting definition.
- **The programme:** Any materials prepared or transmitted through satellite broadcast equipment for the purpose of being received by the public or the general audiences. It includes all audio and/or visual materials prepared by broadcasting entities or produced by them. This broadcast includes audio-visual transmission or the availability of the satellite signals or any preparatory work for such satellite broadcast, including work of audio visual production, programmes of all kinds, audio visual materials resulting from compiling, storing, scheduling and retransmission in signals prior to the transmission of the programme. The programme is specifically what is transmitted or prepared materials valid for audio visual transmission such as cultural, educational and other related works and entertainment segments and all whatever artistic performance in programmes, programme series, entertainment and sports events and other materials, pictures, signals, sounds and writings prepared for transmission or being transmitted.
- **Satellite retransmission:** Satellite retransmission of broadcast without any change by satellite broadcast entities or stations.
- **Satellite retransmission entity:** It is also called the audio visual retransmission entity and it is meant to be any natural or legal entity or any party that fulfils the conditions of the state law and functions according to the principles outlined in this document and the state law, whenever it works in the field or is responsible for any act of retransmission according to the previous definition.
- **The satellite retransmission service:** It is the audio visual rebroadcast or retransmission or availability according to the previous definition of satellite transmission.
- **The satellite or transmission or satellite retransmission or television transmission license:** It is the permission issued by the state authority for the applicant who seeks to establish a satellite broadcast transmission station or satellite rebroadcast transmission station.
- **The licensee:** Any natural or legal entity licensed by an Arab state authority to establish and operate broadcast transmission, rebroadcast transmission, distribution or sale of any of these services.
- **The authorization:** It is issued by an Arab authority in any Arab state for a natural or legal entity to authorize him to import, trade, manufacture, assemble or commercially deal in the devices and/or equipment used in satellite broadcast transmission or satellite rebroadcast transmission as well as receiving satellite broadcast transmission.
- **The authorized:** Any natural or legal entity who receives an authorization to practice any activities related to importing, trading, manufacturing, assembling or commercially deal in the devices and/or equipment used in satellite broadcast transmission and in receiving the satellite encrypted transmission or non the encrypted transmission.
- **Earth station:** Any fixed or mobile terrestrial facility established for the purpose of transmitting and receiving broadcast signals through satellites, apart from any business dealing with tracking, telemetry and control facilities.
- **The wavelength:** It is the frequency bandwidth occupied for the purpose of the broadcast of audiovisual materials.
- **The channel:** It is the frequency bandwidth used by the licensee for the purpose of broadcast of audiovisual materials.
- **Frequencies:** In the field of satellite broadcasting, frequencies are allocated bandwidth from the spectrum for satellite broadcast of audio visual materials and are allocated according to the International Telecommunication Union (ITU).
- **Encrypting:** It is the communication technology control systems of the broadcast services used to make broadcasts accessible, banned or suspended.
- **The state of origin:** The state of origin is considered any member state in the League of Arab States that fulfils any of the following conditions:
 1. The state offering the licence.
 2. The state that hosts within its territory any of the administrative headquarters (the central administrative headquarter of the station) or the programme production headquarters (the headquarters of the administration that issues decisions related to programmes, production or broadcast) to the transmission or retransmission entities or to one of the offices of the transmission or retransmission entities where most of its employees work. If the two headquarters (the administrative

and the programme production) are equal in numbers of persons, the state of origin shall be the state that has the central administrative headquarters on its territory.

3. The country that hosts within its territory the uplinking facilities for the satellite broadcast signals or the country that uses its facilities in the uplinking transmission for the satellite broadcasting, including media free zone cities.

Article (3)

These principles apply to the transmission entities in any of the member Arab states in the League of Arab States, as well as to any entity which practices any acts or activities related to satellite broadcast transmission or satellite rebroadcast transmission from or directed to the Arab states territories, providing that they have a representative office or offices in any of them. The principles also apply to all those who operate any work or work activities dealing with the offering satellite broadcast transmission or satellite rebroadcast transmission such as the transferring, the distribution and/or anything else if this work or work activities is located in any Arab country.

The satellite broadcast transmission or satellite rebroadcast transmission entities, or the service providers or any related satellite broadcast transmission entity or project established in any of the Arab territories as in the following cases:

- a. If it has a terrestrial station in any of the Arab territories/countries.
- b. If its legal entity has been established in any of the Arab countries or has its central headquarters in it.
- c. If the decisions related to the content of the broadcast programme that is transmitted to be received by Arab audiences was taken from the headquarters that are established in any of the Arab countries.
- d. If it hosts the largest number of employees who work in the headquarters that are established in any of the Arab countries.

Article (4)

The satellite broadcast transmission or rebroadcast transmission entities and service providers shall abide by the following general rules:

1. The publicity and transparency of information and the protection of the public right to receive accurate information.
2. Protection of free competition in the field of satellite broadcast transmission services.
3. Protection of the rights and interests of the audiences of the satellite broadcast transmission services.
4. The assurance of offering full-scale services to the public.
5. Assurance for not jeopardizing social peace, national unity, public order and general propriety.
6. To abide by the regulations of the satellite broadcast transmission and satellite rebroadcast transmission services and the norms established according to the principles here within and that stated in the Arab Media Code of Ethics.

Article (5)

The satellite broadcast transmission or rebroadcast transmission entities and service providers shall adopt the following rules and regulations in terms of the broadcast content that is transmitted:

1. It shall abide by freedom of expression as the cornerstone of Arab media, provided that such freedoms are practiced with full responsibility, for the protection of the supreme interests of Arab countries and the Arab world. The entities shall respect the rights of others and the commitment to media professionalism and ethics.
2. It shall adopt the principle of national sovereignty for each of the Arab states over its territory, to provide each Arab country member in the League of Arab States with the right to introduce other related detailed laws and regulations upon its own discretion.
3. It shall adopt the principle of the jurisdiction of the state of origin – without violating the right of any person or entity to resort to the complaint and dispute resolution bodies organized by this document – with due respect to this principle that serves as a legal guarantee or safeguard for the satellite broadcast transmission or rebroadcast transmission entities and service providers of all kinds and their operators, in addition to the fact that this principle ensures an arbitration body for the future of this service.
4. It shall adopt the principle of the freedom of receiving satellite broadcast transmission and satellite rebroadcast transmission, in other words, the Arab citizen shall have the right throughout the Arab territories of any member states of the League of Arab States to receive any kind of satellite television transmission coming out of the territories of the League of Arab States members without imposing unjustified restrictions on satellite broadcast retransmission and Television materials.

5. It shall ensure the Arab citizen's right to view the major national, regional and international events including national figures or teams through a free to air or encrypted signals regardless of the ownership of these sports events rights, whether inclusive or exclusive.

Article (6)

The satellite broadcast transmission or rebroadcast transmission entities and service providers shall adopt the following rules and regulations in terms of the broadcast content that is transmitted:

1. To respect human dignity and the rights of others in all the forms and the content of satellite television programmes and the services provided.
2. To respect individual privacy and to abstain from any violations in any way.
3. To avoid inciting hatred based on ethnic, colour, racial or religious discrimination.
4. To prohibit the satellite broadcasting transmissions material that would incite violence and terrorism and to differentiate between them and the resistance of occupation.
5. To refrain from describing crimes of all forms and kinds as an alluring act or portraying the perpetrators as heroes or justifying its motives.
6. To consider the professional ethical codes in conducting dialogues and to respect the right to respond for concerned parties.
7. To consider the rights of people with disabilities in receiving the media and information services that are suitable to them in order to promote their inclusion in their societies.
8. To protect children and youngsters from all that would abuse their physical, mental and ethical growth or would incite corruption of their manners or indicate and encourage wrongdoings and negative behaviour.
9. To comply with the religious and ethical values of Arab society and maintain its family ties and social integrity.
10. To refrain from insulting God, revealed religions, prophets, *mazhabs* (religious sects), and religious symbols.
11. To prevent from satellite broadcasting transmission and satellite broadcast programming any materials that would include obscene scenes or dialogue or pornography.
12. To eliminate from satellite broadcasting transmission or satellite retransmission any material that would promote smoking and/or alcohol drinking, but rather highlight their dangers.

Article (7)

The satellite broadcast transmission or satellite rebroadcast transmission entities and/or service providers shall adopt the rules and regulations related to Arab identity in all broadcast programming, with particular reference to the following:

1. It shall be committed to maintaining Arab identity against the negative impact of powers of globalization and the orientations and the frame reference of the Arab world.
2. Enriching the character of the Arab citizen, promoting its national integrity and intellectual, cultural, social and political development and promoting the Arabic language.
3. Abstention from broadcasting anything that would contradict with or jeopardize Arab solidarity and promoting pan-Arab cooperation and integration.
4. Objectivity, honesty and respect for the dignity and national sovereignty of states and their people, and refraining from insulting their leaders or national and religious symbols.
5. Commitment to highlighting Arab talents and qualifications, particularly those acknowledged or awarded internationally, to prove that the Arab world is rich with creative and innovative human resources and to encourage youngsters to follow the successful Arab examples.
6. Obligation to using the latest technology available in broadcasting audiovisual programmes and materials to ensure the Arab nation's right to spread its culture, civilization and attitudes towards the ongoing issues.
7. Assurance to honesty and accuracy of the broadcast data, information and news, using correct first hand information, investigating them in all forms of media and being committed to editing any wrong or incomplete information presented, while retaining the right of response for the person, the state or the agency beholder of such right.

Article (8)

Notwithstanding the right to establish thematic advertising channels that do not fall under the provisions of this article, the broadcast and rebroadcast agencies shall be committed in terms of its advertisements with the following:

1. Commitment to explicitly announce the beginning and end of any of the advertising slots and to clearly separate it from the program presented.
2. Obligation to inserting an interlude between each two-advertisement slot during the screening of films, programs, children's programmes or news programmes.
3. Duty to clearly and frequently show the word 'advertisement' in the advertisements inserted in programmes.
4. Considering international standards in terms of the proportion of advertisements inserted versus the total time of broadcast per day.

Article (9)

The satellite broadcast transmission or the satellite rebroadcast retransmission entities and/or service providers shall adopt, in terms of its audiovisual broadcasts and its target and general audiences, all the rules, regulations, conditions and patterns set out by the concerned parties, or pursuant to the domestic legislations in each of the Arab states concerned with issuing licences, with specific reference to the following:

1. To abide by a set schedule put forth by the committee responsible for monitoring programme content, that will be established in order to make sure that the time slots and any restrictions are observed in the programmes or any audiovisual materials or works of satellite broadcast that are not suitable for children. They shall be aired at a late hour when children are most likely not watching television.
2. To be committed to put a clear and proper rating for the programme before the beginning of the programme to describe the kind of following audio visual materials, the age group excluded from watching it, its suitability for the age group, and whether or not family guidance is advised and/or other ratings suitable for the programme content.

Article (10)

It is prohibited for any natural or legal entity to practice any satellite broadcast transmission or satellite rebroadcast transmission act to provide any related services without receiving a satellite broadcast transmission or satellite rebroadcast transmission licence from the proper authority in any of the member states in the League of Arab States. These entities must fulfil all the terms and conditions and recognize and adhere to the rules and regulations established herein and the domestic conditions set out by each Arab country for its territories and free zones.

Article (11)

The satellite broadcast transmission or the satellite rebroadcast transmission entities shall be entitled to the following rights, and shall not violate any other rights or procedures enforced by any other laws to maintain these rights or to prove any violation against them or termination to such violation:

a. Rights related to transferring or availability:

The satellite broadcast transmission or the satellite rebroadcast transmission entities enjoy the exclusive right to authorize, ban, connect, transfer or provide access to any of their audiovisual programmes to the target and/or general Arab audience by any means or form. Such exclusive rights extend to permitting, banning, connecting or transferring or accessibility in public places whether in return of entry fees or free of charge.

b. The right to alter or edit:

The satellite broadcast transmission or the satellite rebroadcast transmission entities shall be entitled to the exclusive right of authorizing or banning the altering of their audiovisual programmes or editing them in any way or form, either directly or indirectly.

Such rights extend to cases of altering or editing for purposes other than those previously declared for such activities.

c. Distribution right:

The satellite broadcast transmission or the satellite rebroadcast transmission entities shall be entitled to the exclusive right of authorizing or banning imports or exports or distribution of the original copies or other copies from the audiovisual fixed programmes to the target and/or general audiences.

d. The right to transmission upon alteration:

The satellite broadcast transmission or the satellite rebroadcast transmission entities shall be entitled to the exclusive right of authorizing or banning any rebroadcast or transmission or their audiovisual programmes upon altering them in any way or form.

e. The right to make the altered audiovisual programmes accessible:

The satellite broadcast transmission or the satellite rebroadcast transmission entities shall be entitled to the exclusive right of authorizing or banning the availability or any of its programmes to the public, upon alteration of these programmes by any means possible.

Such rights include the public's right to access these programmes in the place and time of their choice.

f. The right of use

The satellite broadcast transmission or the satellite rebroadcast transmission entities shall be entitled to the exclusive right of permitting or banning any use of its audiovisual or live or recorded programmes in any form or way.

Article (12)

The satellite broadcast transmission or the satellite-rebroadcast transmission entities shall respect in the member states the principles and frameworks herein and shall work on adopting and enforcing them.

Article (13)

Members of the League of the Arab States shall adopt in their domestic legislations all necessary measures to fix any violation by the parties referred to in the subject document according to the principles herein, in particular the satellite broadcast transmission or the satellite rebroadcast transmission and related service providers on their territories, even if they operate through special status or free zones with special legislation or any other legislations.

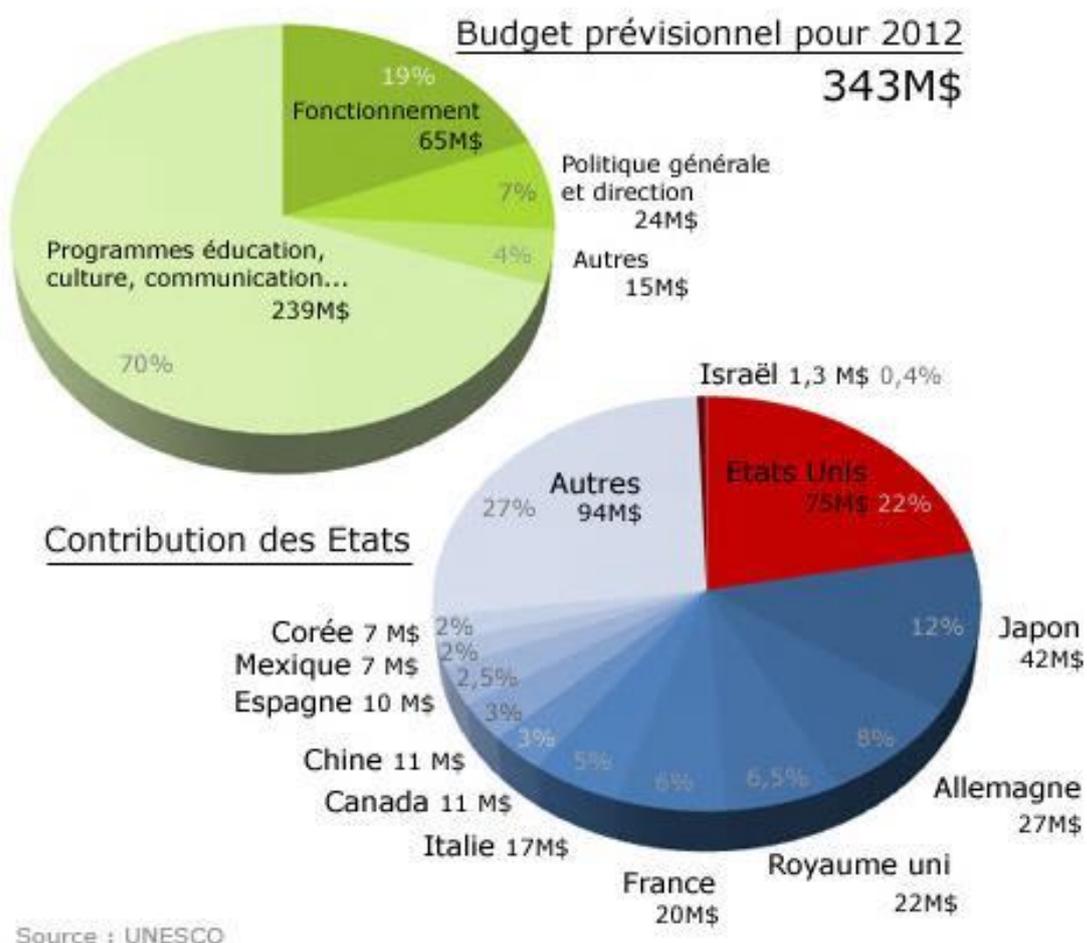
The following acts are considered violations to the subject document:

1. Any party that practices the satellite broadcast transmission or the satellite rebroadcast transmission and/or related service providers without a licence from the proper authority in accordance to the principles stated in this document shall be subject to seizure of all the equipment and machines used, removing the traces of such violation and doubling the sanction in case it is repeated.
2. Any party licenced to practice any of the activities stated in this document, including satellite broadcast, rebroadcast and related service providers that violates the principles, standards, regulations or conditions herein, or any others set out by the enforcement agencies.
3. In all cases, if the concerned authority in the member state that issued the licence or was informed of any violation to the provisions of the domestic law or those stated herein, it has the right to withdraw the licence or not to renew it for a certain period according to its own discretion.

Source: The Middle East Center – St Anthony College - University of Oxford

http://www.arabmediasociety.com/articles/downloads/20080314081327_ams_charter_english.pdf

Budget de l'UNESCO et ses principaux contributeurs



Annexe n°7 Schéma de prise de décision du Programme International de Développement de la communication

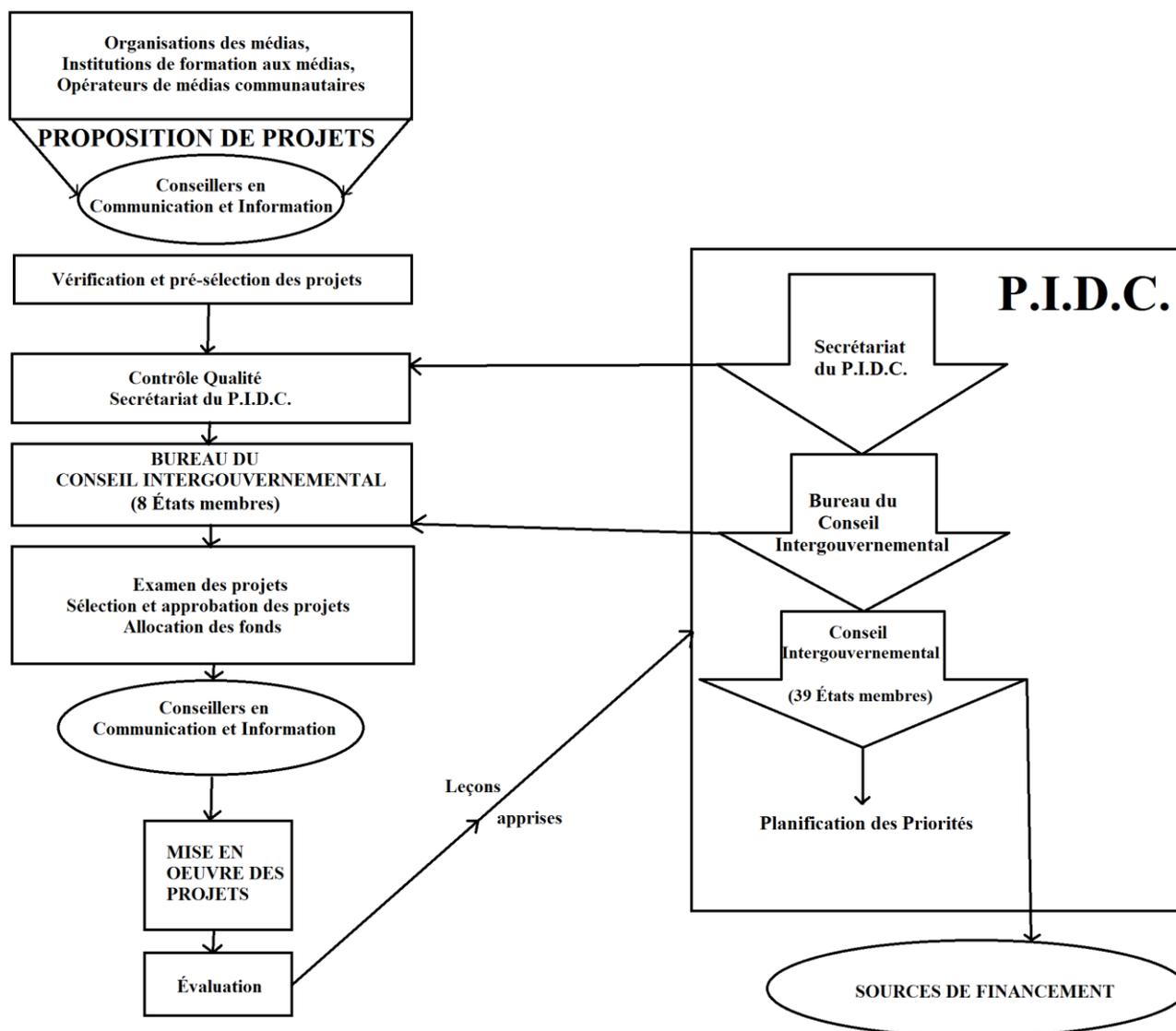


Schéma de prise de décision du Programme international pour le développement de la communication (P.I.D.C.), couverture du rapport *International Programme for the Development of Communication, An Evaluation of the Reforms* du Prof. Helge Ronning et Kristin Skare Orgeret pour l'U.N.E.S.C.O., Février 2006

Annexe n°8 Chaines d'information arabes préférées des Arabes

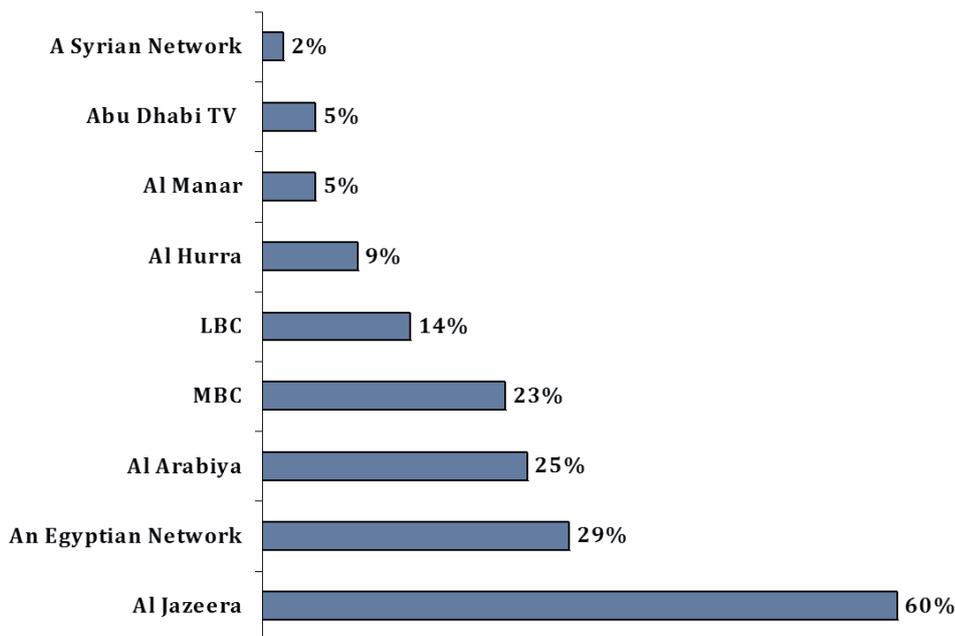
2008 – Visionnage des médias – Six pays confondus

Chaines vues « quotidiennement » ou « 5 à 6 fois par semaine »

2008 Media Viewership

Aggregate

Respondents who watched the following networks "daily" or "5 or 6 times a week"



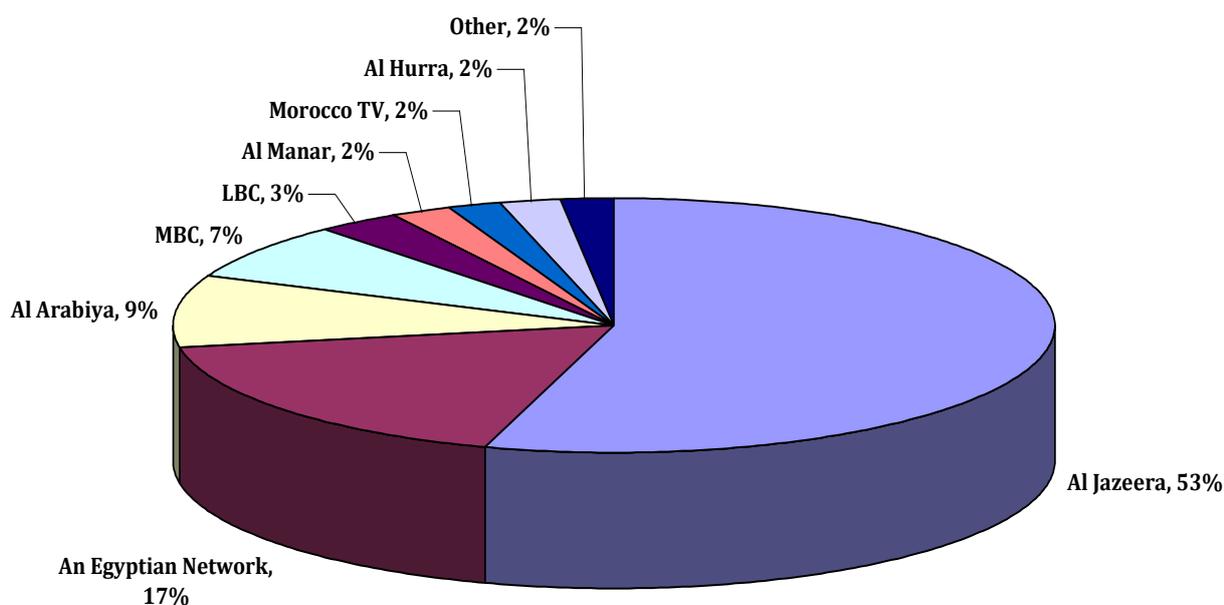
Source: *2008 Annual Arab Public Opinion Poll* dirigé par Professor Shibley Telhami. Enquête de l'*Anwar Sadat Chair for Peace and Development* de l'Université du Maryland et de *Zogby International*. Enquête de Mars 2008 élaborée en Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Arabie Saoudite (KSA) et Emirats Arabes Unis (UAE) sur un échantillon de 4046 personnes, Marge d'erreur +/- 1.6%

2008 – Visionnage des médias – Six pays confondus

Quand vous regardez les informations internationales, laquelle de ces chaînes regardez-vous le plus souvent ?

2008 Media Viewership Aggregate

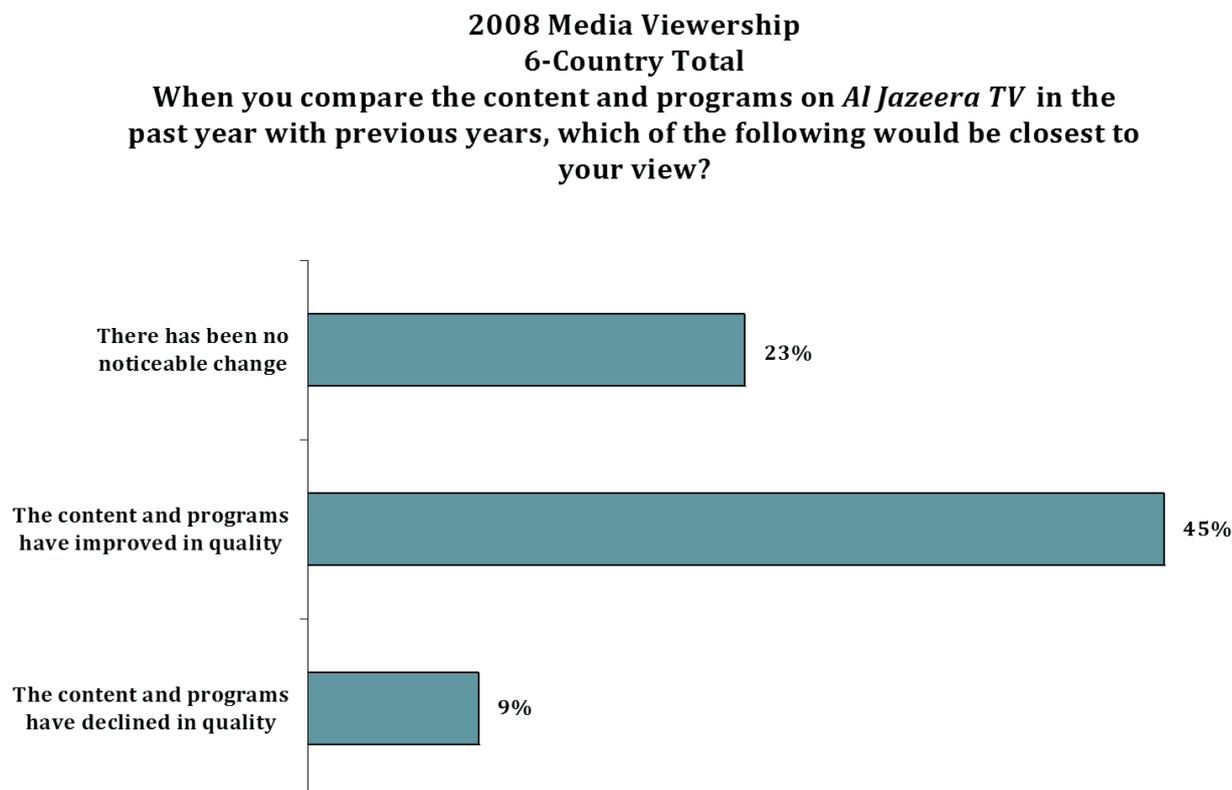
When you watch international news, which of the following network's news broadcasts do you watch most often?



Source: 2008 Annual Arab Public Opinion Poll dirigé par Professor Shibley Telhami. Enquête de l'Anwar Sadat Chair for Peace and Development de l'Université du Maryland et de Zogby International. Enquête de Mars 2008 élaborée en Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Arabie Saoudite (KSA) et Emirats Arabes Unis (UAE) sur un échantillon de 4046 personnes, Marge d'erreur +/- 1.6%

2008 – Visionnage des médias – Six pays confondus

Quand vous comparez le contenu et les programmes d'*Al Jazeera TV* de ces dernières années avec les années précédentes, quelle réponse serait plus proche de votre opinion ?



Source: *2008 Annual Arab Public Opinion Poll* dirigé par Professor Shibley Telhami. Enquête de l'Anwar Sadat Chair for Peace and Development de l'Université du Maryland et de Zogby International. Enquête de Mars 2008 élaborée en Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Arabie Saoudite (KSA) et Emirats Arabes Unis (UAE) sur un échantillon de 4046 personnes, Marge d'erreur +/- 1.6%

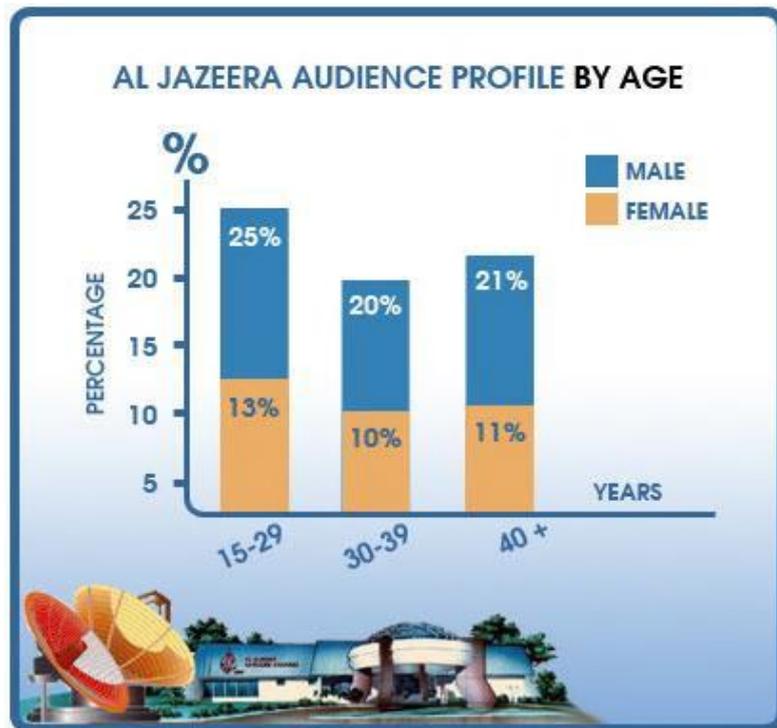
Annexe n°9 Audience d'Al Jazira

**AL JAZEERA TELEVISION.
VIEWERS DEMOGRAPHICS**

Who Watches Al Jazeera? (Qui regarde Al Jazira ?)

Al Jazeera claims at least 40-million viewers in the Arab world. The majority of viewers in the survey that were not living in the Arab world watch it on satellite in the United States.

(Al Jazira déclare avoir au moins 40 millions de téléspectateurs dans le monde arabe. La majorité des téléspectateurs de l'étude qui ne vivent pas dans le monde arabe regardent la chaîne depuis les États-Unis et par satellite.)



- Viewers in the research ranged between the ages of 15 to over 40 years old. While most viewers report watching an average of 3 - 4 hours a day of Al Jazeera, viewers in the 15 - 29 year old range spent more time watching, averaging an additional hour daily.

(Les téléspectateurs de la recherche ont entre 15 et 40 ans. La plupart d'entre eux regardent Al Jazira 3-4 heures par jour. Ceux âgés de 15 à 29 ans passent plus de temps devant leur écran, approximativement une heure de plus chaque jour.)

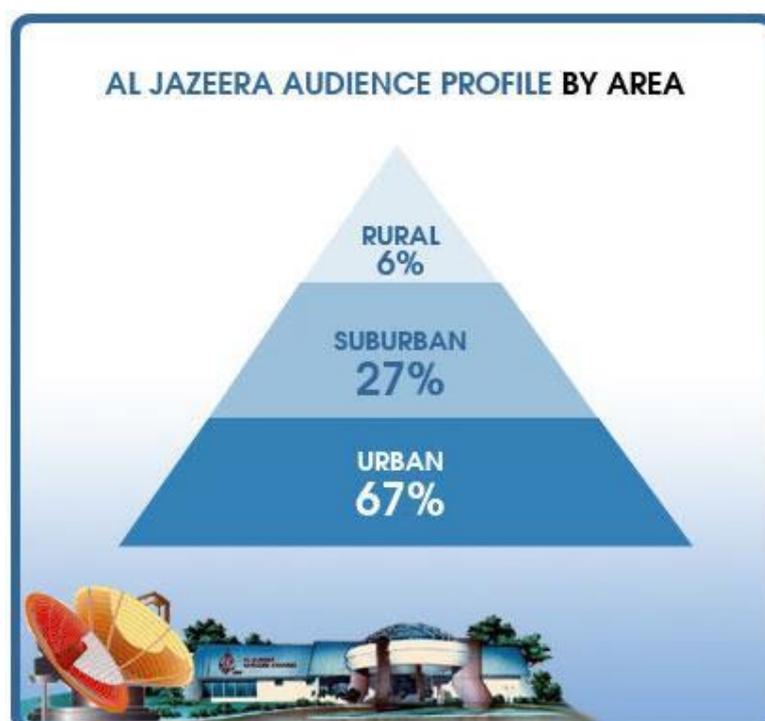
- Furthermore, the male viewers clearly outnumber the female viewers in every age group.

(Les téléspectateurs masculins sont largement supérieurs aux téléspectateurs féminins, et ce dans chaque tranche d'âge.)



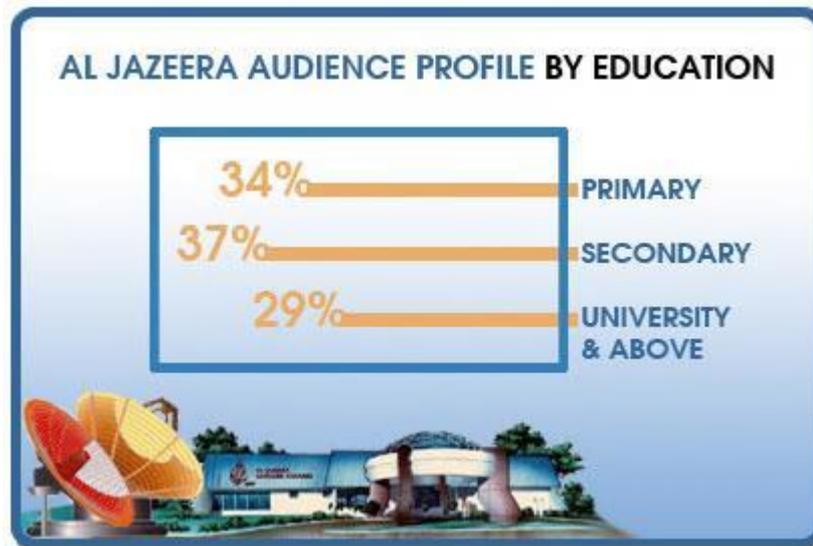
- The majority of the audience earned an income equivalent to \$15,000 USD, the second largest group earned between \$15,000 to \$35,000 USD.

(La majorité du public a un revenu équivalent à 15 000 USD, le deuxième plus grand groupe gagne entre 15 000 et 35 000 USD.)



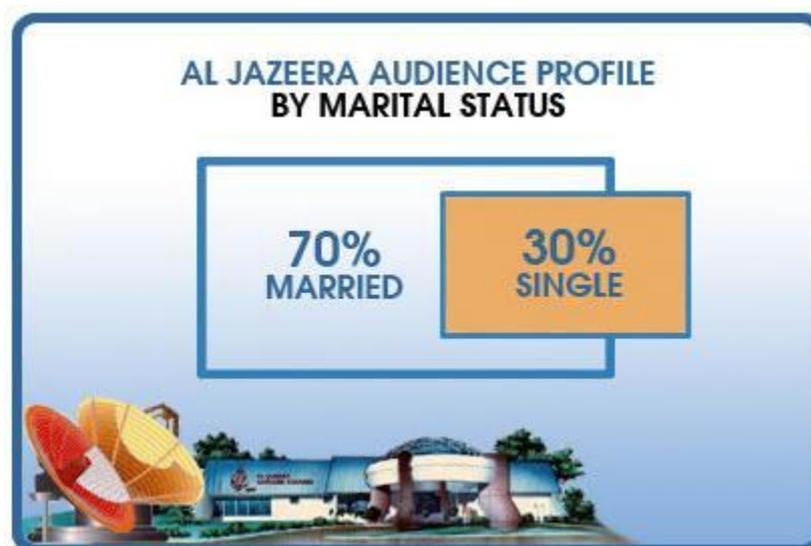
- The majority of the viewers of Al Jazeera live in populated urban cities while a very small percentage report living in rural areas.

(La majorité des téléspectateurs d'Al Jazira vit dans des villes urbaines et un pourcentage très faible vit en milieu rural.)



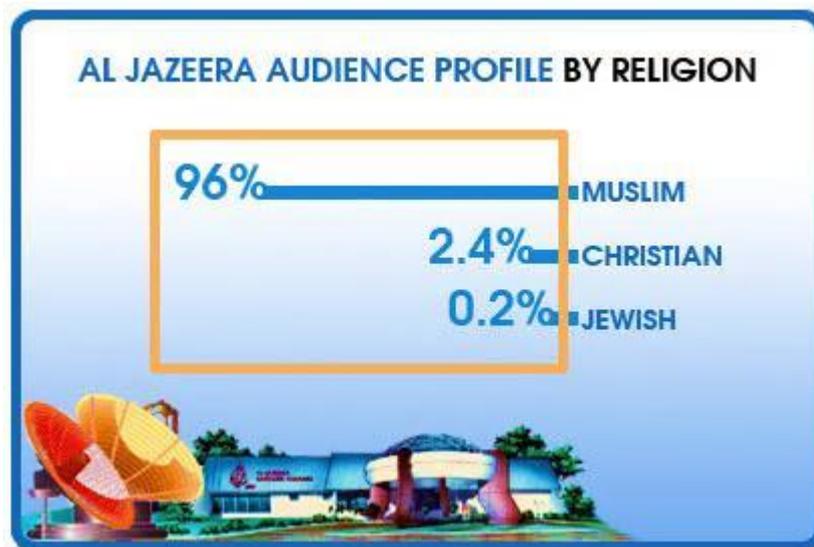
- The majority of Al Jazeera's audience have earned a high school degree. The second largest group reported earning less than a high school degree, while a smaller percentage have obtained a Bachelors, Masters, and Ph.D degrees.

(La majorité du public d'Al Jazira a le baccalauréat. Le deuxième plus grand groupe n'a pas le baccalauréat, tandis qu'une part encore plus faible a obtenu une licence, un master et un doctorat.)



- A high percentage of Al Jazeera's viewers report being married while a smaller percentage are single.

(Un grand pourcentage des téléspectateurs d'Al Jazira se dit marié et un pourcentage plus faible est célibataire.)



- A high majority of Al Jazeera's audience report being Muslim while only a few viewers claim being Christian or Jewish.

(Une grande majorité du public d'Al Jazira se dit musulmane et très peu se disent chrétiens ou juifs.)

AL JAZEERA TOTAL POTENTIAL AUDIENCE

(PUBLIC POTENTIEL TOTAL D'AL JAZIRA)

Country / Region	Total Population	Arabs%	Total Adult Arabs (15y+)	Penetration	Potential Audience
Algeria	32,818,500	99.0%	21,833,492	24.0%	5,240,038
Bahrain	667,238	73.0%	346,804	43.7%	151,553
Cyprus	771,657	3.2%	19,285	25.0%	4,821
Egypt	74,718,797	94.0%	46,425,777	10.0%	4,642,578
Europe	n/a	n/a	n/a	n/a	4,000,000
Iran	68,278,826	1.0%	482,731	60.0%	289,639
Iraq	24,683,313	75.0%	10,977,903	47.0%	5,159,615
Israel	6,116,533	19.9%	889,766	47.0%	418,190
Jordan	5,460,265	98.0%	3,430,029	52.0%	1,783,615
Kuwait	2,183,161	80.0%	1,259,247	69.17%	871,021
Lebanon	3,727,703	95.0%	2,581,621	59.3%	1,530,901
Libya	5,499,074	97.0%	3,493,837	55.0%	1,921,610
Morocco	31,689,265	99.1%	20,977,913	39.2%	8,223,342
Oman	2,807,125	75.0%	1,216,889	59.0%	717,964
Qatar	817,052	40.0%	246,096	69.12%	170,102
Saudi Arabia	24,293,844	90.0%	12,615,793	51.23%	6,463,071
Syria	17,585,540	90.3%	9,750,162	38.0%	3,705,062
Tunisia	9,924,742	98.0%	7,100,160	23.0%	1,633,037
Turkey	68,109,469	10.0%	4,958,369	10.0%	495,837
United Arab Emirates	2,484,818	40.0%	728,549	52%	378,845
United States	n/a	n/a	n/a	n/a	1,000,000
West Bank & Gaza Strip	3,512,062	88.6%	1,680,311	99.0%	1,663,508
Yemen	19,349,881	98.0%	10,088,254	27.0%	2,723,829
GRAND TOTAL	405,498,865		161,102,989		53,208,177

Source: Allied Media Corporation – Multicultural communication

http://www.allied-media.com/aljazeera/al_jazeera_viewers_demographics.html

Annexe n°10 Captures d'écran, spot « Every Angle, Every Side » sur la question du nucléaire

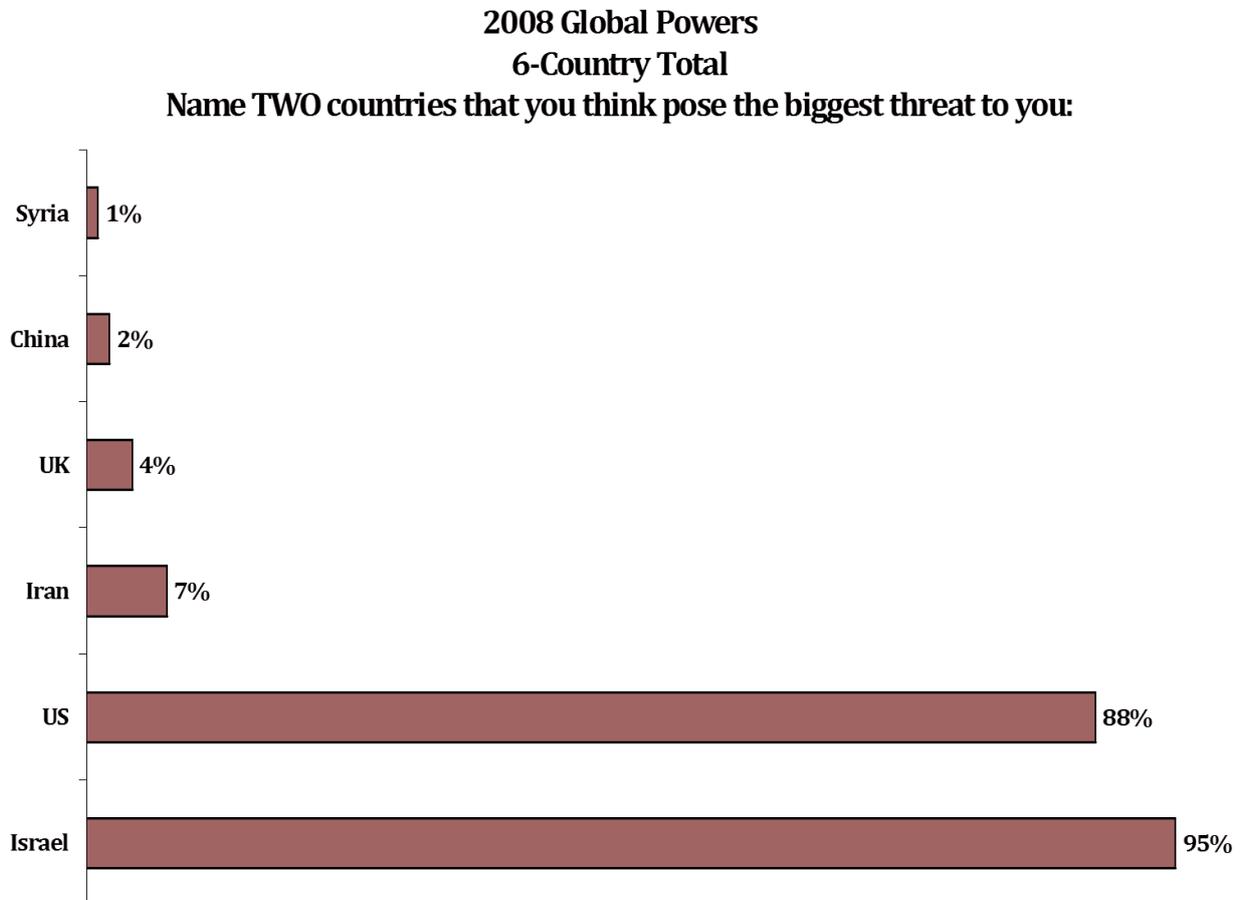


Source: Compilation de bandes annonces d'Al Jazeera English, Youtube.fr, 13 décembre 2006, disponible sur <http://www.youtube.com/watch?v=6oaV3IK8xCg>

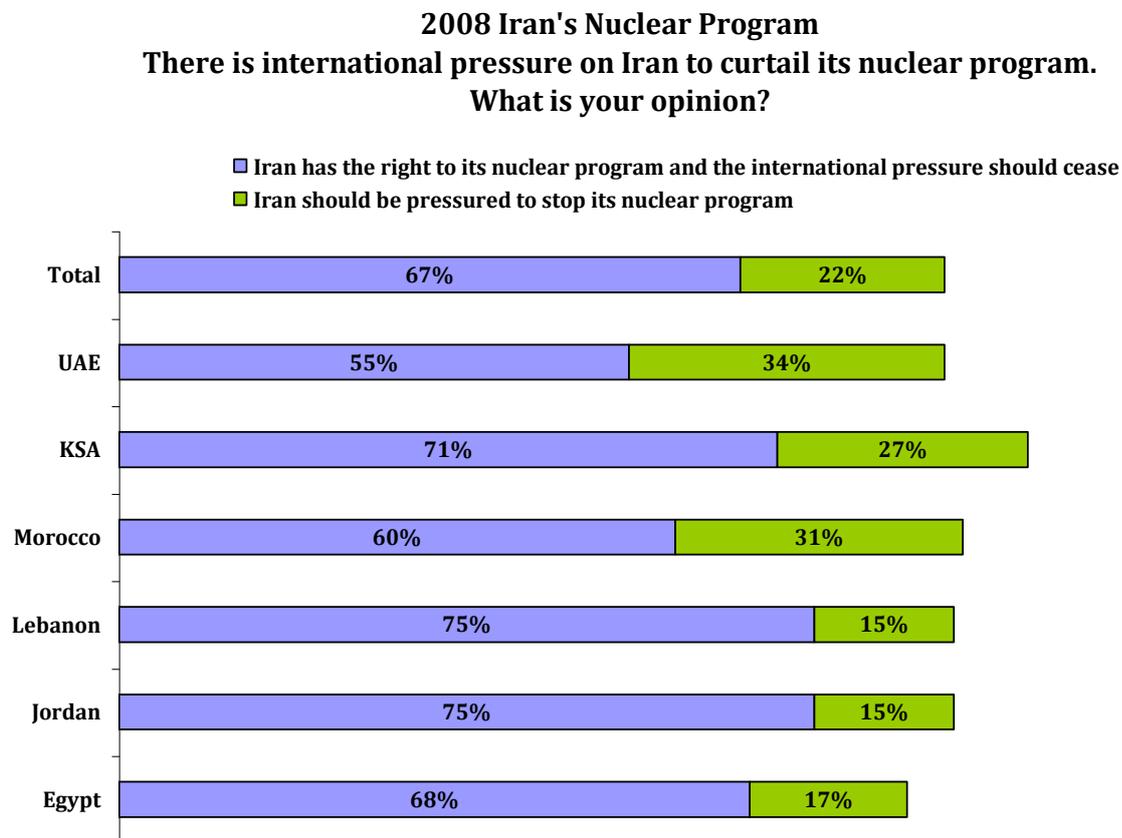
Annexe n°11 Capture d'écran, bande annonce du documentaire d'archives sur la coopération américaine au programme nucléaire israélien, Al Jazeera Arabic, 3 février 2013



Annexe n°12 Principales menaces selon les Arabes :



Source: *2008 Annual Arab Public Opinion Poll* dirigé par Professor Shibley Telhami. Enquête de l'Anwar Sadat Chair for Peace and Development de l'Université du Maryland et de Zogby International. Enquête de Mars 2008 élaborée en Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Arabie Saoudite (KSA) et Emirats Arabes Unis (UAE) sur un échantillon de 4046 personnes, Marge d'erreur +/- 1.6%



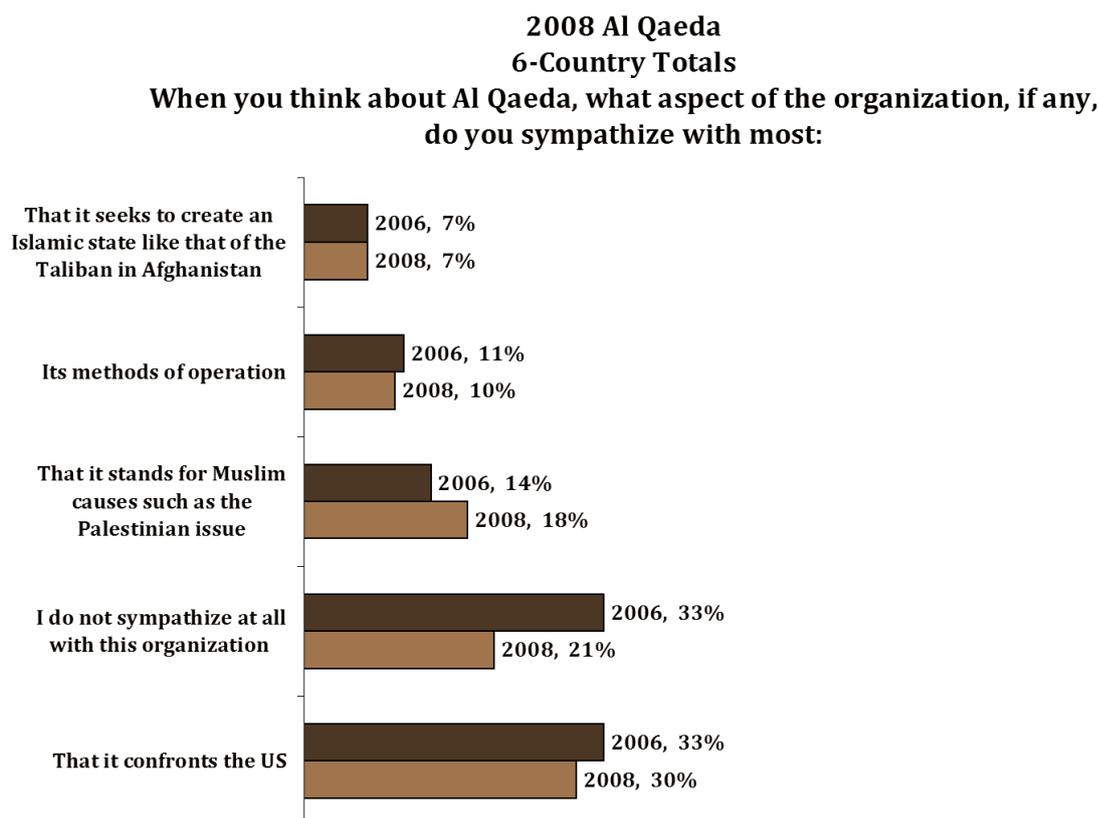
2008 – Programme nucléaire iranien. Il y a des pressions internationales sur l'Iran pour couper court à son programme nucléaire. Quelle est votre opinion ?

Mauve : L'Iran a le droit d'avoir un programme nucléaire et les pressions internationales doivent cesser

Vert : L'Iran doit recevoir des pressions pour cesser son programme nucléaire

Source: 2008 Annual Arab Public Opinion Poll dirigé par Professor Shibley Telhami. Enquête de l'Anwar Sadat Chair for Peace and Development de l'Université du Maryland et de Zogby International. Enquête de Mars 2008 élaborée en Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Arabie Saoudite (KSA) et Emirats Arabes Unis (UAE) sur un échantillon de 4046 personnes, Marge d'erreur +/- 1.6%

Annexe n°14 Image nuancée de l'organisation Al Qaïda :



2008 – Al Qaïda. Six pays confondus. Quand vous pensez à Al Qaïda, pour quels aspects de l'organisation, si oui, avez-vous de la sympathie ?

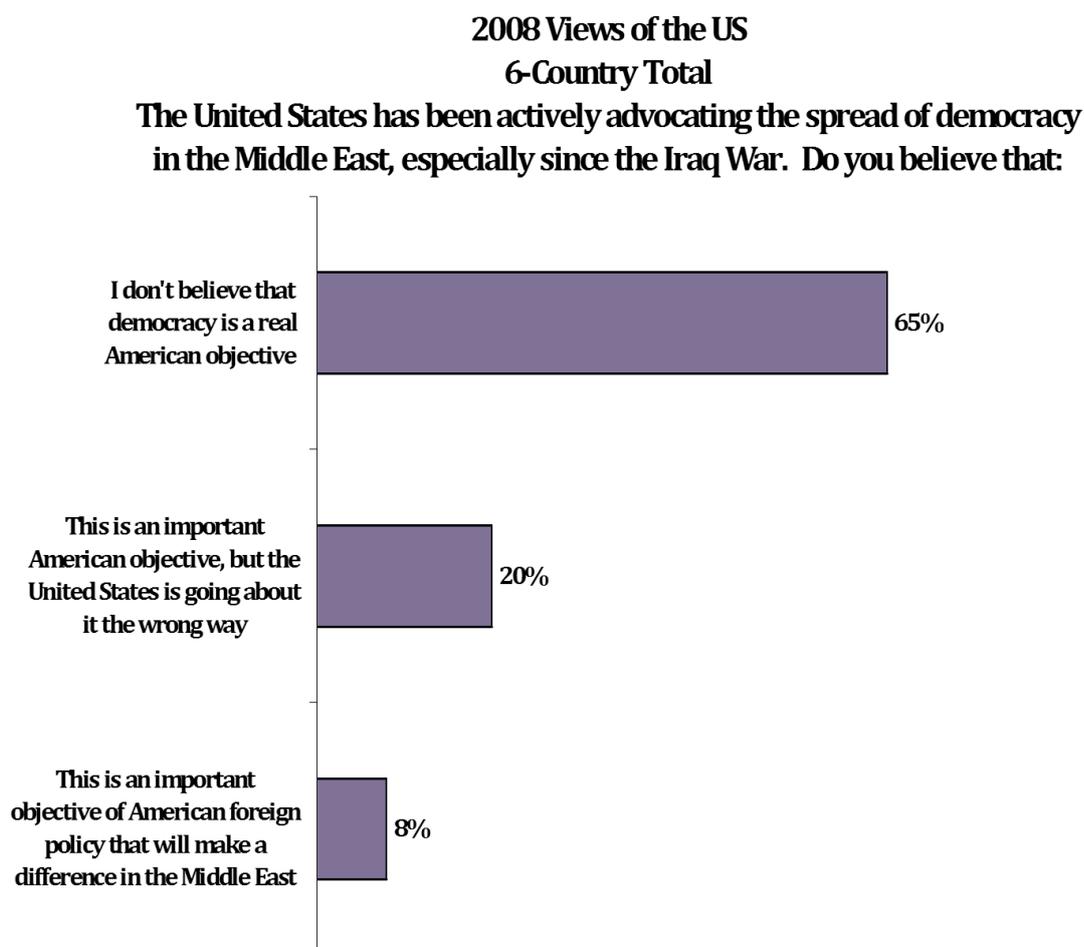
- *Le fait qu'Al Qaïda cherche à créer un État islamique comme celui des Talibans en Afghanistan*
- *Ses méthodes d'opération*
- *Le fait qu'elle se lève pour les causes des Musulmans telle que la cause palestinienne*
- *Je ne sympathise absolument pas avec cette organisation*
- *Le fait qu'elle défie les États-Unis*

Source: 2008 Annual Arab Public Opinion Poll dirigé par Professor Shibley Telhami. Enquête de l'Anwar Sadat Chair for Peace and Development de l'Université du Maryland et de Zogby International. Enquête de Mars 2008 élaborée en Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Arabie Saoudite (KSA) et Emirats Arabes Unis (UAE) sur un échantillon de 4046 personnes, Marge d'erreur +/- 1.6%

Annexe n°15 Captures d'écran, Documentaire *Rokhsat lil Oital* (Permis de tuer), *Al*

Jazeera Arabic, 8 février 2013



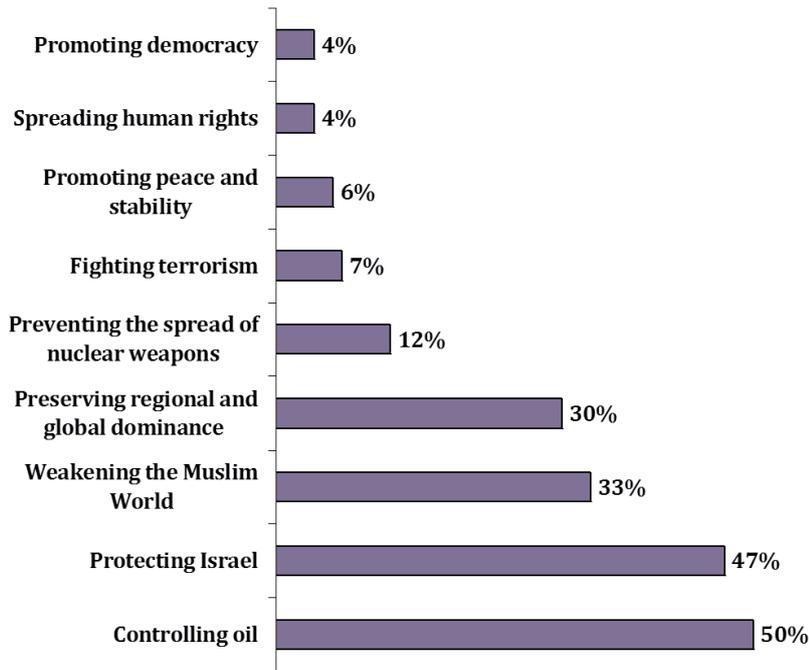


2008 Opinion sur les États-Unis – Six pays confondus – Les États-Unis ont activement plaidé pour la diffusion de la démocratie au Moyen Orient, principalement depuis la guerre en Irak. Qu'en pensez-vous ?

- Je ne crois pas que la démocratie soit un véritable objectif des Américains.
- C'est un objectif important des Américains, mais les États-Unis veulent l'atteindre d'une mauvaise manière.
- C'est un objectif important de la politique étrangère américaine qui fera une différence au Moyen Orient

**2008 Views of the US
6-Country Total**

**Which TWO of the following factors do you believe are most important
in driving American policy in the Middle East?**



2008 – Opinion sur les États-Unis – Six pays confondus – Parmi les facteurs suivants, citez DEUX facteurs qui, selon vous, sont les plus importants dans la conduite de la politique américaine au Moyen Orient

- Promouvoir la démocratie
- Diffuser les droits de l'homme
- Promouvoir la paix et la stabilité
- Combattre le terrorisme
- Prévenir la prolifération d'armes nucléaires
- Conserver sa domination régionale et mondiale
- Affaiblir le monde musulman
- Protéger Israël
- Contrôler le pétrole

Source: *2008 Annual Arab Public Opinion Poll* dirigé par Professor Shibley Telhami. Enquête de l'*Anwar Sadat Chair for Peace and Development* de l'Université du Maryland et de *Zogby International*. Enquête de Mars 2008 élaborée en Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Arabie Saoudite (KSA) et Emirats Arabes Unis (UAE) sur un échantillon de 4046 personnes, Marge d'erreur +/- 1.6%

Annexe n°17 Émission Min Washington (De Washington) sur Guantanamo, 19 février

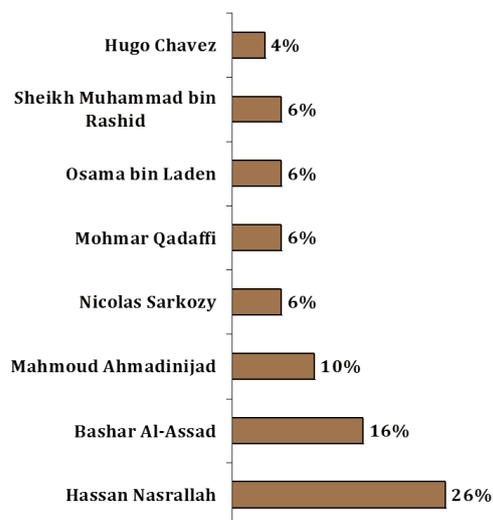
2013



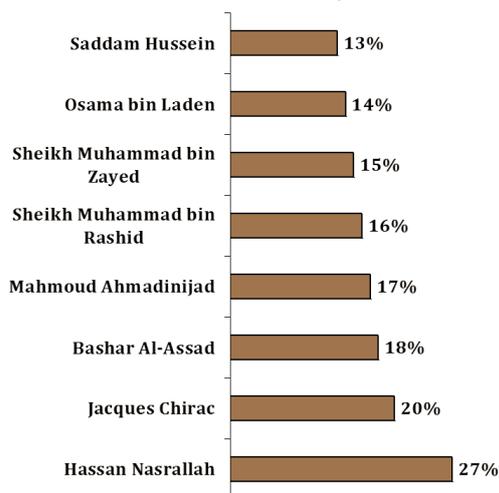
Annexe n°18 Sondage sur les personnalités politiques préférées des Arabes

Dé-diabolisation arabe du Hezbollah et de son leader Hassan Nasrallah

**2008 Global Leaders
6-Country Total**
Please tell me which world leader (outside your own country) you
admire most?



**2008 Global Leaders
6-Country Total**
Please tell me which world leader (outside your own country) you
admire most?
(Combined first and second choice)

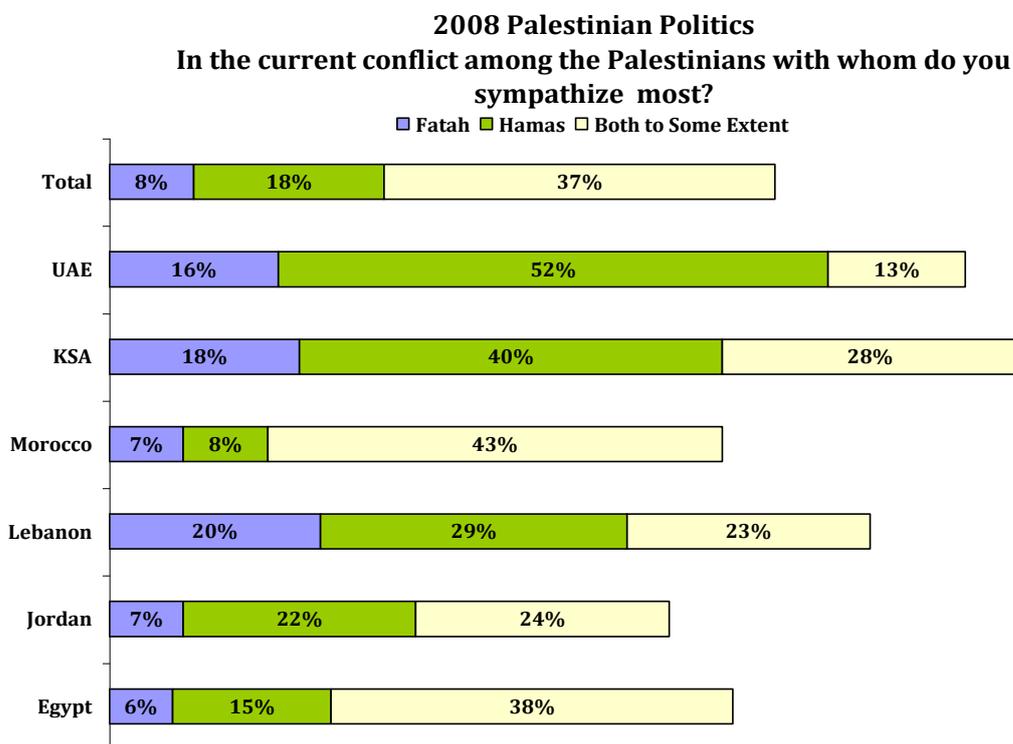


2008 Leaders mondiaux. Six pays confondus. Quel leader mondial (en dehors de votre propre pays) admirez-vous le plus ?

(1^{er} et 2^{ème} choix combinés)

Source: *2008 Annual Arab Public Opinion Poll* dirigé par Professor Shibley Telhami. Enquête de l'Anwar Sadat Chair for Peace and Development de l'Université du Maryland et de Zogby International. Enquête de Mars 2008 élaborée en Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Arabie Saoudite (KSA) et Emirats Arabes Unis (UAE) sur un échantillon de 4046 personnes, Marge d'erreur +/- 1.6%

Annexe n°19 Sondage révélateur de l'image du Hamas selon les Arabes :



2008 – Politique palestinienne. Dans l'actuel conflit entre Palestiniens, pour quel parti avez-vous plus de sympathie ?

Mauve : Fatah

Vert : Hamas

Beige : Les deux dans une certaine mesure

Source: 2008 Annual Arab Public Opinion Poll dirigé par Professor Shibley Telhami. Enquête de l'Anwar Sadat Chair for Peace and Development de l'Université du Maryland et de Zogby International. Enquête de Mars 2008 élaborée en Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Arabie Saoudite (KSA) et Emirats Arabes Unis (UAE) sur un échantillon de 4046 personnes, Marge d'erreur +/- 1.6%

Annexe n°20 Couverture des magazines *Le Point* et *l'Express* sur l'islam



Source : Rokhaya Diallo, « L'Islam et les Médias, cet acharnement sans gêne », *Le Plus du Nouvel Obs*, 8 novembre 2012 <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/690696-l-islam-et-les-medias-cet-acharnement-sans-gene.html> et Isabelle Hanne, « le 'Point' et 'l'Express' sans gêne avec l'Islam », *Écran.fr*, 31 octobre 2012 <http://www.ecrans.fr/Le-Point-et-L-Express-sans-gene,15461.html>

Annexe n°21 Captures d'écran de publicités sur Al Jazeera Arabic, semaine du 4 au 10 février 2013 : uniquement des sociétés nationales qataries (pétrole, gaz)



Annexe n°22 Capture d'écran de la bande annonce du documentaire « Afriqiya Fransa:

Al-qarah al-mustabaha » (« France-Afrique: un continent pillé »), Al Jazeera Arabic,

19 février 2013



Le diplomate français : « Nous avons le pouvoir de nommer des personnalités françaises et africaines à certains postes. »

Annexe n°23 Capture d'écran, Images de télévisions locales syriennes sur la crise en Syrie, Al Jazeera Arabic, semaine du 4 février 2013

Chaines locales :



Suite ----->

Al Jazeera Exclusive:



Annexe n°24 Captures d'écran, Fête d'anniversaire d'un ex-prisonnier du Hezbollah sur l'antenne d'Al Jazira, 19 juillet 2008



Source : <http://www.youtube.com/watch?v=SlkrQGz5ats>

Annexe n°25 Captures d'écran, Images de soldats américains morts et interview des soldats américains faits prisonniers pendant la guerre en Irak, Al Jazeera Arabic / Iraq TV, 23 mars 2003



Disponible sur : http://www.dailymotion.com/video/x3kcv_i_guerre-en-irak-prisonniers-us-sur-a_news

Suite ----->

Captures d'écran, Images du soldat syrien capturé par les rebelles et interviewé par Al

Jazeera English, 17 octobre 2012



Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=ck6OXI0xHs8>

Annexe n°26 Médiatisation de la femme arabo-musulmane militante des droits de l'homme



Annexe n°27 Illustration d'un spot tragique sur le slogan « Mâa al-Insan » (Avec l'être humain), Capture d'écran *Al Jazeera Arabic*, 12 février 2013





Affiche contre l'adhésion à l'OTAN (1949). Truman offre de la nourriture à un prolétaire contre la signature du traité. Une phrase de Staline accompagne l'affiche : «Les peuples ne veulent pas que les désastres de la guerre se répètent».

Source: CC Wikimedia, Foreign Policy <http://www.slate.fr/story/40631/chute-union-sovietique-faux>

Annexe n°29 Audience des principales radios occidentales en Europe de l'Est

Taux d'audience hebdomadaire des principaux radiodiffuseurs occidentaux en 1984 en Europe de l'Est, selon l'EEAOR

	RL / RFE	VOA	BBC	DW / DLF	
	%	%	%	%	
Tchécoslovaquie		54	45	36	
Hongrie		52	23	15	
Pologne		66	48	33	8
Roumanie		61	23	18	10 7
Bulgarie		37	23	20	15 9
URSS	8-12		14-18	7-10	3-6

Audiences de six radios occidentales entre 1984 et 1989, selon RFE/RL

	1984	1985	1986	1987	1988	1989
RFE	66	59	56	51	57	46
VOA	48	53	46	48	54	43
BBC	33	33	34	35	41	33
DLF	9	9	9	8	6	4
RFI	4	4	6	8	5	6
Radio-Vatican	14	9	8	15	13	11

(La question posée est: «Avant de partir de votre pays, quelle(s) radio(s) occidentale(s) avez-vous écoutée(s) au cours des trois derniers mois?» Chiffres en pourcentage, 1% représente environ 280 000 personnes.)

Source : Jacques Sémelin, « Les radios occidentales dans le bloc communiste; à propos de leur réception », Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°46, pp.2-6, 1997
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mat_0769-3206_1997_num_46_1_402109

Annexe n°30 Images cultes de l'esthétisme révolutionnaire



Statue de Joseph Staline décapitée, Budapest, 23 octobre 1956 (Archive: The American Hungarian Federation)



Affiche de Hosni Mubarak déchirée, Le Caire, 25 Janvier 2011 (Archive: Le Figaro.fr)

SYNTHÈSE EN CASTILLAN

REGLAMENTO SOBRE DEPÓSITO, EVALUACIÓN Y DEFENSA DE LA TESIS DOCTORAL <http://www.uv.es/fatwirepub/userfiles/file/deposito.pdf>

Artículo 7. Tesis doctoral presentada en una lengua diferente a las oficiales de la Universitat de València

1. La Subcomisión de Doctorado puede autorizar la lectura de una tesis doctoral que haya estado redactada en cualquier lengua de uso científico, técnico o artístico diferente de las oficiales en la Universitat de València.
2. En todo caso, además de la documentación señalada en esta normativa, el doctorando o doctoranda debe incluir en la tesis doctoral un resumen amplio redactado en una de las lenguas que son oficiales en la Universitat de València, en el que en todo caso debe constar los objetivos, la metodología y las conclusiones de la tesis, con una extensión máxima de 8.000 palabras.

RECONFIGURACIÓN DEL ORDEN MUNDIAL
DE LA INFORMACIÓN Y DE LA COMUNICACIÓN:
IMPLICACIONES E INCIDENCIAS DE LA CADENA AL YAZIRA

INTRODUCCIÓN GENERAL

- 1) Elección, interés y actualidad del asunto
- 2) Definición de los términos y delimitación del campo de investigación
- 3) Problemática, hipótesis y esquema
- 4) Enfoque adoptado: aspectos metodológicos

PRIMERA PARTE

*De las soluciones intergubernamentales
al desequilibrio de flujos de información...*

CAPÍTULO I:
**DESVIACIONES DE UNA INFORMACIÓN INTERNACIONAL CON
SENTIDO ÚNICO**

I.1 NO-INFORMACIÓN: UN BLOQUEO EN LA FUENTE

1.1 Evitar el síndrome de Vietnam

1.1.1 Encauzar la información de guerra

1.1.2 Eliminar las fuentes alternativas

1.1.3 Matar al mensajero: ¿un crimen legítimo?

1.2 Omitir el contexto histórico

1.2.1 Demonización de antiguos aliados

1.2.2 El mito de la "guerra buena"

1.2 Un mundo "inútil"

1.2.1 Las guerras olvidadas

1.3.2 Sur-mediatización de algunos

1.3.3 Muerte mediática de otros

I.2 DE LA ESTRATEGIA RETÓRICA A LA MENTIRA MEDIÁTICA

2.1 La elección de las palabras y de las imágenes

2.1.1 Juegos semánticos

2.1.2 Alboroto mediático con meta intervencionista: el caso de Kosovo

2.2 Las mentiras mediáticas en la Historia

2.2.1 Falsos testimonios

2.1.2 Rumores infundados ☒

2.1.3 ¿La culpa a los imperios mediáticos?

CAPÍTULO II:

SOLUCIONES INTERGUBERNAMENTALES AL DESEQUILIBRIO DE FLUJOS DE INFORMACIÓN INTERNACIONAL

II.1 INICIATIVAS DEL MOVIMIENTO DE LOS NO ALINEADOS POR UNA INFORMACIÓN MÚLTIPLE Y EQUILIBRADA

1.1 Denuncias de los No Alineados en contra de los medios de comunicación occidentales

1.1.1 Un legado colonial que deshacer

a) Oposición a la lógica del "orden de llegada"

b) Descolonizar la información

c) Quejas de los No Alineados en el siglo XXI

1.1.2 Soluciones colectivas de los No Alineados

I. Primer pool de agencias de prensa del Sur

II. Concentración de proyectos regionales

III. Enfoque sobre las iniciativas árabes

1.2 Limitaciones del método no alineado

1.2.1 Una visión vertical del desequilibrio

1.2.2 Obstáculos principalmente endógenos

II.2 Del NOMIC al PIDC de la UNESCO

2.1 ¿Hacia un "Plan Marshall tecnológico"?

2.1.1 Esfuerzos múltiples de instituciones internacionales

- a) La UIT, actor histórico*
- b) La información al servicio del desarrollo humano*

2.1.2 La UNESCO, tribuna principal del nuevo orden informacional

- a) Encargada del debate sobre la información internacional*
- b) El NOMIC deseado por el informe Mc Bride*
- c) Un concepto nacido muerto*

2.2 Estrategias y consecuencias de la UNESCO post-NOMIC

2.2.1 Aplicación de los indicadores de desarrollo de los medios

- a) Mejora del marco jurídico de los medios de comunicación*
- b) Viabilidad financiera de los órganos de prensa*
- c) Diversidad política de los puntos de vista*
- d) Capacitación estructural y humana de los actores de la información*

2.2.2 Límites de la promoción intergubernamental de la libertad de expresión

- a) Límites jurídicos de la protección del derecho a la información*
- b) Límites políticos de la cooperación intergubernamental*
- c) Límites económicos de proyectos subvencionados*

SEGUNDA PARTE

... A la reconfiguración del orden mundial de la información y de la comunicación por actores no-intergubernamentales: el caso de la cadena Al Yazira

CAPÍTULO III:

DEMOCRATIZACIÓN DEL AUDIOVISUAL MUNDIAL Y LOCAL

III.1. UN ORDEN DE LA INFORMACIÓN SUR-NORTE

1.1 Una y otra mirada

1.1.1 Contra la mediatización maniquea del nuclear iraní

- a) Paralelo establecido con el nuclear israelí*
- b) Aplicación arbitraria del Tratado de no-proliferación*

1.1.2 Causas justas y consecuencias injustas de la guerra contra el terrorismo

- a) ¿Yihadista o altermundialista?*
- b) “Terrorismo de Estado”*
- c) Fin de la « infowar » estadounidense*

1.1.3 Relatividad del conflicto árabe-israelí

- a) Recuerdo de un derecho a la libre determinación violado*
- b) Mala fe de Israel*
- c) El conflicto entre Israel y Líbano desde otra perspectiva*

1.1.4 Contrapeso al nuevo orientalismo

- a) Representación del indígena mudo*
- b) Ruptura con los prejuicios respecto al Islam*
- c) Intermedio entre bloques culturales*

1.2 La información contracorriente

1.2.1 Exclusividad árabe en la cobertura de su región

- a) Reconocimiento del valor de Al Yazira*
- b) Subsana las carencias occidentales intencionales o no*

1.2.2 Límites de la permeabilidad Sur-Norte

- a) Fuentes problemáticas*
- b) Deontología a veces cuestionable*
- c) Animosidad del ejército de EE.UU.*
- d) Violaciones del jus in bello*
- e) Desacuerdos éticos*
- f) Re-apropiación del mensaje y contra-flujos inversos*
- g) Consecuencias: elección de un formato adecuado al Occidente*

III.2 UN ORDEN DE LA INFORMACIÓN HORIZONTAL

2.1 Información participativa contra elitismo periodístico

2.1.1 Obstáculos al arraigamiento de Al Yazira en el paisaje audiovisual árabe

- a) Control del fenómeno parabólico*
- b) Represalias de gobiernos árabes*

2.1.2 Vulgarización del poder de comunicar

- a) Necesidad de una comunicación ascendente*
- b) Recuerdo de la indivisibilidad de los derechos humanos*
- c) Representación demográfica del discurso*
- d) Requisitos alcanzados de la “comunicación democrática”*

2.2 Escuela informal del periodismo de desarrollo

2.2.1 Papel social de la televisión

- a) Potencial educativo de masas*
- b) Desviaciones televisuales*

2.2.2 Del periodismo de desarrollo al periodismo irresponsable

- a) Al Yazira: actor de paz, factor de guerra*
- b) Tendencias de un periodismo irresponsable*

CAPÍTULO IV:

REPERCUSIONES EN LA DEMOCRATIZACIÓN DEL MUNDO DE LAS CONTRIBUCIONES NO INTERGUBERNAMENTALES A UN NUEVO ORDEN INFORMATIVO

IV.1 PODER DE LOS MEDIOS TRANSNACIONALES EN LA DEMOCRATIZACIÓN: COMPARACIÓN ENTRE EL PRECEDENTE DE EUROPA DEL ESTE Y EL MUNDO ÁRABE

1.1 Identificación al “hermano libre”

- 1.1.1 Al socorro de “si-mismo”*
- 1.1.2 Criticas aceptables de su igual*

1.2 Contención de una ideología por las ondas

- 1.2.1 Ganar la guerra sin hacerla*
 - a) Caballos de Troya audiovisuales*
 - b) Contra-propaganda soviética*

1.2.2 Romper con el excepcionalismo político

- a) Fin del diktat benevolente*
- b) Evolución generacional*
- c) Margen de provocación de los medios de comunicación transnacionales*

1.5 Emancipación de las opiniones públicas

1.3.1 Desapegarse del anuncio oficial

- a) Abismo temporal y eventos “nacidos-muertos”*
- b) Punto de orientación entre los rumores*

1.3.2 El medio transnacional como multiplicador de audiencia

- a) Tribuna de los censurados*
- b) De observador a prescriptor de revolución*
- c) Vaso comunicante regional*

IV.2 AL YAZIRA: CAUSA Y/O HERAMIENTA DE LAS REVOLUCIONES ARABES

2.1 Influencias pre-revolución

2.1.1 De la hipo a la híper- información: salida de la inercia política

- a) Asepsia política*
- b) Output (producto) de los estímulos de información*

2.1.2 Locomotora de reformas: ¿hacia una telecracia?

- a) Obstáculos al impulso reformista*
- b) Nada se crea, todo se transforma*
- c) Desconfianza en cuanto a las ambiciones democráticas*

2.2 Contribuciones in-revolución

2.1.1 Motor del frenesí del momento

- a) Reinyección de los datos en las grandes pantallas*
- b) Transmisión de la empatía*

2.1.2 ¿El eslabón faltante?

- a) Dar luz verde general*
- b) Otros actores claves de la revolución*

2.3 Aportaciones post-revolución

2.3.1 Modelo y salvaguardia: utilidad de los medios externos

- a) Modelo de inspiración*

b) Salvaguardia contra los reflejos del pasado

2.3.2 Herramienta de la transición democrática

a) Reconocimiento de las fuerzas políticas presentes

b) ¿Exportar la ola verde?

c) « Al Yazira, fuera »

CONCLUSIONES GENERALES

RESUMEN AMPLIO DE TESIS

1. OBJETIVOS

En la clasificación mundial de la libertad de la prensa 2011-2012 de la organización Reporteros sin fronteras, todos los miembros de la Liga Árabe forman parte del último tercio de Estados, aparte de las Comoras (45º puesto sobre 179).⁴⁴⁷ Hay que emprender un importante trabajo en términos de construcción de un Estado de derecho en esta región esclerosada.

Así que, no es por casualidad que el 10 de diciembre de 2010, la UNESCO, agencia de las Naciones Unidas por la educación, la ciencia y la cultura, firmase un acuerdo de cooperación con la cadena de información cataní *Al Yazira*. Adoptado el día del aniversario de la Declaración universal de los Derechos humanos, esta asociación de dos años tenía como objetivo la promoción de la libertad de expresión y el acceso a la información en el mundo árabe (a través de exposiciones comunes de fotoperiodismo y un festival internacional de documentales).

El objetivo de esta investigación doctoral es entender el valor añadido de *Al Yazira* en la promoción internacional de la libertad de expresión en comparación con el trabajo ya realizado por la UNESCO.

Nuestro tema « Reconfiguración del orden mundial de la información y de la comunicación: implicaciones e incidencias de la cadena *Al Yazira* » tiene como objetivo general explicar la importancia del factor información en las Relaciones Internacionales. Siendo la base de toda toma de decisión, la información representa un asunto político

⁴⁴⁷ Mauritania (67), Kuwait (78), Líbano (93), Emiratos árabes unidos (112), Catar (114), Omán (117), Argelia (122), Jordania (128), Túnez (134), Marruecos (138), Irak (152), Territorios palestinos (153), Libia (154), Arabia Saudita (158), Yibuti (159), Somalia (164), Egipto (166), Sudán (170), Yemen (171), Bahrein (173) y Siria (176).
Reporteros sin fronteras, *Classement mondial de la liberté de la presse 2011-2012*, 25 enero de 2012 http://fr.rsf.org/IMG/CLASSEMENT_2012/C_GENERAL_FR.pdf

crucial. De manera general, este trabajo intenta ilustrar la noción de indivisibilidad de los derechos humanos mostrando cómo la libertad de expresión puede conducir al respecto de otros derechos fundamentales, cómo la información se encuentra “al servicio de la humanidad”.⁴⁴⁸

La hipótesis de la investigación es que el orden establecido de la información plantea un problema. Las soluciones de las instancias internacionales presentan límites y de hecho nuevos actores pueden contribuir a su manera en el reequilibrio internacional, con consecuencias sobre la democratización internacional.

Para demostrar eso, presentaremos primero un orden mundial de la información y de la comunicación dominado por países industrializados (principalmente los Estados Unidos, el Reino Unido y Francia). Al salir de la colonización, este orden unipolar y sus desmanes se enfrentarán a las críticas del Movimiento de los No Alineados. El debate estará lanzado en las instituciones internacionales, principalmente en el seno de la UNESCO. Trataremos de exponer los argumentos y *modus operandi* de los diferentes contestatarios del orden establecido. Tanto las iniciativas no-alineadas como las de las Naciones unidas estarán atemperadas por una constatación de sus límites que sean políticas, económicas o jurídicas.

Al ver estos obstáculos, fijaremos la atención sobre otro actor: las cadenas de información internacionales. Entre ellas, elegimos la que se desmarcó por su originalidad: *Al Yazira*. Analizaremos la singularidad de su enfoque y explicaremos en qué medida el contrapeso de esta cadena contribuye en la construcción de un orden equilibrado de la información y de la comunicación.

⁴⁴⁸ Resolución A/RES/66/81 de la Asamblea general de las Naciones unidas, « Cuestiones relativas a la información, A. La información al servicio de la humanidad», 12 de enero de 2012

Probando que un nuevo orden existe, nos quedará estudiar sus consecuencias sociopolíticas. Porque el objetivo final de la tesis es entender la influencia de la libertad de expresión en la democratización. Por eso, nos apoyaremos sobre el precedente de la antigua URSS con el fin de medir el papel de los medios transnacionales en la caída de un bloque ideológico. Comparando el caso soviético con el mundo árabe, podremos descubrir las posibles relaciones de causa y efecto entre la actividad de *Al Yazira* y el puesta en marcha de las revoluciones árabes.

Para concluir, nos preguntaremos si este esquema de estudio puede transponerse a otras regiones del mundo. En efecto, frente al desarrollo de nuevas versiones de *Al Yazira* en otros continentes, se supone las posibles perturbaciones socio-políticas ocasionadas por el lanzamiento de *Al Jazeera Balkans*, *Al Jazeera Türk*, *Al Jazeera America* (en el territorio de los Estados Unidos) y las eventuales *Al Jazeera Swahili* (Africa del Este) y *Français*.

2. METODOLOGÍA

En la primera parte de la obra, el antiguo orden mundial de la información está presentado. Este orden se inscribe en el periodo pre-*Al Yazira*, o sea antes de 1996. Ya que tratamos del siglo XX, no hemos sido espectadores de la mayoría de los eventos citados (guerra de Vietnam, primera guerra de Afganistán, invasión de Kuwait...) El enfoque fue por lo tanto principalmente histórico y el contenido se basó en fuentes bibliográficas. Sin embargo, pudimos formular nuestra propia opinión sobre la cobertura de los eventos por un análisis comparativo de las diferentes versiones periodísticas.

Luego, intentamos evaluar las iniciativas emprendidas por los principales promotores de un orden justo de la información y de la comunicación. Un análisis

discursivo distinguirá los argumentos de los miembros del Movimiento de los No Alineados. Las fuentes de información alternativa y no-occidentales fueron privilegiadas. En cuanto a las iniciativas de la UNESCO, una estancia como interna en el servicio de « Comunicación e Información », sector « Libertad de expresión, paz y Desarrollo Sostenible » el verano 2011, permitió enriquecer nuestros datos con testimonios de funcionarios internacionales, diplomáticos de delegaciones, publicaciones claves, seguimiento de misiones de terreno y conferencias internas con los principales expertos del tema.

La segunda parte del trabajo de investigación desarrolla argumentos sobre la contribución real de *Al Yazira* en el nuevo orden de la información a la vez al nivel internacional como en la dimensión interna de los Estados. Empezamos la tesis doctoral un semestre antes del inicio de las revoluciones árabes. Entonces sin saber lo que iba a ocurrir, ya nos preguntábamos sobre la influencia de *Al Yazira* sobre las poblaciones árabes. La Historia nos dio una respuesta. Así, gracias a la evolución de la actualidad pudimos testimoniar el impacto de la cadena catari a medio plazo.

Nuestras observaciones se construyeron visionando la cadena en directo de 2011 a 2013 y a través los archivos públicos disponibles en internet (páginas web de reparto) por el periodo anterior a 2011. Nuestro examen del actor *Al Yazira* entra en el campo de la praxeología. Esta ciencia de la acción desarrollada por Thierry de Montbrial, director del Instituto francés de las relaciones internacionales (IFRI), analiza los intentos individuales o colectivos de formular o realizar proyectos con vista a cambiar parte del mundo. Se trata de estudiar las tentativas reformistas de *Al Yazira* para entender en qué medida su actividad intenta modificar la sociedad internacional.

Abrimos el segundo capítulo con un estudio comparativo de medios transnacionales en dos regiones y dos periodos diferentes: Europa del Este antes de la caída del muro de Berlín y el mundo árabe actual. Esta llamada de los precedentes nos permite sacar lecciones del pasado. Sin haber vivido el periodo de la Guerra fría, nos apoyamos sobre testimonios de ese tiempo y el trabajo de los historiadores.

Por último, con el fin de evaluar la influencia real de *Al Yazira* en la democratización del mundo árabe, emprendimos el verano 2012 una encuesta de terreno en Túnez porque era el primer país desencadenando la “primavera árabe”, la ola de manifestaciones regionales. Colaboramos con el Instituto francés de investigación sobre el Magreb contemporáneo (Institut de recherche sur le Maghreb contemporain – IRMC Túnez) y presentamos el resultado de nuestro trabajo en junio 2013 durante una jornada de estudios sobre el papel de los medios transnacionales en las transformaciones sociales.

De forma previa a la encuesta, con el fin de prepararla mejor, aprendí las técnicas de geógrafos, sociólogos y politólogos del Instituto francés en el Próximo Oriente (IFPO Amán) como doctoranda asociada.

Entonces, el enfoque empírico de mi encuesta en Túnez se basó en un cuestionario ante los principales partidos políticos tunecinos, diputados de la Asamblea nacional constituyente, periodistas, blogueros y activistas de derechos humanos. El tema del cuestionario era « Papel pre, in y post-revolución de la cadena *Al Yazira* en Túnez ». Explotamos igualmente las páginas dedicadas a *Al Yazira* en las redes sociales muy activas, en fin de detectar las diferentes críticas y comentarios de internautas. Las encuestas callejeras informales aportaron reflexiones y argumentos que no habíamos considerado. Porque pensamos como el Profesor belga de derecho, François Ost que:

"Una cierta forma de vagabundeo/andanza intelectual acompaña la investigación científica. Sabemos que el "método" viene del griego "methodos" que significa "camino". Sin embargo, la ruta más prometedora no es necesariamente una línea recta, los descubrimientos más interesantes a menudo haciéndose con desvíos (...)

"(..) Hay que tomar ventaja de los encuentros que a ustedes les suceden, las "personas-recursos" que encuentran, coloquios a los cuales asisten, lecturas aparentemente "periféricas" que se proponen a ustedes. Una tesis es también una suma de azar, interpelaciones et imprevistos (deberíamos subrayar el papel decisivo de la casualidad en la investigación científica; pero Pasteur añadiría: el azar se provoca... y se observa)."⁴⁴⁹

En fin, de manera general, el trabajo global de investigación se construyó con una mirada constante sobre la actualidad internacional ya que el tema se refiere a la Historia inmediata, la cual aún está escribiéndose. Este tema, siendo pluridisciplinar, nos condujo a explotar fuentes del campo de las ciencias políticas, del derecho internacional público, de las ciencias de la información y de la sociología incluso de la psicología de los medios de comunicación.

Tres imperativos guiaron nuestra conducta: la exposición doctrinal, la ilustración de nuestros escritos con ejemplos concretos y finalmente la construcción de una opinión personal. Porque, por cierto "saber escuchar es poseer, además del propio, el cerebro de los demás", pero el conocimiento no se deriva de una observación pasiva. Nace de un trabajo de nuestro espíritu que realiza experiencias y crea sus propios conceptos.⁴⁵⁰

3. CONCLUSIONES

a) Vuelta al planteamiento

En el marco de esta tesis doctoral, queríamos estudiar cómo un canal por satélite no occidental pudo contrarrestar la imagen hecha del mundo, y de hecho, tener

⁴⁴⁹ François Ost, «La thèse de doctorat en droit: du projet à la soutenance », texto de la conferencia del 17 de febrero de 2006, Seminario de apertura de la Escuela doctoral de Ciencias jurídicas de la Comunidad francesa de Bélgica, p5http://www.fusl.ac.be/fr/pdf/Droit/rapport_fr.pdf

⁴⁵⁰ Lecciones de Leonardo Da Vinci y de Emmanuel Kant

repercusiones sobre la democratización internacional. Las conclusiones de nuestro trabajo son las siguientes:

1. Presentamos la situación inicial de la información internacional. El orden postcolonial se encontraba dominado tanto tecnológicamente como ideológicamente por potencias desarrolladas. Esta brecha favoreció desviaciones con motivación política y engendró guerras mediáticamente justificadas o disimuladas.

2. La Historia también se escribió en un sentido que molesta a un mundo en inmersión que no se reconoce en ello. Este mundo se compone de naciones nuevas, recientemente independientes que deben recuperar un retraso tecnológico y de saber-hacer para recobrar una soberanía completamente deshecha de cualquier tipo de dominación o influencia.

3. Porque “la ONU es un espejo de aumento de la opinión internacional, se reflejan en ella, hasta el exceso, las esperanzas y angustias de los Estados y pueblos.”⁴⁵¹ Así los miembros de la organización inscriben en el orden del día de las agencias especializadas esta preocupación por la información internacional. Pero en un sistema donde los que denuncian no son los que financian, el proceso avanza a dos velocidades. Los intereses políticos y económicos se entrechocan; las visiones se oponen entre liberalismo puro y proteccionismo cultural. Pues en la fase de lucha ideológica que es la Guerra fría, la información es una herramienta de seducción, un *soft power* no despreciable. Ninguna concesión se puede hacer sobre el reparto de sus fuentes.

4. Entonces los No-alineados deben encontrar soluciones endógenas, organizarse en zonas regionales y lingüísticas, mutualizar los conocimientos y materiales. No

⁴⁵¹ Boutros Boutros-Ghali, antiguo Secretario general de la ONU. Extracto de la introducción del *Livre de l'année* – 1994 Evene.fr, texto original : « Parce que l'ONU est un miroir grossissant de l'opinion internationale, s'y reflètent, jusqu'à l'excès, les espoirs et les angoisses des Etats et des peuples. »

obstante hacen frente a sus propias contradicciones entre un deseo externo de igualdad entre las naciones y una práctica interna de injusticia entre los ciudadanos.

5. En tal contexto se revela el valor añadido de las instancias internacionales donde la diplomacia de los pequeños pasos, el esfuerzo de reunir las partes concernidas y de favorecer el diálogo en el respecto de las soberanías y sensibilidades, llegan a cambios inesperados. Los paisajes audiovisuales se abren al pluralismo y a la representatividad demográfica.

6. Pero cuando un gobierno no se preocupa ni de su imagen política ni de sus compromisos internacionales, la promoción de la libertad de expresión basada en su cooperación está frenada. Entonces buscamos nuevas líneas de acción que superan el consentimiento del gobierno, él mismo fuente de freno.

7. Decidimos analizar el actor *Al Yazira* por su creciente papel en el mundo árabe, primero cómo canal de información preferido de esta región y segundo cómo acompañante de las revoluciones de 2011. En primer lugar, tratamos el problema de la democratización al nivel de la sociedad internacional en su conjunto. La línea editorial de *Al Yazira* cuestiona un cierto maniqueísmo en las Relaciones internacionales, una visión binaria de un mundo donde ciertos Estados con voluntades hegemónicas demonizan el resto del mundo según los intereses políticos. La permeabilidad de Occidente a esta contra-historia que *Al Yazira* propone no es evidente porque la propia cadena no es un órgano con total neutralidad.

8. Luego estudiamos la democratización al nivel local. Por una comunicación horizontal sin el consentimiento de “arriba”, del gobierno, los pueblos árabes vuelven a apropiarse de su actualidad y de la imagen que tienen de si-mismos. Este mundo no censurado transforma el orden político y hace evolucionar las mentalidades. Los paradigmas políticos (paternalismo, autoritarismo condescendiente) están cuestionados.

9. La comparación con la situación de Europa del Este en el tiempo de la URSS apoya nuestros argumentos que el medio de comunicación transnacional tiene un poder subversivo sobre el orden político. Este tipo de medio de comunicación libera a los ciudadanos de la tutela gubernamental y les acompaña en su lucha.

10. Finalmente nos preguntamos hasta donde lleva este nuevo orden de la información donde el ciudadano sabe todo, todo el tiempo. La revolución tunecina nos da una respuesta. *Al Yazira* le dio una dinámica de grupo: conciencia colectiva, alcance de una masa crítica de participantes, difusión de la llamada y empatía general. La cadena fue efectivamente una condición necesaria dado las revoluciones abortadas y acalladas en el pasado. Pero la cadena no es tampoco una condición suficiente.

11. El asunto no es glorificar esta herramienta ni atribuir un mérito desproporcionado. El medio transnacional no basta en el sentido de que hasta con las tecnologías de información y de comunicación más desarrolladas, si un pueblo no quiere cambiar su condición, el statu quo político persiste. El dinamismo de la sociedad civil y de sus apoyos es imprescindible. Y del otro lado, las luchas anticoloniales y revoluciones de los siglos pasados triunfaron sin este tipo de medio sino con técnicas tradicionales de comunicación.

11. En definitiva las virtudes democráticas de la tecnología se manchan por los excesos políticos. *Al Yazira* que refutaba un orden de la información partidista se encuentra acusada de favorecer a los movimientos islamistas. Las masas se desolidarizan de este aliado del pasado y se vuelven a centrar sobre su paisaje audiovisual nacional en renacimiento. Entonces la cadena se introduce en nuevas regiones.

b) Aportaciones de la búsqueda

El valor añadido de nuestra tesis, su originalidad reside en los puntos siguientes:

1. Esta tesis se basa constantemente en una "filosofía de la duda": cualquiera verdad general de Relaciones Internacionales está cuestionada. Los "espejos deformantes" del etnocentrismo se rompen y las supuestas evidencias se atemperan. No hay ni mal absoluto ni héroe incontestable.
2. Este revés radical de la Historia que es la "primavera árabe" hace que la bibliografía sobre esta región sea ahora obsoleta. Nuestro trabajo produce nuevos contenidos sobre esta historia en proceso y realiza un balance de la función específica de uno de sus actores. Es una manera de sintetizar un fragmento de la Historia para mejor considerar el futuro. Esta reflexión personal entra en el esfuerzo actual de investigadores internacionales para entender el papel de las tecnologías de la información y de la comunicación en el cambio social.
3. En un mundo de migraciones, con el fin de evitar una confrontación brutal entre los pueblos, los medios de comunicación transnacionales permiten conocer al otro y su visión antes de frecuentarle. En momentos de crisis económica como la actual, los nacionalismos y la xenofobia se exacerban. Estamos siendo testigos del ascenso de la extrema derecha en Europa. La mezcla de poblaciones debe ser una oportunidad, no un vector de animosidad. La paz está en las mentes de los hombres y es en su mente que la brecha se apriete.
4. El "Sur" en otro tiempo silencioso se expresa y se organiza. La coalición de países en desarrollo, el G77 cuenta ahora con 132 miembros. El "Sur" tiene la mayoría absoluta en la Asamblea General de las Naciones Unidas. La adhesión de Palestina como 195º miembro de la UNESCO y Estado observador no miembro de la ONU ilustra este revés histórico. Es entonces

tiempo de entender los argumentos del “Sur”, gracias a sus medios alternativos, no para seguirle, pero para encontrar más fácilmente compromisos y denominadores comunes amplios.

c) Perspectivas de investigación

Aquí tenemos la oportunidad de hablar de los puntos que quedan por explorar. Nuestro trabajo sugiere las siguientes preguntas:

1. El apoyo ideológico de la cadena y la expansión de Al Yazira en áreas con poblaciones musulmanas nos hace pensar en un renacimiento del factor religioso en las relaciones internacionales. Por lo tanto, esta "guerra mundial de la información",⁴⁵² sirve como telón de fondo para la comprensión de una nueva guerra, la de las religiones. La expresión es un poco fuerte, pero refleja dos tendencias opuestas. Por un lado, en sociedades cada vez más seculares, la ley divina pierde su legitimidad. Pero, por otro lado, con el despertar árabe, los pueblos en otro tiempo limitados en su práctica religiosa en nombre de la lucha contra el islamismo, tienen la oportunidad de crear un Estado a su imagen. Ahora pueden imaginar una democracia islámica. La cuestión es saber si se puede elaborar una *sharia* (ley islámica) cumpliendo con los estándares internacionales de democracia y qué relaciones puede mantener una democracia islámica con sus pares seculares.
2. Sería también interesante entender la estrategia general de política exterior de Qatar. Hemos tratado del componente mediático que permitió a este Estado ser conocido al nivel internacional, pero eso es sólo un eslabón de una estrategia global de inversiones. El tercer mayor productor de gas natural diversificó sus campos de acción hasta convertirse en el primer inversor mundial en 2013.

⁴⁵² Título del libro de Antoine Char, *La Guerre mondiale de l'information*, Presse de l'Université du Québec, 1999

3. Por último, se puede reutilizar, transponer nuestro trabajo sobre otras regiones. Es decir, el análisis del papel de Al Yazira en la democratización de la región se puede aplicar a zonas en las que la cadena está creciendo: los Balcanes, Turquía, el Cuerno de África, los países francófonos y los Estados Unidos.

4. En los Balcanes, la cadena está disponible en Bosnia y Herzegovina, Croacia, Kosovo-Serbia, Macedonia, Montenegro y Eslovenia. El idioma serbo-croata representa un nicho de entre veinte y treinta millones de personas. Esta iniciativa es una oportunidad para dar a la región un denominador común, un proyecto de grupo impulsando la integración y la reconciliación regional. La cadena también ofrece los recursos financieros, humanos y técnicos para desligarse de los medios de comunicación locales. Claro, en la clasificación mundial de la libertad de la prensa de 2013 de Reporteros sin Fronteras, ninguno de los Estados mencionados formar parte del tercer tercio.⁴⁵³ Pero las deficiencias de estos candidatos a la Unión Europea siguen siendo grandes: "las cadenas generalmente están todas afiliadas a partidos y los periodistas sometidos a presiones incesantes, ya sean políticas, económicas o de lobbies", resume Borka Rudić, Secretario general de la Asociación de periodistas de Bosnia-Herzegovina.⁴⁵⁴

5. En cuanto a la zona francófona, representa el mercado más grande con una estimación de mil millones de personas. Sin embargo, el lanzamiento de *Al Jazira Français*, quedó en suspenso durante la presidencia francesa de Nicolas Sarkozy, que pidió al Qatar no competir con su proyecto de canal de información *France 24*.⁴⁵⁵

⁴⁵³ Soló Eslovenia hace parte del primer tercio en el 35º puesto sobre 179 Estados. En el segundo tercio, Serbia obtiene el 63º puesto, Croacia el 64º y Bosnia y Herzegovina el 68º, Kosovo (si se reconoce como Estado) el 85º, Montenegro el 113º y Macedonia el 116º puesto sobre sur 179 Estados.

⁴⁵⁴ Pierre-Anthony Canovas, « Les Balkans, l'audacieux pari d'Al Jazeera », *Slate.fr*, 19 de octubre de 2012 [consultado el 27 de mayo de 2013], <http://www.slate.fr/story/62153/al-jazeera-balkans>

⁴⁵⁵ Christina Chesnot y Georges Malbrunot, *Qatar - Les secrets du coffre-fort*, Michel Lafont, 2013

Nicolas Sarkozy, no habiendo renovado su mandato presidencial, el proyecto de *Al Jazira Français* pudo renacer y podría influir sobre una área francófona significativa en África subsahariana.⁴⁵⁶

6. El proyecto de cadena en swahili afecta aproximadamente cinco millones de nativos y entre cincuenta y setenta millones de personas que lo tienen como segunda lengua.⁴⁵⁷ Pero China tomó la delantera al lanzar el canal de información en continuo CCTV en África del Este.⁴⁵⁸ Está eventualidad de varias *Al Yazira* africanas, cincuenta años después de la creación de la Organización de la Unidad Africana, daría una herramienta panafricana para la reflexión y el debate así como un escaparate para los oponentes políticos. El objetivo sería encontrar soluciones africanas a los problemas africanos y que la imagen del continente no se reduzca a la pobreza y el hambre. Recordamos la iniciativa de Muamar Gadafi de la televisión panafricana 9.9.99. Pero, ¿qué líder relanzará el proyecto y que financiación seguirá? En la mente de algunos, entre ellos el ex presidente francés, Nicolas Sarkozy, "el hombre africano no está suficientemente entintado en la Historia"⁴⁵⁹ porque se somete a ella sin escribirla. Entonces, existe una necesidad que África interactúe con el mundo para efectivamente hacer parte de éste. En este sentido, el poeta francés Aimé Césaire decía: "Dejad entrar los pueblos negros en la gran escena de la Historia" para que un renacimiento africano sea posible.⁴⁶⁰

⁴⁵⁶ Benín, Burkina Faso, Cabo Verde, Costa de marfil, Guinea, Níger, Senegal, Togo, Burundi, Camerún, República Centroafricana, Congo, República Democrática del Congo, Gabón, Comoras, Malí, Guinea Bissau y Madagascar.

⁴⁵⁷ Se habla Swahili y sus dialectos en Burundi, Comoras, Kenia, Malawi, Mozambique, Uganda, República Democrática del Congo, Ruanda, Somalia y Tanzania.

⁴⁵⁸ Tom Rhodes, "China's media footprint in Kenya", *CPJ Blog*, 7 de mayo de 2012, [consultado el 28 de mayo de 2013] <http://cpj.org/blog/2012/05/chinas-media-footprint-in-kenya.php>

⁴⁵⁹ Discurso de Dakar (Senegal) del presidente francés Nicolas Sarkozy, el 26 de Julio de 2007

En francés : « (...) l'homme africain n'est pas assez encre dans l'Histoire. »

⁴⁶⁰ Cita dada por Henri Guaino, autor del Discurso de Dakar para Nicolas Sarkozy

7. Relativo a *Al Jazeera Türk*, se podría reactivar la cuestión del "genocidio armenio". La cadena representaría también una escapatoria para los militantes kurdos, dado los muchos periodistas kurdos encarcelados por sus investigaciones sobre temas sensibles. Turquía es el primer país que encarcela a periodistas y la cifra oficial (49 en 2012) es mínima ya que se encarcela a mucho más periodistas tras otras acusaciones.⁴⁶¹
8. Luego se anunció *Al Jazeera Urdu* en 2006. Su audiencia potencial es de 165 millones de personas que hablan urdu y geográficamente ubicadas en Pakistán y la India. Esta iniciativa por satélite cambiaría la situación de la libertad de la prensa, especialmente en la región sensible de Beluchistán, limítrofe de Irán y Afganistán.
9. Por último, a propósito de *Al Jazeera America*, el paisaje audiovisual por cable y por satélite está demasiado desarrollado y competitivo para esperar una escalada rápida de *Al Yazira* en los Estados Unidos. El gran interés por el divertimento es también un problema cultural que superar. Pero el hecho de que en esta cadena se discutirán temas enterrados puede producir más interés de la sociedad civil y una dinámica de manifestaciones en el país. Una nueva realidad se construye. La CPI siendo un órgano subsidiario, los ciudadanos estadounidenses tendrán que darse cuenta ellos mismos – por *Al Yazira* – de los crímenes de sus gobiernos sucesivos para impulsar una justicia interna, sobre entre otros, la guerra en Irak, la situación en Guantánamo, los ataques de drones en Pakistán, etc.

⁴⁶¹ Comité de protección de los periodistas (CPJ), « Le nombre de journalistes emprisonnés atteint un record mondial », *CPJ.org*, 11 de diciembre de 2012 [consultado el día mismo] <http://cpj.org/fr/2012/12/le-nombre-de-journalistes-emprisonnes-atteint-un-r.php>

